

Les Frères musulmans Structure paneuropéenne

Lorenzo Vidino
Sergio Altuna



Fonds autrichien pour la documentation de
l'extrémisme politique à motivation religieuse
(Centre de documentation sur l'islam politique)

RAPPORT D'ÉTUDE
02/2021

Les Frères musulmans Structure paneuropéenne

Lorenzo Vidino

Sergio Altuna

Publié par le Fonds autrichien pour la documentation de l'extrémisme à motivation religieuse (Centre de documentation sur l'islam politique) Octobre 2021

Traduction française : association EGALÉ

Site Web : egale.eu

Impression

Propriétaire, rédacteur et éditeur de médias

Fonds autrichien pour la documentation de l'extrémisme politique à motivation religieuse (centre de documentation sur l'islam politique). Courriel : office@dokumentationsstelle.at

Objectif du Fonds

Le Fonds autrichien pour la documentation de l'extrémisme politique à motivation religieuse (centre de documentation de l'islam politique) est un fonds doté d'une personnalité juridique propre, dont l'activité n'est pas orientée vers le profit et qui poursuit exclusivement des objectifs non lucratifs au sens des articles 34 à 47 de la loi sur le droit d'auteur. Tous les médias du Fonds autrichien pour la documentation de l'extrémisme politique à motivation religieuse (centre de documentation de l'islam politique) sont destinés à fournir des informations sur les thèmes, les projets et les recherches du Fonds autrichien pour la documentation de l'extrémisme politique à motivation religieuse (centre de documentation de l'islam politique) et à diffuser des informations essentielles sur le thème de l'islam politique ainsi qu'à promouvoir la sensibilisation de la population autrichienne à ces thèmes.

Avis de non-responsabilité

Le plus grand soin a été apporté aux contenus tant en termes de recherche que d'édition. Nous dégageons toute responsabilité quant à l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des contenus. Ni le Fonds autrichien pour la documentation de l'extrémisme politique à motivation religieuse (Centre de documentation sur l'islam politique) ni les autres parties impliquées dans la création de ce média ne sont responsables des dommages de toute nature résultant de l'utilisation, de l'application et de la diffusion des contenus présentés. Dans la mesure où ce média contient des références à d'autres médias tiers sur lesquels le Fonds autrichien de documentation sur l'extrémisme politique à caractère religieux (centre de documentation sur l'islam politique) n'a aucune influence, toute responsabilité quant au contenu de ces médias est exclue. Le propriétaire du média respectif est responsable de l'exactitude des informations contenues dans les médias tiers.

Copyright

Tous les contenus publiés sur ce support sont protégés par le droit d'auteur. Sans l'accord écrit préalable de l'auteur, tout type de reproduction, de traitement, de diffusion et d'utilisation techniquement possible ou uniquement possible à l'avenir est interdit, que ce soit à titre onéreux ou gratuit. L'assomption, la transmission complète ou partielle ou la reproduction au sens de l'article 44 (1) de la loi sur le droit d'auteur ne sont également autorisées que sous réserve de l'accord du propriétaire du média. Les contributions des auteurs invités expriment leurs opinions personnelles et ne correspondent pas nécessairement aux positions du propriétaire du média.

Octobre 2021

Table des matières

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
-----------------	---

PREMIÈRE PARTIE

1. Introduction	14
2. Qu'est-ce que les Frères musulmans en Europe ?	20
3. Objectifs	34

DEUXIÈME PARTIE

1. La structure paneuropéenne de la Fraternité	46
2. FIOE/CEM	52
3. FEMYSO	72
4. L'Institut Européen des Sciences Humaines	85
5. Le Conseil européen de la fatwa et de la recherche	98
6. Trust Europe	109
7. Secours islamique	116

TROISIÈME PARTIE

1. Autriche	126
2. Belgique	130
3. Danemark	134
4. Europe de l'Est	136
5. France	138
6. Allemagne	146
7. Italie	153
8. Pays-Bas	158
9. Espagne	162
10. Suède	167
11. Suisse	171
12. Royaume-Uni	176

QUATRIÈME PARTIE

1. Récits	186
2. Un aperçu des mécanismes de financement de la Fraternité européenne	208
3. Conclusion et recommandations politiques	225

Acronymes	230
Répertoire d'images	235
Bibliographie	237

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Qu'est-ce que les Frères musulmans en Europe ?

Tous les aspects de la présence des Frères musulmans en Europe, y compris leur existence même, font depuis longtemps l'objet de débats et ne font guère l'objet de consensus. Pourtant, étant donné la position d'influence relative au sein des communautés musulmanes européennes et la représentation de celles-ci que les individus et les organisations liés aux Frères musulmans ont acquise au cours des dernières décennies, une compréhension plus approfondie du mouvement est d'une importance cruciale pour les décideurs politiques et la société civile européens.

Bien qu'il existe des différences d'un pays à l'autre, Les premières traces de cette présence peuvent être relevées entre les années 1960 et 1980 et sont le fait d'étudiants du Moyen-Orient dans des universités européennes et de quelques membres chevronnés de la Fraternité fuyant les persécutions dans leur pays d'origine. Ce qui a commencé comme une présence inattendue et temporaire en Europe est devenu, au fil du temps, s'est fortement développé. Aujourd'hui, chaque grand pays européen abrite un petit réseau d'individus et d'organisations ayant des liens plus ou moins étroits avec les Frères musulmans.

La terminologie peut être trompeuse et le terme "Frères Musulmans", dans le cadre de

l'Occident peut signifier différentes choses. Bien que d'autres catégorisations soient possibles, on peut affirmer que le terme "Frères musulmans" renvoie à trois réalités distinctes mais fortement liées qui, à des degrés d'intensité croissants, sont les suivantes :

- Les « frères purs »
La première génération de pionniers arrivant du monde arabe a mis en place des structures qui reflétaient celles des pays d'origine, évidemment reproduites à une échelle beaucoup plus petite. Les Frères purs sont des individus qui, après avoir subi un processus de recrutement rigoureux et avoir prêté serment, appartiennent à la structure non publique ou secrète créée par les membres de la Confrérie dans chaque pays européen.
- La naissance de la Fraternité. Dès leur arrivée en Europe, les premiers Frères ont établi un réseau d'organisations consacrées à un large éventail d'activités. Aucune de ces entités ne s'identifie publiquement comme ayant des liens avec une quelconque structure des Frères musulmans. Mais, en réalité, elles représentent l'autre face des Frères purs - la face publique du réseau secret, la partie qui fait avancer le programme du groupe dans la société sans révéler la structure secrète.
- La décision des Frères de créer cette structure binaire - une publique et une secrète - dépend largement de leur compréhension du fait que

les organisations qui ne peuvent pas, en théorie, être directement liées au groupe sont plus efficaces pour mener un engagement avec les communautés musulmanes et les sociétés européennes. C'est pour cette raison que les jeunes de la Fraternité ne s'identifient pas comme étant liés à la Fraternité et rejettent toute accusation d'appartenance, utilisant souvent l'argument qu'ils sont des entités indépendantes - ce qui est vrai sur un plan purement formel. De plus, pour augmenter leur potentiel d'engagement, les fractions de la Confrérie reçoivent des noms qui cherchent à véhiculer une image de modération et de large représentativité.

- Organisations influencées par la Fraternité. Il s'agit d'entités qui ont des liens historiques, organisationnels, financiers et, surtout, idéologiques avec le noyau central de la Fraternité, mais qui n'ont pas de liens opérationnels clairs avec elle.

Les individus et organisations appartenant à la Fraternité pure et les dirigeants de ces deux dernières catégories dans chaque pays européen constituent le réseau local de la Fraternité. Le terme de milieu est préférable à celui de branche car ce dernier donne une impression de dépendance. En réalité, chaque réseau de la Fraternité européenne fonctionne en totale autonomie

par rapport aux autres réseaux européens et aux branches beaucoup plus importantes du Moyen-Orient/Afrique du Nord. Il existe donc un réseau de la Fraternité française, un réseau de la Fraternité allemande, un réseau de la Fraternité autrichienne, un réseau de la Fraternité danoise et ainsi de suite. Si les réseaux de la Fraternité européenne communiquent et se coordonnent constamment avec leurs groupes mères dans le monde arabe et entre eux, ils sont libres de choisir leurs objectifs et leurs tactiques.

Le nombre de membres à part entière de chaque réseau de la fraternité européenne est relativement faible (un peu plus d'un millier dans les grands pays comme la France ou le Royaume-Uni, moins d'une centaine dans les plus petits), mais chacun a la capacité d'influencer et de mobiliser un nombre beaucoup plus important d'alliés et de compagnons de route. En outre, les réseaux de la fraternité créent de nombreuses organisations publiques qui, bien que contrôlées par le même petit nombre d'activistes, visent à projeter une image de large soutien et de représentation.

Le réseau paneuropéen de la Fraternité

Depuis la fin des années 1980, les dirigeants du réseau paneuropéen informel ont cherché à créer une structure paneuropéenne officielle. En 1989, ils ont créé la Fédération des organisations islamiques en Europe (FIOE), une organisation parapluie pan-Européenne basée à Bruxelles,

En substance, le membre FIOE de chaque pays européen est la principale entité du réseau de la Fraternité de ce pays. De plus, la grande majorité des postes de direction de la FIOE ont historiquement toujours été occupés par des dirigeants du réseau de la Fraternité de chaque pays. La FIOE supervise, coordonne et harmonise les activités de ses organisations membres dans toute l'Europe.

Au fil du temps, la FIOE (qui a changé de nom en 2020 pour devenir le Conseil des musulmans européens, CEM) a créé plusieurs entités spécialisées pour servir des objectifs spécifiques. Parmi elles, les plus importantes sont :

- La Fédération des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans (FEMYSO). Également basée à Bruxelles, la FEMYSO est l'organisation qui chapeaute les organisations de jeunes et d'étudiants de chaque pays européen appartenant au milieu de la Fraternité. Les postes de direction au sein de la FEMYSO sont généralement occupés par les enfants de certains des plus hauts dirigeants du milieu de la fraternité européenne et par des dirigeants d'organisations locales de jeunes et d'étudiants.
- L'Institut Européen des Sciences Humaines (IESH). Établi à l'origine par la FIOE et l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de

France), l'organisation phare du milieu de la Fraternité française, l'IESH est un réseau d'écoles situées en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Finlande qui se consacre à la formation des imams européens.

- Le Conseil européen de la fatwa et de la recherche (ECFR). Basé à Dublin, l'ECFR est un organe jurisprudentiel qui fournit des décrets religieux pour aider les musulmans européens à concilier leur désir de respecter la loi islamique tout en vivant dans les sociétés européennes à majorité non musulmane. Historiquement dirigé par Yusuf al Qaradawi, la majorité des érudits de l'ECFR sont liés à des branches des Frères musulmans en Europe ou au Moyen-Orient/Afrique du Nord.
- Europe Trust. Basée au Royaume-Uni, mais possédant des filiales dans divers pays européens, Europe Trust est contrôlée par certains des plus hauts dirigeants du réseau de la Fraternité européenne. Elle s'engage dans diverses activités financières, principalement dans l'immobilier, qui servent à leur tour à financer diverses entités du milieu.

Une organisation importante proche du milieu des Frères musulmans européens est Islamic Relief Worldwide (IRW). IRW nie fermement tout lien avec les Frères Musulmans, mais ses liens organisationnels et personnels avec le groupe européen des Frères Musulmans sont très importants.

Le réseau est très étendu. Les organisations qui appartiennent aux milieux de la fraternité de chaque pays collectent régulièrement des fonds pour l'IRW et en font la promotion, et les individus qui en font partie dirigent souvent les branches locales de l'IRW.

Influence et financement

Les diverses entités paneuropéennes et les nombreuses organisations créées par chaque réseau de la Fraternité européenne forment un groupe assez cohérent. Bien que chaque réseau de la Fraternité agisse sur son propre territoire, leurs connexions personnelles, organisationnelles et financières sont étendues. La nature circulaire du réseau ne peut être exagérée, car il est dirigé par une clique assez restreinte (quelques centaines d'individus au total, si l'on considère les hauts dirigeants) d'hommes (et un nombre restreint mais croissant de femmes, dont la plupart sont des épouses ou des filles de hauts dirigeants) qui se connaissent tous entre eux, une nomenklatura islamiste très soudée ayant un impact disproportionné sur l'islam organisé en Europe.

En dépit de leur petit nombre, les milieux des Frères européens ont réussi à obtenir une influence substantielle dans deux contextes distincts mais liés : au sein des communautés musulmanes européennes et auprès des institutions européennes. En ce qui concerne le premier, la majorité des musulmans européens n'ont pas été influencés par les Frères et rejettent ou ignorent leur influence.

vision du monde socio-politico-religieuse. Pourtant, l'énorme réseau de mosquées, d'organisations caritatives, d'écoles, d'organisations de lobbying et de défense des droits civils, et de nombreux autres types d'entités qui répondent à des besoins ou à des sous-groupes spécifiques, contribue à la diffusion du message des Frères et c'est quelque chose qu'aucune tendance islamique concurrente ne peut déployer, en grande partie par manque de ressources.

De même, les Frères ont souvent exercé une influence disproportionnée sur les institutions européennes : politiciens à tous les niveaux, agences gouvernementales, médias, etc. Grâce à leur présence vocale et visible, les Frères parviennent souvent à éclipser les tendances musulmanes concurrentes.

L'une des principales raisons qui expliquent le succès relatif des Frères est leur accès à d'importantes ressources financières. La dynamique de financement des Frères européens est complexe et difficile à pénétrer. Mais on peut distinguer quatre grandes catégories de sources financières :

1. Dons de la communauté musulmane.
2. Les activités financières propres du groupe.

Les Frères européens ont depuis longtemps développé un réseau d'entreprises, dont certaines sont axées sur des activités liées à l'Islam (certification de viande halal, vente de publications religieuses, etc.)

certain non liés (de l'immobilier aux services financiers).

3. Dons étrangers : historiquement, ils provenaient de presque tous les pays arabes du Golfe, mais au cours de la dernière décennie, ils provenaient surtout du Qatar et, dans une moindre mesure, du Koweït. La Turquie a également joué un rôle important au cours des dernières années.
4. Subventions des gouvernements européens et de l'Union européenne. Ces dernières années, les organisations appartenant au milieu de la Fraternité européenne ont reçu de plus en plus de fonds publics pour des activités telles que le travail d'intégration, la prévention de la radicalisation, l'antiracisme/islamophobie, etc. Dans certains cas, les organisations caritatives liées au milieu de la Fraternité agissent également en tant que contracteurs pour les agences d'aide gouvernementales européennes, réalisant pour elles des projets dans des régions particulièrement difficiles d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie.

Objectifs et points de vue problématiques

Si certains de ses dirigeants et de ses publications évoquent la vision d'une Europe totalement islamisée dans un avenir lointain, la Fraternité européenne,

par essence pragmatique, poursuit des objectifs nettement plus réalistes. En substance, le mouvement comprend que ce qu'il peut réaliser dans la majorité non-musulmane.

Les sociétés européennes sont sensiblement différentes du monde arabe. Par conséquent, ses trois principaux objectifs sont les suivants :

1. Diffuser sa vision du monde socio-politico-religieuse aux communautés musulmanes européennes, en favorisant leur identité islamique.
2. Devenir les représentants officiels ou de facto des communautés musulmanes ayant des établissements en Europe.
3. Influencer l'élaboration des politiques sur toute question liée à l'Islam

Afin d'atteindre ces objectifs, les Frères européens mènent une variété d'activités et adoptent une série de postures. Le mouvement a généralement compris qu'être perçu comme un interlocuteur modéré et fiable de l'establishment européen est la meilleure tactique pour atteindre ses objectifs. Néanmoins, les cas où les dirigeants et les organisations de la Fraternité européenne épousent des points de vue diamétralement différents de ceux qu'ils expriment lorsqu'ils s'engagent auprès des décideurs politiques, des dirigeants de la société civile et des médias sont courants. Le présent rapport a documenté un ensemble de points de vue hautement problématiques (anti-intégration, antisémitisme, homophobie, misogynie) exprimés de manière constante par les échelons supérieurs des

mouvements.

Évaluer si ou quel type de menace présente le réseau de la Fraternité européenne est une tâche complexe et les opinions varient considérablement. Du point de vue de la sécurité, il convient de préciser que la Confrérie européenne ne constitue pas une menace directe et que le mouvement n'est engagé dans aucune attaque sur le continent. Dans le même temps, les réseaux de la Fraternité européenne soutiennent en paroles et en actes le Hamas et d'autres groupes violents opérant en dehors de l'Europe. De plus, le récit de victimisation et de justification partielle des Frères, selon de nombreuses personnes, crée un environnement propice à la radicalisation violente.

On peut dire que le plus grand défi posé par la Fraternité européenne doit être identifié dans sa menace pour la cohésion sociale et l'intégration. Son discours du "Nous contre Eux", l'exagération politiquement instrumentale du phénomène indéniable qu'est la haine anti-musulmane, et la diffusion de points de vue hautement problématiques sur des questions telles que les droits des femmes et des homosexuels, peuvent avoir un impact polarisant, creusant un fossé entre les musulmans européens et le reste de la population.

Conclusion et recommandations

En substance, ce rapport montre qu'un petit réseau d'activistes interconnectés dirige un vaste réseau d'organisations à l'échelle européenne qui ont réussi à devenir une puissante nomenclature de leaders

autoproclamés de l'islam organisé. Grâce à leurs capacités de mobilisation et à leur accès à d'importantes ressources, ils ont pu exercer une influence disproportionnée sur les communautés musulmanes locales et, dans une certaine mesure, convaincre les établissements européens de les considérer comme des représentants modérés et légitimes des musulmans européens. Bien qu'elles ne constituent pas une menace directe pour la sécurité, leurs opinions sur plusieurs questions clés sont très problématiques et vont à l'encontre des droits de l'homme et des constitutions européennes.

La question de savoir ce qu'il convient de faire en la matière est très controversée et aucune politique générale ne peut ou ne doit être adoptée. Cela s'explique à la fois par le fait que l'approche de chaque pays européen est influencée par sa propre dynamique culturelle, historique et politique et par le fait que la question de la Fraternité se joue à de nombreux niveaux différents, de l'intégration à la sécurité, de l'éducation aux affaires religieuses. Malgré ces difficultés, il est toujours possible de fournir trois recommandations politiques générales qui peuvent être appliquées à tous les acteurs européens (politiciens, agences gouvernementales, organisations de la société civile) qui traitent, pour quelque raison que ce soit, avec des individus ou des organisations liés au réseau de la Fraternité européenne.

1. Développez la connaissance. Chaque interaction

et, avant cela, la décision même d'interagir ou non avec les entités de la Fraternité européenne devrait être fondée sur une connaissance solide de leur nature et de leurs objectifs, ainsi que sur une conscience de toutes les implications découlant de toute décision d'engagement. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas.

2. S'engager, mais ne pas donner le pouvoir. Un refus catégorique de s'engager avec les organisations de la Fraternité pourrait ne pas être une approche raisonnable, même pour les gouvernements qui considèrent le réseau en termes très négatifs. Les gouvernements peuvent avoir de bonnes raisons stratégiques d'interagir avec les organisations de la Fraternité européenne mais ils doivent le faire

en sachant clairement à qui ils ont affaire. Toutefois, ils doivent s'assurer que l'engagement ne se transforme pas en autonomisation, qu'il ne confère pas indûment une légitimité et un capital politique au réseau.

3. Ne pas financer. Au cours des dernières années, les organisations confrériques européennes sont devenues habiles à obtenir des financements publics pour mener une grande variété d'activités (travail d'intégration et de lutte contre la discrimination, prévention de la radicalisation, aide, etc.) Les acteurs publics européens devraient cesser de financer les organisations de la Fraternité, en faisant en sorte que les critères de financement ne soient pas purement formels mais évaluent le système de valeurs d'un bénéficiaire potentiel.



PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION

Au cours des vingt dernières années, les décideurs politiques, les services de renseignement et d'application de la loi, les médias et les opinions publiques européens n'ont cessé de débattre des différentes souches d'islamisme présentes sur leur territoire. Le débat a souvent été mal informé, confondant à tort les diverses manifestations extérieures de la foi islamique avec les actions des islamistes. Pour être clair, les islamistes sont des acteurs politiques qui utilisent une interprétation instrumentalisée de l'Islam pour atteindre des objectifs politiques - quelque chose de très différent de l'Islam traditionnel et même conservateur.

L'islamisme est un mouvement idéologique extrêmement hétérogène. L'attention s'est concentrée, à juste titre, sur l'islamisme violent, également connu sous le nom de djihadisme. En fait, les Européens ont donné la priorité à la compréhension des motifs qui ont poussé des milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes du continent à embrasser l'idéologie de groupes comme Al-Qaïda et l'État islamique et à commettre des attentats en leur nom.

L'attention s'est également portée sur un large éventail de groupes et de réseaux qui adoptent diverses itérations non violentes (ou, selon certains, non directement violentes) de l'islamisme. Des diverses souches de la vaste et extrêmement hétérogène

mouvance salafiste aux groupes militants/activistes tels que Hizb ut Tahrir, les Européens ont souvent discuté d'acteurs qui, tout en opérant largement dans le cadre de la loi, rejettent la démocratie et adoptent des points de vue qui vont à l'encontre des valeurs européennes dominantes sur plusieurs questions clés telles que la démocratie et l'égalité des sexes.

Malgré des divergences sur la manière de les traiter, les Européens s'accordent largement sur la nature problématique de ces acteurs et sur la nécessité de réduire leur influence. Les choses deviennent nettement plus complexes lorsque l'attention se porte sur une autre catégorie d'islamistes : les participationnistes. Les participationnistes sont des individus et des groupes qui adoptent une interprétation très conservatrice et politisée de leur foi qui, comme les autres, considère l'islam comme un système global réglementant tous les aspects de la vie privée et publique. Mais, contrairement aux djihadistes et à la plupart des salafistes, les participationnistes pensent que travailler au sein des systèmes politiques existants, même si cela implique de sacrifier occasionnellement et temporairement certains de leurs principes, est le meilleur moyen d'atteindre leurs objectifs.

Que ce soit au Moyen-Orient ou en Europe, les Frères musulmans constituent l'archétype du groupe islamiste participationniste. C'est aussi le mouvement islamiste mondial le plus ancien et le plus influent, avec une histoire centenaire qui touche tous les continents.

Pourtant, malgré cette histoire et les flots d'encre déversés pour le décrire, les décideurs politiques, les agences gouvernementales et les universitaires européens ont des points de vue très différents à son sujet. Les détracteurs et les partisans du mouvement débattent sans cesse de la question de savoir si la Confrérie croit réellement en la démocratie ou si elle l'exploite simplement pour faire avancer son programme de manière astucieuse, ou, plus généralement, si elle est "modérée" ou "extrémiste", des termes intrinsèquement vagues et arbitraires qui ne peuvent rendre compte des nombreuses facettes du mouvement.

Ce débat sur la nature et les objectifs de la Confrérie s'applique aussi bien aux sociétés à majorité musulmane du Moyen-Orient qu'à l'Europe, où la Confrérie opère dans des contextes où les musulmans sont une petite minorité. Dans le contexte européen, les opinions vont de ceux qui affirment que les Frères européens sont simplement un mouvement religieux conservateur qui accepte la démocratie et favorise l'intégration des musulmans dans les sociétés européennes à ceux qui les accusent d'être une force subversive engagée dans le soutien au terrorisme au Moyen-Orient et dans un projet d'ingénierie sociale à long terme visant à former des sociétés parallèles et hostiles en Europe. Nombreux sont ceux qui ont une opinion qui se situe entre ces deux extrêmes, mais le débat prend souvent des accents agressifs et est rarement fondé sur des preuves.

De plus, en Europe, une question supplémentaire complique le débat sur le groupe : l'identification. Dans les pays du Moyen-Orient, en effet, il n'y a généralement pas de conflit sur la question de savoir qui est membre de la Confrérie et quelles entités politiques, caritatives ou éducatives sont des retombées du groupe. Même dans les pays arabes où la Confrérie est illégale et où l'adhésion à celle-ci est sévèrement punie, il y a peu de querelles sur l'appartenance au groupe.

La dynamique est très différente en Occident où, à l'exception d'une poignée de hauts dirigeants de diverses branches du mouvement au Moyen-Orient vivant en exil en Europe, pratiquement toutes les personnes et entités liées au mouvement nient tout lien avec la Confrérie. Alors que certains critiques ont tendance à souligner et à exagérer ces liens, les militants liés à la Confrérie se sont traditionnellement donné beaucoup de mal pour les minimiser ou les cacher. En substance, il n'existe pas de cadre commun permettant d'identifier les acteurs basés en Europe qui sont liés de diverses manières aux Frères musulmans.

Malgré ces difficultés, l'identification et l'évaluation des acteurs des Frères musulmans dans un contexte européen est une tâche importante, en grande partie en raison de leur influence disproportionnée. En fait, les activistes de la confrérie ne représentent qu'une petite minorité - peut-être quelques centaines de personnes dans

chaque pays européen. Pourtant, grâce à leur engagement à leur cause, à leurs compétences en tant que militants et aux importantes ressources financières sur lesquelles ils ont pu compter pendant des décennies, ils ont acquis une importance qui transcende largement leur petite taille. Cette dynamique se manifeste dans deux contextes distincts mais liés : au sein des communautés musulmanes européennes et au sein des sociétés européennes.

En ce qui concerne le premier point, si la dynamique diffère quelque peu d'un pays à l'autre, on peut dire que dans toute l'Europe, les Frères ont réussi à créer un réseau sophistiqué de mosquées, d'organisations caritatives, d'écoles, d'organisations de lobbying et de défense des droits civils, et de nombreux autres types d'entités qui répondent aux besoins de la communauté musulmane locale. Des crèches aux salons funéraires, des fournisseurs de certification halal aux médias, les Frères cherchent à répondre à tous les besoins possibles des musulmans européens et, ce faisant, à les influencer. Ces efforts n'ont pas nécessairement fait basculer la majorité des musulmans européens dans la vision du monde des Frères, ce qui est sans doute l'un des objectifs ultimes des Frères européens. La plupart des musulmans européens, en fait, rejettent ou ignorent les idées diffusées par les réseaux de la confrérie. Toutefois, il est incontestable que les autres organisations musulmanes ne possèdent pas les ressources (ni, dans de nombreux cas, l'envie)

pour rivaliser avec les Frères en termes d'efforts pour influencer les communautés musulmanes européennes.

De même, les Frères ont souvent obtenu une influence disproportionnée sur les institutions européennes : politiciens à tous les niveaux, organismes gouvernementaux, administrations locales, médias, société civile, etc. Bien que la situation varie d'un pays à l'autre, lorsque les institutions européennes s'adressent à la communauté musulmane, il est fort probable que bon nombre, sinon la totalité, des organisations ou des individus engagés appartiennent, bien qu'à des degrés divers, aux réseaux de la Confrérie. Il n'est pas rare de trouver des exceptions à cette situation et les choses ont changé dans divers pays au cours des dernières années mais, dans l'ensemble, il est probable qu'aucun autre mouvement islamique n'a la visibilité, l'influence politique et l'accès aux établissements européens que les Frères ont obtenus au cours des dernières décennies.

Pour ces raisons, il est important que les autorités européennes disposent d'un cadre permettant :

- 1) d'identifier quand un acteur est lié d'une manière ou d'une autre à la Confrérie,
 - 2) comme prochaine étape logique, évaluer ce que signifie l'existence de cette affiliation
 - 3) enfin, sur la base des deux premières étapes, concevoir une approche politique cohérente.
- Pourtant, ce scénario idéal est très différent de la

réalité. Aucun pays européen, en fait, n'a adopté une évaluation cohérente suivie par toutes les branches de son gouvernement. Il n'y a pas de livre blanc publié de manière centralisée ou de directives internes envoyées à tous les responsables gouvernementaux détaillant la manière dont les organisations liées à la Fraternité doivent être identifiées, évaluées et, finalement, engagées. Cette situation entraîne d'énormes incohérences, non seulement d'un pays à l'autre mais aussi au sein de chaque pays, où les approches divergent d'un ministère à l'autre, d'une municipalité à l'autre, et même d'un bureau à l'autre d'un même organisme. Les acteurs non gouvernementaux, tels que les médias, les organisations religieuses et de la société civile, sont tout aussi divisés et confus dans leurs processus d'identification, d'évaluation et d'attitude à adopter.

Cette dynamique se manifeste de diverses manières, mais selon des schémas assez communs à toute l'Europe. Dans de nombreux cas, des controverses apparaissent lorsqu'un acteur s'implique comme partenaire d'un certain individu ou d'une certaine organisation qui est considéré comme étant d'une manière ou d'une autre lié aux Frères musulmans. Prenons l'exemple d'une agence d'aide gouvernementale qui fournit des fonds à une certaine organisation caritative musulmane pour qu'elle effectue des travaux de secours à l'étranger ; d'un parti politique qui inclut dans sa liste électorale un certain activiste musulman ; d'une organisation religieuse qui accepte une certaine organisation musulmane comme partenaire de dialogue interconfessionnel.

Lorsque les détails de la situation sont rendus publics, il arrive souvent que certains critiques prétendent que le partenaire spécifique est "membre", "partie", "lié" ou même simplement "inspiré" par les Frères musulmans, et critiquent donc le choix de s'associer avec eux. L'argument selon lequel la personne ou l'organisation spécifique est liée à la Fraternité peut être avancé avec plus ou moins de sophistication et de détails. Néanmoins, ces accusations entraînent généralement des réponses à la fois de la part de l'entité qui a accepté l'acteur prétendument lié aux Frères musulmans et des acteurs eux-mêmes. La première peut soit prendre ses distances par rapport à son choix et rompre ses liens avec l'acteur prétendument lié aux Frères musulmans, en déclarant de manière embarrassante qu'elle n'était pas au courant de certains éléments, soit s'en tenir à son choix, en rejetant les accusations comme étant infondées et/ou politiquement motivées. Les individus et les entités accusés d'être liés à la confrérie, quant à eux, rejeteront invariablement les accusations comme infondées et les attribueront à l'islamophobie et à d'autres mauvaises intentions.

Ces dynamiques se produisent régulièrement, avec quelques variations, dans tous les pays européens. Ce qui caractérise la plupart de ces débats, c'est l'absence d'un cadre de travail commun permettant non seulement d'évaluer et de concevoir les rapports avec les entités de la Fraternité, mais aussi de déterminer d'abord si une certaine personne ou organisation

peut être légitimement identifiée comme liée à la Fraternité. En substance, dans de nombreux cas, les questions plus substantielles sur la véritable nature des entités de la Fraternité et les implications d'une éventuelle coopération ne sont pas discutées en profondeur, car le débat s'arrête à une controverse souvent mal informée sur la question de savoir si cette même entité peut être légitimement liée à la Fraternité. Cette situation est problématique, car il incomberait aux sociétés européennes de dépasser les questions d'identification et de s'engager dans un débat sérieux sur les objectifs d'organisations qui, comme on l'a dit, ont un impact profond sur la manière dont la deuxième religion d'Europe, qui connaît la croissance la plus rapide, est interprétée et gérée.

Les implications de la façon dont les gouvernements européens - et, par extension, les médias et les sociétés civiles - perçoivent les entités liées aux Frères touchent de nombreux domaines, de la sécurité à l'éducation, de l'intégration aux affaires religieuses. Par exemple, les Frères doivent-ils être autorisés à gérer des écoles privées ? Les gouvernements européens doivent-ils s'associer aux organisations des Frères, qui contrôlent souvent un cadre d'enseignants plus important et mieux organisé que les autres organisations musulmanes, pour enseigner l'islam dans les écoles publiques ? Devraient-ils être les partenaires des gouvernements européens dans la formation et la sélection des aumôniers pour le système pénitentiaire, l'armée, la police et autres organismes similaires ?

Doivent-ils recevoir des fonds publics pour mener des activités de sensibilisation, d'éducation et d'intégration auprès des communautés musulmanes et des nombreux réfugiés arrivés récemment des pays à majorité musulmane ? Doivent-ils être associés à une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation ?

Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses questions liées aux Frères musulmans dont les responsables politiques européens débattent depuis des décennies et avec une intensité encore plus grande ces dernières années. Il va sans dire que la dynamique et l'intensité de ces débats varient d'un pays à l'autre, chacun ayant ses propres particularités politiques, culturelles, sociales et juridiques. Mais il est évident que la première étape pour déterminer des politiques convaincantes est de comprendre comment les Frères musulmans en Europe opèrent, ce qu'ils croient et ce qu'ils veulent. Et même avant cela, il faut savoir ce qu'ils sont, et comment identifier les individus et les organisations qui y sont liés.

Pour cette raison, l'un des premiers objectifs de cette étude est de fournir un cadre qui puisse aider à identifier de manière raisonnable les individus et les organisations basés en Europe comme étant liés à la Confrérie. La première partie de l'étude, en fait, cherche à élaborer à la fois une terminologie commune et des critères empiriquement fondés pour aider à identifier les différents degrés potentiels d'appartenance à la Fraternité.

Le rapport identifie une catégorisation tripartite des entités de la Confrérie en Europe. Il identifie une catégorisation tripartite des entités de la Fraternité en Europe ; il précise que dans chaque pays européen opère une branche locale de la Fraternité, liée à une famille paneuropéenne et mondiale mais dépendante dans sa forme et sa substance ; il fournit divers indicateurs qui peuvent être utilisés pour évaluer les connexions d'une organisation avec la Fraternité.

Les deuxième et troisième parties de l'étude cherchent à dresser une carte sommaire des réseaux européens de la Fraternité. La deuxième partie donne un aperçu approfondi des structures paneuropéennes liées au mouvement, en détaillant leur histoire, leurs membres et leurs activités. L'appartenance ou les liens étroits avec ces entités paneuropéennes par des organisations individuelles dans divers pays est souvent un indicateur fort des connexions de la Confrérie. La troisième partie de l'étude décrit brièvement l'histoire, l'évolution et la situation actuelle des entités liées à la Fraternité dans plusieurs pays européens individuels.

La quatrième partie de l'étude donne une vue d'ensemble du fonctionnement de la Confrérie européenne. Elle décrit d'abord brièvement les objectifs et les mécanismes de financement du mouvement. Elle analyse ensuite la manière dont ses messages sont souvent en contradiction avec l'image que le mouvement cherche à présenter à l'extérieur et avec les droits de l'homme et les droits humains et les valeurs européennes

fondamentales. Le rapport se termine par des recommandations politiques de base.

En substance, cette étude se veut une introduction aux réseaux influencés par les Frères musulmans en Europe. Tout en étant pleinement conscient que des analyses alternatives de ce sujet extrêmement complexe sont possibles, il vise à fournir un cadre commun de ce qui constitue la Confrérie en Europe, qui en fait partie, comment le réseau fonctionne et quels sont ses vues et ses objectifs. Les auteurs espèrent que cet abécédaire pourra servir de base à un débat plus éclairé et à des recherches plus approfondies sur ce qui est une question politique importante.

QU'EST-CE QUE LES FRÈRES MUSULMANS EN EUROPE ?

Les Frères musulmans sont le plus ancien mouvement islamiste mais aussi le plus influent du monde. Depuis leur fondation, ils ont joué un rôle crucial dans l'évolution politique, religieuse et sociale du monde arabe. La vision des Frères musulmans de l'islam comme un système complet et global a en fait façonné des générations d'islamistes dans le monde entier, de ceux qui cherchent à mettre en œuvre leur vision par des moyens pacifiques à ceux qui font des actes de violence brutale leur principal modus operandi.

Malgré cette énorme influence, peu d'aspects de l'organisation sont contestés. Les points de vue sur son fonctionnement interne, son idéologie et ses objectifs diffèrent largement entre les chercheurs, les décideurs et le grand public, dans le monde musulman comme en Occident. Le secret proverbial du groupe est l'une des principales raisons de cette divergence. Étant donné que la Confrérie a été fondée et opère principalement dans des pays où les régimes locaux ont mis en place diverses formes de répression à son encontre, le mouvement a toujours considéré la dissimulation de nombreux aspects de sa structure et de ses objectifs comme une tactique nécessaire à sa survie.

De plus, une évaluation universelle de ce que la Fraternité est et veut est encore compliquée

par le fait que, dans une certaine mesure, l'idéologie et les tactiques de l'organisation ont changé au fil du temps et varient d'un pays à l'autre. Le nom même de "Frères musulmans" peut être interprété de différentes manières. On peut dire que le terme est le plus souvent utilisé pour désigner l'organisation fondée par Hassan al Banna en 1928 en Égypte. Al Banna a conçu une structure organisationnelle complexe, un réseau de règles strictes et d'organes internes visant à faire de la Confrérie une machine moderne et efficace capable d'islamiser la société égyptienne et d'établir un régime islamique dans le pays. Les Frères musulmans égyptiens ont traversé de nombreuses phases depuis lors, notamment plusieurs répressions de la part de divers régimes égyptiens et même un bref moment à la tête de l'État égyptien, au lendemain du renversement du président Hosni Moubarak en 2011. Aujourd'hui encore, malgré sa crise profonde, le terme Frères musulmans est fréquemment utilisé en référence à sa branche égyptienne, le groupe mère dont sont issus tous les autres.

Depuis les années 1940, le message de la Confrérie s'est répandu dans pratiquement tous les pays arabes et à majorité musulmane. Dans chaque pays, des individus adhérant à la vision du monde du groupe ont établi des réseaux qui reflètent sa structure et ont adapté ses tactiques à la dynamique et aux conditions politiques locales. Il est courant de désigner ces réseaux dans chaque pays comme des branches des Frères musulmans

(la branche syrienne des Frères musulmans, la jordanienne, la libyenne...), même si ce terme ne doit pas impliquer une autorité du groupe mère égyptien sur eux.

Le terme "Frères musulmans" est souvent utilisé dans un troisième sens, englobant la totalité des branches nationales de l'organisation et toutes les entités du monde entier qui adhèrent à l'idéologie et à la méthodologie d'al Banna. Tous ces acteurs travaillent selon une vision commune mais avec une indépendance opérationnelle, libres de poursuivre leurs objectifs comme ils l'entendent. Comme tout mouvement qui s'étend sur plusieurs continents et compte des millions de membres et de sympathisants, ce que l'on appelle souvent les Frères musulmans mondiaux est loin d'être un bloc monolithique. Les divisions personnelles et idéologiques sont courantes. Les universitaires de haut rang et les militants se disputent souvent les questions théologiques, les positions politiques, l'accès aux ressources financières et la direction du mouvement. Malgré ces différences inévitables, leur profonde croyance dans la nature politique inhérente de l'islam et leur adoption de la méthodologie d'al Banna axée sur l'organisation les font participer au mouvement transnational informel des Frères musulmans. Malgré cette indépendance opérationnelle totale, les individus et les entités qui appartiennent à ce

qu'on appelle les Frères musulmans mondiaux se perçoivent comme faisant partie d'une plus grande famille. Leurs liens vont au-delà d'une simple origine commune et d'un fondement idéologique partagé, et sont façonnés par un réseau profond et mondial de connexions organisationnelles, personnelles et financières. Les tentatives passées de les coordonner et de les superviser officiellement par le biais d'une structure formelle, baptisée Organisation internationale des Frères musulmans, dirigée par la branche égyptienne, ont eu un effet limité.¹ Mais le terme Frères musulmans pourrait être utilisé pour identifier un réseau mondial informel, mais soudé, d'individus et d'entités qui partagent non seulement une idéologie mais aussi des connexions opérationnelles régulières.

Enfin, le terme Frères musulmans pourrait également être utilisé pour identifier un type d'activisme islamiste. L'ikhwanisme (du mot arabe pour Frères, *ikhwān*) est, en effet, un terme couramment utilisé pour désigner une méthodologie de mobilisation socio-religieuse-politique qui, transcendant les affiliations formelles et informelles, s'inspire des Frères musulmans. L'adoption de son état d'esprit par des groupes non affiliés a été perçue positivement par la Confrérie "formelle", depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui. Al Banna lui-même a plaidé pour la création d'un mouvement mondial plutôt qu'une organisation

¹ Alison Pargeter, *The Muslim Brotherhood : The Burden of Tradition*, Londres : Saqi, 2010, pp. 96-132.

formellement structurée, car il voyait la Fraternité "comme une idée et un credo, un système et un programme, c'est pourquoi nous ne sommes pas liés par un lieu ou un groupe de personnes."² Dans une interview de 2005, Mohammed Akef, alors murshid³ de la branche égyptienne des Frères musulmans, a expliqué qu'"une personne qui se trouve dans l'arène mondiale et qui croit en la voie des Frères musulmans est considérée comme faisant partie de nous et nous faisons partie d'elle".⁴ D'autres membres de haut rang ont décrit le mouvement comme un "mode de pensée commun" et "une école de pensée internationale."⁵

La Fraternité en Europe

Si l'évolution de chaque branche nationale des Frères musulmans au Moyen-Orient a pris des tournures particulières en fonction de la culture et des développements politiques de chaque pays, l'histoire de la Confrérie est unique en Europe, où elle a eu la particularité d'opérer dans des sociétés à majorité non musulmane. La première présence active des Frères sur le continent peut être datée de la fin des années 1950 et du début des années 1960, lorsque des groupes épars de militants ont quitté divers

pays du Moyen-Orient pour s'installer dans des villes d'Europe. Une poignée de ces pionniers, comme Said Ramadan et Yusuf Nada, étaient des membres éminents de la Confrérie égyptienne fuyant la répression mise en place par le régime de Gamal Abdel Nasser. Au cours des décennies suivantes, des membres de la Confrérie originaires d'autres pays du Moyen-Orient ont également trouvé refuge en Europe pour échapper à la répression des régimes locaux.

Pourtant, la majorité des activistes liés à la Confrérie qui se sont installés en Europe étaient des étudiants, des membres des classes moyennes urbaines et éduquées du Moyen-Orient qui avaient déjà rejoint la Confrérie dans leur pays d'origine ou qui avaient flirté avec l'idée de le faire. S'installant en Europe pour poursuivre leurs études dans les universités locales, ces étudiants ont continué à participer aux activités islamiques dans leur nouvel environnement. L'association de militants expérimentés et d'étudiants enthousiastes a immédiatement porté ses fruits, puisque les activistes de la Confrérie ont formé certaines des premières organisations musulmanes d'Europe - le plus souvent de petits groupements d'étudiants.

² Cité dans Hillel Fradkin, "The History and Unwritten Future of Salafism", *Current Trends in Islamist Ideology*, novembre 2007.

³ Guide suprême, élu par le conseil *shūrā* de la confrérie selon ce qui est stipulé dans le règlement intérieur de l'organisation.

⁴ Mohammed Akef, interview, in : *Asharq Al-Awsat*, 11 décembre 2005.

⁵ Yusuf Nada, entretien avec Lorenzo Vidino, juillet 2008, Campione d'Italia ; Abd El Monem Abou El Fotouh, entretien avec Lorenzo Vidino, décembre 2008, Le Caire.

Les libertés en Europe ont permis aux Frères de mener ouvertement les activités pour lesquelles ils avaient souvent été persécutés dans leur pays d'origine.

L'arrivée des premiers Frères en Europe n'a guère été la première phase d'un complot concerté des Frères musulmans pour islamiser l'Occident, comme on le dépeint parfois.⁶ Ils représentaient au départ un petit contingent dispersé de militants dont le déplacement ne reflétait pas un plan centralisé, mais plutôt des décisions personnelles qui ont amené fortuitement certaines figures de la confrérie à passer des années ou le reste de leur vie en Occident. Pourtant, les petites organisations qu'ils ont formées se sont rapidement développées au-delà de leurs attentes les plus optimistes. Les groupements d'étudiants des Frères se sont transformés en organisations cherchant à répondre aux besoins religieux des populations musulmanes d'Europe en pleine croissance et leurs mosquées - souvent structurées comme des centres communautaires polyvalents - ont attiré un grand nombre de fidèles. Suivant le modèle organisationnel complexe d'al Banna, ils ont créé des branches pour les jeunes et les femmes, des écoles et des groupes de réflexion. Les fonds considérables qu'ils ont reçus de riches donateurs publics et privés du Golfe arabe ont permis aux Frères de fonctionner bien au-delà de ce que leur petit nombre aurait pu

leur permettre.

À la fin des années 1970, les groupes isolés de Frères à travers l'Europe ont commencé à interagir les uns avec les autres, établissant ainsi des réseaux formels et informels qui couvraient tout le continent. Cependant, comme la plupart des pionniers avaient encore à cœur leur pays natal, ils considéraient leur séjour en Occident comme un exil temporaire dans un sanctuaire pratique avant de rentrer chez eux pour poursuivre leur lutte. Néanmoins, avec le temps, les Frères européens en sont venus à considérer leur présence en Europe, où les communautés musulmanes se développaient, comme une énorme opportunité. Tout en continuant à soutenir en paroles et en actes les efforts de leurs homologues pour établir des États islamiques dans le monde musulman, ils ont de plus en plus concentré leur attention sur leur nouvelle réalité en Europe et ont cherché à initier les communautés musulmanes européennes à leur interprétation de l'islam.

Convaincus que l'avenir du monde arabe n'allait pas changer de sitôt, le moment était venu d'accepter la réalité, de reformuler la stratégie et de jeter les bases de l'islam et de la da'wah⁷ en Europe. À cette fin, ils ont créé une constellation sans cesse croissante d'organisations surdimensionnées qui se consacrent à des tâches allant de l'éducation aux investissements financiers, au lobbying politique et à la charité.

⁶ Brigitte Maréchal, *Les Frères musulmans en Europe : Racines et discours*, Leiden/Boston : Brill, 2008, pp. 56-82.

⁷ L'acte d'inviter les gens à embrasser l'islam.

Elles s'adressaient ainsi aux populations musulmanes croissantes d'Europe et, plus important encore, cherchaient à façonner la nature d'un islam européen naissant. Au fil du temps, ces organisations se sont considérablement développées, tant en nombre qu'en influence, pour devenir la vaste constellation de ce que l'on peut appeler les entités liées aux Frères musulmans en Europe ou, plus succinctement, la Fraternité européenne.

Une catégorisation tripartite

Comme nous l'avons dit, l'un des aspects les plus difficiles liés aux Frères musulmans en Europe consiste à identifier les organisations et les individus qui peuvent être liés au mouvement. Les gouvernements et les commentateurs n'ont cessé de débattre pour savoir si les organisations fondées par les pionniers de la confrérie et leurs ramifications

- établit-il y a plusieurs décennies et de plus en plus guidés par une deuxième génération de dirigeants nés en Europe pour la plupart - peuvent être décrits comme des entités des Frères musulmans. Pour compliquer les choses, la plupart des militants européens liés aux Frères musulmans, conscients de la stigmatisation négative que tout lien possible avec les Frères musulmans peut créer, ont traditionnellement fait de gros efforts pour minimiser ou cacher ces liens.

La terminologie peut en effet être trompeuse et, comme au Moyen-Orient, le terme "Frères musulmans" peut signifier en Europe

des choses différentes. Bien que d'autres catégorisations soient certainement possibles, on peut affirmer que le terme "Fraternité musulmane" fait référence à trois réalités distinctes, mais fortement liées, qui sont, par degrés d'intensité décroissants, les suivantes :

- La "Fraternité pure"
- Les organisations dérivées de la Fraternité
- Des organisations influencées par la Fraternité.

La fraternité pure

Les Fraternités pures sont les réseaux non publics/secrets établis en Europe par les membres des branches moyen-orientales de la Fraternité. Dans la plupart des pays européens, en effet, la première génération de pionniers arrivant du monde arabe a mis en place des structures qui reflétaient celles des pays d'origine. Certaines formalités ont été adaptées et les structures ont évidemment été reproduites à une échelle beaucoup plus petite, puisque le nombre de membres à part entière de la Confrérie dans chaque pays européen varie de quelques dizaines d'individus pour les petits pays à un peu plus de mille dans les pays où la présence de la Confrérie est relativement importante, comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Cependant, en substance, ce que les Frères ont fait, c'est établir, de facto, une branche de la Fraternité dans chaque pays européen.

Exactement comme au Moyen-Orient, le processus d'adhésion à la Fraternité en Europe est complexe et ne commence pas par une demande de la part de l'aspirant membre mais seulement après un processus de sélection de plusieurs années de la part de l'organisation. Une fois que le sujet est accepté (généralement après un processus de sélection qui dure quelques années) en tant que membre à part entière ayant prêté serment lors d'une cérémonie ritualisée, il est inséré dans la structure pyramidale de la branche locale qui va de « l'usra »⁸, le noyau d'une poignée d'activistes qui se réunissent chaque semaine au niveau local, à une direction élue supervisant les activités dans chaque pays. Les membres se voient également confier des tâches en fonction de leurs compétences et des besoins de la branche, et chaque membre doit payer des cotisations en fonction de ses revenus et se soumettre aux règles internes strictes de l'organisation.

Cette structure est gardée strictement secrète et niée avec véhémence (ou, dans certains cas, décrite comme appartenant au passé) par les Frères européens lorsqu'elle est évoquée

par les critiques. Elle représente néanmoins toujours la pierre angulaire de la Confrérie en Europe.⁹

Les organisations dérivées de la Fraternité

Ce sont des organisations visibles/publiques établies par des individus qui appartiennent à la "Fraternité pure". "Comme mentionné précédemment, au fil du temps, les Frères européens ont établi un large réseau d'entités consacrées à un large éventail d'activités. Aucune de ces organisations ne s'identifie publiquement comme ayant des liens (si ce n'est, parfois, en termes purement historiques ou idéologiques) avec une quelconque structure des Frères musulmans. Mais, en réalité, ces organisations représentent le revers de la médaille des Frères purs : le visage public du réseau secret, et la partie qui fait avancer le programme du groupe dans la société sans trahir la structure secrète. Pour reprendre les termes d'un ancien membre de la Fraternité en France, "il y a la façade et l'arrière-boutique".

⁸ Littéralement, une "famille".

⁹ En 2020, l'un des auteurs de ce rapport, Lorenzo Vidino, a publié un livre intitulé *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West* (Columbia University Press), basé sur des entretiens approfondis avec plus d'une douzaine d'anciens membres de la Confrérie dans divers pays européens. Tous, sans exception, ont décrit le fonctionnement interne du côté non public de la Confrérie en Europe, tel qu'il est succinctement décrit ci-dessus. La même description a été fournie dans d'autres livres écrits par d'anciens membres de la Fraternité en Europe. Voir, par exemple Mohamed Louizi, *Pourquoi j'ai quitté les Frères Musulmans*, Michalon, 2016 ; Farid Abdelkrim, *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste : Itinéraire au cœur de l'islam en France*, Le Les Points Sur Les I, 2015 ; Ahmed Akkari, *Min afsked med islamismen : Muhammed- krisen, dobbeltspillet og kampen mod Danmark*, Udgivet af ArtPeople/Berlingske, 2016.

chacun remplissant une fonction, mais tous deux faisant partie de la même structure et de la même conception.¹⁰

La décision des Frères européens de créer cette structure binaire - une structure publique et une structure secrète - dépend largement de leur compréhension du fait que les organisations qui ne peuvent pas, en théorie, être directement liées au groupe sont plus efficaces pour obtenir le type d'engagement qu'il recherche auprès des communautés musulmanes et des sociétés européennes. C'est pour cette raison que les organisations issues de la Confrérie ne s'identifient pas comme liées à la Confrérie et rejettent toute accusation, utilisant souvent l'argument selon lequel elles sont des entités dépendantes - ce qui est, sur un plan purement formel, correct. De plus, pour augmenter leur potentiel d'engagement, les créations de la Confrérie reçoivent des noms qui cherchent à véhiculer une image de large représentativité ("Association musulmane du pays X" ou "Société islamique de la ville Y") et de modération (par exemple "Organisation musulmane pour le dialogue" ou "Ligue islamique pour la coexistence").

L'appartenance aux fractions de la Confrérie n'est généralement pas limitée aux membres titulaires de la carte de la Confrérie, car des individus qui ne sont pas de purs Frères depuis dix ans occupent même des postes de direction dans les fractions de la Confrérie. La présence de non-Frères au sein de la Confrérie

Les Frères purs considèrent que le fait de disposer de frayeurs est un atout, car cela les aide à détourner les accusations contre leurs organisations comme étant de la Confrérie. Mais les Frères purs garderont toujours le contrôle de facto de ces entités en maintenant une emprise ferme sur le conseil d'administration et/ou le budget.

Organisations influencées par la Fraternité

Enfin, les organisations influencées par la Fraternité sont celles qui, tout en adoptant une idéologie clairement influencée par celle de l'organisation, n'ont pas de liens opérationnels clairs avec elle. Des traces de la présence de la Confrérie peuvent être présentes, par exemple, dans la composition du conseil d'administration, les sources de financement de l'organisation, ou certains liens historiques. Mais, en même temps, les organisations appartenant à ce troisième niveau de la Fraternité européenne peuvent s'engager dans des réinterprétations progressistes de la pensée islamiste classique et tenter de s'émanciper de la tutelle de la Fraternité.

En général, beaucoup de personnes impliquées dans ces organisations, même à des postes élevés, ne sont pas membres de la Fraternité et, dans la plupart des cas, n'ont aucune idée de ce qu'est la Fraternité et nieraient même catégoriquement et sincèrement leurs liens avec la Confrérie. Pourtant, leur nombre relativement faible ne signifie pas pour autant que leur influence est faible.

¹⁰ Mohamed Louizi, comme cité dans : Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

La présence d'individus qui ne sont pas clairement membres des Frères musulmans est un avantage pour la confrérie, car elle rend difficile l'accusation de ces organisations d'être des "Frères musulmans". En même temps, la présence - souvent à des postes très visibles - d'individus qui ne sont manifestement pas membres des Frères musulmans est avantageuse pour la Confrérie, car elle rend difficile l'accusation selon laquelle ces organisations sont des "Frères musulmans".

Inévitablement, cette classification tripartite ne peut rendre compte de tous les degrés de complexité qui entourent les organisations liées à la Confrérie. Comme le dit parfaitement Brigitte Maréchal, "la complexité de la Confrérie réside dans le fait qu'elle est constituée de plusieurs types de structures superposées, certaines évoluant à partir de la situation locale européenne, d'autres remontant au pays d'origine de l'organisation".¹¹ Le goût du secret du mouvement rend difficile la plupart des efforts visant à comprendre son fonctionnement interne et celui de ses dérivés. De même, la fluidité est un autre élément qui doit être pris en considération, car il n'est pas rare que des organisations et des individus augmentent ou diminuent leur niveau de connectivité personnelle, structurelle et idéologique avec la Confrérie et changent donc de position dans la tripartition.

Malgré ces limites importantes, cette classification vise à apporter des nuances et de l'ordre à un débat qui se polarise souvent autour de deux positions "extrêmes" et simplistes : l'approche "il n'y a pas de confrérie musulmane en Europe" et l'approche "toutes les organisations ayant une trace de confrérie font partie de la confrérie musulmane".

Une branche indépendante de la Fraternité dans chaque pays européen

Malheureusement, le débat sur les entités liées aux Frères reste trop souvent superficiel, et n'aborde pas la question de l'identification. Il est courant que les critiques accusent un individu ou une organisation de liens avec les Frères musulmans et que la partie accusée rejette l'accusation, arguant qu'elle n'est pas fondée. Il n'est pas rare que cette diatribe passe de la sphère publique à un tribunal. Et si les lois sur la diffamation changent d'un pays à l'autre et qu'une myriade de facteurs influencent l'issue de chaque procès, le langage spécifique utilisé par l'accusateur pour alléguer un lien avec la confrérie est un facteur crucial.

Plus précisément, les accusations de collusion avec la Fraternité peuvent être

¹¹ Brigitte Maréchal, "La quête des Frères musulmans européens pour devenir un mouvement social (culturel)", in : Edwin Bakker et Roel Meijer (Eds.), *The Muslim Brotherhood in Europe*, Oxford University Press, 2013, page 91.



très variés. À un extrême, on peut situer les déclarations par lesquelles les critiques accusent un individu ou une organisation spécifique d'un lien fort et direct avec les Frères musulmans ("l'individu X est membre des Frères musulmans", "l'organisation Y appartient aux Frères musulmans"). À l'opposé, on trouve des accusations plus nuancées qui invoquent simplement un lien constant avec la confrérie sans indiquer une quelconque insertion formelle dans celle-ci ("l'individu X a des liens avec le réseau de la confrérie", "l'organisation Y fait partie du milieu de la confrérie").

Quelle que soit la manière dont elle est formulée, l'accusation repose souvent sur un lien présumé entre un individu ou une organisation opérant en Europe et les Frères musulmans au Moyen-Orient. La question des liens entre les réseaux basés en Europe et ceux du monde arabe est complexe. D'une part, il est évident que, lorsqu'ils ont établi la première présence de la Confrérie en Europe, les activistes ont simplement importé une grande partie de la dynamique du fonctionnement de la Confrérie en Orient ou n'y ont apporté que des variations mineures. Aujourd'hui encore, en ce qui concerne le noyau dur, les Frères purs, la structure et le fonctionnement interne de la Fraternité en Europe sont presque identiques à ceux des branches mères dans le monde arabe.

Néanmoins, cette duplication des formes et des structures n'implique pas une subordination. S'il est vrai que les réseaux de confréries européens sont calqués sur ceux du monde arabe, avec le temps ils sont devenus indépendants. Il est évident que les Frères européens admirent les réseaux de confréries du Moyen-Orient, nettement plus anciens, plus grands et plus développés, avec lesquels ils sont en communication et en coordination constantes. Mais cela ne signifie pas que les organisations de confréries européennes reçoivent régulièrement des ordres de l'Est sur la stratégie à adopter et la manière de poursuivre leurs objectifs. On peut plutôt dire qu'elles sont des membres indépendants et juniors d'une famille mondiale, mais sans aucune subordination.

Cette évaluation a des implications importantes pour la question de l'identification. On peut en effet soutenir que le débat visant à déterminer si une organisation musulmane européenne "appartient à la Confrérie" est souvent mal formulé. Dans de nombreux cas, en effet, l'affiliation d'une organisation à la Confrérie est évaluée en fonction de ses liens avec les Frères musulmans en Égypte ou, plus largement, dans le monde arabe. Ceux qui accusent une organisation spécifique d'être liée à la confrérie diront en fait "qu'elle fait partie des Frères musulmans" ou utiliseront des expressions similaires qui dénotent une subordination à une branche quelconque de la confrérie au Moyen-Orient.

Ceux qui nient que l'organisation a des liens avec la Confrérie souligneront l'indépendance de cette dernière vis-à-vis du Caire ou, plus largement, du Moyen-Orient.

Il semble qu'aucune de ces deux analyses ne rende compte de la réalité de la Fraternité en Occident. Il ne fait aucun doute que les liens avec la branche mère au Moyen-Orient sont un indicateur important, mais ils ne sont pas la clé pour déterminer si une organisation peut être qualifiée de "Fraternité musulmane". Les preuves montrent plutôt qu'au cours des dernières décennies, dans la plupart des pays européens, un petit groupe de membres de la Confrérie originaires du monde arabe a créé des structures indépendantes de la Confrérie, qui reflètent celles des pays d'origine, bien qu'à une échelle plus réduite. Ainsi, la Fraternité française, la Fraternité britannique ou la Fraternité espagnole sont des réalités aussi tangibles que la Fraternité jordanienne, syrienne ou tunisienne.

La manière d'identifier si une organisation basée dans un pays européen appartient à la Confrérie n'est donc pas nécessairement de découvrir des liens possibles mais, dans la plupart des cas, faibles, avec n'importe quelle organisation du Moyen-Orient.

Il est préférable d'évaluer s'ils sont une émanation directe de la branche de la Fraternité dans le pays européen spécifique où ils opèrent. S'il est souvent vrai, comme le disent les Frères européens, que leurs organisations et structures sont indépendantes et ne reçoivent pas d'ordres du Caire, ce fait en soi n'indique pas qu'ils ne sont pas des Frères musulmans.

Cette analyse est confirmée par de nombreux dirigeants de la Confrérie eux-mêmes. Dans une interview avec Xavier Temisien, un expert français des religions, l'ancien murhid de la Confrérie égyptienne Mohammed Akef a clairement décrit comment la Confrérie transcende les formalités telles que l'affiliation officielle. ¹² "Nous n'avons pas d'organisation internationale, nous avons une organisation à travers notre perception des choses", a expliqué le murhid. "Nous sommes présents dans tous les pays. Partout, il y a des gens qui croient au message des Frères musulmans. En France, l'Union des organisations islamiques de France [UOIF/MF] n'appartient pas à l'organisation des Frères. Ils suivent leurs propres lois et règles". ¹³ Confirmant l'informalité des liens du mouvement.

¹² Xavier Temisien, *Les Frères Musulmans*, Paris : Fayard, 2005, pp. 110-111.

¹³ "L'internationale éclatée des Frères musulmans", *Le Monde*, 22 octobre 2004. Extrait de : https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/10/22/l-internationale-eclatee-des-freres-musulmans_383958_1819218.html (consulté le 26 août 2021).

Faissant référence à l'UOIF Akef parle de "nos frères en France".¹⁴ Enfin, dans une interview de 2005, il explique que les organisations européennes d'Ikhwan n'ont pas de lien direct avec la branche égyptienne, mais qu'elles coordonnent pourtant leurs actions avec elles. Il a conclu l'entretien par une remarque éloquente : "Nous avons tendance à ne pas faire de distinction entre nous".¹⁵

De même, dans une interview de 2008, Mohamed Habib, premier vice-président des Frères musulmans égyptiens, a confirmé cette analyse des organisations qui se situent dans la galaxie de la confrérie. "Il y a des entités qui existent dans de nombreux pays à travers le monde", a déclaré Habib. "Ces entités ont la même idéologie, le même principe et les mêmes objectifs, mais elles travaillent dans des circonstances et des contextes différents. Il est donc raisonnable d'avoir une décentralisation en action afin que chaque entité travaille en fonction de ses circonstances et en fonction des problèmes auxquels elle est confrontée et dans leur cadre".¹⁶

Identifier les indicateurs

L'identification est, comme on l'a dit, un besoin

essentiel et un défi de taille. Il est évident qu'une approche formaliste, qui identifie comme Frères musulmans uniquement les acteurs qui s'identifient comme tels, ne mène nulle part. Si l'on devait l'employer, la seule conclusion serait d'affirmer qu'il n'y a pratiquement pas de présence de la Confrérie sur le continent - ce qui est manifestement faux, comme l'admettent ouvertement les principaux membres de la Confrérie du Moyen-Orient.

Il est donc nécessaire d'adopter une approche plus analytique pour identifier de manière critique les acteurs de la Confrérie, idéalement selon la catégorisation tripartite suggérée ci-dessus. La meilleure approche est sans doute celle qui repose sur une application rigoureuse d'indicateurs, dont la présence permet de déterminer les différents degrés de connectivité à la Confrérie. Il est clair que chaque cas doit être évalué individuellement, et que dans la grande majorité des cas, c'est la présence de plusieurs indicateurs, et non d'un seul, qui détermine une évaluation positive. Et il serait malhonnête de prétendre que cette approche garantit des résultats avec une précision mathématique et sans aucun degré d'arbitraire.

¹⁴ Entretien avec le *Murshid* général, Ikhwanonline. 14 janvier 2004. Extrait de : <https://ikhwanonline.net/article/4109> (consulté le 26 août 2021).

¹⁵ Sylvain Besson, *La Conquête de l'Occident*, Paris : Seuil, 2005, page 100.

¹⁶ Entretien avec le vice-président du MB, Mohamed Habib, dans le quotidien al Ahrar, tel que rapporté par le site officiel des Frères musulmans, 16 juin 2008. Consulté à l'adresse : <https://www.ikhwanweb.com/article.php?id=17267> (Consulté le 23 avril 2021).

En substance, les indicateurs proposés permettent à un observateur neutre, compte tenu du refus des Frères européens de s'identifier ouvertement comme tels, de mieux comprendre si un individu ou une organisation peut être raisonnablement lié - à des degrés divers - au mouvement.

Déterminer si un individu est membre de la Fraternité devrait, en théorie, être facile, compte tenu de la nature hautement bureaucratique du groupe. Comme on l'a dit, c'est le cas dans de nombreux pays du Moyen-Orient, où de nombreux membres s'identifient ouvertement et fièrement comme tels. Avec quelques différences d'un pays à l'autre, il a toujours été assez facile pour un universitaire ou un diplomate occidental de se rendre dans n'importe quel pays du Moyen-Orient et d'interagir avec des dizaines de membres de la Confrérie ayant leur carte. Ce n'est pas le cas en Europe, où pratiquement tous ceux qui sont proches des réseaux de la Confrérie nient tout lien. Les seules exceptions à cette règle sont sans doute une poignée de hauts dirigeants de diverses branches de la Confrérie du Moyen-Orient vivant en exil en Europe. C'est le cas, par exemple, de l'actuel chef de la confrérie égyptienne, Ibrahim Munir, qui réside depuis longtemps à Londres.¹⁷

Alors comment déterminer qui appartient à la petite élite des "frères purs" en Europe ? Comme nous l'avons dit, l'admission dans cette

organisation est très sélective et secrète, et les rares personnes qui sont admises en tant que membres à part entière prêtent serment de garder le secret. La seule façon pour les étrangers de savoir avec certitude qui appartient à cette élite est d'obtenir les registres internes des membres de la branche locale.

- ce que le groupe garde jalousement - ou d'obtenir cette information d'un membre réel. Comme nous l'avons dit, les quelques membres de la Confrérie européenne qui sont ouverts à leur affiliation sont des leaders de haut niveau comme Munir et les quelques personnes qui quittent le groupe, bien que cette dernière catégorie ne soit connue qu'après avoir quitté le groupe. En dehors de ces deux scénarios, statistiquement extrêmement improbables, il n'y a aucun moyen de savoir avec une certitude absolue qu'un individu spécifique est un membre à part entière de la Confrérie, l'un des quelques centaines d'activistes qui sont insérés dans la structure secrète du groupe dans chaque pays européen.

Ce qui est alors une approche plus réalisable est l'application d'indicateurs d'identification pour tenter de déterminer si une organisation ou, par extension, un individu peut être défini comme étant lié aux Frères musulmans. Ces indicateurs tournent autour de la notion générale selon laquelle la Confrérie est un réseau extrêmement soudé d'entités et d'activistes reliés par des liens personnels, organisationnels, financiers, familiaux et liens idéologiques.

¹⁷ George Mikhail, "Muslim Brotherhood appoints acting guide after arrest of leader", *Al Monitor*, Le 18 septembre 2020

Les indicateurs sont donc des éléments tels que :

- Gouvernance : présence de Frères au conseil d'administration et/ou à des postes de direction des structures de la Fraternité.
- Relations financières : recevoir des fonds de bailleurs de fonds traditionnels liés à la Confrérie et collecter des dons pour des organisations caritatives liées à la Confrérie.
- Interactions fréquentes avec d'autres entités de la Fraternité dans leur pays et à l'étranger : organisation d'événements communs, co-accueil de conférences...
- Inviter des orateurs liés à la Confrérie de manière prédominante ou exclusive à des événements clés.
- Traduire, publier, diffuser et promouvoir principalement la littérature des auteurs de la confrérie.
- L'adhésion aux structures transnationales de la Fraternité telles que la FIOE et la FEMYSO.

Plus une organisation est insérée dans ce réseau, plus son affiliation à la Fraternité est probable et forte. Le contact occasionnel, l'invitation ponctuelle à un conférencier de la Fraternité, l'activité conjointe exceptionnelle avec une entité de la Fraternité, ne sont pas des indicateurs en soi. La fréquence et l'intensité des connexions sont des éléments cruciaux. Ainsi, par exemple, une organisation caritative qui a une organisation dont le conseil

consultatif est composé d'un membre de la confrérie et qui a organisé une campagne d'aide dans un pays africain avec une organisation liée à la confrérie ne peut raisonnablement être qualifiée d'organisation de la confrérie. On peut se demander si ce membre du conseil d'administration ne pourrait pas influencer certaines décisions de l'organisation d'une manière favorable à la Fraternité, mais, à défaut d'autres indicateurs, il serait exagéré de la définir comme étant même influencée par la Fraternité.

D'un autre côté, par exemple, on peut supposer sans trop de risque qu'une organisation dont six des sept membres du conseil d'administration appartiennent de diverses manières au milieu de la confrérie, qui reçoit régulièrement des fonds d'une entité liée à la confrérie au Moyen-Orient, qui invite presque exclusivement des orateurs de la confrérie à ses événements et qui traduit des livres de Yusuf al Qaradawi, est un foyer de la confrérie.

Il va sans dire que chaque cas doit être évalué individuellement et qu'il n'existe pas de formule magique - le cadre et les indicateurs proposés ont des limites inévitables. Cependant, toute analyse doit se fonder sur la recherche et l'analyse empirique. Ce que cette étude appelle le réseau des Frères musulmans en Europe se compose d'un réseau assez restreint d'individus qui, dans le même temps, ont mis en place une infrastructure extrêmement large, un réseau fluide et une toile d'organisations aux noms

trompeurs et souvent changeants et aux conseils d'administration imbriqués visant à donner l'impression d'une large représentativité. La seule façon de mieux comprendre ce réseau est de s'engager dans un effort de recherche minutieux, qui passe en grande partie par la collecte de sources primaires (articles d'incorporation, dossiers fiscaux, rapports de chambres de commerce, formulaires d'enregistrement de sites Web...) et d'entretiens. Seul ce type de recherche, tel qu'adopté pour cette étude, peut fournir une base empirique pour l'identification des structures liées à la Confrérie.

une question logiquement conséquente mais distincte.

Enfin, il convient de préciser que le cadre proposé ici vise simplement à atténuer un dilemme complexe auquel sont souvent confrontés les responsables politiques européens. Il convient donc d'affirmer clairement à ce stade que l'identification d'une organisation ou d'un individu à la Confrérie ne constitue pas un acte d'accusation. La Confrérie n'est pas une organisation terroriste désignée dans un pays européen et le fait d'être membre du groupe ou d'être une organisation contrôlée par lui ou liée à lui n'est pas en soi une question illégale. Le processus d'identification vise simplement à faciliter les deux activités qui devraient naturellement suivre : l'évaluation et l'engagement. En substance, le cadre fourni devrait aider les décideurs à comprendre quand une organisation ou un individu est proche de la Fraternité, avec des nuances diverses. Une fois cette détermination faite - ce que les décideurs européens ont souvent eu du mal à faire - décider comment les considérer et interagir avec eux est

Objectifs

Ayant jusqu'à présent dressé la carte du réseau de la Fraternité européenne, le thème principal de ce rapport, il est maintenant nécessaire d'exposer brièvement quels sont ses objectifs. La question est largement débattue et même parmi ceux qui voient le mouvement en termes négatifs, il n'y a pas de consensus sur ses objectifs. En fait, de nombreux critiques assimilent les objectifs des réseaux européens de la Fraternité à ceux de leurs homologues du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Selon ce point de vue, l'objectif primordial de tous les Frères du monde entier est le même : islamiser la société et établir des États islamiques régis par la charia.

Cette évaluation ne semble pas tenir compte de la nature pragmatique des Frères musulmans. Il ne fait aucun doute que de nombreux dirigeants du mouvement ont toujours mis l'accent sur ses aspirations mondiales, qu'ils considéraient comme intrinsèquement liées à sa mission divine. Le fondateur de la confrérie, Hassan al Banna, avait clairement indiqué quel devait être le plan du mouvement après la formation d'un État islamique dans le monde musulman. "Nous ne nous arrêterons pas à ce point, mais nous poursuivrons cette force

maléfique sur ses propres terres, pénétrons au cœur de l'Occident, et lutterons pour la vaincre jusqu'à ce que le monde entier crie le nom du Prophète et que les enseignements de l'Islam se répandent dans le monde entier", a déclaré al Banna. "Ce n'est qu'alors que les musulmans atteindront leur objectif fondamental, et qu'il n'y aura plus de 'persécution' et que toute religion sera exclusivement pour Allah."¹⁸

Et les dirigeants contemporains du mouvement ont exprimé des points de vue similaires. En 2004, le murhid Mohammed Akef de la Fraternité égyptienne a déclaré sa "foi totale dans le fait que l'Islam envahira l'Europe et l'Amérique, car l'Islam a une logique et une mission". "Il a ajouté que "les Européens et les Américains entreront dans le giron de l'Islam par conviction." ¹⁹ Al Qaradawi a exprimé à plusieurs reprises le même point de vue. Dans un discours prononcé en 1995 lors d'une conférence islamique à Toledo, dans l'Ohio, il a déclaré : "Nous allons conquérir l'Europe, nous allons conquérir l'Amérique, non pas par l'épée mais par la da'wah." ²⁰ Et dans une fatwa publiée sur IslamOnline en 2002, il a réitéré ce concept. "L'Islam reviendra en Europe en tant que conquérant et vainqueur, après en avoir été expulsé deux fois", a déclaré al Qaradawi

¹⁸ Mary Habeck, *Knowing the Enemy*, New Haven, CT : Yale University Press, 2006. pp. 31-2.

¹⁹ "Nouveau leader des Frères musulmans : La résistance en Irak et en Palestine est légitime ; l'Amérique est Satan, l'Islam envahira l'Amérique et l'Europe", dépêche spéciale MEMRI n° 655, 4 février 2004.

²⁰ Yusuf al Qaradawi, Conférence MAYA, 1995, Toledo, Ohio. Transcription disponible sur : http://www.investigativeproject.org/profile/167#_ftn3 (Consulté : 20 juin 2021)

"Je maintiens que la conquête, cette fois, ne se fera pas par l'épée mais par la prédication et l'idéologie."²¹

Ces déclarations, ainsi que d'autres faites par les principaux dirigeants de la confrérie, ont conduit nombre de ses détracteurs à affirmer que la participation civique et les déclarations en faveur de l'intégration des Frères européens ne sont que des tactiques trompeuses pour mieux atteindre leurs objectifs. Selon eux, les Frères européens ont compris de manière pragmatique qu'exprimer leurs souhaits de transformer l'Occident en une partie d'un État islamique mondial, comme l'ont fait al Banna et Qaradawi, serait contre-productif, mais ils partagent toujours secrètement le rêve des fondateurs de leur mouvement. Conscients du fait que de tels discours peuvent mettre leurs interlocuteurs mal à l'aise, les pessimistes affirment que les Frères européens ne voient pas l'intérêt d'attirer une attention indésirable en exprimant publiquement la vision d'une chose dont la réalisation, même dans la vision la plus optimiste, se situe loin dans le futur et, par conséquent, ils ont tendance à éviter d'approuver publiquement la vision d'une conquête islamique de l'Occident annoncée par al Qaradawi et d'autres chefs spirituels du mouvement.

D'autres soutiennent que, même s'ils

proviennent de célèbres vedettes idéologiques du mouvement, ces points de vue ne reflètent pas la pensée des Frères européens. Les optimistes affirment que le mouvement a considérablement évolué au fil du temps et que les nouvelles générations, en particulier celles qui ont grandi en Occident, ont affiné leur vision de la relation entre l'Islam et l'Occident. Même s'ils sont réticents à défier publiquement les anciens dirigeants, nombre de ces nouveaux militants ont défini leur propre vision religieuse et politique.²² Tout en continuant à adhérer à certains concepts de l'héritage intellectuel de la confrérie, ils se distancient progressivement de ses aspects les plus militants et sont les agents d'une lente réforme interne visant à adapter la tradition au contexte actuel.

Ce débat sur les aspirations à long terme du mouvement est difficilement conciliable. Mais il ne fait aucun doute qu'un mouvement quintessentiellement pragmatique comme les Frères européens comprend clairement que ce qu'il peut actuellement réaliser dans les sociétés occidentales non à majorité musulmane est complètement différent de ce qu'il peut faire dans les sociétés à majorité musulmane. Au milieu des années 80, une fois que les fondations et les premières protostructures des Frères musulmans en Europe ont été établies, les Frères européens ont commencé à adapter leur riche héritage intellectuel au nouvel environnement.

²¹ "Leading Sunni Sheikh Yousefal-Qaradawi and Other Sheikhs Herald the Coming Conquest of Rome", Middle East Media and Research Institute (MEMRI), Special Dispatch #447, 6 décembre 2002.

²² Entretien de Lorenzo Vidino avec Peter Mandaville, Washington, octobre 2008.

Même si les idées d'al Banna et d'autres idéologues du noyau dur pouvaient encore fournir une orientation méthodologique et spirituelle, il était clair pour eux qu'appliquer ces enseignements à la lettre dans les sociétés européennes modernes aurait été peu utile, voire contre-productif.

Le mouvement a donc commencé à établir un ensemble d'objectifs qui correspondaient mieux à sa situation spécifique de mouvement islamiste opérant dans des sociétés à majorité non musulmane. Depuis cette époque, le principal objectif est sans doute de façonner et de préserver une identité islamique bien définie pour les musulmans européens. Comme tout mouvement religieux conservateur, les islamistes du monde entier sont soucieux de préserver la moralité et la piété de leurs communautés. Cette position défensive est d'autant plus importante lorsqu'il s'agit de minorités musulmanes, car elles courent le risque d'être culturellement absorbées par la société d'accueil. "Il est du devoir du Mouvement islamique", a écrit Yusuf al Qaradawi, le chef spirituel incontesté de la Confrérie mondiale et occidentale, "de ne pas laisser ces expatriés être emportés par le tourbillon de la tendance matérialiste qui prévaut en Occident."²³

Pourtant, contrairement aux salafistes et aux autres tendances islamiques qui cherchent à renforcer l'identité des musulmans

occidentaux, les Frères ne prônent pas l'isolement du courant dominant de la société. Au contraire, ils exhortent les musulmans à y participer activement, mais uniquement dans la mesure où cet engagement est nécessaire pour la modifier dans un sens islamique. Selon al Qaradawi, les musulmans d'Occident doivent adopter "un conservatisme sans isolement, et une ouverture sans fusion."²⁴ Trouver l'équilibre entre l'impénétrabilité culturelle et l'interaction sociopolitique active n'est pas facile, mais les Frères se considèrent comme capables de définir comment les musulmans peuvent être à la fois fidèles à leur foi et citoyens actifs des démocraties laïques européennes.

Les Frères considèrent ce rôle de guide comme une opportunité sans précédent pour le mouvement qui, selon les mots d'al Qaradawi, peut "jouer le rôle du leader manquant de la nation musulmane avec toutes ses tendances et ses groupes."²⁵ Alors que dans les pays à majorité musulmane, les Frères ne peuvent exercer qu'une influence limitée, car ils sont tenus en échec par des régimes qui s'opposent à eux, al Qaradawi se rend compte qu'aucun obstacle de ce type ne les empêche d'opérer dans l'Occident libre et démocratique. En outre, les masses d'anciens patriotes musulmans, désorientés par l'impact de la vie dans des sociétés non musulmanes et manquant souvent des connaissances les plus élémentaires sur l'Islam,

²³ Yusuf al Qaradawi, *Priorités du mouvement islamique dans la phase à venir*, Swansea, UK : Awakening Publications, 2000, page 7.

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid.

représentent un public réceptif idéal pour le message du mouvement. Enfin, aucune tendance islamique concurrente ne dispose des moyens financiers et de l'organisation nécessaires pour rivaliser avec les Frères européens. La combinaison de ces facteurs amène al Qaradawi à conclure que l'Occident est une sorte de tabula rasa islamique, un territoire vierge où les structures et les limites socio-religieuses du monde musulman n'existent pas et où les Frères peuvent mettre en œuvre leur da'wah librement, en surmontant leurs concurrents grâce à leurs compétences supérieures en matière de mobilisation et de fonds.

Un autre objectif commun à toutes les organisations de la Fraternité européenne est la désignation comme représentants officiels ou de facto de la communauté musulmane de leur pays. Devenir les partenaires préférés - sinon exclusifs - des gouvernements et des élites européennes servirait plusieurs objectifs. L'un d'eux, déclaré publiquement et fièrement par les Frères, est de contribuer positivement à l'avenir des sociétés européennes. Mettant en avant des valeurs communes, les Frères se présentent comme une force modérée encourageant les musulmans à participer simultanément à la société et à diffuser leurs principes islamiques, qui, en fin de compte, profitent à tous. Contrairement aux tendances islamiques concurrentes, ils peuvent guider la communauté musulmane sur la voie de

l'intégration tout en contribuant à un renouveau moral du reste de la société.²⁶

Pourtant, les Frères européens semblent avoir des objectifs supplémentaires liés à l'établissement d'une relation préférentielle entre eux et les gouvernements européens. Malgré leur activisme incessant et leurs ressources considérables, les Frères n'ont pas réussi à créer un mouvement de masse et à s'attirer l'allégeance d'un grand nombre de musulmans européens. Bien que les concepts, les questions et les cadres introduits par les Frères aient atteint un grand nombre d'entre eux, la plupart des musulmans européens résistent activement à l'influence des Frères ou l'ignorent tout simplement. Les Frères comprennent qu'une relation préférentielle avec les élites européennes pourrait leur fournir le capital financier et politique qui leur permettrait d'étendre considérablement leur portée et leur influence au sein de la communauté.

En tirant parti d'une telle relation, les Frères visent à se voir confier par les gouvernements européens l'administration de tous les aspects de la vie musulmane dans chaque pays. Idéalement, ils deviendraient ceux que les gouvernements chargent de préparer les programmes d'enseignement et de sélectionner les enseignants.

²⁶ Pour un aperçu de ce que, selon la Confrérie, les musulmans peuvent apporter à l'Occident, voir, par exemple, Kamal el-Helbawy, "Cementing Relations between Muslim Citizens and Governments in the West : The United Kingdom as a Case Study", *Islamism Digest*, volume 3, numéro 9, septembre 2008.

pour l'éducation islamique dans les écoles publiques, la nomination d'imams dans les institutions publiques telles que l'armée, la police ou la prison, et l'octroi de subventions pour administrer divers services sociaux. Cette position leur permettrait également d'être la voix musulmane officielle de facto dans les débats publics et dans les médias, éclipsant les forces concurrentes. Les pouvoirs et la légitimité qui leur

sont conférés par les gouvernements européens leur permettraient d'exercer une influence considérablement accrue sur la communauté musulmane. Par un habile calcul politique, les Frères européens tentent de transformer leur candidature à la direction en une prophétie auto-réalisatrice, en cherchant à être reconnus comme les représentants de la communauté musulmane afin de la devenir réellement.



Photo 1 : Le Conseil Européen des Imams, la dernière des structures paneuropéennes créées par FIOE/CEM.²⁷

²⁷ Voir à titre de référence : "Création du Conseil européen des imams", déclaration aux médias de la Ligue des Musulmans de Suisse, 23 novembre 2019. Récupéré de : <https://rabeta.ch/%D8%AA%D8%A3%D8%B3%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D9%8A-%D9%84%D9%84%D8%A3%D8%A6%D9%85%D8%A9/> (consulté le 21 juin 2021).

Enfin, la position de représentants des musulmans européens permettrait aux Frères d'influencer l'élaboration de la politique européenne sur toutes les questions liées à l'Islam. Si avoir son mot à dire dans l'élaboration des politiques intérieures peut être très important, les Frères européens semblent avoir accordé une importance encore plus grande à l'influence sur les politiques étrangères. Une fois encore, les écrits de Yusuf al Qaradawi résument parfaitement cette vision. Conscient du rôle crucial que jouent les politiques des gouvernements occidentaux dans la lutte entre les mouvements islamistes et leurs rivaux pour le contrôle des pays musulmans, al Qaradawi déclare qu'"il est nécessaire pour l'Islam à cette époque d'avoir une présence dans les sociétés qui affectent la politique mondiale" et que la présence d'un mouvement islamiste fort et organisé en Occident est "nécessaire pour défendre les causes de la nation musulmane et de la terre musulmane contre l'antagonisme et la désinformation des forces et tendances anti-islamiques."²⁸

En d'autres termes, al Qaradawi affirme que les Frères européens se trouvent devant une opportunité sans précédent d'influencer l'opinion publique et les décideurs européens sur toutes les questions géopolitiques liées au monde musulman. Et en effet, au cours des vingt dernières années, les Frères européens ont constamment essayé de profiter

de leur position d'influence pour faire avancer les causes islamistes. Des réunions privées avec des décideurs politiques de haut niveau aux manifestations de rue de masse, des éditoriaux dans les grands journaux aux conférences de haut niveau, ils ont utilisé toutes les ressources matérielles et intellectuelles qu'ils possèdent afin de faire avancer le point de vue islamiste sur plusieurs questions, de la Palestine à l'Afghanistan, et sur la nature du mouvement islamiste lui-même.

La Fraternité est-elle une menace ?

Si tels sont, en résumé, les objectifs de la Fraternité européenne, le mouvement constitue-t-il une menace pour l'Europe ? La question est, une fois de plus, vivement débattue et la réponse change sans doute en fonction de la perspective. Il n'est pas rare que l'évaluation soit faite sous l'angle de la sécurité. Si c'est l'approche choisie, il est évident que la Fraternité européenne ne constitue pas une menace directe pour la sécurité. Les réseaux de la Fraternité européenne ne sont pas engagés dans des activités terroristes contre l'Europe et les assimiler à Al-Qaïda ou à l'État islamique, d'un point de vue européen, constitue une grave erreur d'analyse.

Ceci étant dit, il existe certaines préoccupations liées à la sécurité qui concernent la Fraternité européenne. Premièrement, le réseau prend

²⁸ Yusuf al Qaradawi, *Priorités du mouvement islamique dans la phase à venir*, Swansea, UK : Awakening Publications, 2000.



part régulièrement à différentes activités de soutien, allant du financier au purement politique, pour le Hamas, branche palestinienne des Frères musulmans et tenue pour une organisation terroriste par l'Union européenne. Deuxièmement, bien que cela ne soit pas révélateur d'une implication de l'ensemble du réseau, il y a eu ces dernières années des cas plus qu'occasionnels dans lesquels des membres de la Confrérie en Europe auraient fourni diverses formes de soutien à des activités violentes dans des pays tels que la Syrie (à cet égard, voir le chapitre sur l'Espagne) et la Libye.

Mais, du point de vue de la sécurité, une préoccupation supplémentaire découle de l'impact indirect des activités des Frères sur la radicalisation violente. Le problème réside dans la généralisation d'un récit qui, amené à l'une de ses séquences logiques par des individus échappant au contrôle du groupe, pourrait conduire à la violence. En substance, le récit des Frères, diffusé avec l'éloquence et l'omniprésence qui caractérisent le discours du groupe, est centré sur deux éléments sur lesquels les groupes islamistes violents peuvent s'appuyer et les jeunes non affiliés en voie de radicalisation peuvent s'inspirer.

Le premier élément est la justification de la violence par le groupe. En fait, le rejet de la violence par la confrérie n'est guère absolu, mais plutôt truffé de "si" et de "mais". "Elle affirme, en substance, que

les musulmans "attaqués" (un concept difficile à définir) ont le droit de se défendre, y compris par des actes violents visant des civils. Le deuxième élément problématique du discours de la confrérie est son récit de la victimisation. S'appuyant sur des incidents et des attitudes anti-musulmanes qui existent indiscutablement, les organisations européennes de la Confrérie les ont exagérés à dessein et ont essayé d'encourager une mentalité de siège au sein des communautés musulmanes locales, en affirmant que le gouvernement et les sociétés occidentales leur sont hostiles, ainsi qu'à l'Islam en général.

La combinaison de ces deux éléments peut potentiellement être explosive. Si les musulmans de Gaza ont le droit de se défendre, on peut se demander pourquoi ils n'ont pas le droit de le faire en Occident, où, selon les Frères, ils sont également attaqués. Les Frères ne parviennent pas à cette conclusion. Au contraire, ils préconisent publiquement l'engagement politique et l'activisme social comme solution. Cependant, le problème réside dans la large diffusion du récit des Frères et dans leur incapacité à contrôler son impact sur, disons, un adolescent de seize ans au sang chaud et indigné par les événements mondiaux - sans doute le profil du candidat le plus probable à la radicalisation violente. Il est facile de voir comment le récit de victimisation des Frères et la justification partielle de la violence peuvent potentiellement représenter le premier

élément constitutif d'une trajectoire de radicalisation pouvant aller jusqu'au militantisme violent. C'est cette analyse qui conduit les services de sécurité allemands à déclarer qu'"il existe un risque que de tels milieux puissent également constituer le terreau d'une radicalisation plus poussée."²⁹ Pourtant, il faut le dire, le débat entre les paroles et les actes et, plus précisément, l'impact du récit d'un réseau islamiste non directement violent sur la radicalisation violente est complexe et contesté dans les cercles politiques et universitaires de tout l'Occident depuis le 11 septembre.³⁰

L'aspect sécuritaire n'est qu'un cadre pour examiner la menace potentielle que représentent les Frères pour l'Europe, et sans doute pas le plus important. Ces dernières années, en effet, les décideurs politiques, les commentateurs et même les services de sécurité ont de plus en plus envisagé la question sous l'angle de l'intégration et de la cohésion sociale, de plus en plus préoccupés par l'impact des Frères européens sur eux.

Au cours des dernières années, les frères européens n'ont pas mâché leurs mots quant à la

nécessité pour les musulmans de devenir des citoyens actifs, participant pleinement à la vie politique et sociale de leur pays. La plupart de leurs dirigeants incarnent cet esprit : ce sont des personnes instruites qui participent à un éventail d'activités allant des associations de parents d'élèves aux élections parlementaires. Ils sont impliqués dans le dialogue interconfessionnel et leurs activités caritatives visent de plus en plus un ensemble de projets diversifiés et pas seulement des communautés ou des causes musulmanes. Contrairement à la plupart des autres groupes islamistes et même à de nombreux courants musulmans conservateurs mais non islamistes, la Confrérie encourage effectivement diverses formes d'intégration dans la société européenne. Comme toute autre force conservatrice sur le plan social et religieux, la Confrérie se méfie à juste titre des implications potentielles de cette intégration et prône donc "un conservatisme sans isolement, et une ouverture sans fusion."³¹

Pourtant, en grattant un peu plus loin que la surface, il n'est pas difficile de trouver dans cette rhétorique des condamnations virulentes

²⁹ Bundesverfassungsschutz 2005, Bundesministerium des Innern. Page 190. Consulté à l'adresse : https://publikationen.uni-tuebingen.de/xmlui/bitstream/handle/10900/63244/Verfassungsschutzbericht_2005_de.pdf?sequence=1&isAllowed=y (Consulté le 19 juin 2021).

³⁰ Voir, par exemple, Peter R. Neumann, "The Trouble with Radicalization", *International Affairs*, volume 89, numéro 4, p. 873-893, juillet 2013 ; et Alex P. Schmid, *Violent and Non-Violent Extremism : Les deux faces d'une même pièce ?* ICCT Papers, La Haye, 12 mai 2014. Consulté à l'adresse suivante : <http://www.icct.nl/app/uploads/download/file/ICCT-Schmid-Violent-Non-Violent-Extremism-May-2014.pdf> (Consulté le 29 juin 2021).

³¹ Yusuf al Qaradawi, *Priorités du mouvement islamique dans la phase à venir*, Swansea, UK : Awakening Publications, 2000.

de la société occidentale jugée corrompue, immorale et injuste. Cela va de pair avec un récit qui considère que les musulmans sont meilleurs, mais qu'ils sont attaqués - ce qui, en substance, favorise une mentalité du "nous contre eux" qui nuit gravement à la cohésion sociale. En outre, sur certaines questions clés telles que la liberté de religion, les droits des femmes et l'homosexualité, de nombreux dirigeants de la confrérie adoptent des positions qui sont en grave désaccord non seulement avec les valeurs européennes dominantes, mais aussi avec les droits de l'homme fondamentaux.

Le chapitre suivant présentera et contextualisera nombre de ces points de vue. Il est important de noter que les avis sont partagés sur la question, même s'il existe un consensus croissant qui transcende les frontières politiques sur l'impact problématique des activités et des récits des Frères sur la cohésion et l'intégration sociales. Il convient également de noter qu'il semble y avoir un consensus sur l'impact social négatif des activités de la Confrérie parmi les agences de renseignement d'Europe continentale. Nombre de ces entités possèdent traditionnellement un large mandat institutionnel, puisqu'elles sont chargées de surveiller non seulement les menaces directes à la sécurité nationale, mais aussi des phénomènes de subversion plus indirects qui pourraient menacer l'ordre

démocratique. En raison de ce mandat étendu, ils étudient depuis longtemps la présence de la Confrérie dans leurs juridictions et se forment une opinion à son sujet - qui tend presque invariablement à être suspecte, voire carrément négative.

Ces groupes islamistes "légalistes" représentent une menace particulière pour la cohésion interne de notre société", affirme, par exemple, le rapport 2005 de l'Office pour la protection de la Constitution (l'agence allemande de renseignement intérieur) en décrivant les organisations influencées par les Frères qui opèrent dans le pays. "Entre autres choses, poursuit-il, leur large éventail d'activités éducatives et de soutien orientées vers l'islam, en particulier pour les enfants et les adolescents issus de familles immigrées, est utilisé pour promouvoir la création et la prolifération d'un milieu islamiste en Allemagne. Ces activités vont à l'encontre des efforts déployés par l'administration fédérale et les Länder [États] pour intégrer les immigrants. Il y a un risque que de tels milieux puissent également constituer un terrain propice à une radicalisation accrue".³²

La Sûreté de l'État, l'agence de renseignement intérieure belge, a décrit les activités des ramifications des Frères musulmans dans le pays en des termes tout aussi négatifs :

³² Bundesverfassungsschutz 2005, Bundesministerium des Innern, page 190.

"La Sûreté de l'État suit les activités des Frères musulmans internationalistes en Belgique depuis 1982. Les Frères Musulmans Internationalistes possèdent une structure clandestine en Belgique depuis plus de vingt ans. L'identité des membres est secrète, ils agissent dans la plus grande discrétion. Ils cherchent à diffuser leur idéologie au sein de la communauté musulmane de Belgique et visent en particulier les jeunes immigrés de deuxième et troisième génération. En Belgique comme dans d'autres pays européens, ils cherchent à prendre le contrôle d'associations sportives, religieuses et sociales, et ils cherchent à s'imposer comme des interlocuteurs privilégiés des autorités nationales, voire européennes, pour gérer les affaires islamiques. Les Frères musulmans estiment que les autorités nationales s'appuieront de plus en plus sur les représentants de la communauté islamique pour la gestion de l'islam. Dans ce cadre, ils tentent d'imposer la désignation de personnes influencées par leur idéologie dans les instances représentatives. Pour ce faire, ils ont été très actifs dans le processus électoral pour les membres de l'organe de gestion de l'islam [en Belgique].

Un autre aspect de cette stratégie consiste à provoquer ou à entretenir des tensions dans lesquelles ils considèrent qu'un musulman ou une organisation musulmane est victime des valeurs occidentales, d'où l'affaire du foulard musulman dans les écoles publiques.³³

En 2021, près de 20 ans plus tard, une courte note de la même agence montre que son évaluation de la philosophie et des activités politiques de la Fraternité en Belgique reste tout aussi ^{négative}³⁴.

"Les Frères musulmans sont implantés dans le monde entier et sont présents en Belgique. Outre les implantations purement nationales dans le monde arabe, une tendance "internationale" fortement représentée dans les pays à minorité islamique et développant une dynamique propre a également vu le jour. Dans notre pays, la Ligue des Musulmans de Belgique (LMB) peut être considérée comme la branche belge de la confrérie internationale des Frères musulmans. La LMB et les Frères musulmans belges font généralement partie d'une structure globale, un réseau transnational qui tente, dans une certaine mesure, de diriger et de coordonner les activités des branches nationales et les organisations affiliées

33 " Rapport du Comité Permanent de Contrôle des Services de Renseignements et de Sécurité (Comité R) au Parlement belge, 19 juillet 2002. Consulté sur : http://www.senate.be/?Mlval=publications/viewPubDoc&TID=33618007&LANG=fr#2-1171/1_112 (Consulté le 20 juin 2021)."

34 " Himad Messoudi, " Affaire Haouach : nous avons lu la note de la Sûreté de l'État, voici ce qu'elle dit ", *Radio Télévision Belge de la Communauté Française*, 13 juillet 2021. Consulté sur le site : https://www.rtb.be/info/belgique/detail_affaire-haouach-nous-avons-lu-la-note-de-la-surete-de-l-etat-voici-ce-qu-elle-dit?id=10803432 (Consulté le 2 septembre 2021)."

aux Frères musulmans. [...] En Europe et en Belgique, les Frères musulmans visent à long terme l'islamisation progressive des sociétés européennes. A plus court terme, leur objectif principal est de protéger et de renforcer l'identité islamique et l'ancrage social de l'Islam, interprété de manière orthodoxe. Leur stratégie pour atteindre ces objectifs repose principalement sur l'activisme politico-social, le lobbying et l'entrisme et est menée par une "avant-garde élitiste" de militants des Frères musulmans bien entraînés. Les Frères musulmans européens optent pour une approche graduelle et extrêmement pragmatique. Ils traitent avec souplesse certains préceptes islamiques orthodoxes, adaptent leur discours à leur public et dissimulent leurs véritables intentions et croyances. [...] Le principal danger, à plus court terme, que représentent les Frères musulmans est qu'ils créent un climat de ségrégation et de polarisation, qui peut à son tour constituer un terrain fertile pour une radicalisation (violente) plus poussée."³⁵

L'AIVD, l'agence de renseignement intérieure des Pays-Bas, est encore plus précise dans son analyse de la situation européenne des

tactiques et des objectifs de la Fraternité :

"Tous les Frères musulmans ou leurs sympathisants ne sont pas reconnaissables en tant que tels. Ils ne révèlent pas toujours aux étrangers leurs loyautés religieuses et leur programme ultra-orthodoxe. Apparemment coopératifs et modérés dans leur attitude envers la société occidentale, ils n'ont certainement aucune intention violente. Mais ils tentent d'ouvrir la voie à un rôle plus important de l'islam ultra-orthodoxe dans le monde occidental en exerçant une influence religieuse sur les communautés d'immigrants musulmans et en nouant de bonnes relations avec les leaders d'opinion concernés : politiciens, fonctionnaires, organisations sociales traditionnelles, religieux non islamiques, universitaires, journalistes, etc. Cette politique d'engagement a été plus perceptible ces dernières années, et pourrait peut-être annoncer une certaine libéralisation des idées du mouvement. Il se présente comme un défenseur largement soutenu et un représentant légitime de la communauté islamique. Mais l'objectif ultime - bien qu'il ne soit jamais déclaré ouvertement - est de créer, puis d'implanter et d'étendre, un bloc musulman ultra-orthodoxe en Europe occidentale.

"³⁶

³⁵ Ibid ; document en possession des auteurs.

³⁶ *La dawa radicale en transition, The Rise of Islamic Neoradicalism in the Netherlands*, AIVD, octobre 2007. Page 51. Consulté sur le site : <https://english.aivd.nl/publications/publications/2007/10/09/the-radical-dawa-in-transition> (Consulté le 20 juin 2021).



DEUXIEME PARTIE

LA STRUCTURE PANEUROPÉENNE DE LA FRATERNELLE

Le chapitre précédent a décrit comment la plupart des pays européens abritent une mini-branche des Frères musulmans, avec ses propres formalités et sa propre structure qui, à une échelle beaucoup plus petite, reproduit la dynamique des branches plus importantes du Moyen-Orient. Comme nous l'avons dit, il existe une branche française des Frères musulmans, une branche allemande, une branche suédoise, une branche espagnole, etc. Par conséquent, le réseau des Frères musulmans en Autriche, par exemple, se concentre sur l'influence de la communauté musulmane autrichienne, des décideurs politiques autrichiens et du débat public autrichien en utilisant des tactiques et des cadres qu'il choisit comme étant les mieux adaptés au contexte autrichien, tout comme la branche britannique, la branche suisse, la branche italienne, la branche ukrainienne et ainsi de suite.

En même temps, bien que pleinement indépendantes, toutes les branches européennes font partie du réseau transnational de la confrérie. À l'échelle mondiale, les Frères musulmans peuvent en fait être décrits comme un groupe assez soudé d'activistes et d'organisations liés par des liens personnels, financiers, organisationnels et, bien sûr, idéologiques. Les principaux militants des Frères musulmans du monde entier et les organisations qu'ils dirigent

sont en contact permanent les uns avec les autres. Si les désaccords, la concurrence et les jalousies ne sont pas rares, cette famille mondiale garantit un certain degré d'homogénéité dans la pensée et l'action. Cette dynamique fait de la Fraternité une organisation "glocale" par excellence : extrêmement transnationale mais, en même temps, très intégrée dans chaque réalité locale dans laquelle elle opère.

Ce phénomène est particulièrement évident pour les Frères européens. Tout en concentrant l'essentiel de leurs activités sur leur contexte spécifique, les réseaux européens de la Confrérie ont toujours maintenu des contacts très forts avec les milieux de la Confrérie au Moyen-Orient. Ce phénomène est devenu particulièrement évident pendant le Printemps arabe, lorsque de nombreux militants de longue date de la Confrérie basés en Europe, dont beaucoup occupaient des postes de direction dans des organisations qui, pendant des années, avaient prétendu se concentrer sur la communauté musulmane de leur pays européen, ont quitté l'Europe et se sont rendus dans leur pays d'origine (principalement l'Égypte, la Libye et la Tunisie) pour participer à la révolution et occuper ensuite des postes gouvernementaux ou parlementaires de haut niveau au sein des partis politiques de la Confrérie.

Mais les liens profonds entre les Frères européens et les branches beaucoup plus importantes et sophistiquées du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord se manifestent de nombreuses façons. Les Frères européens, par exemple, sont depuis longtemps liés

à divers dirigeants, particuliers et institutions caritatives des riches pays arabes du Golfe, qui ont richement financé leurs activités. Ils ont également établi des liens avec des investisseurs et des banques respectueuses de la charia dans la région, ce qui leur permet d'améliorer leur capacité à collecter des fonds. En outre, ils entretiennent des liens étroits avec d'éminents religieux de la Confrérie et de la mouvance confrérique, qui leur apportent des connaissances religieuses, des conseils et un prestige qu'aucun érudit basé en Europe ne pourrait leur apporter. L'exemple le plus marquant d'érudit que les Frères européens admirent, dont ils diffusent les opinions et participent aux initiatives, est sans doute Yusuf al Qaradawi, basé au Qatar (nous y reviendrons).

Les relations étrangères des Frères européens sont à la fois formelles et informelles.

Les connexions formelles sont représentées par leur inclusion dans des organisations transnationales proches de la Confrérie (comme l'Union internationale des savants musulmans, IUMS, de Qaradawi, et la Fédération islamique internationale des organisations d'étudiants, IIFSO) et leur participation à des initiatives *ad hoc* menées par diverses branches de la Confrérie au Moyen-Orient. Mais les hauts dirigeants de la Confrérie européenne ont les interactions les plus significatives avec leurs homologues des branches du Moyen-Orient, beaucoup plus grandes et plus sophistiquées, lors de visites privées ou en marge des nombreuses conférences et réunions sociales (comme les mariages et les funérailles) du réseau. En outre, les réseaux de confréries européennes renforcent constamment les liens familiaux avec les confrères non européens par le biais du mariage, un fait qui consolide encore davantage l'unité.



Photo 2 : Des membres éminents du milieu des Frères européens (Ibrahim el Zayat, Khallad Swaid et Ayman Ali) interagissant avec certains des dirigeants les plus en vue des Frères musulmans égyptiens (dont leur ancien chef, Mohamed Akef, et leurs hauts représentants Saad el Katatny et Mohamed Ezzat) lors des funérailles du leader islamiste turc Necmettin Erbakan (Istanbul, mars 2011).³⁷

³⁷ Page Facebook officielle de la Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants (FIAE). Le 10 mars 2011. Récupéré de : <https://www.facebook.com/IIFSOOfficial/photos/a.194906287198917/195027470520132/> (consulté le 15 septembre 2021).



Image 3 : Des membres éminents du milieu des Frères européens interagissant avec certains des dirigeants les plus importants des Frères musulmans égyptiens lors des funérailles du leader islamiste turc Necmettin Erbakan (Istanbul, mars 2011).³⁸

Beaucoup de ces dynamiques s'appliquent également au niveau intra-européen, où les Frères européens ont créé un réseau entrelacé à l'échelle du continent. Exactement comme leurs connexions extra-européennes, certaines sont informelles et d'autres formelles. En ce qui concerne les premières, les familles des pionniers de la Fraternité en Europe comme Yusuf Nada, Ghaleb Himmat, Said Ramadan, Rached Ghannouchi, Nooh al Kaddo, Ahmed Ja- ballah

et quelques autres occupent des rôles centraux dans ce réseau. Non seulement ils ont fondé et, pour la plupart de ceux qui sont encore en vie, conservent des rôles de direction dans certaines des organisations les plus importantes liées à la Fraternité en Europe, mais leurs épouses, leurs enfants et leurs beaux-parents ont également pu occuper des postes de direction dans certaines des organisations du réseau et interagir et souvent se marier entre eux.

³⁸ Page Facebook officielle de la Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants (FIIO). March 10, 2011. Retrieved from: <https://www.facebook.com/IIFSOOfficial/photos/195026310520248/> (Accessed : September 15, 2021).

L'échelon supérieur de la confrérie européenne constitue, en substance, une nomenclature islamiste très soudée qui vise à contrôler l'islam organisé sur tout le continent.

Dès ses premiers jours sur le continent, ce réseau de connexions informelles a également tenté de créer des structures paneuropéennes formelles. Cet effort avait deux objectifs. Le premier, typique de la Fraternité partout dans le monde, était de rendre l'interaction entre ses membres plus organisée et professionnelle. Le second était de créer des entités capables de transmettre la perception de la représentativité des musulmans européens aux décideurs politiques et aux médias européens, ce qui est sans doute l'un des principaux objectifs des Frères européens depuis les années 1970, lorsqu'ils ont réalisé pour la première fois que les autorités européennes recherchaient des partenaires au sein de leurs communautés musulmanes croissantes.

Le Conseil islamique d'Europe est sans doute la première organisation paneuropéenne créée par les Frères.³⁹ Soutenu financièrement par la Ligue mondiale musulmane basée en Arabie saoudite et dirigé par Salem Azzam, alors ambassadeur et ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Arabie saoudite à Londres, le Conseil réunissait régulièrement certains des pionniers

de l'idéologie islamiste sur le continent (non seulement les Frères musulmans, mais aussi, étant donné leur siège à Londres, la Jemaat-e-Islami, l'organisation sœur des Frères musulmans en Asie du Sud).

Les activités du Conseil se sont essouffées au milieu des années 1980, mais à la fin de cette décennie, le réseau des Frères européens, alors mieux établi, a créé une entité plus stable et véritablement paneuropéenne : la Fédération des organisations islamiques d'Europe (FIOE, qui a changé de nom en 2020 pour devenir le Conseil des musulmans européens, CME). Au fil du temps, la FIOE a donné naissance à plusieurs entités servant divers objectifs : la Fédération des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans (FE- MYSO), l'Europe Trust, le Conseil européen de la fatwa et de la recherche (ECFR) et l'Institut européen des sciences humaines (mieux connu sous son acronyme français IESH). Bien que techniquement indépendantes, ces entités ont des liens profonds entre elles et sont dominées par d'éminents dirigeants et organisations de la Confrérie en Europe et hors d'Europe, ce qui montre clairement qu'elles font partie du même projet visant à créer une présence paneuropéenne officielle.

Comme d'habitude, une clarification terminologique sur l'identification est nécessaire.

³⁹ "Conférence de Londres des centres et organismes islamiques en Europe", *Impact International*, 25 mai-7 juin 1973 ; John Lawton, "Muslims in Europe : The Presence", *Saudi Aramco World*, janvier/février 1979, pp. 3-8.

Bien que l'affiliation à ces organisations soit incontestablement un indicateur de proximité, tous les individus ou organisations affiliés au FIOE/CEM et à ses entités satellites ne sont pas membres des Frères musulmans ou ne font pas partie de l'un de leurs milieux européens. Divers individus et organisations qui, de diverses manières, sont liés à eux, ne font en aucun cas partie du mouvement. Mais il existe une abondance de preuves, qui seront démontrées ici, que ces entités ont été créées et sont dirigées par des membres de la Confrérie pour faire avancer leur programme au niveau européen. Comme l'a confirmé Mohammed Akef, l'ancien chef de la Confrérie égyptienne, "ces organisations et institutions sont indépendantes et autonomes. Nous [les Frères musulmans égyptiens ; précision de l'auteur] ne les contrôlons pas. Ce sont les Frères à l'étranger qui les contrôlent. Les structures liées à Qaradawi sont des organisations de la Confrérie dirigées par les Frères de différents pays".⁴⁰

⁴⁰ Entretien avec Akef dans Sylvain Besson, *La Conquête de l'Occident*, Paris : Seuil, 2005, page 100.

FIOE/CEM

Fondée en 1989 dans le but déclaré de "servir les musulmans dans les sociétés européennes", la Fédération des organisations islamiques en Europe (FIOE, qui a changé de nom en 2020 pour devenir le Conseil des musulmans européens, CEM, et qui sera donc appelée FIOE/CEM par la suite) se décrit comme "la plus grande organisation islamique au niveau européen" et "une institution islamique européenne indépendante et inclusive".⁴¹ Basée à Bruxelles dans un bâtiment situé à quelques pâtés de maisons des principales institutions de l'Union européenne, FIOE/CEM est une organisation parapluie paneuropéenne qui compte des organisations membres dans 26 pays. Il s'agit sans doute de l'organisation musulmane la plus connue opérant dans l'environnement de l'UE, qui fait régulièrement du lobbying et assure la liaison avec de nombreuses institutions européennes.

Une analyse approfondie, basée sur des documents, de FIOE/CEM ajoute une couche supplémentaire, montrant clairement qu'il s'agit de la première et de la plus importante des diverses organisations paneuropéennes créées par le réseau de la Fraternité européenne pour étendre

son influence auprès des institutions européennes et sur tout le continent. L'histoire, l'adhésion et la gouvernance de la FIOE/CEM montrent en fait de manière écrasante comment les militants et les organisations de la Fraternité européenne ont fondé et, jusqu'à aujourd'hui, contrôlé l'organisation.

Histoire

Un bref historique de FIOE/CEM publié, en arabe uniquement, en janvier 2020 sur la page Facebook de l'organisation accuse que la fondation de FIOE en 1989 est l'aboutissement de décennies d'"activisme islamique".⁴² Racontant une histoire qui ressemble beaucoup à celle de l'arrivée de la Confrérie en Europe et utilisant des termes typiquement utilisés par les Frères, le texte explique que "l'œuvre islamique a commencé en Europe occidentale en particulier au début des années cinquante du siècle dernier par l'intermédiaire de quelques étudiants et travailleurs venus de divers pays arabes et islamiques et qui se sont installés en Occident". "Ceux-ci, poursuit le texte, surtout les étudiants, ont pris l'initiative d'organiser l'action islamique

⁴¹ "Le Conseil des musulmans européens en quelques lignes [...] مجلس مسلمي أوروبا... في سطور... مجلس مسلمي أوروبا"

- Page Facebook officielle du Conseil des musulmans européens, 31 janvier 2020. Récupéré de : <https://www.facebook.com/notes/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D9%85%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%B3%D8%B7%D9%88%D8%B1/2932358320122416/> Message Facebook no

⁴² plus disponible ; capture d'écran en possession des auteurs. Ibid.

en Europe à travers plusieurs formations et associations au niveau de pays européens comme la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas et d'autres, jusqu'à l'année 1984 où un certain nombre d'entre eux ont convoqué un symposium dans la capitale espagnole Madrid". Selon les termes de la FIOE, " Madrid a été le point de départ de la constitution d'une œuvre islamique européenne qui est partie de l'idée d'installer la présence islamique."⁴³

Cinq ans plus tard, en novembre 1989, la FIOE est officiellement enregistrée. Les vicissitudes complexes de l'enregistrement officiel de la FIOE et de ses bureaux actuels sont très révélatrices des liens profonds de l'organisation avec les réseaux islamistes européens. Il est intéressant de noter que pendant les dix-huit premières années de son existence (de 1989 à 2007), la FIOE était basée dans le petit village britannique de Markfield, à une dizaine de kilomètres de Leicester. Cette localisation n'est pas une coïncidence, car Markfield a historiquement abrité le siège européen du Jamat-e-Islami. Fondé par Abul A'la Mawdudi en 1941, le Jamat-e-Islami est l'équivalent sud-asiatique des

Frères musulmans. Les deux organisations partagent la même vision du monde et les mêmes objectifs, et leur coopération remonte à leurs tout premiers dirigeants. "Nous nous considérons comme partie intégrante de la Confrérie et du mouvement islamique en Égypte, au Soudan et en Malaisie", confirme Qazi Ahmad Hussain, chef du Jamat-e-Islami au Pakistan, "notre nation est une. Le fondement intellectuel de notre mouvement est unique : basé sur le Quran et la Sunna, et sur les enseignements de l'imam Hassan al Banna et de Mawdudi."⁴⁴

En Europe, cette coopération remonte au début des années 1970, lorsque des dirigeants des deux organisations ont dirigé le Conseil islamique d'Europe, basé à Londres. Étant donné l'importante population musulmane sud-asiatique du pays, le Jamat-e-Islami avait créé une petite base d'opérations en Grande-Bretagne depuis le début des années 1960 et, en 1973, il avait ouvert la Fondation islamique à Markfield. La Fondation islamique s'est immédiatement lancée dans l'impression et la traduction des œuvres de Mawdudi, Qutb et d'autres

⁴³ Contexte historique, Conseil des musulmans européens. Extrait de : <http://eumuslims.org/ar/%D8%B9%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3> (Consulté le 24 avril 2021).

⁴⁴ Sylvain Besson, *La Conquête de l'Occident*, Paris : Seuil, 2005, page 114.

théoriciens de l'islamisme contemporain.⁴⁵

La FIOE, comme l'Islamic Council of Europe dix ans plus tôt, est le produit de la coopération entre les réseaux européens de la Confrérie et de Jamat-e-Islami. Fait révélateur, les premiers bureaux de la FIOE auraient été sous-loués par la Fondation islamique.⁴⁶ La FIOE est restée basée à Markfield jusqu'en mai 2007, date à laquelle elle a organisé une cérémonie pour célébrer son déménagement dans ses nouveaux bureaux de la rue de la Pacification 34 à Bruxelles.⁴⁷ Ce nouvel emplacement était logique pour une organisation cherchant à représenter tous les musulmans européens, puisque la capitale belge est le siège de la plupart des institutions de l'Union européenne.

Pourtant, une analyse des dépôts liés au changement d'adresse de FIOE en 2007 montre une réalité intéressante.

Les documents déposés auprès des autorités belges, en effet, ne montrent pas que la FIOE a été constituée en Belgique en tant que nouvelle entité ou qu'elle a été transférée du Royaume-Uni, où elle était précédemment située. Au contraire, les documents notifient simplement aux autorités belges que FIOE était une entité immatriculée en France dont l'assemblée générale avait délibéré pour ouvrir "un centre d'opérations en Belgique."⁴⁸ En substance, la FIOE n'a pas été établie en tant qu'entité créée en vertu du droit belge, mais en tant que bureau satellite d'une organisation française enregistrée en vertu du droit français.

Ce qui est encore plus intéressant parmi les éléments qui ressortent des documents d'enregistrement, c'est l'adresse française que la FIOE a indiquée comme étant son siège social et le lieu de son assemblée générale.

⁴⁵ Jocelyne Cesari, *When Islam and Democracy Meet : Muslims in Europe and in the United States*, New York, NY : Palgrave MacMillan, 2004, page 143. Khurshid Ahmad est une figure cruciale du réseau européen naissant du Jamat-e-Islami et de sa coopération avec la Confrérie. Disciple de la première heure de Mawdudi, Ahmad a accédé au poste de vice-président du Jamat-e-Islami et a mené une carrière prestigieuse en tant que membre du sénat pakistanais et ministre de la planification dans le gouvernement de Zia ul-Haq. Chargé par le parti de s'engager dans "la propagation de l'islam en Europe, en Afrique et en Amérique", il a vécu en Grande-Bretagne entre 1968 et 1978. Il y fait partie du conseil exécutif du Conseil islamique d'Europe et fonde la Fondation islamique de Leicester. Il devient un acteur clé des réseaux informels de revivalistes islamiques qui vivent en Europe, cimentant sa symbiose et celle de son organisation avec les Frères européens en rejoignant le conseil d'administration de la mosquée de Munich, la première mosquée des Frères en Europe. Alors que le reste de la communauté musulmane était encore rigidement divisé selon les lignes nationales, les revivalistes islamiques, mus par leur croyance en l'unité de l'*oumma*, étaient capables de transcender les différences ethniques et de travailler ensemble à la mise en œuvre d'une vision commune.

⁴⁶ Ian Johnson, "How Islamic Group's Ties Reveal Europe's Challenge", *Wall Street Journal*, 29 décembre 2005. Consulté à l'adresse : <https://www.wsj.com/articles/SB11358231727133576> (Consulté le 26 avril 2021).

⁴⁷ Communiqué final de l'Assemblée Générale de la FIOE, Bruxelles, 25-27, mai 2007.

⁴⁸ Déposé au Moniteur Belge le 10 octobre 2008.

L'adresse fournie, en fait, est le 20, rue de la Prévôté, dans la banlieue nord de Paris, à La Courneuve. Il s'agit également de la même adresse que le siège de l'UOIF (Union des organisations islamiques en France, depuis 2017 Musulmans de France, MF).⁴⁹ L'une des plus anciennes organisations musulmanes de France, l'UOIF est presque universellement identifiée comme la principale organisation publique du milieu des Frères français et l'une des plus importantes du milieu européen. Alors que certains de ses dirigeants tentent de nuancer la relation de l'UOIF avec la Confrérie (l'ancien président de l'UOIF, Amar Lasfar, a déclaré que l'UOIF "ne faisait pas partie des Frères musulmans" mais "s'inscrivait dans son courant de pensée"⁵⁰), il y a en fait peu de doutes sur la nature de l'UOIF en tant que quintessence de la Confrérie. Dernier en date d'une longue litanie de sources officielles l'identifiant comme telle, un rapport du Sénat français de 2020 affirme ouvertement que les Frères musulmans "opèrent en France avec la création en 1983 de l'UOIF".

Union des Organisations Islamiques en France (UOIF)."⁵¹ La même adresse à La Courneuve a également été fournie dans un dépôt d'octobre 2018 auprès des autorités françaises (préfecture de Seine-Saint-Denis) dans lequel la FIOE a déclaré ses nouveaux statuts.⁵² Le dépôt détaille une structure complexe avec un Congrès général, une Shura (Conseil) européenne et divers autres organes et confirme que son siège se trouve à La Courneuve- Bruxelles n'est mentionné nulle part dans les statuts.⁵³

Enfin, l'adresse de La Courneuve partagée avec l'UOIF/MF était également la seule adresse fournie (encore une fois, aucune mention de Bruxelles) dans un document du 9 mars 2020 que FIOE/CEM a déposé auprès des autorités françaises (encore une fois, pas belges) pour annoncer son changement de nom de FIOE à Council of European Muslims (en français, Conseil des Musulmans d'Europe).⁵⁴ Le changement de nom avait été décidé lors de la conférence générale de la FIOE de janvier 2020, qui s'était tenue à Istanbul, un lieu de rencontre fréquent pour la FIOE et ses entités affiliées.⁵⁵

⁴⁹ Dossiers de la préfecture de Seine-Saint-Denis obtenus par les auteurs ; Contact, Musulmans de France. Consulté sur : <http://www.musulmansdefrance.fr/contact/> (Consulté le 21 avril 2021).

⁵⁰ Élise Racque, " L'Union des Organisations Islamiques de France change de nom pour redorer son image ", *La Croix*, 17 avril 2017. Consulté sur : <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/L'Union-organisations-islamiques-France-change-pour-redorer-son-image-2017-04-17-1200840107> (Consulté le 24 avril 2021).

⁵¹ Rapport du Sénat Français n° 595 sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre. Extrait de : <http://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-11.pdf> (consulté le 21 avril 2021).

⁵² Dossiers de la préfecture de Seine-Saint-Denis obtenus par les auteurs.

⁵³ Dossiers de la préfecture de Seine-Saint-Denis obtenus par les auteurs.

⁵⁴ Dossiers de la préfecture de Seine-Saint-Denis obtenus par les auteurs.

Reprenant le langage de la FIOE, le CEM se décrit comme " la plus grande organisation islamique d'Europe ", " avec des centaines d'organisations membres dans les 28 États européens."⁵⁶

L'historique des enregistrements de la FIOE/CEM, depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, montre clairement que l'organisation est une excroissance d'un groupe très soudé d'acteurs islamistes. Au cours de sa première décennie, comme on peut le voir, la FIOE était hébergée dans les locaux du campus tentaculaire de la Fondation islamique, la principale institution du Jamat-e-Islami. En 2007, alors qu'elle ouvrait ses bureaux à Bruxelles pour accroître ses efforts de lobbying auprès des institutions européennes, elle n'opérait pas en tant qu'entité indépendante mais simplement en tant que bureau satellite en Belgique d'une entité enregistrée dans le même bureau de l'UOIF, la principale entité française liée à la Confrérie. Même en 2020, lorsqu'il a changé de nom pour devenir le CEM afin de renforcer son ambition de représenter les musulmans européens, l'adresse utilisée dans ses dépôts n'était pas celle de son bureau à Bruxelles mais celle de l'UOIF.

Il est donc difficile de considérer objectivement le FIOE/CEM comme autre chose qu'une excroissance de certaines des organisations islamistes les plus importantes en Europe.

Adhésion

Les liens de FIOE/CEM avec certaines des organisations islamistes les plus en vue en Europe sont également démontrés par une analyse de ses organisations membres. FIOE/CEM, en effet, est une organisation parapluie qui englobe, en juin 2021, 36 organisations de 26 pays. Si certaines sont issues de pays membres de l'UE (Grèce, République tchèque, Hongrie, Autriche, Allemagne, Italie, France, Pays-Bas, Suède, Espagne, Finlande, Irlande, Pologne, Roumanie, Danemark, Belgique), d'autres sont issues de pays non-membres de l'UE (Serbie, Suisse, Albanie, Turquie, Bosnie-Herzégovine, Royaume-Uni, Norvège, Ukraine, Russie).

Ce qui est remarquable dans le système d'adhésion de la FIOE/CEM, c'est que, dans la plupart des cas, les organisations membres de chaque pays européen tendent à être l'une ou l'autre de ces deux entités qui constituent les

⁵⁵ Déclaration de clôture de la conférence générale de la Fédération des organisations islamiques en Europe, Istanbul 23-26 janvier 2020. Retrieved from: <https://www.facebook.com/notes/%D8%A7%D8%AA%D8%AD%D8%A7%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%B8%D9%85%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7/closing-statement-of-the-general-conference-of-federation-of-islamic-organisatio/3086583708033209/> (consulté le 24 avril 2021).

⁵⁶ À propos de nous, Conseil des musulmans européens. Récupéré de : <http://eumuslims.org/fr/about-us#:~:text=Council%20of%20European%20Muslims%20is, across%20the%2028%20European%20 states.> (consulté le 24 avril 2021).

fractions les plus importantes des Frères musulmans dans ce pays. Comme cette étude le démontrera plus tard, de l'UOIF/Musulmans de France à la Liga Kultur Verein en Autriche, de la Muslim Association of Britain à la Deutsche Muslimische Gemeinschaft en Allemagne, les entités centrales qui ont historiquement conduit la fondation et les activités de FIOE/CEM sont les plus importantes et les plus largement identifiées comme des entités liées aux Frères dans leur pays.

Gouvernance

Une autre indication de la relation symbiotique entre le CEM/FIOE et le milieu des Frères musulmans européens, le premier étant une excroissance du second, provient d'une analyse du leadership du CEM/FIOE depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui. Comme cette section le montrera, en effet, à quelques exceptions près, la grande majorité des individus qui ont historiquement occupé des postes de direction au sein du FIOE/CEM appartiennent aux échelons supérieurs du milieu des Frères musulmans européens.

Cette dynamique est parfaitement illustrée par l'ensemble de la structure de gouvernance de la FIOE dans les premiers jours de l'organisation.⁵⁷

Parmi les huit personnes citées à des postes de direction, trois (Ahmed al Rawi, Ibrahim el Zayat et Emad Elbannani) figurent parmi les militants liés à la Confrérie les plus éminents à avoir jamais opéré en Europe. Les cinq autres sont des dirigeants de l'UOIF, l'antenne française de la Confrérie, démontrant l'influence dominante que le milieu de la Confrérie française a historiquement eu sur la FIOE/CEM et les autres structures paneuropéennes liées à la Confrérie. Dans le détail, en éclairant bien leurs liens avec le milieu de la Fraternité, les membres de la première structure dirigeante de la FIOE sont :

Ahmed al Rawi (Président et finances) :

- Né en Irak et installé au Royaume-Uni depuis 1975, Ahmed al Rawi est l'un des membres les plus éminents du réseau européen des Frères musulmans. Il nie être membre de la confrérie.⁵⁸
- Al Rawi a occupé des postes de direction dans diverses organisations qui font partie du milieu des Frères britanniques. Il a notamment été président du Conseil de la Shura de l'Association musulmane de Grande-Bretagne (MAB), une organisation membre fondatrice de la FIOE, une entité que les autorités

⁵⁷ L'ancien site web de la FIOE, obtenu par Archive.org, daté du 6 avril 2001.

⁵⁸ Andrew Norfolk, "The money trail : from student digs to 'motherhood of Islamism'", *The Times*, 10 juillet 2015. Consulté sur : <http://www.thetimes.co.uk/tto/news/uk/article4493452.ece> (consulté le 24 avril 2021).

britanniques identifient régulièrement comme étant une émanation de la Confrérie (voir chapitre britannique).⁵⁹

- Al Rawi a occupé des postes de direction dans diverses organisations paneuropéennes de la Confrérie :

- Europe Trust (directeur de 1992 à 2000)
- Membre du Conseil européen pour la fatwa et la recherche
- Islamic Relief Worldwide (dont il a été le directeur jusqu'en 2000).⁶⁰
- Son défunt frère Khadem était à la tête de l'IESH du Pays de Galles.

Emad Elbannani (secrétariat général)

- Né à Benghazi en 1960, Emad Elbannani a cofondé la branche locale des Frères musulmans.⁶¹
- En 1995, il a quitté la Libye et s'est installé à Zurich, une ville qui a historiquement

connu une présence importante de membres des fraternités libyennes.

- En 2011, il est retourné en Libye et a occupé des postes de premier plan au sein du Parti de la justice et de la construction, le parti politique des Frères libyens.⁶²

Ibrahim el Zayat (département de la jeunesse et des étudiants)

- Né en 1968 à Marburg, en Allemagne, Ibrahim el Zayat a occupé des postes de direction dans diverses organisations du milieu des Frères allemands. Il a notamment été président de l'IGD, membre allemand de la FIOE et organisation que les services de sécurité allemands désignent régulièrement comme la ramification de la Confrérie dans le pays.⁶³
- Il a occupé des postes de direction au sein de plusieurs organisations paneuropéennes d'entraide :

⁵⁹ " MAB tient son assemblée générale 2013 ", The Muslim Association of Britain, 17 août 2014. Extrait de : <https://www.mabonline.net/mab-holds-its-2013-general-meeting/> (Consulté le 26 mai 2021).

⁶⁰ Islamic Relief Worldwide Officers, Companies House UK. Extrait de : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/02365572/officers> (Consulté le 20 juin 2021).

⁶¹ " Emad al-Banani, possible chef du parti de la confrérie en Libye ", La Référence, 25 décembre 2018. <https://www.thereference-paris.com/2554> (consulté le 24 avril 2021).

⁶² Ibid.

⁶³ Voir, par exemple, Bundesministerium des Innern, Verfassungsschutzbericht, 2007, page 165. Consulté sur le site : https://fragdenstaat.de/files/foi/105691/verfassungsschutzbericht_2007_.pdf?download (Consulté le 27 août 2021).

- Premier président de FEMYSO (1996-2002)
 - Trust Europe
 - IESH (administrateur)
 - Président du conseil d'administration d'Islamic Relief Worldwide⁶⁴ (et également membre du conseil d'administration d'IR Deutschland)
- El Zayat est également très actif dans des activités immobilières de premier plan et les médias allemands l'ont surnommé "le seigneur des mosquées".⁶⁵
 - Plusieurs membres de la famille d'El Zayat ont occupé des postes de direction dans diverses organisations liées à la Confrérie.
⁶⁶ Il est marié à Sabiha Erdogan, la nièce de l'ancien Premier ministre turc.
- Le parrain de l'islamisme, Necmettin Erbakan, et la sœur de Mehmet Sa- bri Erdogan, l'ancien dirigeant de Milli Görüş en Allemagne, qui est le partenaire commercial d'El Zayat.
- El Zayat nie fermement être membre de la confrérie et a poursuivi en justice les personnes qui l'accusaient de l'être. En avril 2008, il a été condamné par contumace à dix ans de prison par un tribunal militaire égyptien, qui l'avait accusé d'être un dirigeant des Frères musulmans à l'étranger. Hartwig Möller, chef des services de sécurité de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, a qualifié El Zayat d'"araignée dans la toile des organisations islamistes".⁶⁷

⁶⁴ Déclaration Web du nouveau président et du vice-président, Islamic Relief Worldwide. Extrait de : <https://www.islamic-relief.org/new-chair-and-vice-chair-web-statement/> (Consulté le 24 avril 2021) ; Rapport annuel de l'IRW, 2013. Page 5. Consulté sur : https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2021/02/IRW_AR2013_2-3.pdf (Consulté le 25 avril 2021).

⁶⁵ Helmut Frangenberg, "ElZayat, der Herr der Moscheen," *Kölner Stadtanzeiger*, 20 décembre 2020 ; "Islam and Europe : Ibrahim El-Zayyat Discusses the Future," *Islamism Digest*, Volume 3, Issue 2, février 2008, page 16 ; Uta Rasche, "Spinne im Netz der Muslime in Deutschland : Die Macht des Ibrahim el Zayat", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 mai 2007.

⁶⁶ Le frère d'Ibrahim, Bilal, est un membre fondateur de la Muslimischen Jugend Deutschland (Jeunesse musulmane allemande) et un responsable de la Muslim Studenten Vereinigung (Union des étudiants musulmans). Sa sœur Manal el Zayat est diplômée de l'IESH, l'établissement d'enseignement supérieur de la confrérie en France, et a également été impliquée dans diverses organisations islamiques dans plusieurs pays européens. Elle est mariée au fils de Kamal Helbawy. Son autre sœur, Amina el Zayat, a participé à plusieurs projets d'éducation islamique en Bavière avant de s'installer en Autriche, où elle a épousé Ammar Shakir et dirigé l'IRPA (Islamisches Religion Pädagogisches Akademie), une organisation qui a reçu des fonds publics pour former des imams autrichiens.

⁶⁷ Uta Rasche, "Spinne im Netz der Muslime in Deutschland : Die Macht des Ibrahim el Zayat." *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 mai 2007 ; Andrea Brandt, "Wendiger Weltmann", *Der Spiegel*, 25 mars 2008 ; Helmut Frangenberg et Detlef Schmalenberg, "El-Zayat, der Herr der Moscheen", *Kölner Stadt-Anzeiger*, 20 mars 2009.

Ahmed Jaballah (da'wah à l'Islam)

Né en Tunisie en 1956, Ahmed Jaballah a étudié la théologie à Tunis, puis a obtenu un doctorat de la Sorbonne à Paris en ¹⁹⁸⁷⁶⁸.

- Jaballah a occupé des postes de direction dans diverses organisations du milieu des Frères français, et a été président de l'UOIF en 1989.
- Il a occupé des postes de direction dans diverses organisations paneuropéennes de la Fraternité, ayant servi comme :
 - Vice-président de l'ECFR69
 - Directeur de l'Europe Trust
 - Directeur des études de l'IESH Château-Chinon
 - Directeur du campus parisien de l'IESH.70
- Jaballah a également occupé des postes importants au sein de diverses organisations liées aux Frères musulmans, telles que l'International Union for Muslim Scholars et la Muslim World League. ⁷¹

Fouad Alaoui (planification)

- Né au Maroc en 1961, Fouad Alaoui a obtenu un doctorat en neuropsychologie à Bordeaux.
- Alaoui a occupé des postes de direction dans diverses organisations du milieu des Frères français, dont celui de secrétaire général de l'UOIF.
- Il a été directeur d'une autre organisation paneuropéenne de la Fraternité, Europe Trust.

Abdallah ben Mansour (médias et relations publiques)

- Né en Tunisie en 1959, Abdallah ben Mansour a étudié le génie électrique.
- Ben Mansour a occupé des postes de direction dans diverses organisations de la Fraternité mi- lieu française, dont celui de secrétaire général de l'UOIF.72
- Il est devenu président de la FIOE en 2014.

⁶⁸ Profil d'Ahmed Jaballah. Notre équipe, Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique. Consulté à l'adresse : <https://www.cilecenter.org/about-us/our-team/dr-ahmed-jaballah> (Consulté le 24 avril 2021).

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Ibid.

⁷² Henri Tincq, "Abdallah Ben Mansour : " Il n'y a pas d'incompatibilité entre l'islam et la République ", *Le Monde*, 24 décembre 1994. Consulté sur le site : https://www.lemonde.fr/archives/article/1994/12/24/abdallah-ben-mansour-il-n-y-a-pas-d-incompatibilite-entre-l-islam-et-la-republique_3834555_1819218.html (Consulté le 24 avril 2021).

- En 1999, le Conseil d'Etat français a refusé la demande de ben Mansour d'obtenir la nationalité française au motif que l'UOIF était une "fédération à laquelle sont affiliés plusieurs mouvements extrémistes prônant le rejet des valeurs essentielles de la société française".⁷³

Noura Jaballah (responsable des femmes musulmanes)

- Noura Jaballah est l'épouse d'Ahmed Jaballah, membre du conseil d'administration de la FIOE et haut responsable du milieu des Frères français.
- Elle a été présidente de l'organisation féminine de la FIOE, le Forum européen des femmes musulmanes (EFOMW).

Mohsen Ngazou (éducation)

- Né en Tunisie, Mohsen Ngazou a occupé divers postes de direction au sein de l'UOIF, la principale organisation du milieu des Frères français, dont celui de vice-président et de président de sa région sud, où il a été directeur

du Centre Musulman de Marseille.⁷⁴ Ngazou a été élu président des Musulmans de France en juin 2021.⁷⁵

Au fil des ans, diverses personnes se sont succédé à la tête de l'organisation et les membres du conseil d'administration initial, tout en restant impliqués de manière informelle dans l'organisation, ont été progressivement remplacés. Mais les parcours de la plupart des individus qui ont occupé des postes de direction au sein de FIOE/CEM sont assez similaires à ceux des premiers membres du conseil, donc caractérisés par des liens forts avec les entités de la Fraternité dans leurs pays d'origine et au niveau international. En substance, à quelques exceptions près, la grande majorité des personnes qui ont siégé au conseil d'administration du FIOE/CEM appartiennent aux échelons supérieurs du réseau européen de la Fraternité.

L'un des plus éminents d'entre eux est sans doute Ayman Ali. D'origine égyptienne, Ali est venu en Europe dans les années 1990 pour mener des actions prétendument caritatives pendant la guerre de Bosnie (l'association caritative

⁷³ Conseil d'Etat, 7 juin 1999, n° 178449, Ben Mansour. *Revue de l'Actualité Juridique Française*. Extrait de : <https://www.rajf.org/spip.php?article330> (Consulté le 24 avril 2021).

⁷⁴ L'édito du Directeur, Etablissement Ibn Khaldoun. Consulté à l'adresse : www.college-ibnkhaldoun.com/ledito/ (Consulté le 24 avril 2021).

⁷⁵ Communiqué, Assemblée Générale de MF, Musulmans de France, 14 juin 2021. Consulté sur le site : http://www.musulmansdefrance.fr/wp-content/uploads/2021/06/communiquée-AG_12_13_juin_2021.pdf (Consulté le 16 juin 2021).

Est considéré comme une organisation terroriste depuis 2004).⁷⁶ Après la guerre, Ali s'est installé à Graz, où il est devenu le responsable de la mosquée al Nur, qui sert de siège à la Liga Kultur Verein für Multikulturellen Brückenbau, l'une des organisations les plus importantes du milieu des Frères autrichiens et membre de la FIOE.⁷⁷ Ali est également devenu le secrétaire général de la FIOE et a été particulièrement actif dans l'expansion des activités de la FIOE en Europe de l'Est. Une biographie publiée par IslamOnline l'identifie également comme l'un des fondateurs de FEMYSO.⁷⁸

Ali est retourné en Égypte lorsque la Confrérie a remporté les élections de 2012 et que Mohammed Mursi a été élu président. Montrant clairement la connectivité entre le milieu de la FIOE et la Confrérie, Ali a ensuite été choisi pour servir dans le gouvernement Mursi en tant que conseiller principal,

un poste qu'il a occupé jusqu'à la chute du régime Mursi et son arrestation à l'été²⁰¹³⁷⁹.

Parmi les nombreux exemples d'individus qui ont occupé les postes les plus élevés de la FIOE tout en jouant des rôles de direction dans des entités proches de la Fraternité dans leur pays d'origine, citons Ali Abu Shwaima, ancien responsable de la Da'wah de la FIOE et rédacteur en chef du magazine officiel de la FIOE, al Europiya, qui était membre fondateur et secrétaire général de l'UCOII (Unione delle Comunità ed Organizzazioni Islamiche in Italia) ; et Chakib Benmakhlouf, président de la FIOE de 2008 à 2014, qui a occupé des postes de direction dans diverses organisations proches de la confrérie en Suède.

Ce schéma se poursuit jusqu'à aujourd'hui, puisque les derniers articles de constitution déposés

⁷⁶ Ali a été directeur de l'agence d'aide internationale Taibah, basée en Albanie. En 2004, la branche bosniaque de Taibah a été désignée comme une organisation terroriste, tandis que les autorités locales ont effectué une descente dans la branche albanaise. Ali et l'organisation caritative ont ensuite été accusés de financement du terrorisme, mais n'ont jamais été inculpés. Un rapport de la police allemande relatif à l'enquête indique que *"la constellation de comptes, de flux financiers et de personnes indique que les comptes en Allemagne d'Ibrahim El-Zayat et d'Ayman Sayed Ahmed Ali ont été utilisés pour mener des activités islamiques fondamentalistes en Europe"*.

⁷⁷ Lorenzo Vidino, *Les Frères musulmans en Autriche*, rapport du programme sur l'extrémisme de l'université George Washington et de l'université de Vienne, septembre 2017. Consulté sur : <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/IMB%20in%20Austria-%20Print.pdf> (consulté le 20 juin 2021).

⁷⁸ Aiman Ali, Guest CV, *Islam Online*. Extrait de : <https://web.archive.org/web/20090321012541/https://islamonline.net/livedialogue/english/Guestcv.asp?hGuestID=rbQxt5> (Consulté le 24 avril 2021).

⁷⁹ "Égypte : Morsy Aides Moved From Secret Detention", *Human Rights Watch*, 25 décembre 2013. Consulté sur : <http://www.hrw.org/news/2013/12/25/egypt-morsy-aides-moved-secret-detention>. Consulté le : 24 avril 2021).

par la FIOE à la préfecture de Seine-Saint-Denis le montrent.⁸⁰ Les documents, déposés en décembre 2018, indiquent trois noms comme responsables :

Le président est Samir Falah, né en Tunisie et résidant en Allemagne. Suivant un parcours scolaire commun à de nombreux membres du milieu, Falah a étudié à l'IESH et à l'Université de Tunis.

et dans une université technique réputée (le Karlsruher Institut für Technologie).⁸¹ En tant qu'activiste, il a également suivi une trajectoire typique - identique à celle d'Ibrahim el Zayat - qui l'a amené à diriger d'abord l'organisation étudiante allemande liée à la confrérie (la MSV), puis l'organisation nationale (l'IGD).⁸² Image 3 : Le post Facebook de Samir Falah montrant le symbole R4bia des Frères musulmans.⁸³



Image 4 : Le post Facebook de Samir Falah montrant la R4bia des Frères musulmans.⁸³

⁸⁰ Dossiers de la préfecture de Seine-Saint-Denis obtenus par les auteurs.

⁸¹ Profil LinkedIn de Samir Falah. Extrait de : <https://www.linkedin.com/in/samir-falah-8811b243/?originalSubdomain=de> (Consulté le 24 avril 2021).

⁸² "DMG : Gesprächsangebot an Verfassungsschutz", *Islamismus und Gesellschaft*, 21 novembre 2019. Consulté à l'adresse : <https://vunv1863.wordpress.com/tag/islamische-gemeinschaft-in-deutschland/> (Consulté le 20 juin 2021) ; "IGD-Präsident und Vizepräsidentin", *Islamische Gemeinschaft in Deutschland*. Consulté à l'adresse suivante : <https://web.archive.org/web/20180429153520/http://igd-online.de/igd/vorstand/> (Consulté le 26 avril 2021).

⁸³ Page Facebook personnelle de Samir Falah, le 18 août 2013. Consulté sur : <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=511326715609594&set=ecnf.100001968092105&type=3&theater> (Consulté le 26 avril 2021).

L'actuel secrétaire général est Basil Marei, Palestinien d'origine syrienne. Marei s'est rendu en Union soviétique en 1988 pour étudier, a obtenu un diplôme d'ingénieur civil à l'université nationale de Kiev et est resté en Union soviétique.

en Ukraine depuis lors. Il a dirigé Arraid, l'organisation locale liée à la Fraternité, de 2011 à 2016, et a également été assistant du président de la FIOE en 2013.



Image 5 : Le post Facebook de Basil Marei montrant le symbole R4bia des Frères musulmans.⁸⁴

Le trésorier est Hassan Mahmoud Keliem. Keliem a siégé dans diverses organisations du milieu de la Fraternité suédoise, notamment l'IFiS et Ibn Rushd.

⁸⁴ Page Facebook personnelle de Basil Marei, 18 août 2013. Consulté sur : <https://www.facebook.com/photo?fbid=513310985415780&set=a.113081048772111> (Consulté le 26 avril 2021).

Selon son site web, les objectifs de la FIOE/CEM sont de " faire connaître l'Islam, d'encourager et de soutenir les musulmans d'Europe à pratiquer les rituels de leur foi et à participer efficacement aux divers aspects de la vie, dans un cadre de compréhension modérée et une approche réformiste et innovante."⁸⁵ Les principales activités de l'organisation relèvent de la sphère du lobbying, s'engageant auprès de divers acteurs européens pour leur présenter les points de vue de ses membres.

L'une des étapes les plus marquantes depuis la création de la FIOE est sans doute la déclaration en 2008 de la "Charte des musulmans d'Europe", un document qui "énonce les principes généraux d'une meilleure compréhension de l'islam et les bases de l'intégration des musulmans dans la société, dans le contexte de la citoyenneté"⁸⁶. La Charte, dont la préparation a commencé en 2000 sous la direction d'Ibrahim el Zayat, a été présentée au public à Bruxelles lors d'une manifestation à laquelle ont participé des représentants de l'Union européenne, de la Commission européenne et de la Commission européenne.

Si ce sont les activités externes, en interne la FIOE joue un rôle important dans la coordination et la supervision des activités de ses organisations membres - un fait qui renforce la vision d'une famille de la Fraternité paneuropéenne avec la FIOE/CEM comme nerf central. Divers éléments confirment cette dynamique :

- Le Plan général 2002-2006 adopté par le Bureau exécutif de la FIOE a demandé à toutes les organisations membres de la FIOE de normaliser leurs statuts selon les exigences communes qu'il a établies.⁸⁸
- Les statuts de divers membres de la FIOE/CEM indiquent qu'en cas de dissolution, leurs actifs doivent être transférés à la FIOE (voir, par exemple, le chapitre sur la Suède).
- La FIOE est intervenue à plusieurs reprises pour résoudre des conflits internes au sein des milieux de la fraternité nationale. En Espagne, par exemple, lorsqu'un conflit interne a éclaté entre deux associations différentes sous l'égide de la FIOE dans les années 1970, la FIOE est intervenue pour résoudre des conflits internes au sein des milieux de la fraternité nationale.

85 About Us, Conseil des musulmans européens. Extrait de : <http://www.eumuslims.org/en/about-us> (Consulté le 24 mai 2021).

86 Charte des musulmans d'Europe, Conseil des musulmans européens. Consulté à l'adresse : <http://eumuslims.org/sites/default/files/documents/eng.pdf> (Consulté le 26 avril 2021).

87 Teresa Küchler & Leigh Philips, "400 groupes signent la charte des musulmans européens", *EuObserver*, 14 janvier 2008. Consulté sur : <https://euobserver.com/news/25444> (Consulté le 26 avril 2021).

88 Document en possession des auteurs.

Au début des années 2000,⁸⁹ c'est la fédération paneuropéenne qui est intervenue en envoyant Abderrahim Tawil - membre de la FIOE, aujourd'hui imam de la Grande Mosquée de Valence - pour régler la controverse.⁹⁰ Une dynamique similaire se serait produite au Danemark en 2004, lorsque la FIOE a nommé un panel de trois membres pour résoudre un différend entre les deux leaders autoproclamés du milieu danois, Mohammad al Barazi et feu Jihad al Farra.⁹¹

- En Autriche, la FIOE est directement impliquée dans le processus électoral interne de la Liga Kultur, où elle assume une fonction de supervision⁹², en surveillant de près l'élection du nouveau président.⁹³

Ces dynamiques montrent clairement que la FIOE est une superstructure visant à superviser, coordonner et homogénéiser les activités de ses membres.

FIOE/CEM comme plate-forme paneuropéenne de la fraternité

Au fil du temps, suivant un modèle méthodologique commun à Brotherhood, FIOE a établi plusieurs spin-offs, chacune chargée de travailler sur un sujet et un objectif spécifiques. La FIOE elle-même a expliqué ce processus dans un post Facebook de 2019 sur son histoire, qu'elle a ensuite retiré :

"L'idée de la spécialisation est également apparue comme un outil de travail et une approche nécessaire et efficace pour atteindre l'objectif de s'installer, et c'est ainsi qu'est née l'initiative de créer un groupe d'institutions spécialisées. Les plus importantes de ces institutions spécialisées sont : l'Institut Européen des Sciences Humaines (1990), puis l'Union des Instituts Européens des Sciences Islamiques et Humaines (2007), le Forum des organisations européennes de la jeunesse et des étudiants musulmans (1996), le Conseil Européen de la Fatwa

89 Luis Gómez, "Tensión en la Gran Mezquita", *Diario El País*, 6 novembre 2005. Récupéré de : https://elpais.com/diario/2005/11/06/espana/1131231611_850215.html (consulté le 26 avril 2021)

90 Entretien avec Abderrahim Tawil, membre de l'ECFR, Valence, septembre 2020 ; entretien avec Cherifa ben Hassine, présidente du Centre culturel islamique de Valence, Valence, septembre 2020.

91 L'histoire a été racontée par Ahmed Akkari, ancien membre des Frères danois, dans Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

92 "Der Liga Kultur-Verein in Österreich", Dokumentationsstelle Politischer Islam, septembre 2021. Consulté sur : https://www.dokumentationsstelle.at/wp-content/uploads/2021/09/Liga-Kultur_WEB.pdf (Consulté le 15 septembre 2021) ; Robert Maher Kreshan, "Im Namen Allahs, des Gnädigen, des Barmherzigen", Liga Kultur Verein, 28 février 2015. Consulté sur le site : <https://ligakultur.at/stel-lungnahme-im-namen-allahs-des-gnaedigen-des-barmherzigen/> (consulté le 26 avril 2021).

93 Ibid.

et de la recherche (1997), l'Europe Trust (1997), le Forum européen des femmes musulmanes (2006), l'Assemblée européenne des imams et guides spirituels musulmans (2008), [...], en plus de nombreuses institutions, associations sociales et culturelles, centres islamiques et mosquées dans toute l'Europe.⁹⁴

Ces entités et plusieurs autres (telles que le Forum européen des professionnels des médias ou l'Association des écoles musulmanes en Europe) forment une pléthore d'entités à la gouvernance imbriquée et à la coopération constante dans une multiplicité d'activités. Toutes les entités sont dirigées par le même petit réseau de militants chevronnés et elles servent toutes un objectif spécifique qui correspond clairement à un dessein plus vaste. Les quatre plus importantes "institutions spécialisées" nées de la FIOE sont son organisation de jeunesse (FEMYSO), sa branche théologique/juridique (ECFR), sa branche académique (IESH) et sa branche financière (IESH).

bras (Europe Trust). Chacun sera analysé individuellement.

Avant de le faire, il est utile de fournir des preuves supplémentaires des liens avec la Confrérie des FIOE/CEM et ses institutions spécialisées. Les preuves liées à l'histoire, à l'adhésion et à la gouvernance décrites précédemment auraient dû fournir de fortes indications de cette connectivité. Mais, ce qui est le plus révélateur, c'est que sa confirmation provient directement de hauts dirigeants des Frères musulmans.

Certains dirigeants du FIOE/CEM, conscients des connotations négatives que peuvent avoir les liens avec la Confrérie, tiennent à les minimiser. Ahmed al Rawi, l'ancien président de l'organisation, a admis que la FIOE partageait "un point de vue commun" et entretenait "une bonne relation étroite" avec la Confrérie.⁹⁵ Mais il a également déclaré que "toute personne qui suggère que la FIOE est le bras droit des Frères musulmans

⁹⁴ "Le Conseil des musulmans européens en quelques lignes [...] مجلس مسلمي أوروبا... في سطور... مجلس مسلمي أوروبا" - Page Facebook officielle du Conseil des musulmans européens, 31 janvier 2020. Récupéré de : <https://www.facebook.com/notes/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D9%85%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-council-of-european-muslims/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3%D9%85%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%B3%D8%B7%D9%88%D8%B1/2932358320122416/> Le message Facebook n'est plus disponible ; capture d'écran en possession des auteurs.

⁹⁵ Ian Johnson, "How Islamic Group's Ties Reveal Europe's Challenge", *Wall Street Journal*, 29 décembre 2005. Consulté à l'adresse : <https://www.wsj.com/articles/SB113582317237133576> (Consulté le 26 avril 2021).

se trompe",⁹⁶ une évaluation techniquement justifiée puisque la FIOE n'est pas un représentant de la Fraternité mais plutôt une organisation créée par certains de ses principaux membres en Europe.⁹⁷

Pourtant, les communications internes de la FIOE font couramment référence au groupe et à son fondateur vénéré, Hassan al Banna. Par exemple, un mémo soumis au Conseil de la Choura de la FIOE lors de la réunion de mars 2002 à Paris et rédigé par Emad Elbannani et Mohsen Ngazou, respectivement secrétaire général et directeur de l'éducation de la FIOE, soutenait que la solution au défi auquel l'organisation était confrontée dans la formation d'une nouvelle génération de militants ne pouvait "en aucun cas être résolue par une méthodologie de travail occidentale" mais uniquement par "la mise en œuvre du système de groupes d'étude spécialisés introduit par le grand maître al Banna."⁹⁸ "Nous avons besoin d'une personnalité missionnaire parfaite, poursuit le mémo, qui possède les traits essentiels de la formation de la personnalité selon la véritable voie islamique, basée sur les écrits et les

enseignements de l'imam al Banna. "En sous-position, le document rédigé par deux des principaux dirigeants de la FIOE plaide ouvertement en faveur d'une application stricte des enseignements et de la méthodologie d'al Banna comme seul moyen pour l'organisation de réussir.

En outre, de nombreux membres éminents de la Confrérie, en particulier ceux basés au Moyen-Orient, ne s'engagent pas dans des jeux sémantiques comme al Rawi mais, au contraire, proclament fièrement que l'identification idéologique et méthodologique de la FIOE avec la Confrérie est complète. "Si nous faisons un pas en avant et examinons les cibles de la Fédération des organisations islamiques en Europe (FIOE)", écrit Salem Sheikhi, un haut dirigeant libyen des Frères musulmans et membre du Conseil européen pour la fatwa et la recherche de la FIOE, "elle représente la pensée modérée des Frères musulmans qui prend en considération la spécialité européenne et travaille sous les régimes et les lois européens. Al Sheikhi poursuit en parlant du magazine Al-Gurabaa (Les étrangers), en affirmant qu'il s'agit du "magazine des Frères musulmans [sic]".

⁹⁶ Andrew Norfolk, "Unwitting students fund islamist projects with their rent payments", *London Times*, 10 juillet 2015. Consulté sur : <https://www.thetimes.co.uk/article/unwitting-students-fund-islamist-projects-with-their-rent-payments-rbmz02grtm> (Consulté le 26 avril 2021).

⁹⁷ Ibid.

⁹⁸ Document en possession des auteurs.

⁹⁹ "Les Frères musulmans en Europe et un cours de révision, le Royaume-Uni un exemple", Ikhwanweb, 12 août 2008. Consulté à l'adresse : <https://www.ikhwanweb.com/article.php?id=17575> (Consulté le 26 avril 2021).

Il s'agit d'un magazine mensuel publié par la Société des étudiants musulmans de Grande-Bretagne et d'Irlande en collaboration avec la Fédération des organisations islamiques d'Europe."

De même, Kamal Helbawy, ancien porte-parole officiel des Frères musulmans en Occident qui a siégé au Conseil de la Choura de la FIOE jusqu'en 2012, qualifie la FIOE et les autres institutions paneuropéennes de "projet de la Confrérie".¹⁰⁰ L'ancien murhid des Frères égyptiens Mohammed Akef a clairement indiqué que la FIOE, FEMY-SO et leur organisation membre relèvent du grand parapluie des Frères musulmans mondiaux et, plus particulièrement, de la tendance dirigée par Qaradawi. "Ces organisations et institutions sont indépendantes et autonomes. Nous ne les contrôlons pas", a déclaré Akef dans une interview avec le journaliste suisse Sylvain Besson. "Ce sont les Frères à l'étranger qui les contrôlent. Les structures liées à Qaradawi sont des organisations de la confrérie dirigées par les Frères de différents pays."¹⁰¹

En effet, c'est Yusuf al Qaradawi, le chef spirituel du réseau européen des Frères musulmans basé au Qatar, qui a confirmé à plusieurs reprises que la FIOE/CEM et les autres organisations paneuropéennes sont des émanations proches des Frères musulmans. En 2000, par exemple, interrogé sur le rôle du magazine officiel de la FIOE, al Europiya, Qaradawi a déclaré :

"Je constate qu'al Europiya est l'un des outils que le travail islamique européen a développé ces dernières années. Le travail islamique européen a également établi ses propres institutions à travers lesquelles il fait avancer son agenda comme la Fédération des organisations islamiques en Europe, l'Institut islamique européen et l'Institut islamique européen en Grande-Bretagne¹⁰² et le Conseil européen pour la fatwa et la recherche [...]. En fait, al Europiya est le porte-parole de toutes ces institutions et c'est pourquoi les frères doivent la soutenir et soutenir également les institutions islamiques qui font avancer la pensée islamique et la da'wah islamique et qui travaillent pour la communauté islamique en Europe."¹⁰³

¹⁰⁰ Correspondance par courriel avec Lorenzo Vidino, mars 2021.

¹⁰¹ Sylvain Besson, *La Conquête de l'Occident*, Paris : Seuil, 2005, page 100.

¹⁰² Il s'agit de l'Institut européen des sciences humaines (IESH), tant en France qu'au Royaume-Uni.

¹⁰³ Magazine Al Europiya, numéro 19 [تجمع قیورولا], juillet 2000, page 42.

De même, en 2004, lors de son émission populaire Al Jazeera, Sharia and Life, Qaradawi s'est étendu davantage :

"Tout a commencé en Égypte, après la catastrophe de 1967, mais tout nuage a son revers, et les événements ont amené les croyants à se repentir et à revenir à Dieu. Ce réveil islamique est né en Égypte, mais nous l'avons vu s'étendre ailleurs. C'était aussi le début de mon voyage avec le mouvement vers d'autres pays. Le mouvement a commencé à ressentir le besoin de renforcer l'identité des musulmans en dehors de dar al Islam, et ses adhérents ont commencé à s'organiser en fondant des institutions islamiques afin de préserver cette identité. [Il fallait éduquer les gens, former des imams, établir une jurisprudence par l'émission de fatwas [...]. Les musulmans français ont donc commencé par ouvrir l'IESH, et les Britanniques ont fait de même en ouvrant un institut similaire. Pour fermer le cercle, les frères fondèrent la FIOE, précisément en Europe, en suivant la tendance à l'union économique, culturelle et politique. [...] C'est la FIOE qui a compris les besoins des gens et il y avait effectivement une nécessité de fournir une orientation islamique aux musulmans en Europe. C'est pourquoi ils ont fondé l'ECFR en Irlande, pour devenir une référence religieuse."¹⁰⁴

Qaradawi a également souligné le rôle central de la FIOE dans le réseau :

"Il était nécessaire de réaliser une coordination afin de renforcer l'identité des musulmans en dehors de dar al Islam et de répondre aux nécessités d'éduquer le peuple, de former des imams, d'établir une jurisprudence par l'émission de fatwas [...]. C'est la FIOE qui a compris les besoins des populations suivant la tendance européenne d'union économique, culturelle et politique."¹⁰⁵

Les commentaires de Qaradawi sont également repris par feu Fayçal Mawlawi, qui a été pendant des décennies l'un des religieux les plus influents du réseau des Frères européens et a été vice-président du Conseil européen pour la fatwa et la recherche. Dans une interview accordée en 2001 à al Europiya, il a déclaré :

"J'ai le sentiment que l'islam progresse régulièrement en Europe, Inch'Allah. Et la raison en est que le réveil islamique a approfondi ses racines et s'est étendu. En tant que mouvement, il a également appris à comprendre la société dans laquelle il vit et comment y faire face. Par conséquent, il est devenu beaucoup plus performant dans ses relations avec cette société, outre le fait que les libertés accordées par les lois européennes permettent [au mouvement] de

¹⁰⁴ Particularités de l'Islam en Europe [إِذَا صُوِّصَ مِلَّاسِلًا يَفُ الْوَرُ], Charia et vie, Al Jazeera, 2004.

Extrait de : <https://www.youtube.com/watch?v=NZH51yvOxy0> (Consulté le 26 avril 2021).

¹⁰⁵ Ibid.

mener ses activités de da'wah et autres travaux en bénéficiant d'une sorte de liberté impossible à trouver dans notre monde arabe."¹⁰⁶

Étant donné que les hauts dirigeants de la confrérie parlent ouvertement, bien que le plus souvent en arabe, de la FIOE et de ses institutions spécialisées comme étant des émanations de la confrérie, il n'est pas surprenant que divers gouvernements européens caractérisent les organisations comme telles. L'AIVD, l'agence de renseignement des Pays-Bas, déclare que la FIOE "peut être considérée comme l'organisation faïtière des Frères musulmans en Europe. La FIOE joue un rôle de guide au sein des Frères musulmans européens et détermine la politique centrale, qui est mise en œuvre localement par les fédérations nationales."¹⁰⁷ En Allemagne, les services de sécurité fédéraux et ceux des grands länder comme La Bavière et la

Rhénanie-du-Nord-Westphalie appellent la FIOE "l'organisation faïtière des organisations de Frères musulmans en Europe" dans leurs rapports annuels.¹⁰⁸

De même, le document officiel du gouvernement britannique de 2014 intitulé *Review of the Muslim Brotherhood* indique que "les organisations des Frères musulmans au Royaume-Uni -y compris les organisations caritatives- sont liées à leurs homologues ailleurs en Europe. MAB [Muslim Association of Britain] est associée à la Fédération des organisations islamiques en Europe (FIOE), créée par les Frères musulmans en 1989. La FIOE a ensuite créé le Conseil européen pour la fatwa et la recherche, un autre organe paneuropéen des Frères musulmans, destiné à fournir des conseils religieux et sociaux aux musulmans vivant en Europe".¹⁰⁹

¹⁰⁶ Magazine Al Eupiya, numéro 24 [الجمعيورولا], février 2001, page 18.

¹⁰⁷ Brief regering ; "Conclusies onderzoek Moslimbroederschap in Nederland - Grondrechten in een pluriforme samenleving," Parlementaire Monitor, KST2961426. 26 mai 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.parlementairemonitor.nl/9353000/1/f9vvij5epmj1ey0/vipncvj8czzn> (Consulté le 20 juin 2021).

¹⁰⁸ Bundesministerium des Innern, Verfassungsschutzbericht, 2007, page 193 ; Bayerisches Staatsministerium des Innern, für Sport und Integration, Verfassungsschutzbericht 2019, page 43 ; Verfassungsschutzbericht des Landes Nordrhein-Westfalen, 2018, page 252.

¹⁰⁹ *Revue des Frères musulmans : Main Findings*, Chambre des communes, 17 décembre 2015. Consulté à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/publications/muslim-brotherhood-review-main-findings> (Consulté le 11 avril 2021).

FEMYSO

Histoire

Comme la FIOE elle-même l'a clairement indiqué, la Federation of European Muslim Youth and Student Organizations (FEMYSO) est l'une des premières organisations créées par la FIOE pour poursuivre sa stratégie de spécialisation.¹¹⁰ Comme l'explique un document de la FEMYSO, la première réunion officielle à l'origine de la création de l'organisation a eu lieu à Stockholm en juin 1995. Intitulé "L'Islam en Europe", l'événement a été organisé par SUM (Sverig- es Unga Muslim, ou Jeunes Musulmans Suédois), Young Muslims UK (YMUK) et JMF (Jeunes Musulmans de France), car ces entités, selon FEMYSO, "ont été chargées d'établir une meilleure communication entre les organisations et de prendre des mesures pour une coopération et une coordination plus poussées."¹¹¹

Il est intéressant de noter que l'événement de Stockholm était parrainé financièrement par le ministère suédois des affaires étrangères et qu'il réunissait des activistes du milieu des Frères européens, mais aussi des universitaires et des activistes musulmans européens non affiliés aux Frères. La conférence a suscité le malaise de certains participants, qui n'étaient pas conscients de ses objectifs sous-jacents et ont accepté l'invitation en raison de l'aval du gouvernement suédois. Le plus notable d'entre eux était le célèbre universitaire français Gilles Kepel. "J'ai été surpris de voir à quel point la conférence des jeunes était contrôlée par les islamistes", a avoué Kepel à un journal suédois à l'époque. "Ils sont bien organisés, intelligents et disposent d'un réseau de contacts dans toute l'Europe. Grâce à cela, ils ont réussi à prendre le contrôle de la conférence des jeunes, même s'ils sont en minorité parmi les musulmans d'Europe."¹¹²

¹¹⁰ "Le Conseil des musulmans européens en quelques lignes [...] مجلس مسلمي أوروبا... في سطور"

مجلس مسلمي أوروبا

- Page Facebook officielle du Conseil des musulmans européens, 31 janvier 2020. Récupéré de : <https://www.facebook.com/notes/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D9%85%D8%B3%D9%84-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%A7-council-of-european-muslims/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D9%85%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%B3%D8%B7%D9%88%D8%B1/2932358320122416/> Le post Facebook n'est plus disponible ; capture d'écran en possession des auteurs. (consulté le 31 janvier 2020)

¹¹¹ Histoire, La Fédération des organisations européennes de la jeunesse et des étudiants musulmans. Récupéré de : <https://femys.org/history/> (consulté le 19 décembre 2019).

¹¹² Cité dans Aje Carlborn, *Islamic activism in a multicultural context - ideological continuity or change ?*, rapport de l'Agence suédoise de contingence civile et de l'Université de Malmö, 2017. Page 23. Consulté à l'adresse : <https://www.msb.se/siteassets/dokument/publikationer/english-publications/islamic-activism-in-a-multicultural-context-ideological-continuity-or-change.pdf> (consulté le 21 juin 2020).

L'un des organisateurs de la réunion de Stockholm en 1995 confirme l'analyse de Kepel. Pierre Durrani, qui dirigeait à l'époque les Jeunes Musulmans suédois, a publiquement rappelé que l'organisation faisait partie du milieu des Frères suédois et qu'il était lui-même un membre assermenté des Frères Musulmans (ayant prêté allégeance, de manière intéressante, pendant l'année où il étudiait à l'IESH). Durrani, qui a depuis quitté la Confrérie et en est devenu un critique, raconte comment les activistes de la Confrérie étaient ravis que leurs efforts soient soutenus par les autorités suédoises, un fait qu'il attribue à la naïveté de ces dernières et à leur incapacité à comprendre les dynamiques internes des communautés musulmanes et, par conséquent, la capacité des Frères à les exploiter.¹¹³

Une réunion de suivi définitif de celle de Stockholm a eu lieu l'année suivante. Le site web de FEMYSO indique qu'une réunion de "dix-neuf organisations de jeunes et d'étudiants de onze pays d'Europe" s'est tenue à Leicester en juin 1996. Le choix de cette ville britannique n'est pas surprenant, car sa banlieue de Markfield

qui accueillait déjà le siège de la FIOE. "Cette réunion, poursuit le site web de FEMYSO, a créé des liens forts entre les personnes présentes et a abouti au lancement officiel du Forum des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans (FEMYSO)."¹¹⁴

Une ancienne brochure de la FEMYSO fournit des détails supplémentaires, expliquant que "en juin 1996, la FIOE (Fédération des organisations islamiques en Europe) s'est associée à la WAMY (Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane) et a invité la SUM, la YMUK et la JMF, les trois organisations de jeunesse qui avaient organisé la réunion de Stockholm, à une réunion à Birmingham [qui se trouve à quelque 40 miles à l'ouest de Leicester], au Royaume-Uni, pour faciliter ce processus. La Fondation islamique de Leicester s'est également impliquée."¹¹⁵ Un autre document de la FEMYSO explique qu'"après un processus de consultation intensif pour élaborer les statuts et tous les autres documents nécessaires, la FEMYSO a été reconnue comme organisation internationale non gouvernementale (ONG) à Bruxelles, la capitale de la Belgique, au cœur de l'Europe."¹¹⁶

¹¹³ Lorenzo Vidino a interviewé Pierre Durrani au cours de plusieurs rencontres entre 2017 et 2018 à Stockholm et Malmö. Un chapitre décrivant le temps passé par Durrani au sein de la confrérie se trouve dans Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

¹¹⁴ Nous sommes la FEMYSO, la Fédération des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans. Consulté sur le site : <https://femyso.org/we-are-femyso/> (Consulté le 17 juin 2021)

¹¹⁵ Brochure FEMYSO en possession des auteurs.

¹¹⁶ Histoire, La Fédération des organisations européennes de la jeunesse et des étudiants musulmans. Récupéré à partir de : <https://femyso.org/history/> (consulté le 19 décembre 2019).

La fondation de FEMYSO montre clairement ses liens avec la Confrérie. Les documents de la FIOE, une organisation dont la nature confrérique a été analysée en détail ci-dessus, identifient clairement le FEMYSO comme une excroissance de la FIOE et la littérature du FEMYSO déclare ouvertement que la FIOE a convoqué la réunion de 1996 à Birmingham où le FEMYSO a été fondé. En outre, les trois organisations de jeunesse qui ont été le fer de lance du processus à Stockholm et qui ont participé à la réunion de Birmingham ont des liens islamistes indéniables. SUM est l'organisation de jeunesse du réseau de la Fraternité suédoise, comme le montrent à la fois Durrani, qui a siégé à son conseil d'administration, et l'ancien chef du réseau de la Fraternité suédoise Mahmoud Aldebe

l'admet publiquement.¹¹⁷ La JMF est la branche jeunesse de l'UOIF/Musulmans de France, dont la nature confrérique a déjà été analysée. Le YMUK, quant à lui, est une organisation de jeunesse britannique du Jemat-e-Islami, l'équivalent sud-asiatique et, comme on l'a vu, compagnon de route de longue date de la Confrérie. L'implication de Jemat-e-Islami dans la fondation de FEMYSO est confirmée par une brochure de FEMYSO ("The Islamic Foundation, Leicester, also became involved").¹¹⁸

Une autre entité impliquée dans la fondation et les premiers jours de FEMYSO fournit des preuves supplémentaires de la nature

¹¹⁷ En 2013, Mahmoud Aldebe, d'origine jordanienne, l'un des dirigeants historiques du milieu frériste suédois, a publié une lettre ouverte pour révéler son implication dans l'organisation et critiquer ses objectifs. Il écrit : "Moi, Mahmoud Aldebe [...], j'étais l'un de ceux qui ont créé la branche suédoise des Frères musulmans en Suède et qui ont rédigé ses statuts. J'ai abandonné mon engagement envers la Fédération islamique de Suède (IFIS) et les Frères musulmans en 2010, après avoir été pendant plus de 25 ans une figure de proue de l'organisation. Je ne dis pas cela pour salir qui que ce soit, mais la vérité doit éclater. Le problème n'est pas le mouvement en soi, mais ceux qui le dirigent. J'ai consacré toute ma vie d'adulte à lutter contre la fédération islamique en Suède, mais j'ai réalisé que j'étais son instrument - et j'ai donc décidé de quitter tous mes postes de responsabilité au sein de la fédération et des Frères musulmans en Suède. Cette décision m'a coûté cher, mais j'ai tout sacrifié pour me sauver du tunnel noir. Maintenant, la vérité doit éclater au grand jour, et j'ai choisi de sortir et de décrire la véritable image de la Fédération islamique en Suède. [...] Le problème auquel nous sommes confrontés est le double message, qui est plus nuisible que bénéfique. Le dialogue se poursuit avec les groupes chrétiens et juifs dans les forums officiels, mais en interne, ils répandent des craintes à leur égard. Ils parlent de démocratie, mais font en réalité le contraire. La Fédération a réussi à tromper ceux qui veulent dialoguer avec eux en Suède [...]". Aldebe poursuit avec une longue liste d'institutions (entre autres, l'Association d'étude Ibn Rushd, les Jeunes musulmans suédois, la mosquée de Stockholm et la mosquée de Göteborg) et de personnes (Chakib Benmakhoul, Mostafa Kharraki, Khemais Bassomi, Mohamad Amin Kharraki, Omar Mustafa et Mahmoud Khalfi) qui, selon lui, comme Pierre, sont associées à la Fraternité. Aldebe conclut sa lettre par une critique acerbe de la Confrérie : "Aujourd'hui, la Fédération utilise ses conférences pour prouver aux politiciens suédois qu'elle contrôle l'Islam en Suède. La Fédération s'efforce également de faire accepter à la Suède son ordre aux musulmans. La division est nette et claire : les ennemis de l'Islam ne peuvent être tolérés. Ses représentants sont actifs dans une grande partie de l'Islam organisé en Suède... La démocratie, l'égalité et la liberté d'expression suscitent une grande aversion. Ils parlent de démocratie pour atteindre leurs propres objectifs et pour exercer un pouvoir sur l'Islam en Suède." Cette lettre est citée dans Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

¹¹⁸ Brochure FEMYSO en possession des auteurs.

profondément islamiste de l'organisation. La brochure de la FEMYSO mentionnée ci-dessus explique que la réunion fondatrice de l'organisation à Birmingham avait été organisée par la FIOE "conjointement avec la WAMY (World Assembly of Muslim Youth)". "Avec son organisation sœur, la Ligue mondiale musulmane, la WAMY était l'une des principales organisations techniquement non gouvernementales créées par l'Arabie saoudite dans les années 1960 et 1970 pour diffuser son interprétation ultraconservatrice de l'islam. Généreusement financée par le gouvernement saoudien et de riches donateurs du Golfe arabe, mais composée en grande partie de membres de la Confrérie, la WAMY a, pendant des décennies, apporté un large soutien financier à diverses organisations musulmanes dans le monde, y compris en Europe. Selon le Pew Research Center, "entre les années 1970 et 1990, les activités européennes des Frères musulmans, de la Ligue mondiale musulmane et de l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane se sont tellement entremêlées qu'il était souvent difficile de les distinguer."¹¹⁹

L'implication du WAMY dans la fondation du FEMYSO n'est donc pas surprenante. La relation entre les deux a continué après la fondation

de la FEMYSO. En témoigne, par exemple, le bureau bruxellois que la FEMYSO occupe depuis sa fondation. Situé rue Archimède 50, à deux pas de la Commission européenne et d'autres institutions de l'UE, le bureau du BSEJ occupe la moitié du premier étage d'une petite mais élégante maison de ville. Fait révélateur, l'autre moitié a été occupée pendant des années par les bureaux de WAMY. Selon le bail, le loyer du bureau est payé par Bassem Hatahet, un activiste d'origine syrienne qui dirige une série d'organisations liées à la Fraternité en Belgique.

Adhésion

De manière pratiquement identique à la FIOE, la grande majorité des organisations membres de la FEMYSO pour chaque pays européen tendent à être, à quelques exceptions près, la ou les deux entités de ce pays qui constituent les fractions les plus importantes des Frères musulmans parmi les organisations de jeunes et d'étudiants.¹²⁰ Parmi elles, on trouve en fait les fondateurs susmentionnés, tels que le JMF français et le SUM suédois, les branches jeunesse d'organisations telles que l'Association musulmane de Grande-Bretagne ou l'Arraid d'Ukraine et, montrant l'interconnexion des structures paneuropéennes des Frères musulmans, les organisations de jeunesse de l'Union européenne, la section jeunesse de

¹¹⁹ Muslim World League and World Assembly of Muslim Youth, partie du projet *Muslim Networks and Movements in Western Europe*, Pew Research Center, 15 septembre 2010. Consulté à l'adresse : <http://www.pewforum.org/2010/09/15/muslim-networks-and-movements-in-western-europe-muslim-world-league-and-world-assembly-of-muslim-youth/> (Consulté le 17 juin 2021).

¹²⁰ Pour la liste, voir le site web de FEMYSO : <https://femyso.org/member-organisations/>

la FIOE et la branche parisienne de l'IESH. En outre, montrant également l'interconnexion avec d'autres mouvements islamistes, il convient de noter que FEMYSO compte parmi ses membres la section jeunesse de la branche allemande du mouvement islamiste turc Milli Görüş et, conformément à une tendance observée depuis sa fondation, diverses entités britanniques liées à Jemat-e-Islami (Islamic Society of Britain, Young Muslims in UK et Islamic Foundation).

Gouvernance

Exactement comme celui de la FIOE, le premier conseil d'administration de la FEMYSO ressemble à un who's who des principaux acteurs islamistes, mais en plus jeune, puisque la FEMYSO est un organisme qui cherche à représenter les jeunes et les étudiants. Confirmant le chevauchement quasi-complet entre la FIOE et le FEMYSO, le premier président du FEMYSO était Ibrahim el Zayat, qui était également chargé des affaires "Jeunesse et étudiants" à la FIOE. Les nombreuses connexions avec la Confrérie d'El Zayat, "l'araignée dans la toile de l'islamisme".

comme le décrivent les autorités allemandes, ont déjà été démasquées.¹²¹

Les quatre membres restants du conseil d'administration initial de FEMYSO sont tout aussi intéressants et révélateurs des tendances qui perdurent aujourd'hui. La seule femme du conseil était Hadia Himmat. Hadia est la fille de Ghaleb Himmat, membre de la branche syrienne des Frères musulmans et l'un des premiers pionniers de la confrérie en Europe. En fait, Himmat a longtemps été président de l'IGD, l'organisation que les autorités allemandes considèrent comme "la plus importante organisation des Frères musulmans en Allemagne".¹²² Ibrahim el Zayat a en fait succédé à Ghaleb Himmat à la tête de l'IGD en janvier 2002, quelques mois après que le père de Hadia ait été désigné comme un financier du terrorisme par les États-Unis et les Nations unies à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001.¹²³ Himmat était en fait un associé personnel et professionnel de longue date de Yusuf Nada¹²⁴, le "ministre des affaires étrangères" en exil des Frères Cavaliers

¹²¹ Uta Rasche, "Spinne im Netz der Muslime in Deutschland : Die Macht des Ibrahim El Zayat." *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 mai 2007 ; Andrea Brandt, "Wendiger Weltmann", *Der Spiegel*, 25 mars 2008 ; Helmut Frangenberg et Detlef Schmalenberg, "El-Zayat, der Herr der Moscheen", *Kölner Stadt-Anzeiger*, 20 mars 2009.

¹²² Bundesverfassungsschutz, 2019, Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat. Consulté sur le site : <https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2019-gesamt.pdf?blob=publicationFile&v=10> (Consulté le 19 juin 2021).

¹²³ "Recent OFAC Actions", U.S. Department of the Treasury, Office of Foreign Assets Control, 7 novembre 2001.

égyptiens et sans doute le principal financier du mouvement en Europe depuis des décennies.

Les trois autres membres du conseil étaient Murad Farooq, Dilwar Hussein et Khallad Swaid. Farooq et Hussein sont issus du milieu Jemat-e-Islami britannique, ayant occupé des postes importants à la Fondation islamique et au Markfield Institute of Higher Education (tous deux situés à Markfield, dans la banlieue de Leicester, où la FIOE a d'abord eu son siège). Swaid, quant à lui, est originaire d'Allemagne et a personnellement suivi la même trajectoire managériale qu'El Zayat ou que les quelques autres qui se hissent au sommet du milieu de la Fraternité de leur pays. Swaid, en effet, a d'abord dirigé l'organisation de jeunesse allemande (MJD) et est devenu en 2017 le président de la Deutsche Muslimische Gemeinschaft (DMG, l'organisation qui a succédé à l'IGD, que les services de sécurité allemands appellent de la même manière "la plus grande et la plus influente organisation de partisans du MB en République fédérale"¹²⁵). Swaid, dont le père, Hassan Swaid, est un ancien membre dirigeant de l'IGD et le fondateur du Complexe Éducatif et

Culturel Islamique de Verviers (CECIV, Belgique), a également été président de la FEMYSO (2002-07) et secrétaire général de la Fédération Internationale Islamique des Organisations d'Étudiants (IIFSO), une organisation mondiale d'étudiants avec de forts penchants pour la fraternité.

¹²⁴ Ghaleb Himmat et Yusuf Nada vivent dans deux villas adjacentes dans l'enclave italienne de luxe située sur le territoire suisse de Campione d'Italia.

¹²⁵ Bade-Wurtemberg, Verfassungsschutzbericht 2018, Ministerium für Inneres, Digitalisierung und Migration. Consulté à l'adresse : https://im.baden-wuerttemberg.de/fileadmin/redaktion/m-im/intern/dateien/pdf/20190606_Verfassungsschutzbericht_2018.pdf (Consulté le 17 juin 2021).



Photo 6 : Khallad Swaid, de FEMYSO, rencontre l'ancien chef des Frères musulmans égyptiens, Mohammed Akef ¹²⁶, lors des funérailles du leader islamiste turc Necmettin Erbakan (Istanbul, mars 2011). ¹²⁷

Le conseil d'administration initial de FEMYSO reflète une dynamique qui est devenue une constante dans les 25 ans d'histoire de FEMYSO. Une analyse de sa structure de gouvernance basée sur tous les documents déposés par l'organisation depuis 2003 montre en fait un schéma dans la composition des conseils d'administration de FEMY- SO. Environ un cinquième des membres du conseil d'administration ont un parcours similaire à celui de Hadia Himmat : ce sont des enfants (des deux sexes et âgés de moins de 18 ans)

de certains des plus éminents dirigeants de la Fraternité de première génération en Europe. Environ trois cinquièmes des membres du conseil d'administration sont, d'autre part, des activistes de premier plan dans le milieu de la Fraternité de leur pays européen (souvent les présidents de l'organisation locale de jeunes ou d'étudiants). Enfin, environ un cinquième des membres (bien que cette proportion ait augmenté ces dernières années) sont des activistes non affiliés qui ne peuvent être raisonnablement

¹²⁶ Mohammed Akef a vécu à Munich pendant plusieurs années.

¹²⁷ Page Facebook officielle de la Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants (FIIO). Le 10 mars 2011. Récupéré de : <https://www.facebook.com/IFISOofficial/photos/195026853853527> (consulté le 15 septembre 2021).

liés à un quelconque milieu de la Fraternité, si ce n'est de manière très superficielle.

Michaël Privot, ancien membre autoproclamé des Frères musulmans en Belgique, qui a été élu membre du comité exécutif de FEMYSO en tant que secrétaire général en 2003, a décrit la composition du conseil d'administration comme suit : "Des 'fils et filles de', membres de ces dynasties de Frères militants en train de se reconstruire en exil : des parents réfugiés politiques suite à leur militantisme frériste, puis des enfants qui s'engagent dans le travail de jeunesse en Europe en profitant de leur nom et de leur capital symbolique au sein de leur communauté. Et quelques non-Frères issus de divers mouvements, comme le Millî Görüş ou le Jamaat-e Islami pakistanais [...]"¹²⁸

Les exemples de la première catégorie abondent, car il s'agit d'un modèle fréquent pour de nombreux membres de la première génération de pionniers de la Fraternité européenne.

de propulser leurs épouses, leurs enfants et leurs beaux-parents à certains des postes les plus élevés du milieu. Si cette dynamique est extrêmement courante dans chaque pays européen, où ces "protégés de la Fraternité" occupent des postes de premier plan dans la structure nationale, elle se reproduit également au niveau paneuropéen. La FEMYSO est donc l'entité parfaite où les descendants des grandes familles de la Fraternité peuvent affiner leurs compétences en matière d'activisme et créer un réseau plus large pendant leurs années de formation.

Le comité exécutif élu par la 17e assemblée générale de la FEMYSO en juin 2013 illustre bien ce point, puisque les quatre postes les plus élevés ont tous été attribués à des descendants de grandes familles de la Confrérie.¹²⁹ L'assemblée a en effet élu comme présidente Intissar Kherigi, la fille du dirigeant du mouvement islamiste tunisien Ennahdha, Rached Ghannouchi. Basée à Londres, Kherigi, qui utilise le nom de famille de Ghannouchi, est également impliquée dans certaines des activités politiques de son père.¹³⁰

¹²⁸ Michaël Privot. "Quand j'étais frère musulman, parcours vers un Islam des lumières," Paris : La Boîte à Pandore, 2017. Page 120.

¹²⁹ FEMYSO rapport annuel, 2014. Consulté sur : <https://es.scribd.com/document/260745472/FEMYSO-Annual-Report-2014> (Consulté le 17 juin 2021).

¹³⁰ James Brandon et Raffaello Pantucci, "UK Islamists and the Arab Uprisings", The Hudson Institute, 22 juin 2021. Consulté sur le site : <https://www.hudson.org/research/9902-uk-islamists-and-the-arab-uprisings> (Consulté le 26 août 2021).



Photo 7 : *Rached Ghannouchi et sa fille, l'ancien président de FEMYSO, Intissar Kherigi*¹³¹

La première vice-présidente était également une femme, Hajar al Kaddo, basée en Irlande. Al Kaddo a une expérience du dialogue interconfessionnel, un doctorat en énergie propre et a occupé des postes de direction au sein de l'organisation caritative Human Appeal.¹³² Mais, outre ce CV impressionnant, Hajar al Kaddo est aussi la fille de Nooh Edreeb al Kaddo, un Irakien qui est l'un des dirigeants du réseau de la Fraternité irlandaise

Al Kaddo, en effet, est un administrateur de l'Europe Trust et le PDG du Centre culturel islamique d'Irlande (ICCI) dans la banlieue de Dublin, à Clonskeagh, historiquement le centre de la confrérie dans le pays et le siège du Conseil européen pour la fatwa et la recherche, l'une des cinq entités paneuropéennes du réseau.¹³³

¹³¹ Photo d'Amin Landoulsi, Associated Press.

¹³² Profil LinkedIn de Hajar al Kaddo. Consulté sur <https://www.linkedin.com/in/hajar-al-kaddo-24311541/> (Consulté le 18 juin 2021).

¹³³ Adil Hussain Khan, " Political Islam in Ireland and the role of Muslim Brotherhood networks ", dans Oliver Scharbrodt, Tuula Sakaranaho, Adil Hussain Khan, Yafa Shanneik et Vivian Ibrahim, eds, *Muslims in Ireland : Past and Present* (Edinburgh University Press, 2015) ; Shane Phelan, " 'Fatwa' sheikh with links to Irish Muslims is refused visa ", *Independent*, 8 août 2011.

L'autre vice-président de la FEMYSO était Youssef Himmat, le fils de Ghaleb Himmat, le principal financier de la confrérie mentionné plus haut. Comme nous l'avons dit, sa sœur Hadia avait également siégé au conseil d'administration de la FEMYSO les années précédentes, ce qui rend le lien familial encore plus évident. Enfin, le trésorier de FEMY- SO était Anas Saghrouni, le fils de Mohamed-Taïeb Saghrouni, l'une des éminences grises de l'UOIF/MF. Sa mère, Hela Khomsi, est, comme son mari, membre du conseil d'administration de l'UOIF, où elle est également chargée des questions relatives à la famille.¹³⁴ Elle est également présidente de la Ligue Française de la Femme Musulmane (LFFM) et, au niveau européen, membre fondateur du Forum Européen des Femmes Musulmanes (EFOMW), la branche féminine de FIOE.¹³⁵ Leur fils Anas est une étoile montante du milieu des Frères français. Après avoir été président des Étudiants Musulmans de France (EMF, une organisation membre de la FEMYSO), il est actuellement en charge du portefeuille jeunesse de l'UOIF.¹³⁶ Son poste à la FEMYSO était une

promotion naturelle et habituelle au sein du réseau.

Si le conseil d'administration de 2013 incarne la dynamique familiale de FEMYSO, la tendance se poursuit avec plusieurs autres enfants de militants liés à la Confrérie. Parmi eux, par exemple, Kauthar Bouchallikht, dont le père a dirigé Islamic Relief Netherlands pendant près de vingt ans ;¹³⁷ et Fatima Halawa, dont le père Hussein est secrétaire général du Conseil européen pour la fatwa et la recherche et imam du Centre culturel islamique d'Irlande.

Il convient de noter que ces dynamiques familiales, que ce soit au sein de FEMYSO ou d'autres entités nationales ou paneuropéennes du réseau, sont une cause de longue date de frictions internes au sein des milieux de la Fraternité. Si certains des "enfants de la fraternité" qui se voient confier des postes de direction sont incontestablement qualifiés, de nombreux militants "sans liens" estiment que leurs nominations manquent de transparence et que des militants plus compétents sont injustement écartés parce qu'ils

¹³⁴ Équipe de direction de MF, Musulmans de France. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20180815160626/http://www.uoif-online.com/equipe-de-direction/> (Consulté le 18 juin 2021).

¹³⁵ Structure et membres, le Forum européen des femmes musulmanes. L'ancien site web du EFOMW <https://efomw.wordpress.com/structure-members/> (consulté le 18 juin 2021).

¹³⁶ Équipe de direction de MF, Musulmans de France. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20180815160626/http://www.uoif-online.com/equipe-de-direction/> (Consulté le 18 juin 2021).

¹³⁷ Profil LinkedIn de Mostapha Bouchallikh. Consulté sur <https://www.linkedin.com/in/mostapha-bouchallikh-4752b725/?originalSubdomain=nl> (Consulté le 18 juin 2021).

n'appartiennent pas à des familles éminentes.¹³⁸ Quoi qu'il en soit, cette dynamique renforce l'idée que la Fraternité européenne est composée d'une petite nomenklatura de militants interconnectés, une élite aristocratique qui contrôle tout.

La deuxième catégorie de membres du conseil d'administration de FEMYSO est composée d'étoiles montantes du milieu de leur pays d'origine, souvent les présidents de leurs organisations de jeunes et d'étudiants. Leur nomination est, exactement comme pour les "enfants de la fraternité", un moyen d'exposer les futurs leaders du réseau à l'activisme sur une plateforme internationale et de les mettre en contact les uns avec les autres afin de solidifier leurs liens. Une trajectoire commune pour beaucoup de ces jeunes leaders est de servir pendant quelques années au conseil d'administration de FEMYSO (un poste qui ne demande qu'un engagement limité en temps) tout en dirigeant une des organisations de jeunesse dans leur pays d'origine ; ensuite, il y a une promotion à un poste de direction dans la principale organisation liée à la Fraternité de leur pays et un poste à temps partiel dans une autre entité paneuropéenne.

Certains membres du conseil d'administration de la FEMYSO ont également fait d'importants progrès en politique nationale, une voie que la FEMYSO cherche à favoriser. Le plus notable d'entre eux est Omar Mustafa, qui a également occupé des postes de direction dans plusieurs entités du milieu des Frères suédois (entre autres, président de l'IFiS, directeur de l'Ibn Rushd et vice-président de la branche locale du Secours islamique). En 2013, Mustafa a été élu au conseil d'administration national du Parti démocrate suédois, mais les révélations des médias sur les liens entre les organisations dans lesquelles il était impliqué et ses opinions misogynes et antisémites l'ont contraint à démissionner quelques jours seulement après son élection. Vous ne pouvez pas occuper un poste électif au sein des sociaux-démocrates", a commenté le chef embarrassé du SAP, Stefan Löfven, "si vous n'êtes pas en mesure de défendre pleinement les valeurs du parti selon lesquelles tous les êtres humains sont égaux et l'égalité entre les femmes et les hommes". Pour sa part, Mustafa a insisté sur le fait qu'il était victime "d'attaques infondées et de théories du complot sur l'islam, les musulmans et les organisations musulmanes" et a promis de continuer à travailler au sein de la société civile musulmane pour "la justice, l'égalité et les droits de l'homme".¹³⁹

¹³⁸ Dans son autobiographie "Salaam, Italia !", Aliberti, 2005, Khalid Chaouki, autrefois activiste de premier plan dans le milieu des Frères italiens, attribue cette dynamique aux "règles pseudo-démocratiques à la mode du Moyen-Orient : des statuts qui changent à la dernière seconde, des procurations avec des droits de vote de personnes inexistantes, des budgets qui ne connaissent pas le sens du mot transparence, des assemblées de sages et de garants avec des droits d'accès totalement inconnus de tous les membres des organisations."

¹³⁹ "Les sociaux-démocrates forcent Mustafa à partir sur les 'valeurs'", *The Local*, 13 avril 2013. Consulté sur : <https://www.thelocal.se/20130413/47320/> (consulté le 21 juin 2021).

Activités

La FEMYSO se décrit comme la "voix de facto de la jeunesse musulmane en Europe", cherchant à "être une institution européenne exemplaire, rassemblant les jeunes musulmans pour créer des réseaux et échanger des idées, leur permettant de réaliser pleinement leur potentiel et travaillant en étroite collaboration avec ses organisations membres ainsi qu'avec d'autres partenaires pour construire une meilleure Europe pour tous."¹⁴⁰ Depuis son petit bureau situé à un pâté de maisons du Berlaymont, le siège de la Commission européenne, la FEMYSO est constamment consultée par "le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, les Nations unies et une foule d'autres organisations pertinentes au niveau européen."¹⁴¹ En effet, la FEMYSO a créé un vaste réseau de connexions institutionnelles qui permet à ses membres d'obtenir ce que tous les organismes de ce type recherchent : la capacité d'influencer ses partenaires selon ses propres lignes sociopolitiques et l'opportunité d'établir des réseaux avec des individus et des entités qui pourraient favoriser ses objectifs.

En outre, comme pour la plupart des autres organisations, la mise en réseau au niveau de

l'UE offre une possibilité supplémentaire : le financement. Au fil des ans, en effet, FEMYSO a pu obtenir d'importantes subventions et d'autres formes de financement de la part de la Commission européenne et d'autres entités de l'UE. En 2013, par exemple, la FEMYSO a lancé le projet de réseau de surveillance et d'action contre l'islamophobie (IMAN). Cette initiative, selon le rapport annuel 2016 de FEMYSO, visait à fournir "des informations et des conseils aux victimes d'islamophobie sur l'obtention d'une assistance juridique et sur la manière d'accéder à leurs droits", "une formation aux agents chargés de l'application de la loi sur l'identification des incidents islamophobes" et "une formation aux ONG sur la manière de soutenir les victimes et de travailler avec les autorités officielles."¹⁴²

L'IMAN, qui signifie "foi" en arabe, a été menée dans différents pays européens en partenariat avec le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF).¹⁴³ Il convient de noter que le CCIF s'est dissous en octobre 2020, peu avant que les autorités françaises n'émettent un décret accusant l'organisation, entre autres, de fomenter "une suspicion permanente de persécution religieuse de nature à susciter la haine, la violence, l'hostilité ou la

¹⁴⁰ Brochure FEMYSO en possession des auteurs.

¹⁴¹ Brochure FEMYSO en possession des auteurs.

¹⁴² Rapport annuel du FEMYSO, 2016 ; Le Manuel, Réseau de surveillance et d'action contre l'islamophobie (IMAN). FEMYSO et CCIF. Consulté sur : <https://es.scribd.com/document/251750388/IMAN-The-handbook> (Consulté le 18 juin 2021).

¹⁴³ Ibid.

discrimination."¹⁴⁴ Le programme a été financé par l'Open Society Foundation et la Commission européenne par le biais d'une subvention de 70.187 euros.¹⁴⁵ Ce n'est que l'une des nombreuses subventions que FEMYSO a reçues de l'UE. Selon les archives de l'UE, en 2014 et 2015, FEMYSO "a reçu deux subventions de fonctionnement... à titre de soutien à la coopération de la société civile dans le domaine de la jeunesse, s'élevant respectivement à 49.881 euros et 35.000 euros."¹⁴⁶ Les rapports annuels de FEMYSO sont régulièrement reconnaissants de leur soutien au Fonds européen pour la jeunesse du Conseil de l'Europe, et à la Commission européenne, à l'Open Society Foundation et au ministère turc de la Jeunesse et des Sports.¹⁴⁷

¹⁴⁴ Jean-Pierre Stroobants, "Dissous en France, le CCIF est soupçonné de vouloir renaître en Belgique", *Le Monde*, 17 février 2021. Consulté sur : https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/02/17/dissous-en-france-le-ccif-est-soupconne-de-vouloir-renaitre-en-belgique_6070293_3224.html (Consulté le 21 juin 2021)

¹⁴⁵ "Soutien financier au Réseau de surveillance et d'action contre l'islamophobie (IMAN)", Question pour réponse écrite E-007227-15, le Parlement européen. Consulté à l'adresse : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2015-007227-ASW_FR.html?redirect (Consulté le 18 juin 2021).

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ Voir par exemple le rapport annuel de FEMYSO, 2014. Consulté sur le site : <https://es.scribd.com/document/260745472/FEMYSO-Annual-Report-2014> (Consulté le 17 juin 2021).

L'INSTITUT EUROPÉEN DES SCIENCES HUMAINES

Histoire

En juillet 1992, certains des membres les plus éminents du mouvement islamiste mondial se sont réunis dans un château de la région bucolique de Bourgogne-Franche-Comté, en France, qui avait été acheté auparavant par l'UOIF, la principale organisation du milieu des Frères français.¹⁴⁸ Parmi les participants figuraient le chef spirituel mondial des Frères musulmans Yusuf al Qaradawi, l'ancien guide suprême des Frères musulmans syriens Abu Fattah Abu Ghudda, le guide spirituel de l'UOIF et ancien chef de la branche libanaise des Frères musulmans Fayçal Mawlawi, l'érudit égyptien et chef de la confrérie saoudienne jusqu'à sa mort en 1999 Manna' al Qattan, et Sayyid al Darsh, fondateur du British Islamic Sharia Council.¹⁴⁹

L'occasion était un séminaire de fiqh (jurisprudence) de trois jours, consacré au thème des musulmans en Occident, au cours duquel les éminents savants ont présenté des documents de recherche sur les fondements juridiques régissant la vie des musulmans dans les pays non musulmans.¹⁵⁰ Ce fut un moment décisif dans l'histoire de la Fraternité en Europe. Le séminaire et les nombreuses activités qui l'ont suivi, en fait, ont cherché à présenter les Frères comme ceux qui peuvent fournir des lignes directrices religieuses formelles aux musulmans européens qui essaient de réconcilier leur foi avec la vie dans les sociétés à majorité non-musulmane - sans doute, l'un des principaux objectifs des Frères européens.

Le séminaire de 1992 faisait partie d'une stratégie plus large des Frères, qui a entraîné la création de deux entités qui sont des extensions de la famille FIOE. L'une d'elles est le Conseil Européen pour la Fatwa et la Recherche (ECFR), basé à Dublin, qui a été créé par la FIOE en 1997 et qui compte parmi ses dirigeants de nombreux chercheurs qui ont participé au séminaire de 1992. En effet,

¹⁴⁸ Gerard Wiegers, "Dr Sayyid Mutawalli ad-Darsh's fatwas for Muslims in Britain : the voice of official Islam ?" dans G. Maclean (ed), *Britain and the Muslim World : historical perspectives*, Newcastle : Cambridge Scholars Press, 2010, pp. 178-191 ; Franck Fregosi, "Les Filières Nationales de Formation des Imams en France", in Franck Fregosi (ed.), *La Formation des Cadres Religieux Musulmans en France*, Paris : L'Harmattan, 1998, pp. 108-113.

¹⁴⁹ Yusuf al Qaradawi "Sur la jurisprudence des minorités musulmanes : la vie des musulmans dans les sociétés non musulmanes [أوب هقف نطقاً لمسلمة: في فقه إسلامي لأقليات غير إسلامية]", Dar el Shourouk : Le Caire, 2005, pp. 5-6.

¹⁵⁰ Les textes en question étaient le livre de Mawlawi, *The Sources of the Sharia regarding the Relations between Muslims and non-Muslims*, 1987, et un texte d'al Qattan sur les questions secondaires affectant la vie de ceux qui se sont installés en Occident ; Alexandre Vasconcelos Caeiro, "Fatwas for European Muslims : the Minority Fiqh Project and the Integration of Islam in Europe", *Utrecht University Repository* 2011, pp. 60-61.

Qaradawi et Mawlawi seront successivement président et vice-président de l'ECFR pendant vingt ans. Ahmed Jaballah et Ounis Gherghah, deux membres dirigeants de l'UOIF à l'époque, également présents au séminaire, deviendront également membres de l'ECFR.¹⁵¹ Pour plus d'informations sur l'ECFR, voir la section suivante.

L'autre organisation créée par les Frères Européens dans le cadre de cet effort était l'Institut Européen des Sciences Humaines (IESH),¹⁵² qui avait été inauguré quelques mois plus tôt¹⁵³ et avait depuis été installé dans le château et le terrain adjacent de 11 hectares près de la ville de Château-Chinon.¹⁵⁴ Depuis sa fondation, l'IESH est devenu le principal centre d'enseignement supérieur du réseau de la Fraternité européenne.

Selon Mahmoud Zouhair, l'un des fondateurs du milieu frériste français et premier directeur de l'IESH, l'un des premiers dilemmes auxquels les fondateurs ont été confrontés était de savoir " si l'IESH devait être réservé aux seuls Frères musulmans ou s'il devait être géré par eux au service de tous les musulmans ".¹⁵⁵ En fin de compte, ils ont choisi la deuxième option. "En fin de compte, Mahmoud a reconnu qu'ils avaient choisi la deuxième option et, en effet, tous les enseignants et les étudiants de l'IESH ne sont pas membres ou sympathisants de la Confrérie. Mais la déclaration de Mahmoud, ainsi que la présence de divers participants à la réunion de 1992 du conseil scientifique de l'institut et l'élection de Fayçal Mawlawi comme premier doyen de l'institut laissent peu de place à l'interprétation concernant l'idéologie de l'institut et ses liens avec la Confrérie.

La création de l'IESH par la FIOE et l'UOIF est largement documentée. Un document maintenant supprimé

¹⁵¹ Op. Cit. Gerard Wiegers, "Dr Sayyid Mutawalli ad-Darsh's fatwas for Muslims in Britain : the voice of official Islam ?" dans G. Maclean (ed), *Britain and the Muslim World : historical perspectives*, Newcastle : Cambridge Scholars Press, 2010, pp. 178-191.

¹⁵² L'IESH est parfois appelé en arabe *l'Institut européen d'études islamiques*.

[الإسلامية الكلية الأوروبية للدراسات]. Voir image de référence : https://www.lejdc.fr/saint-leger-de_fougeret-58120/actualites/le-sejour-eclair-dans-la-nievre-en-2001-du-jihadiste-thomas-bamouin-recemment-arrete-en-syrie_12695545/ (consulté le 3 mai 2021).

¹⁵³ Rapport d'information au nom de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'Islam en France et de ses lieux de culte. Sénat de la République Française. 5 juillet 2016. Page 404. Consulté sur : <https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-7571.pdf> (Consulté : Juin 18, 2021).

¹⁵⁴ Franck Fregosi, "Les Filières Nationales de Formation des Imams en France", dans Franck Fregosi, ed, *La Formation des Cadres Religieux Musulmans en France* (Paris : L'Harmattan, 1998), pp. 108-113.

¹⁵⁵ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019, page 128.

du site de l'IESH indique que les dirigeants de la FIOE "étaient convaincus qu'il était devenu nécessaire de doter l'islam de structures stables répondant aux besoins des musulmans tout en tenant compte des spécificités de la réalité environnante". " C'est dans ce cadre que l'UOIF, représentant de la FIOE en France, en association avec des penseurs, des chercheurs, des théologiens [...] , a pris l'initiative de créer en 1990 une association régie par la loi 1901 dénommée 'Institut européen des sciences humaines' (IESH)".¹⁵⁶

De plus, la FIOE elle-même a confirmé que l'IESH était l'une de ses excoissances dans une déclaration de 2020 : "Après la création de la FIOE, ses dirigeants ont mis tous leurs efforts pour rédiger l'orientation, les politiques et les objectifs qui serviraient leur vision d'un Islam européen. [...] Pour contribuer à cet objectif, l'initiative consistait à lancer un groupe d'institutions spécialisées, notamment l'Institut européen de Sciences humaines

(1990) et l'Union européenne des instituts islamiques pour les sciences islamiques (2007), l'Union des instituts européens pour les sciences humaines (2007), le Forum des organisations européennes de la jeunesse et des étudiants musulmans (1996), le Conseil européen pour la fatwa et la recherche (1997), Europe Trust (1997). [...]"¹⁵⁷

La création de l'IESH est la mise en œuvre de l'accent historique de la Fraternité sur l'éducation. Le premier pamphlet publié par le fondateur de la Confrérie, Hassan al Banna, intitulé "A Memorandum on Religious Education", soulignait l'importance de l'éducation pour le groupe, un outil dont le but est de transformer les étudiants en individus dont la vie est guidée par les enseignements du Coran et de la Sunna.¹⁵⁸ En outre, l'une des principales préoccupations d'al Banna, lui-même enseignant, était de sélectionner parmi les membres les plus capables de la confrérie

¹⁵⁶ A propos du Collège, Institut Européen des Sciences Humaines. Consulté sur le site : https://web.archive.org/web/20030701131320/http://www.eihs.org.uk/pages/about_the_collage.php (Consulté le 29 avril 2021).

¹⁵⁷ "Le Conseil des musulmans européens en quelques lignes [...] مجلس مسلمي أوروبا... في سطور... مجلس مسلمي أوروبا".
- Page Facebook officielle du Conseil des musulmans européens, 31 janvier 2020. Récupéré de : <https://www.facebook.com/notes/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D9%85%D8%B3%D9%84%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-council-of-european-muslims/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-8%D9%81%D9%8A-%D8%B3%D8%B7%D9%88%D8%B1/2932358320122416/> La publication sur Facebook n'est plus disponible ; capture d'écran en possession des auteurs.

¹⁵⁸ Johannes J. G. Jansen, "Hasan al-Bannā's Earliest Pamphlet", Die Welt des Islams New Series, Bd. 32, Nr. 2 (1992), pp. 254-258 ; Hassan al Banna, Ahmad Sukari et Hamid Askariyya, "A Memorandum on Religious Education [بنينلا ميموراندوم على التعليم الديني]", The Salafi Press : Egypte, 1928, pp. 3-5.

ceux qui deviendront des enseignants et instruiront les nouvelles générations.¹⁵⁹

Au fil du temps, l'IESH a étendu ses activités au-delà de Château-Chinon. En 1997, la première succursale britannique a été établie dans un manoir du XVIII^e siècle au cœur de la campagne de l'ouest du Pays de Galles¹⁶⁰, suivie plus tard par deux autres centres, l'un à Birmingham en 2007 et l'autre à Londres en 2009¹⁶¹. En 1999, l'IESH a ouvert ce qui est aujourd'hui son plus grand centre en France, dans la banlieue nord de Paris, à Saint-Denis, près du siège de l'UOIF. Une branche allemande a ouvert à Francfort en 2013 et une branche finlandaise à Helsinki en 2015. Tous ces centres forment l'Union des instituts européens de sciences humaines.¹⁶²

En 2016, après avoir multiplié par 10 le nombre d'étudiants inscrits depuis son ouverture, l'antenne parisienne a entamé des travaux d'extension pour rénover et agrandir ses installations, pour aboutir à un impressionnant bâtiment central face à la Seine. Sous le nom de "Projet Campus Al Waqf" et grâce à un outil de financement solidaire - ou dotation caritative - qui permet aux donateurs privés de contribuer individuellement au projet en fonction de leurs possibilités économiques, l'IESH prévoit de construire un grand bâtiment pour abriter les installations de ses différents départements : 25 salles de cours, une salle de conférence, deux amphithéâtres, une bibliothèque, un centre de recherche, plusieurs laboratoires de recherche ainsi que des logements pour étudiants dans un bâtiment séparé. Le budget prévu s'élève à plus de 17 millions d'euros.¹⁶³

¹⁵⁹ Ehud Rosen, " *The Muslim Brotherhood's Concept of Education* ", Hudson Institute 2008. Consulté à l'adresse : <https://www.hudson.org/research/9881-the-muslim-brotherhood-s-concept-of-education> (Consulté le 29 avril 2021).

¹⁶⁰ A propos du Collège, Institut Européen des Sciences Humaines. Consulté sur le site : https://web.archive.org/web/20030701131320/http://www.eihs.org/pages/about_the_collage.php (Consulté le 29 avril 2021).

¹⁶¹ Institut européen des sciences humaines, UK Register of Charities, Charity Commission for England and Wales. Récupéré de : <https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search/-/charity-details/3976500/charity-overview> (consulté le 29 avril 2021).

¹⁶² Identité de l'association inscrite au Répertoire national des associations (numéro RNA : W931008471) sous le nom de "Union des Instituts Européens des Sciences Humaines et Islami- ques" (UIESHI) fédérant les différentes branches de l'IESH.

¹⁶³ Ahmed Jaballah vous présente le projet waqf campus IESH. Chaîne YouTube officielle du bureau des étudiants de l'IESH de Paris. Récupéré sur : <https://www.youtube.com/watch?v=ttP-UikRIYc> (Consulté le 30 avril 2021).



Photo 8 : Bâtiment central du projet de campus Al Waqf. ¹⁶⁴

Gouvernance

Une analyse de la structure de direction de l'IESH permet de confirmer non seulement sa relation étroite avec le FIOE/CEM et d'autres structures de la Confrérie paneuropéenne, mais aussi les liens - ou du moins les affinités idéologiques - de ses membres et de son personnel avec les milieux des Frères musulmans. Le leader du milieu des Frères musulmans allemands Ibrahim el Zayat, par exemple, faisait partie du premier conseil d'administration de l'IESH. ¹⁶⁵ Il n'est pas surprenant qu'un bon nombre de figures clés de la Confrérie française

aient occupé des postes à responsabilité à l'IESH : Fayçal Mawlawi, déjà cité, a été le premier doyen de l'institut ; Ahmed Jaballah a fait partie des membres fondateurs et a ensuite été nommé doyen du campus de Paris ; ¹⁶⁶ Abdallah ben Mansour - président de la FIOE en 2014 et membre fondateur de l'UOIF - a également travaillé comme enseignant à l'IESH.

¹⁶⁴ Brochure UOIF/CEM annonçant le projet. Archives personnelles des auteurs

¹⁶⁵ Bio des intervenants de la conférence "Les musulmans d'Europe dans le nouveau millénaire", organisée par l'Association des scientifiques sociaux musulmans et le Centre culturel islamique d'Irlande, les 9 et 10 septembre 2000. Récupéré de : www.amssuk.com/docs/pdf/AMSSUK%20Europe%20Conf%20Sep2000%20-%20booklet.pdf (consulté le 14 mai 2021).

¹⁶⁶ Équipe de l'IESH de Paris : Ahmed Jaballah. Consulté à l'adresse suivante : <https://ieshdeparis.fr/professeurs/ahmed-jaballah-4/> (Consulté le 30 avril 2021).

D'autres personnes clés du personnel de l'IESH occupent également des postes clés non seulement dans différentes structures paneuropéennes de la Confrérie en Europe, mais aussi dans des branches nationales fédérées sous l'égide de la FIOE/CEM, ce qui révèle encore davantage le réseau serré des connexions du mouvement en Europe. Khadem al Rawi, le frère défunt d'Ahmed al Rawi, était le directeur de la branche britannique de l'IESH, qui compte également parmi ses enseignants le président de l'ECFR Abdullah al Juday¹⁶⁷ et Salem al Sheikhi, également membre de l'ECFR et haut dirigeant libyen des Frères musulmans.¹⁶⁸ Quant à la branche allemande, le doyen de l'institut est Khaled Hanafi

- également secrétaire général adjoint de l'ECFR et président du Conseil des imams et des érudits d'Allemagne (RIGD)-¹⁶⁹ tandis que Taha Amer, également membre du RIGD et imam au Centre islamique de Francfort ¹⁷⁰, est à la tête de la faculté des sciences islamiques.¹⁷¹

La composition du Conseil scientifique de l'IESH contribue à clarifier davantage l'idéologie qui sous-tend le projet. Il compte parmi ses membres l'omniprésent al Qaradawi - responsable de la conception initiale des programmes éducatifs et du syllabus¹⁷² - qui en est le visage le plus visible. Exactement comme à l'ECFR, al Qaradawi a été accompagné dans ce rôle par certains de ses plus fidèles partenaires : Fayçal Mawlawi et le leader historique de la confrérie au Soudan Issam al Bachir.

En somme, les penchants de l'IESH pour la confrérie sont évidents non seulement à partir de son histoire en tant que ramification de la FIOE et des déclarations de certains des principaux dirigeants qui la soutiennent, mais aussi à partir d'une analyse de sa direction qui, comme on l'a vu, est composée de certains des principaux dirigeants du mouvement au Moyen-Orient et en Europe. Il n'est donc pas surprenant que de nombreux étudiants de l'IESH

¹⁶⁷ "Le Dr Abdullah al Juday est élu président du Conseil, succédant à al Qaradawi.

”[للمجلس خلفا للعلامة القرضاوي انتخاب د. عبدالله الجديع رئيسا] Site officiel de l'ECFR. Retrieved from: <https://www.e-cfr.org/blog/2018/11/11/%d8%b1%d8%a6%d9%8a%d8%b3%d8%a7%d9%84%d9%85%d8%ac%d9%84%d8%b3-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d9%88%d8%b1%d9%88%d8%b1%d8%a8%d9%8a-%d9%84%d9%84%d8%a5%d9%81%d8%aa%d8%a7%d8%a1/> (consulté le 3 avril 2021).

¹⁶⁸ Personnel - Institut européen des sciences de l'homme. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20110317165134/http://www.eihs.org.uk/staff/> (Consulté le 4 mai 2021)

¹⁶⁹ Dekanat - ElHW - Wissem auf Akademischem Niveau. Récupéré de : <https://eihw.de/institut/dekanat/> (Consulté le 3 mai 2021).

¹⁷⁰ RIGD Vorstand. Der Rat der Imame und Gelehrten in Deutschland. Récupéré de : <https://rigd.wordpress.com/vorstand/> (Accédé le 3 mai 2021).

¹⁷¹ Fakultätsleitung Islamische Wissenschaften - ElHW. Consulté à l'adresse : <https://eihw.de/islam/leitung/> (Consulté le 3 mai 2021).

¹⁷² Op. Cit.

affichent souvent leur sympathie pour la Fraternité dans des photos de groupe qui sont régulièrement publiées sur les médias sociaux (voir ci-dessous pour deux exemples).

Il faut néanmoins préciser que toutes les personnes qui travaillent ou ont étudié à l'IESH ne sont pas nécessairement membres ou sympathisants de la Fraternité.



Photo 9 : Des étudiants de l'IESH Château-Chinon accompagnés de Said Bouhdifi, chef du département Coran.¹⁷³



Photo 10 : Les étudiants de l'IESH Château-Chinon.¹⁷⁴

¹⁷³ Page Facebook officielle de l'IESH Château-Chinon, 20 mai 2015. Consulté sur : <https://www.facebook.com/ieshChateauChinonOfficiel/photos/880801188623294> (Consulté le 3 mai 2021).

¹⁷⁴ Page Facebook officielle du Comité des étudiants de l'IESH de Château-Chinon, 11 octobre 2013. Récupéré de : <https://www.facebook.com/Comit%C3%A9-des-%C3%A9tudiants-de-l'IESH-de-Ch%C3%A2teau-Chinon-519828878097015/photos/529314160481820> (Accédé le : 3 mai 2021).

Activités, programmes et contrôle des autorités

L'objectif déclaré de l'IESH est de fournir une éducation islamique adaptée aux réalités européennes aux imams, enseignants et chercheurs.¹⁷⁵ Le programme de l'IESH, identique dans toutes ses branches, est divisé en domaines de spécialisation : Langue arabe, mémorisation du Coran, sciences appliquées coraniques et études théologiques (charia), qui peuvent être étudiées en arabe ou dans la langue locale. L'IESH se présente également comme un think tank, même si sa production de publications semble assez limitée.

Les activités et le programme de l'IESH ont fait l'objet d'un examen approfondi dans différents pays. Déjà en 1992, lorsque l'IESH a ouvert son premier campus à Château-Chinon, le secrétaire d'État français à l'intégration de l'époque, Kofi Yamgnane, avait déclaré que " les affinités idéologiques de certains bailleurs de fonds de cet institut avec les Frères musulmans et son financement par des pays très éloignés des valeurs républicaines françaises conduisent à

s'interroger sur la capacité de cet établissement à diffuser les valeurs de laïcité et de séparation de l'Église et de l'État".¹⁷⁶

Selon une étude menée par la prestigieuse École des hautes études en sciences sociales (EHESS) en 2010, qui analyse l'IESH et trois autres établissements d'enseignement supérieur musulmans, ces entités "ne proposent pas de cursus alliant sciences religieuses et sciences humaines [...] Elles sont devenues des "universités ouvertes" qui cherchent à dispenser une formation religieuse sans que celle-ci soit accompagnée d'un projet professionnel". "L'enquête, conclut l'étude, révèle un décalage entre les intentions affichées de former des imams et des cadres religieux et les attentes des étudiants qui cherchent à s'informer sur l'islam et à approfondir leur connaissance de leur religion".¹⁷⁷

Plus récemment, en 2020, Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, a donné l'évaluation suivante de l'IESH lorsqu'il a été interrogé par un député à l'Assemblée nationale française :

¹⁷⁵ Présentation : Mission et fonction de l'I.E.S.H. Ancien site officiel de l'Institut Européen des Sciences Humaines. Extrait de : <https://web.archive.org/web/20041205071147/http://www.iesh.org/Htm/historique.htm> (Consulté le 27 avril 2021).

¹⁷⁶ Rone Tempest, "Une place pour l'Islam en Europe : Près de 25 millions de musulmans vivent désormais sur le continent. Un institut dans la campagne française cherche à leur offrir un centre d'apprentissage - et devient un centre de controverse", *Los Angeles Times*, 8 février 1992. Consulté sur le site : <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-02-08-mn-1367-story.html> (Consulté le 30 avril 2021).

¹⁷⁷ "L'enseignement de l'Islam dans les écoles coraniques les institutions de formation islamique et les écoles privées". Institut d'Etudes de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman (IISMM) Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), page 7. Consulté sur : <http://www.disons.fr/wp-content/uploads/2012/03/RAPPORT-ENSEIGNEMENT-ISLAMIQUE-final.pdf> (Consulté le 27 août 2021).

"La Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES) a été interrogée à deux reprises sur l'IESH. [...] L'enseignement dispensé dans cet établissement et les changements observés chez certains élèves par leurs proches ont suscité un appel à la plus grande vigilance, et je peux confirmer que c'est ce que nous faisons". Le secrétaire d'État poursuit : "Le contrôle des établissements d'enseignement privé est une priorité, en particulier pour ce qui concerne les établissements qui ont attiré l'attention des services de police en raison de leurs liens avec la mouvance islamiste radicale".¹⁷⁸

Les activités de l'IESH ont également inquiété les autorités en Allemagne. L'Office pour

la protection de la Constitution du land de Hesse a décrit la branche allemande de l'IESH dans les termes suivants : " En 2012, l'IESH¹⁷⁹ a été ouvert à Francfort-sur-le-Main sur le modèle des Instituts européens des sciences humaines en France et en Grande-Bretagne et a commencé à fonctionner en 2013. Il est enregistré en tant qu'association et bénéficie du soutien du RIGD et de l'IGD.¹⁸⁰ Il sert de lieu de formation pour diffuser l'idéologie des Frères musulmans et d'académie pour les responsables de l'IGD et des Frères musulmans".

¹⁸¹ D'autres länder de la République fédérale d'Allemagne, dont la Saxe¹⁸² et le Bade-Wurtemberg¹⁸³, suivent la même ligne et ont procédé à des évaluations similaires de l'idéologie et des liens avec la confrérie de la branche allemande de l'IESH.

¹⁷⁸ Question orale sans débat N°942 de Mme Constance Le Grip, 15ème législature, Assemblée Nationale Française, 5 février 2020. Extrait de : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-942QOSD.htm> (Consulté le 4 mai 2021).

¹⁷⁹ Acronyme allemand de l'Institut européen des sciences humaines.

¹⁸⁰ Le Conseil des imams et des érudits en Allemagne (RIGD), une institution allemande similaire à l'ECFR sur le plan organisationnel et proche de l'IGD sur le plan idéologique, et la Communauté islamique d'Allemagne (IGD, aujourd'hui DMG), le principal représentant de la Fraternité en Allemagne. Voir pour référence : Aladdin Sar-han, "Die Muslimbruderschaft in Deutschland", *Konrad Adenauer Stiftung*. Consulté à l'adresse : [https:// www. kas. de/de/web/islamismus/die-muslimbruderschaft-in-deutschland](https://www.kas.de/de/web/islamismus/die-muslimbruderschaft-in-deutschland) (Consulté le 5 mai 2021).

¹⁸¹ Verfassungsschutz Hessen, Bericht 2017, Hessisches Ministerium des Innern und für Sport, page 132 Consulté sur : https://www.hessen.de/sites/default/files/media/hmdis/verfassungsschutz-bericht_2017.pdf (Consulté le 4 mai 2021).

¹⁸² Rapport 2017 sur la protection de l'environnement en Saxe. Staatsministerium des Innern, Freistaat Sachsen. Consulté sur : https://www.verfassungsschutz.sachsen.de/download/VSB2017_webversion.pdf (Consulté le 4 mai 2021)

¹⁸³ Verfassungsschutzbericht Baden-Württemberg 2020. Ministerium für Inneres, Digitalisierung und Migration. Consulté sur le site : https://im.baden-wuerttemberg.de/fileadmin/redaktion/m-im/intern/dateien/publikationen/20200615_Verfassungsschutzbericht_2019.pdf (Consulté le 4 mai 2021).

Au Royaume-Uni, l'Université du Pays de Galles, Lampeter, avait l'habitude de s'associer à la branche galloise de l'IESH, mais en 2005, elle a mis fin à cet accord.¹⁸⁴

L'IESH a également attiré une attention négative en raison des nombreuses personnes associées à l'institut qui ont été impliquées dans des activités terroristes. Bien que leur nombre soit statistiquement faible par rapport au nombre d'étudiants de l'IESH, la dynamique ne peut être négligée. Les cas d'étudiants de l'IESH impliqués dans des activités djihadistes comprennent Michael Adebowale, l'un des deux hommes qui ont assassiné Lee Rigby à Londres en 2013, qui avait précédemment étudié à l'IESH du Pays de Galles ;¹⁸⁵ Redha Hame, un ancien étudiant de l'IESH Château-Chinon qui a été chargé par l'agent principal de l'État islamique Abdelhamid Abaoud de commettre un attentat lors d'un concert de rock ;¹⁸⁶ et Ines Madani, qui a été recrutée par l'IESH du Pays de Galles

a été condamnée à 30 ans de prison pour avoir garé une voiture chargée de six bouteilles de gaz près de la cathédrale Notre-Dame.¹⁸⁷

Financement

Le maintien du projet de l'IESH, avec toutes ses installations à travers l'Europe, est une entreprise coûteuse. Mahmoud Zouhair, premier directeur de l'IESH Château-Chinon, nous éclaire sur le financement des premiers pas du projet au début des années 90 : " au départ, 80 à 90% [du budget nécessaire à l'ouverture des installations] ont été couverts par des dons privés des pays du Golfe : l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis. À l'époque, ces États n'étaient pas en conflit les uns avec les autres comme ils le sont aujourd'hui. Nous avons commencé avec un budget de 1.500.000 francs [environ 228 000 €] versés par des donateurs du Golfe.

¹⁸⁴ Polly Curtis, "University cuts off controversial Islamic college", *The Guardian*, 11 août 2005.

Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2005/aug/11/highereducation.religion>
Consulté : 30 avril 2021).

¹⁸⁵ "Le tueur de Lee Rigby, Michael Adebowale, a étudié dans l'ouest du pays de Galles", *BBC News*, 25 novembre 2014.
Extrait de : <https://www.bbc.com/news/uk-wales-mid-wales-30196206> (Consulté le 30 avril 2021).

¹⁸⁶ Jean-Michel Décugis, "A Saint-Denis, "l'école des imams" dans le viseur de la justice", *Le Parisien*, 29 juillet 2020. Récupéré de : <https://www.leparisien.fr/faits-divers/a-saint-denis-l-ecole-des-imams-dans-le-viseur-de-la-justice-29-07-2020-8360604.php> (consulté le 30 avril 2021).

¹⁸⁷ " Procès du commando de Notre-Dame : Inès Madani fait appel ", *Le Parisien*, 22 octobre 2019.
Récupéré à partir de : www.leparisien.fr/faits-divers/proces-du-commando-de-notre-dame-ines-madani-fait-appel-22-10-2019-8177820.php (consulté le 30 avril 2021).

Le reste était assuré par les frais de scolarité des étudiants".¹⁸⁸

Que les dons en provenance du Golfe aient joué un rôle crucial bien après les années 1990 a été confirmé par Larabi Becheri, directeur adjoint de l'antenne de Château-Chinon de l'IESH, lors d'une audition au Sénat en 2016 sur le financement de l'islam en France. "Un étudiant en pension complète coûte entre 5 500 et 6 000 euros par an. Les étudiants paient 3 500 euros et le reste est couvert par l'Institut", a déclaré Becheri. "D'autre part, pour équilibrer les comptes, nous sommes obligés de recourir aux dons. Seuls 10% des dons que nous recevons proviennent d'organismes caritatifs d'État, le reste provient de donateurs privés d'origine étrangère, notamment du Golfe".¹⁸⁹

Ces dernières années, en raison des changements géopolitiques qui ont conduit la plupart des pays arabes du Golfe à cesser leur soutien à la confrérie, la majeure partie du financement étranger provient du Qatar.¹⁹⁰ Un incident survenu en 2007 donne un aperçu de la dynamique du financement qatari.¹⁹¹ À l'époque, en effet, Mohamed Karmous, ancien vice-président de la FIOE, ancien trésorier de l'IESH et président de l'Union des instituts européens des sciences humaines, a été arrêté par les douaniers français alors qu'il franchissait la frontière entre la Suisse et la France avec une valise contenant 50 000 € en espèces pour l'IESH.¹⁹² L'argent, a déclaré Karmous, lui avait été remis par Ahmed al Hammadi, le supervisor du programme de prosélytisme Ghaith de Qatar Charity.¹⁹³

¹⁸⁸ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019, page 129 ; voir aussi, page 511-513. Nathalie Goulet & M. André Reichardt, " *De l'Islam en France à un Islam de France, établir la transparence et lever les ambiguïtés* ", Rapport n° 757 (2015-2016), Sénat de la République Française, 5 juillet 2016. Consulté sur : <https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-757-annexe.pdf> (consulté le 22 juin 2021).

¹⁸⁹ Comptes rendus de la Mi Organisation, Place et Financement de l'Islam en France, Audition de M. Larabi Becheri, directeur-adjoint de l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon, Sénat français, 27 avril 2016. Consulté sur le site : www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20160425/mi-islam.html (consulté le 3 mai 2021).

¹⁹⁰ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019, page 131.

¹⁹¹ Ibid.

¹⁹² Antoine Peillon, " *Résistance !* ", Paris : Éditions Le Seuil, 2016, page 27.

¹⁹³ Qatar Charity lance l'initiative "Ghaith" (pluie) pour des projets islamiques dans le monde entier. Salle de presse de Qatar Charity. Consulté à l'adresse : <https://www.qcharity.org/en/qa/news/details/2400-qatar-charity-launches> (Consulté le 4 mai 2021).

Selon les recherches menées par les journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot dans leur livre *Qatar Papers : Comment l'Émirat Finance l'Islam de France et d'Europe*, les fonds avec lesquels Qatar Charity a financé l'IESH n'ont fait qu'augmenter au fil du temps. Différents documents publiés dans l'ouvrage font état d'un solde total de plus de 1,5M€ jusqu'en 2009.

2014.¹⁹⁴ Les médias sociaux montrent également la présence d'Ahmed al Hammadi de Qatar Charity dans les locaux de l'IESH Château-Chinon en 2017.¹⁹⁵ Par ailleurs, d'autres projets dans l'orbite de l'IESH ont également été financés par Qatar Charity. Par exemple, Boubaker el Hadj Amor, ancien président de l'IESH et ancien vice-président et trésorier de l'UOIF, a réussi à faire transiter 1,2 M€ de fonds de Qatar Charity¹⁹⁶ pour sa mosquée de Poitiers.¹⁹⁷



Image 11 : Affiche de l'IESH faisant la promotion de la visite d'Ahmed al Hammadi de Qatar Charity à Château-Chinon (2017).¹⁹⁸

¹⁹⁴ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, éditions Michel Lafon : 2019, p. 130-135.

¹⁹⁵ Voir pour référence : Séminaire d'Été, avec la participation de Sheikh Ahmad al Hammadi, Page Facebook officielle de l'IESH Château-Chinon. Consulté sur : <https://www.facebook.com/lesh>
ChâteauChinonOfficiel/photos/1426816910688383 et <https://www.facebook.com/lesh>
ChâteauChinonOfficiel/photos/a.468279876542096/1446947642008643/ (Consulté le 4 mai 2021).

¹⁹⁶ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, éditions Michel Lafon : 2019, p. 139-148.

¹⁹⁷ Ghaith, émission de télévision, chapitre 21 [غيث - الحلقة الحادية والعشرون], diffusé le 8 juillet 2015, Al Rayyan TV. Extrait de : <https://www.youtube.com/watch?v=LWjWMbu3Y3c&list=PLNI-cJa63vBKO45DxB03xGBNkwPmjuyq&index=9> (consulté le 4 mai 2021).

¹⁹⁸ Page Facebook officielle de l'IESH Château-Chinon, 5 juillet 2017. Consulté à l'adresse : <https://www.facebook.com/leshChateauChinonOfficiel/photos/a.468279876542096/1426816910688383/> (Consulté le 27 août 2021).

De plus, Europe Trust, l'une des autres organisations qui constituent le noyau de la structure paneuropéenne de la Fraternité, a également contribué à l'expansion de l'IESH. Les documents déposés par Europe Trust révèlent en effet des dons aux branches de l'IESH de Château-Chinon, de Paris et du Pays de Galles.¹⁹⁹ Enfin, les campagnes de collecte de fonds par le biais d'outils de crowdfunding islamiques sont une pratique courante pour l'IESH, puisque l'institut et les personnalités qui lui sont associées appellent fréquemment leurs coreligionnaires à soutenir les projets par le biais de leur présence importante sur différentes plateformes de médias sociaux.²⁰⁰

¹⁹⁹ Education, Europe Trust. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20200205140605/http://www.europetrust.eu.com/services/education/> (Consulté le 4 mai 2021).

²⁰⁰ Voir pour référence : " *Objectif 150 000€ atteint !* " Chaîne YouTube officielle de l'IESH de Paris, 18 janvier 2020. Consulté sur : <https://www.youtube.com/watch?v=ePWTvYrBWO8&t=42s> (Consulté le 5 mai 2021) ; " *Sauvez l'Institut* ", chaîne YouTube officielle de l'IESH de Château-Chinon, 15 juillet 2020. Récupéré à partir de : <https://www.youtube.com/watch?v=mMkJxelyrJ4> (Consulté le 5 mai 2021) ; " IESH Château-Chinon, chaîne YouTube officielle, 24 mai 2019. Récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=G3oGcLJqZCM&t=51s> (Consulté le 5 mai 2021).

LE CONSEIL EUROPÉEN DE LA FATWA ET DE LA RECHERCHE

Le Conseil européen de la fatwa et de la recherche (ECFR) est un organe jurisprudentiel composé d'ecclésiastiques et d'érudits de haut niveau de divers pays européens et non-européens, actuellement basé à Dub- lin. Établi à Londres en 1997 par la FIOE, ses origines remontent à une série de séminaires savants de fiqh (jurisprudence) sur les fondements juridiques régissant la vie des musulmans en Europe, organisés dans les locaux de l'IESH en 1992 et 1994.²⁰¹ La fondation de l'ECFR marque donc la création d'un cadre institutionnel de la part de la Fraternité européenne visant à

officialiser le fiqh en Europe, en établissant une plateforme de diffusion des avis collectifs jurisprudentiels.²⁰²

L'ECFR s'est fixé l'objectif ambitieux de devenir une référence clé pour les musulmans [sunnites] d'Europe en publiant des fatwas collectives qui répondent aux besoins perçus de la communauté et réglementent leurs interactions avec les sociétés européennes à la lumière des dispositions et des objectifs de la charia.²⁰³ La jurisprudence de l'ECFR vise à guider les musulmans à travers un "programme de vie parfaite pour l'individu, la famille, la société et l'État", une expression qui rappelle étroitement le programme à plusieurs volets de Hassan al Banna.²⁰⁴

²⁰¹ Yusuf al Qaradawi "On Jurisprudence of Muslim Minorities : the Lives of Muslims in Non-Muslim Societies" [في فقه الأقليات المسلمة: حياة المسلمين وسط المجتمعات الأخرى], Dar el Shourouk: Cairo, 2005, pp. 5-6. Voir également Gerard Wiegers (2010), "Dr Sayyid Mutawalli ad-Darsh's fatwas for Muslims in Britain : the voice of official Islam ?" dans G. Maclean (ed), *Britain and the Muslim World : historical perspectives*, Newcastle : Cambridge Scholars Pres, pp. 178-191.

²⁰² Alexandre Caeiro, "The making of the fatwa : La production de l'expertise juridique islamique en Europe ", in : *Archives de Sciences Sociales des Religions*, 155, juillet-septembre 2011, p. 81-100.

²⁰³ Objectifs, 2e article des statuts internes du Conseil européen de la fatwa et de la recherche.
Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche. Récupéré de :

²⁰⁴ Remarques finales lors de la session du Conseil à Stockholm, juillet 2003. Cité dans Sylvain Besson, "La Conquête de l'Occident", Paris : Editions du Seuil, 2005, page 124.

Sa réunion inaugurale, à laquelle ont participé quinze universitaires à l'initiative de la FIOE, a vu l'approbation d'un projet de constitution et la formation d'une assemblée générale et d'un secrétariat général.²⁰⁵ La deuxième session, tenue en 1998, a décrété la création de deux branches supplémentaires de l'ECFR, l'une en France (Paris) et l'autre en Grande-Bretagne (Manchester),²⁰⁶ dans le but de réduire la charge de travail des sessions ordinaires du conseil, qui devaient avoir lieu une fois par an. L'ECFR a également mis en place des comités permanents et temporaires, dont un comité pour les études de recherche, la traduction et l'édition, un comité pour la fatwa, un comité pour la planification et l'information et un comité pour le dialogue et la communication.²⁰⁷

Idéologie : sur les traces de Qaradawi

Depuis sa création, l'approche idéologique et la méthode jurisprudentielle de l'ECFR ont été largement façonnées par Yusuf al Qaradawi, l'éminent érudit et chef spirituel de la confrérie mondiale des Frères musulmans. L'intérêt de Qaradawi pour la situation des musulmans en Occident, et en particulier en Europe, remonte au moins à 1960, date à laquelle il a publié le célèbre ouvrage "The Lawful and the Prohibited in Islam".²⁰⁸ Par essence, l'ECFR est sans doute devenu l'institution jurisprudentielle dans laquelle deux des créations de marque de Qaradawi - l'éthique du wasatiyya²⁰⁹ et la doctrine du fiqh al aqalliyāt - ont trouvé le meilleur terreau pour s'enraciner plus

²⁰⁵ "Fatwas du Conseil européen pour la fatwa et la recherche", *Islamic Inc. Publishing and Distribution*, Le Caire 2002.

²⁰⁶ Déclaration finale de la deuxième session du Conseil européen de la fatwa et de la recherche, 11 octobre 1998. Récupéré de : https://www.e-cfr.org/blog/2017/11/04/second-session-european-council-fatwa-research/?_cf_chl_jschl_tk__=3a204df3a2415930bdb9ce0e8f74b7f40ae63043-1620226726-0-AQK4t-ND0c-cUf-JzCQqkgRcY9oTrTs86HW78GppPKmtJXZqYIUPQsUiya6YjVix_OEaq9TDtgSnQnCaix2JiMq1_z0HiyNkr0W5LYgBQt0qsEAjGdBQZOfoVXZB9FrsO4pAgb09kEdUk4rGHLuAkazUIRinoGO4QrbgTA9nbquApPto4eVFxMYdOcRuB6GMgGgxrLVa2VeNEJd1kN0EbrNjr4ed2ripHMZoHtgHMglfrI2-eMzI4Xg4bbn3NrYG27RMIBIP9X1N3PKdBd3bnBvkYEEY5AA nuKoH993tg6iQBiTy_wzsmFvUE1NrEpYX2RH9qhaYVLNhLDattfu8j9loxfcp9t0svmokrR_B1-uVd7X7v7i5YemIPAznWShOesZJ11M7iKeAda3I0NUS7qf0ZGao4YA19LePU59VjgCIMADpFpm0A2c7puDq01UwHOFsCb8h6u83s7oHilwCg41vfZy4w62conFJj4gZKhNeE (Consulté : 5 mai 2021).

²⁰⁷ Règlement intérieur du Conseil après amendements de la vingt-et-unième session à Dublin (2011), Le Conseil européen de la Fatwa et de la Recherche. Consulté à l'adresse : <https://www.e-cfr.org/%d8%a7%d9%84%d9%84%d8%a7%d8%a6%d8%ad%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d8%af%d8%a7%d8%ae%d9%84%d9%8a%d8%a9/> (Consulté le 10 mai 2021).

²⁰⁸ Zahalka, Iyad, *Shari'a in the Modern Era. In Shari'a in the Modern Era : Muslim Minorities Jurisprudence*, Cambridge : Cambridge University Press, 2016.

²⁰⁹ Bettina Gräf, "The Concept of wasatiyya in the Work of Yusuf al-Qaradawi", in : Bettina Gräf et Jakob Skovgaard-Petersen (eds.), *The Global Mufti : The Phenomenon of Yusuf al-Qaradawi*, Londres : Hurst, 2009, pp. 213-238.

profondément et devenir un élément essentiel d'une stratégie de diffusion de ses opinions en Europe.

Fiqh al aqalliyyāt - la jurisprudence des minorités [musulmanes] - est la doctrine juridique/religieuse qui affirme que les minorités musulmanes méritent un cadre juridique spécifique pour répondre à leurs besoins religieux uniques lorsqu'elles vivent dans des sociétés à majorité non musulmane.

²¹⁰ Elle a été élaborée pour aider les minorités musulmanes en Occident à pratiquer leur foi dans les années 1990 par deux personnalités religieuses de premier plan : al Qaradawi et feu Taha Jabir al Alwani, l'un des fondateurs de la Ligue mondiale musulmane et une figure clé du réseau des Frères musulmans aux États-Unis.

²¹¹

Dans le document qui pose les bases herméneutiques de la théorie, Foundational

Views on Fiqh al Aqalliyyāt²¹², Alwani décrit comment la présence d'importantes communautés musulmanes vivant en dehors du dar al Islam (la demeure traditionnelle de l'Islam) justifie la création d'un nouveau système de règles et de règlements. Cependant, ce que son texte esquisse n'est pas seulement un système jurisprudentiel classique basé sur l'issue de fatwas sur ce qui est licite et ce qui ne l'est pas, mais un nouveau cadre d'interactions politiques et sociales basé sur la religion dont le but final est de fournir aux minorités musulmanes un outil pour accroître leurs liens sociaux internes et renforcer leur influence politique au sein de la société. ²¹³ Quant à Qaradawi, dans son ouvrage sur le fiqh al aqalliyyāt publié en 2005, il accorde une importance significative à la da'wah (prosélytisme), affirmant que les musulmans ne sont pas seulement autorisés à s'installer en Occident mais qu'ils ont le mandat de diffuser le message de l'islam dans le monde entier. ²¹⁴

²¹⁰ Tauseef Ahmad Parray, "La méthodologie juridique du 'Fiqh al-Aqalliyyat' et ses critiques : An Analytical Study", *Journal of Muslim Minority Affairs*, 2012, 32:1, pp. 88-107.

²¹¹ Shammai Fisherman, "Fiqh al-Aqalliyyat : A Legal Theory for Muslim Minorities", Research Monographs on the Muslim World, Series No 1, Paper No 2, October 2006, *Center on Islam, Democracy, and the Future of the Muslim World*, Hudson Institute, Washington, DC. Consulté sur le site : https://www.hudson.org/content/researchattachments/attachment/1148/20061018_monographfishman2.pdf (Consulté le 8 mai 2021).

²¹² Dr. Taha Jabir al Alwani, "Foundational Views on Fiqh al Aqalliyyāt [نظرات تأسيسية في فقه الأقليات]", *Islam Online*, 2001. Retrieved from: <https://islamonline.net/archive/%d9%86%d8%b8% d9%80%d8%b1%d8%a7%d8%aa-%d8%aa%d8%a3%d8%b3%d9%8a%d8%b3%d9%8a %d8%a9-%d9%81%d9%8a-%d9%81%d9%82%d9%87-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d9%82%d9 %84%d9%8a%d8%a7%d8%aa> (consulté le 8 mai 2021).

²¹³ Ibid.

²¹⁴ Yusuf al Qaradawi "On Jurisprudence of Muslim Minorities : the Lives of Muslims in Non-Muslim Societies" [في فقه الأقليات المسلمة: حياة المسلمين وسط المجتمعات الأخرى], Dar el Shourouk : Le Caire, 2005, pp. 32-33.

L'autre caractéristique clé de l'ECFR portant l'empreinte de Qaradawi est l'adoption de la *wasatiyya*, souvent traduite par "la voie du milieu", comme composante principale de son idéologie de base. Bien qu'utilisé dans le passé par des érudits renommés²¹⁵, le terme *wasatiyya* a été repris et revigoré par Qaradawi dans les années 1970 pour devenir sans doute sa plus grande contribution intellectuelle. S'appuyant sur le concept coranique *ummatan wasatan* [Coran 2:143], qui signifie "une communauté juste", Qaradawi a lui-même défini la *wasatiyya* comme "la tendance à la modération [...] le courant qui exprime les réalités de l'islam et qui incarne les espoirs et les aspirations de la nation".²¹⁶

En substance, la *wasatiyya* est, selon Qaradawi, un moyen terme entre deux excès de l'islam : l'extrémisme et la laïcité. Le savant condamne les interprétations littéralistes de l'islam et les actions extrémistes des groupes djihadistes ainsi que les manières laïques de vivre la foi. Il propose donc une voie médiane qui, selon lui, combine les principes suivants :

il établit un juste équilibre entre les principes permanents de l'islam et les conditions changeantes du temps ; il associe les devoirs religieux aux réalités sociales et présente l'islam comme une mission civilisationnelle universelle.²¹⁷ En 1997, l'année même de la création de l'ECFR, Qaradawi affirmait déjà que la *wasatiyya* était "le courant le plus répandu dans le monde islamique et qu'il a été adopté par le Parti de la justice et du développement [...]".²¹⁸

Depuis ses premiers pas, l'ECFR n'a pas seulement servi à promouvoir l'idéologie de Qaradawi, mais a également cherché à s'imposer comme l'autorité exclusive des musulmans européens en développant un nouveau corpus de jurisprudence adapté. Ce faisant, il cherche à exploiter le manque de leadership intellectuel musulman et de clergé islamiste structuré en Europe, en se présentant comme l'entité la plus qualifiée pour influencer le comportement religieux et sociopolitique des musulmans européens.

²¹⁵ Entre autres par al Ghazali et Ibn Taymiyya.

²¹⁶ *Wasatiyya* dans l'islam. Épisode de Sharia and Life TV diffusé le 26 octobre 1997. Al Jazeera. La transcription du lien maintenant disparu du site officiel d'Al Jazeera se trouve ici. <https://web.archive.org/web/20130124030713/https://www.aljazeera.net/home/print/0353e88a-286d-4266-82c6-6094179ea26d/f4478517-8a76-4242-9c2f-38ff3d21fece> (consulté le 19 mai 2021).

²¹⁷ Yussuf Qaradawi, *"L'éveil islamique de l'adolescence à l'âge adulte"*.

[الصحوۃ الاسلامیة من المراهقة إلى الرشد], Dar el Shourouk : Le Caire, 2002, pp. 147-149.

²¹⁸ *Wasatiyya* en Islam. Épisode de Sharia and Life TV diffusé le 26 octobre 1997. Al Jazeera. La transcription du lien maintenant disparu du site officiel d'Al Jazeera se trouve ici. <https://web.archive.org/web/20130124030713/https://www.aljazeera.net/home/print/0353e88a-286d-4266-82c6-6094179ea26d/f4478517-8a76-4242-9c2f-38ff3d21fece> (consulté le 19 mai 2021).

Il convient également de noter que l'ECFR comprend des érudits de différents horizons et écoles de pensée, de Maliki à Hanbali et même Salafi.²¹⁹ L'explication de cette inclusion réside dans le pragmatisme des Frères qui cherchent à construire un organe faisant autorité qui couvre autant que possible l'hétérogénéité de la communauté musulmane en Europe tout en essayant de contrôler le développement de la pensée islamique contemporaine en Europe.²²⁰

Gouvernance

La direction de l'ECFR est assurée par son président, qui est depuis 2018 l'ancien secrétaire général de l'ECFR²²² et enseignant à l'IESH, Abdullah al Judai, qui a succédé à Qaradawi, chef de l'ECFR depuis sa fondation ; deux vice-présidents, Ahmed Jaballah, ancien président de l'UOIF et vice-président de la FIOE, et Suhaib Hasan, juge islamique et administrateur de l'Islamic Sharia Council au Royaume-Uni ; et un secrétaire général, Hussein Halawa, imam de l'Islamic Cultural Centre of Ireland, qui accueille le siège de l'ECFR.²²³

Dans ses statuts, approuvés lors de la réunion fondatrice à Londres en 1997, l'ECFR a convenu des critères à remplir pour devenir membre à part entière du Conseil : (1) être titulaire d'une qualification juridique appropriée, de niveau universitaire ou équivalent ;



Photo 12 : Réunion de l'ECFR accueillie par l'UOIF à Paris en juillet 2002.²²¹

²¹⁹ Cette approche méthodologique inter-maghab et la composition hétérogène de la liste des membres ne sont pas les seules particularités de l'ECFR. En dehors des sources classiques de la jurisprudence islamique sur lesquelles s'accordent la grande majorité des savants -Quran, tradition prophétique, déduction analogique (*qiyās*) et consensus (*ijmā'*)- l'ECFR intègre dans sa méthodologie d'autres sources de législation qui pourraient entrer en jeu si elles servent les intérêts de la communauté : à savoir le raisonnement indépendant (*ijtihad*), la considération du caractère raisonnable (*istihsān*), l'utilité publique (*maṣlaḥa mursala*) et la tradition coutumière (*'urf*).

²²⁰ Lena Larsen (2018), "How Muftis Think : Islamic Legal Thought and Muslim Women in Western Europe", *Brill : Studies in Islamic Law and Society*, Volume : 44, p. 91-93.

²²¹ archives personnelles des auteurs

²²² Abdullah al Judai est l'un des fondateurs de l'ECFR et a occupé le poste de secrétaire général de 1998 à 2000.

²²³ "Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche : Leadership renouvelé, espoirs renouvelés", *Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche*, 16 décembre 2018. Consulté à l'adresse : <https://www.e-cfr.org/blog/2018/12/16/european-council-fatwa-research/> (consulté le 10 mai 2021).

(2) observer une bonne conduite et s'engager à respecter les règles et les manières de la charia islamique ; (3) être résident du continent européen ; (4) avoir une connaissance étendue de la jurisprudence islamique et de l'environnement et de la situation actuels et (5) être approuvé par la majorité absolue des membres.²²⁴ Le document, modifié par la suite, stipule également que les membres du Conseil peuvent choisir un certain nombre de chercheurs qui ne résident pas normalement en Europe mais qui remplissent par ailleurs les conditions d'adhésion, bien que ces membres ne doivent pas représenter plus de 25 % du total des membres du Conseil à un moment donné.

En réalité, ces critères ont rarement - voire jamais - été respectés. Une analyse des listes de membres de l'ECFR montre qu'au fil des ans, entre 30 et 50% des membres résidaient en dehors de l'Europe. Si l'on prend

Dans la composition actuelle du Conseil, à peine plus de la moitié d'entre eux vivent en Europe. Si l'on considère que la représentation des pays européens à forte présence musulmane doit être prise en considération par l'ECFR, il convient de noter qu'il ne compte actuellement aucun membre du Kosovo, de l'Albanie ou de la Bulgarie. En outre, seuls deux de ses membres actuels - le converti allemand Muhammad Sadiq et le grand mufti de Bosnie Husein Kavazović - sont effectivement nés en Europe.²²⁵ En outre, même si la direction de l'ECFR a changé en 2018, un autre aspect frappant de la composition du Conseil est que Qaradawi et Mawlawi, longtemps en poste en tant que président et vice-président du Conseil²²⁶, résidaient respectivement au Qatar et au Liban pendant leur mandat. En substance, la nature européenne de l'ECFR est beaucoup plus diluée qu'on pourrait le croire.

²²⁴ Quatrième article : Statuts d'adhésion du Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche, approuvés lors de la réunion fondatrice du Conseil à Londres [النظام الأساسي للمجلس الأوروبي للإفتاء والبحوث، [أقر في اللقاء التأسيسي للمجلس المنعقد في لندن 29-30، 1997. Retrieved from: <https://www.e-cfr.org/%d8%A7%d9%84%d9%86%d8%b8%d8%a7%d9%85-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%b3%d8%a7%d8%b3%d9%8a/> (consulté le 8 mai 2021).

²²⁵ Liste des membres du Conseil européen de la fatwa et de la recherche. Récupéré de : https://www.e-cfr.org/blog/category/%d8%A7%d9%84%d8%A3%d8%B9%d8%B6%d8%A7%d8%A1/?cf_chl_jschl_tk__=143eb44aaf83bf8bb809d2d3bff8b44c5b76e10f-1620824867-0-AXvG9Uhp28EJzDHAMyqX9Shqkmu2UGh7rlIBXMGJ9NLGoZTw5-QvhV8k3u3xRS7SSkTF0sg6mrjd8dlK5Jp5dH2B0lcOk34y5ox3_Q7AYnnD98H61_CydfSXPLVJsi3dhP8lRwaKlnhCXnb2HCz0HUxs49K0EgV3KsAtYYG0z2dfDaueQq5IHWPfU7c3p8hIEtnjsj0bGaCBh-c2NUBVhpEySe4fJ8Hr4GV037-6vlwxSdqwS2h9c6Jyk4z-M-fAP02TZsoBYbR_Qcbh1qjioKECDm6xbCQ0l-iQ1l0ISXYhO34OznWjdCpRsAbkqXFjPooQ1Wj44dkhL4iePlzckuGM2q3JDsYzOPQO8cg6tu6d7CDdHp0b-jfItM0pe5wEk8ZVgjs_Ob2_baU0Utm_68S6wNWhclCQ6TifcY5NAiNCUqrQVHTQ0gF0dV6wdclkbNCiCYbB06lIUv99MGfFw (Consulté : 8 mai 2021).

²²⁶ Fayçal Mawlawi est resté en fonction jusqu'à sa mort en 2011.



Image 13 : La 26e session ordinaire de l'ECFR, qui s'est tenue à Istanbul, en octobre 2016. ²²⁷

En outre, bien que comprenant des universitaires de différentes écoles de pensée, l'ECFR est un organe dominé par le réseau mondial des Frères musulmans. Comme l'a souligné Rached Ghannouchi, leader islamiste tunisien et membre de l'ECFR, "certains membres appartiennent aux Frères, d'autres non. Ce qui compte, c'est l'idéologie, pas le mouvement". ²²⁸ De fait, la liste des membres de l'ECFR comporte un certain nombre de personnes ayant des liens étroits avec la Confrérie.

Par exemple, les six membres de l'ECFR basés en France font tous partie de l'orbite UOIF/MF et occupent des postes à responsabilité à l'IESH. Parmi les autres membres figurent l'ancien président de la FIOE, Ahmed al Rawi, et Khaled Hanafy, professeur à l'IESH et membre éminent du milieu des Frères allemands. D'autres membres de l'ECFR occupent des postes à responsabilité au sein de différentes branches de la Confrérie en Afrique du Nord : Rached Ghannouchi, le leader historique de la Confrérie au Soudan Issam al Bashir,

²²⁷ Page Facebook officielle du Conseil européen de la fatwa et de la recherche, 9 mai 2018. Récupéré de : <https://www.facebook.com/ecfrorg/photos/1139580636184460> (Accédé le : 18 octobre 2021) Page Facebook officielle du Conseil européen de la fatwa et de la recherche, 9 mai 2018. Récupéré de : <https://www.facebook.com/ecfrorg/photos/1139580636184460> (Consulté le 18 octobre 2021).

²²⁸ Xavier Temisien, *Les Frères Musulmans*, Paris : Fayard, 2005, pp. 197-198.

le membre senior de la confrérie libyenne Salem Sheikhi et le membre fondateur d'Ennahdha et ancien cadre de l'UOIF Abdelmajid Najar. En outre, le Conseil compte également parmi ses membres plusieurs érudits très en vue du Golfe arabe, dont la plupart occupent des positions très proches de l'Ikhwān, comme le bras droit de Qaradawi, Ali Qaradaghi, Jasser Auda et Salman Ouda.²²⁹

Les questions linguistiques montrent en outre que l'ECFR est moins européen que ce que ses statuts pourraient suggérer. Les réunions du Conseil se déroulent en arabe, ce qui n'est pas surprenant étant donné à la fois sa composition et la nature et les particularités de la jurisprudence islamique. Cependant, les statuts d'ECFR s'engagent à traduire les fatwas, les recherches et les études de l'organisation dans les langues européennes.²³⁰ Au début du projet, en 2002, c'est Anas al Tikriti, le fils du chef des Frères

musulmans d'Irak et l'un des principaux dirigeants du milieu des Frères britanniques²³¹, qui a été chargé de la traduction des premiers recueils de fatwas publiés par le Conseil.²³² Cependant, l'ECFR n'a pas tenu son engagement linguistique, et à l'exception de traductions occasionnelles en anglais - et très rarement en français - la plupart de ses fatwas n'apparaissent sur son site qu'en arabe.

Activités

Le financement initial de l'ECFR provient de la Fondation Maktoum, en particulier de feu Sheikh Rashid Hamdan al Maktoum, vice-premier ministre de Dubaï, qui a également financé la construction du Centre culturel islamique de Dublin - qui abrite le siège de l'ECFR - à la fin des années 1990.²³³ La fondation basée à Dubaï a également couvert les dépenses liées à l'organisation des différentes sessions du Conseil.

²²⁹ Membres du conseil d'administration [أعضاء مجلس الأمناء]. Site officiel de l'Union internationale des savants musulmans. Extrait de : <https://iumonline.org/ar/Members.aspx> (consulté le 19 mai 2021).

²³⁰ Op. Cit.

²³¹ James Brandon et Raffaello Pantucci, "UK Islamists and the Arab Uprisings", The Hudson Institute, 22 juin 2021. Consulté sur le site : <https://www.hudson.org/research/9902-uk-islamists-and-the-arab-uprisings> (Consulté le 12 mai 2021).

²³² Premier et deuxième recueils de fatwas. Conseil européen de la fatwa et de la recherche. Le Caire : Fondation Al Falah, 2002.

²³³ Alexandre Caeiro, "La fabrication de la fatwa, la production de l'expertise juridique islamique en Europe", Archives de Sciences Sociales des Religions 155, juillet-septembre 2011, p. 81-100. Consulté à l'adresse suivante : <https://journals.openedition.org/assr/23312?lang=fr> (Consulté le 10 mai 2021).

dans les environs de Dublin jusqu'à sa 22e session ordinaire en 2012.²³⁴

L'ECFR ne fonctionne pas toute l'année : en dehors de ses bureaux et des coûts liés à la publication, il ne dispose pas d'équipes de travail permanentes ni d'archives organisées.

²³⁵ Le Conseil tient des sessions ordinaires au moins une fois par an dans son siège ou dans différents lieux dans d'autres villes du continent²³⁶ (c'est à Istanbul qu'il s'est le plus réuni).²³⁷

Le Conseil consacre une grande partie de ses efforts à la diffusion de ses résolutions les plus importantes par différents canaux : son site web, sa revue scientifique²³⁸ et, jusqu'à il y a quelques années, le mensuel *al Europiya* de la FIOE, aujourd'hui disparu, et *IslamOnline*. En outre, en raison de l'attrait transnational de *Qaradawi*, certaines parties des sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'ONU ont été suspendues.

Les réunions du Conseil et les interviews de ses membres sont diffusées en direct sur *Al Ja-zeera* et d'autres chaînes de télévision par satellite et en ligne. Les réunions du Conseil ont également attiré l'attention des médias grand public tels que la BBC, *The Guardian*, *Le Monde*, etc.²³⁹

Pourtant, évaluer l'influence de l'ECFR n'est pas chose aisée. Une étude allemande récente a montré que ses fatwas n'avaient pratiquement aucune influence sur le travail des imams locaux et que l'existence même de l'organisme était inconnue de la grande majorité des fidèles des mosquées allemandes étudiées.²⁴⁰ Bien sûr, des études différentes dans d'autres localités pourraient donner des résultats différents.

Afin de combler le fossé avec les jeunes générations et d'étendre sa portée, pendant le Ramadan de 2019, l'ECFR a lancé sa propre

²³⁴ Voir pour référence, Déclaration finale, 22e session ordinaire du Conseil européen de la fatwa et de la recherche, Istanbul, Turquie, juillet 2012. Consulté sur : <https://www.e-cfr.org/blog/2017/11/04/22nd-ordinary-session-european-council-fatwa-research/> (Consulté le 5 mai 2021).

²³⁵ Zahalka, Iyad, "La Shari'a à l'ère moderne", in : *La Shari'a à l'ère moderne : Juris-prudence des minorités musulmanes*, Cambridge : Cambridge University Press, 2016.

²³⁶ Op. Cit.

²³⁷ Istanbul a accueilli 8 sessions ordinaires de l'ECFR depuis 2006 : en 2006, 2009, 2012, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

²³⁸ Pour référence, voir les archives des revues scientifiques du Conseil européen pour la fatwa et la recherche. Récupéré de : <https://www.e-cfr.org/blog/category/%d8%a7%d9%84%d9%85%d8%ac%d9%84%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d8%b9%d9%84%d9%85%d9%8a%d8%a9/> (Consulté le 14 mai 2021).

²³⁹ Op. Cit. 161-162.

²⁴⁰ Uriya Shavit et Fabian Spengler, "Does the European Council for Fatwa and Research Matter? The Case of Muslims in Dortmund, Germany", *Politics, Religion & Ideology* (2017), 18(4), pp. 363-382.

application mobile.²⁴¹ Présentée au public lors du rassemblement annuel de l'UOIF/MF au Bourget, l'application a été entourée de controverses. Google Play UK - la boutique officielle d'applications gérée et développée par Google - a initialement retiré l'application de son répertoire²⁴² en raison de la rhétorique antisémite présente dans la lettre d'introduction signée par Qaradawi²⁴³, qui comprend des passages tels que "Les musulmans sont devenus une honte pour l'Islam et ont agi de la même manière que les Juifs qui ont décrété qu'il était correct de voler".²⁴⁴

Par la suite, les services de sécurité de plusieurs États allemands ont émis des mises en garde contre l'application, non seulement en liant son contenu à la honte des Frères musulmans²⁴⁵, mais aussi en la considérant comme "un élément constitutif du processus de radicalisation".²⁴⁶

Les critiques à l'encontre de l'ECFR proviennent aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur du Conseil. L'érudit sunnite respecté Muhammad Said Ramadan al Bouti, doyen de la faculté de charia de l'université de Damas et prédicateur à la mosquée des Omeyyades, est allé jusqu'à décrire le fiqh al aqaliyyāt

²⁴¹ "Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche : Leadership renouvelé, espoirs renouvelés", Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche, 16 décembre 2018. Consulté à l'adresse : <https://www.e-cfr.org/blog/2018/12/16/european-council-fatwa-research/> (consulté le 10 mai 2021).

²⁴² Mark Tighe, "Muslim app banned for containing anti-semitic rhetoric", *The Sunday Times*, 12 mai 2019. Récupéré de : <https://www.thetimes.co.uk/article/muslim-app-banned-for-containing-anti-semitic-rhetoric-lwp6s0r7p> (Accédé le 17 mai 2021).

²⁴³ La même lettre d'introduction se trouve dans le *premier recueil de fatwas* de l'ECFR. Voir pour référence les pages 3 à 5. Extrait de : <https://boiv.org.au/wp-content/uploads/2020/08/ECFR-Fatwa-Coollection-01-1.pdf> (Accédé le 18 juin 2021).

²⁴⁴ Mark Bridge, "Apple offre aux Frères musulmans une "application de radicalisation"", *The Times*, 25 juin 2019. Consulté à l'adresse : <https://www.thetimes.co.uk/article/apple-sells-muslim-brotherhood-radicalisation-app-d2t9c369> (Consulté le 17 mai 2021).

²⁴⁵ Verfassungsschutz in Hessen, Bericht 2019, Hessisches Ministerium des Innern und für Sport, pp 241-242. Consulté à l'adresse : https://fv.hessen.de/sites/fv.hessen.de/files/LfV_Bericht19_100521_screen.pdf (Consulté le 4 mai 2021).

²⁴⁶ Martin Lutz et Uwe Müller, "Die dubiose Fatwa-App, mit der Apple und Google kein Problem haben", *Die Welt*, 2 juin 2021. Récupéré de : <https://www.welt.de/politik/article194537493/Verfassungsschutz-warnt-Die-dubiose-Fatwa-App-mit-der-Apple-und-Google-kein-Problem-haben.html> (Accédé le 17 mai 2021)

comme "un habillage islamique sur la base d'un pur intérêt [...], un plan pour fragmenter l'Islam".²⁴⁷ Tahar Mahdi, un des membres fondateurs de l'ECFR, a dénoncé que "le Conseil n'a rien d'europpéen, il est oriental et monopolisé par (sic) les traditionalistes".²⁴⁸

²⁴⁷ Muhammad Said Ramadan al Bouti. Le texte du mois, juin 2001. Site officiel du Dr Muhammad Said Ramadan al Bouti. Consulté sur : https://web.archive.org/web/20020305231815/http://www.bouti.com/ulamaa/bouti/bouti_monthly15.htm (Consulté le 15 mai 2021)

²⁴⁸ Stéphanie Le Bars, " Le Conseil européen de la fatwa critiqué pour son traditionalisme ", *Le Monde*, 15 mai 2007. Consulté à l'adresse suivante : https://www.lemonde.fr/europe/article/2007/05/15/le-conseil-europeen-de-la-fatwa-critique-pour-son-traditionalisme_910206_3214.html (Consulté le 12 mai 2021).

L'EUROPE TRUST

Histoire

Parmi les cinq organisations qui constituent le noyau de la structure pan-européenne de la Confrérie, l'Europe Trust - parfois appelé European Trust - est la moins publique et la moins médiatisée. Cela est sans doute dû à sa fonction principale, qui par nature doit être discrète : le financement des autres parties de la structure. Le Trust Européen est, en fait, le bras financier du réseau paneuropéen, fondé et dirigé par ses principaux dirigeants et finançant régulièrement ses différentes entités.

Selon une déclaration de la FIOE, aujourd'hui supprimée, l'Europe Trust a été créé en 1997 (bien que d'autres documents de la FIOE indiquent qu'il a été fondé en 1996)²⁴⁹

dans le cadre de l'objectif de spécialisation de la FIOE.²⁵⁰ La FIOE et le Europe Trust sont deux entités formellement séparées et indépendantes,²⁵¹ mais il y a peu de doute, en examinant les propres archives et la littérature de la FIOE, que le Europe Trust est une émanation de la FIOE, financée par les mêmes individus et visant à financer les activités du réseau de la FIOE.

La première indication de ce lien étroit est représentée par les informations de contact. Avant de déménager son siège à Bruxelles en mai 2007, la FIOE fournissait deux adresses dans ses publications et sur son site web - toutes deux des boîtes postales. Dans *Al Europiya*, le magazine officiel de la FIOE, elle indiquait la boîte postale 5735 à Markfield. Mais sur certains de ses communiqués officiels, elle a indiqué la boîte postale MAR005 à Markfield. La boîte postale MAR005 est aussi la boîte postale actuelle.

²⁴⁹ Voir <http://europetrust.eu.com/images/ET%20review%202005.pdf> (consulté le 11 décembre 2020).

²⁵⁰ "Le Conseil des musulmans européens en quelques lignes" [مسلمی اروپا میں مجلس مسلمی اروپا... فی سطور] - Page Facebook officielle du Conseil des musulmans européens, 31 janvier 2020. Récupéré de : <https://www.facebook.com/notes/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3%D9%85%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-council-of-european-muslims/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3%D9%85%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%B3%D8%B7%D9%88%D8%B1/2932358320122416/> Facebook
Le poste n'est plus disponible ; capture d'écran en possession des auteurs.

²⁵¹ Dans une interview de 2015 avec le *London Times*, Ahmed al Rawi a déclaré que la déclaration, postée sur le site web de FIOE, qui déclarait que l'Europe Trust "a été établi afin de soutenir et de promouvoir notre travail en fournissant des réserves financières stables" était "une erreur". Voir Andrew Norfolk, "The money trail : from student digs to 'motherhood of Islamism'", *The Times*, 10 juillet 2015. Consulté sur : <https://www.thetimes.co.uk/article/the-money-trail-from-student-digs-to-motherhood-of-islamism-pjt5qj8g98l> (Consulté le 20 juin 2021).

utilisée par l'Europe Trust, montrant clairement le chevauchement entre les deux.²⁵² Le numéro de téléphone fourni par la FIOE à ses débuts (le numéro de téléphone britannique +44-1530-245919) correspond également à une ligne utilisée par l'Europe Trust.²⁵³

De plus, la FIOE a fait étalage de cette relation dans ses premiers documents, comme une déclaration de 2004 sur son site web qui incluait le European Trust dans sa liste d'"organisations centrales" et indiquait que "le Trust a été créé afin de soutenir et de promouvoir notre travail en fournissant des réserves financières stables. Le Trust s'est efforcé d'investir ses fonds et d'examiner les possibilités de rendement élevé afin d'assurer le financement de divers projets et organisations en Europe... Financer le travail islamique en Europe et promouvoir la stabilité des organisations islamiques est l'un des principaux défis auxquels nous sommes confrontés. A cette fin, la FIOE s'est efforcée d'établir une confiance solide,

qui aidera à financer le travail à travers l'Europe."²⁵⁴ Ayman Ali, l'ancien dirigeant de la FIOE qui a dirigé diverses organisations liées à la Fraternité en Autriche avant de servir dans le gouvernement de Mohammed Mursi en Égypte, a qualifié Europe Trust de "partie de notre organisation" et, en 2015, le président de la FIOE, Samir Falah, a "confirmé que la FIOE avait contribué à la création de l'organisation."²⁵⁵

Gouvernance

Une analyse de la gouvernance d'Europe Trust confirme clairement la relation étroite avec FIOE, puisque plusieurs personnes ont simultanément siégé au conseil d'administration des deux entités. De plus, elle montre que, contrairement à FIOE et FEMYSO, dont la direction comprend des individus qui ne font pas partie du cercle des initiés de la Fraternité européenne, pratiquement tous ceux qui ont occupé des postes de direction au sein de l'Europe Trust sont soit certains des membres les plus anciens du mouvement, soit des membres de la Fraternité européenne

²⁵² <http://www.europetrust.eu.com/contact/> ; Europe Trust, Registry of Social Services & Welfare Organisations, Markfield. Consulté sur le site : <https://markfield.cylex-uk.co.uk/company/europe-trust-23016743.html> (Consulté : juin 2021).

²⁵³ Europe Trust, Markfield Local Business. Consulté sur : <http://markfield-eng.thelocalbusiness.co.uk/europe-trust.html> (Consulté le 10 janvier 2021).

²⁵⁴ Steve Merley, *The Federation of Islamic Organisations in Europe*, rapport de Steve Merley pour la Fondation NEFA, 1er octobre 2008. Extrait de : <https://www.globalmbwatch.com/wp-content/uploads/2015/06/The-Federation-of-Islamic-Organizations-in-Europe.pdf> (consulté le 21 août 2021).

²⁵⁵ Dialogue en direct avec le Dr Ayman Ali, militant musulman chevronné, "Eastern Europe's Muslims : Prospects and Challenges", *Islam Online*, 28 février 2005 ; voir aussi Khalil Charles, "British Muslim Charity to Challenge Baseless Times Newspaper Article", site MAB, 28 octobre 2015. Consulté sur le site : <https://www.mabonline.net/muslim-charity-to-challenge-times-article/> (consulté le 20 juin 2021).

ou des personnalités importantes liées aux Frères musulmans dans le Golfe - historiquement, la région où la Confrérie a le plus collecté de fonds. En substance, l'Europe Trust est une institution financière discrète, de haut niveau, fondée et dirigée par les éminences grises du réseau des Frères européens et quelques activistes éminents du Golfe pour financer les activités du milieu.

Une analyse des antécédents de l'ensemble des 26 personnes qui, sur la base d'une analyse de tous les dossiers d'Europe Trust accessibles au public, montre clairement cette dynamique.

Six personnes qui, au fil du temps, ont occupé des postes de direction au Trust Europe, ont également occupé des postes de direction à la FIOE à un moment donné. Ils sont, sans doute, certains des dirigeants les plus influents du réseau paneuropéen :

- Ahmed al Rawi : Président de l'Europe Trust jusqu'en 2006, il était également président de la FIOE jusqu'en 2007, où il était également chargé du financement.
- Fouad Alaoui : Directeur à Europe Trust, était chargé du portefeuille "Da'wah to Islam" dans les premiers temps du FIOE, a également servi le Secrétaire Général de l'UOIF et dans d'autres postes de haut niveau des organisations du milieu des Frères français.
- Ayman Ali : Directeur de l'Europe Trust, a également été secrétaire général de l'Union européenne.

FIOE et dans des postes de direction d'organisations du milieu des Frères autrichiens avant de retourner en Égypte et de servir dans le gouvernement Mursi.

- Ibrahim el Zayat : Directeur à Europe Trust, était en charge du portefeuille "Jeunesse et étudiants" dans les premiers jours de la FIOE, a également été président de FEMYSO et a occupé des postes de direction dans des organisations du milieu de la fraternité allemande.
- Ahmed Jaballah : Directeur à Europe Trust, a été chargé du portefeuille "Da'wah to Islam" dans les premiers jours de la FIOE, a également été vice-président de l'ECFR, directeur du campus parisien de l'IESH, et a occupé des postes de haut niveau dans des organisations du milieu des Frères français.
- Ali Abu Shwaima : Directeur d'Europe Trust, a également été chef de la Da'wah de la FIOE, rédacteur en chef du magazine officiel de la FIOE, al Europiya, et a occupé des postes importants dans des organisations du milieu des Frères italiens.

Plus d'une douzaine d'autres personnes qui ont occupé des postes de direction au Trust Europe, sans avoir la même omniprésence et la même stature paneuropéenne que les six *éminences grises* susmentionnées, jouent un rôle important dans les milieux de la fraternité de leurs pays respectifs. Parmi eux, un groupe important est britannique, puisque plusieurs directeurs de l'Europe Trust, basé au Royaume-Uni, ont également occupé des postes de haut niveau au sein de la Muslim Welfare House (MWH) et de la Muslim Association of

Britain (MAB), qui sont toutes deux membres de la FIOE. Parmi eux, Ab- del Shaheed el Ashhal (chef de projet au MAB et directeur au MWH)²⁵⁶ ; Ta- hir Aydarus (professeur principal au MWH)²⁵⁷ ; Ahmed Sheikh Mohamed (directeur du MWH)²⁵⁸ ; et Riyadh al Rawi (directeur au MAB259 et au MWH).²⁶⁰

D'autres responsables de l'Europe Trust sont des dirigeants éminents des milieux locaux de la Fraternité dans leurs pays respectifs. Parmi eux :

- Imad al Naddaf Yalouk, membre fondateur et ancien président de la Fédération du Conseil Islamique de Valence (Grande Mosquée de Valence), ancien associé espagnol de la FIOE.

- Nooh al Kaddo, président du Centre culturel islamique d'Irlande (ICCI) à Clonskeagh, Dublin, qui est également le siège de l'ECFR.
- Abdul Jabbar Koubaisy, secrétaire général de la Ligue musulmane polonaise, l'organisation membre de la FIOE en Pologne.
- Ismail Kady, Président d'Arraid (2010-2018), organisation membre de la FIOE en Ukraine.²⁶¹
- Mohamed Ibrahim, président de l'Alleanza Islamica d'Italia et membre de l'UCOII, deux organisations italiennes membres de la FIOE.

²⁵⁶ Abdel Shaheed El-Ashhal, Companies House, Royaume-Uni. Extrait de : [https://find-and-update. company- information.service. gov.uk/officers/YbZT08ZMg4xX0eNMubOXd8BMX38/appointments](https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/officers/YbZT08ZMg4xX0eNMubOXd8BMX38/appointments) (consulté le 20 juin 2021).

²⁵⁷ Voir pour référence : <http://mwht.org.uk/schools/> (consulté le 20 juin 2021).

²⁵⁸ Muslim Welfare House, Companies House UK. Extrait de : <https://find-and-update. company- information.service. gov.uk/company/04041294/officers> (Consulté le 20 juin 2021).

²⁵⁹ Sociétés et nominations, M. Riyadh al-Rawi, Company Check. Consulté sur le site : <https://company-check.co.uk/director/914859218/RIYADH-AL-RAWI/companies> (Consulté le 20 juin 2021).

²⁶⁰ À propos de M. Riyadh al-Rawi, Company Check. Récupérée de : <https://companycheck.co.uk/director/914859218/MR-RIYADH-AL-RAWI/summary>

²⁶¹ "Ismail Kady a été réélu président de l'AUASO "Alraid", Info. Département de l'AUASO "Alraid", 15 janvier 2010. Consulté à l'adresse : <https://www.arraid.org/fr/node/112> (Consulté le 20 juin 2021).

En outre, d'autres personnes basées au Moyen-Orient ont des liens étroits avec la Confrérie :

- Nurettin Gazi Mizirli (Turquie/Syrie) : Membre de l'AKP, membre de l'Association turque islamiste des affaires (MÜSI-AD). A participé au financement de flottilles vers Gaza.²⁶²
- Khaled Ali Al Mulla (Koweït) : Travaille à la Kuwait Finance House, stratégie et affaires générales.
- Saleh Bagalagel (Arabie Saoudite). Responsable du contrôle financier à la Commission royale pour Al-Ula.²⁶³ Vaste expérience dans le secteur privé et dans des entreprises appartenant à des Saoudiens.²⁶⁴
- Samir Alumran (Arabie Saoudite) : Chercheur. Travaille au ministère de l'Éducation d'Arabie saoudite. A acheté le Centre culturel islamique de Catalogne à Barcelone.

(appartenant à LIDCOE, l'affilié de la FIOE en Espagne).

- Abdullatif al Hajeri (Koweït) était le fondateur et le président de La- jnat al-Dawa al-Islamiya (LDI),²⁶⁵ une organisation non gouvernementale musulmane basée au Koweït qui aurait des liens avec les Frères musulmans et qui, en 2004, a été désignée par le gouvernement américain comme une entité terroriste.²⁶⁶

Activités

L'Europe Trust fonctionne comme une société d'investissement, se concentrant principalement sur les biens immobiliers. Selon les informations fournies à la Commission caritative britannique, les bénéfices de ses investissements immobiliers sont "utilisés pour octroyer des subventions à des organisations qui poursuivent ses objectifs", que les administrateurs décrivent comme

²⁶² Steven G. Merley, " Turkey, the Global Muslim Brotherhood, and the Gaza Flotilla ", Jerusalem Center for Public Affairs, 2011. Consulté à l'adresse : https://www.jcpa.org/text/Turkey_Muslim_Brotherhood.pdf (Consulté le 20 juin 2021).

²⁶³ Voir pour référence : <https://www.rcu.gov.sa/en>

²⁶⁴ Profil de Saleh Bagalagel sur LinkedIn. Extrait de : <https://www.linkedin.com/in/saleh-bagalagel-msc-4b146816/?originalSubdomain=sa> (Consulté le 20 juin 2021).

²⁶⁵ "Abdullatif al Hajeri... et il a laissé la garde de 60 000 orphelins loin du bruit des médias [فلا ميني ليعينع جيحض ملاعلا] " Pionniers de la philanthropie, Centre international de recherche et d'études. Consulté sur : <https://medadcenter.com/cv/1301> (Consulté le 20 juin 2021).

²⁶⁶ Additional Background Information on Charities Designated Under Executive Order 13224, Département du Trésor des États-Unis. Consulté sur le site : https://web.archive.org/web/20090110115352/https://www.treasury.gov/offices/enforcement/key-issues/protecting/charities_execorder_13224-i.shtml (Consulté le 21 juin 2021).

"l'avancement de la religion islamique."²⁶⁷

Une analyse de ses registres d'entreprise montre qu'Europe Trust finance des projets, principalement des acquisitions immobilières pour construire des mosquées ou des centres communautaires, pour des organisations du réseau paneuropéen de la Fraternité. Parmi les bénéficiaires des fonds d'Europe Trust figurent, en fait, l'IESH (tant en France qu'au Pays de Galles), l'Association musulmane de Grande-Bretagne et l'Inssan à Berlin. Toujours en Allemagne, le bâtiment qui sert de siège à DMG, principale organisation du milieu de la Fraternité dans le pays, appartient à Europe Trust.²⁶⁸ Au 31 décembre 2019, date de clôture du dernier état financier audité rendu public et signé par le conseil d'administration, Europe Trust disposait d'un total de 8 329 708 £ de fonds.²⁶⁹

Au fil des ans, l'Europe Trust a également donné naissance à une série de filiales et d'entités apparentées ayant divers degrés de connectivité avec elle : de techniquement indépendante mais liée par des adresses, des membres du conseil d'administration et des activités à complètement subordonnée. L'une d'entre elles, partageant l'adresse du Trust à Leicester et divers membres du conseil d'administration (dont Ahmed al Rawi et Nooh al Kaddo), était Europe Trust Property Enterprises Limited, créée en 2004 et dissoute en 2017.²⁷⁰ De même, une société immobilière appelée Europe Trust Property Enterprises SARL, a été créée à Montpellier, en France, en 2008. Les registres des sociétés françaises montrent que la société est dirigée par Salah Bouabdallah, un membre du conseil d'administration d'Europe Trust au Royaume-Uni.²⁷¹

²⁶⁷ Andrew Norfolk, "The money trail : from student digs to 'motherhood of Islamism'", *The Times*, 10 juillet 2015. Consulté sur : <https://www.thetimes.co.uk/article/the-money-trail-from-student-digs-to-motherhood-of-islamism-pjt5qj8g98l> (consulté le 20 juin 2021).

²⁶⁸ Informations provenant du Grundbuchauszug de Berlin.

²⁶⁹ Rapport stratégique de la Fiducie Europe, rapport des fiduciaires et états financiers vérifiés pour l'exercice clos : 31 décembre, 2019. Récupéré de : https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search?p_p_id=uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet&p_p_lifecycle=2&p_p_state=maximized&p_p_mode=view&p_p_resource_id=%2Faccounts-resource&p_p_cacheability=cacheLevelPage&_uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_fileName=0001103290_AC_20191231_E_C.pdf&_uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_objectiveId=A10340861&_uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_priv_r_p_mvcRenderCommandName=%2Ffull-print&_uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_priv_r_p_organisationNumber=4007138 (Consulté : 20 juin 2021).

²⁷⁰ Europe Trust Property Enterprises Limited, Company House UK. Consulté sur : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/05302540/officers> (Consulté le 20 juin 2021).

²⁷¹ Dossiers d'entreprises françaises en possession des auteurs.

Parmi les entités qui, à des degrés divers, tombent dans l'orbite d'Europe Trust, Europe Trust Nederland (Stichting Europe Trust Nederland, ETN) est particulièrement intéressante. ETN est techniquement une organisation indépendante, constituée en société dans la ville néerlandaise de Zaandam en 2006. Mais ses statuts font apparaître la relation de subordination d'ETN à Europe Trust, puisque ce dernier peut nommer trois membres du conseil d'administration (qui ne peuvent être révoqués si ce n'est par Europe Trust lui-même) ; il doit approuver par écrit toute modification des statuts d'ETN ; et, en cas de dissolution d'ETN (une décision qui doit également être approuvée par Europe Trust), tous ses actifs restants sont transférés à Europe Trust.²⁷² Suivant un modèle commun à toute l'Europe, ETN est dirigé par certains des militants les plus éminents du milieu des Frères néerlandais, possède certains des plus grands centres islamiques des Pays-Bas et a reçu un financement important de donateurs liés aux Frères dans le Golfe arabe.²⁷³

La dynamique est similaire en Belgique. En 2009, une association sans but lucratif (ASBL) appelée Europe Trust a été créée à Liège. Les documents déposés auprès des autorités belges indiquent que l'adresse principale de l'entité était "MR005, Markfield."²⁷⁴ L'adresse, comme on le voit, est l'adresse principale d'Europe Trust et a été utilisée par la FIOE dans ses premières années. Les archives montrent que le seul représentant de l'entité belge est Monsif Chatar. Il se trouve que Chatar est l'un des cofondateurs, en 1997, de la Ligue Islamique Interculturelle De Belgique (LIIB), le membre belge de la FIOE.²⁷⁵ Confirmant la dynamique du cercle complet, les statuts de la LIIB indiquent qu'à sa dissolution, tous les actifs de l'organisation seront dévolus à l'Europe Trust.²⁷⁶

²⁷² Oprichting de la Stichting Europe Trust Nederland, document notarié, 24 octobre 2006.

²⁷³ "(On)zichtbare invloed verslag parlementaire ondervragingscommissie naar ongewenste beïnvloeding uit onvrijelanden", Tweede Kamer der Staten-Generaal, 25 juin 2020. Consulté à l'adresse : https://www.tweedekamer.nl/sites/default/files/atoms/files/verslag_pocob.pdf (Consulté le 20 juin 2021) ;

²⁷⁴ Dossiers d'entreprises belges en possession des auteurs.

²⁷⁵ Dossiers d'entreprises belges en possession des auteurs.

²⁷⁶ Liste des Membres - Modifications aux Statuts - Renouvellement du Conseil d'Administration Nominations, Annexes du Moniteur Belge, Service Public Fédéral, 27 février 2006. Extrait de : www.ejustice.just.fgov.be/tsv_pdf/2006/02/27/06041047.pdf (Consulté le 20 juin 2021).

RELIEF ISLAMIQUE

Fraternité ou organisations apparentées."²⁷⁸

Fondé en 1984 à Birmingham, Islamic Relief Worldwide (IRW) est un géant mondial de l'aide qui compte, selon son site Internet, " plus de 100 bureaux dans 40 pays du monde entier."²⁷⁷ Il a conclu des accords de partenariat avec des entités telles que le HCR, le Programme alimentaire mondial et le Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne et reçoit des fonds de divers gouvernements occidentaux et d'agences d'aide très respectées.

Dans le même temps, elle a fait l'objet d'accusations de soutien au terrorisme et de liens avec les Frères musulmans. Elle a été désignée comme une organisation terroriste par le gouvernement des Émirats arabes unis et les gouvernements du Bangladesh et d'Israël lui ont interdit d'opérer sur leur territoire. Et certains gouvernements européens ont également tiré parti des accusations, notamment le gouvernement allemand qui, en novembre 2020, a annoncé qu'il avait cessé de financer IRW et sa branche allemande en raison de ses "liens significatifs avec les Frères musulmans".

IRW nie farouchement ces accusations, soulignant le fait que ses budgets sont certifiés par les meilleures agences d'audit et affirmant que les allégations de liens avec l'extrémisme et la confrérie sont "dommageables, diffamatoires et fausses". Le site web de l'organisation indique que "le Secours islamique est une organisation purement humanitaire, qui n'a catégoriquement aucun lien avec un quelconque groupe politique."²⁷⁹

L'évaluation des accusations de terrorisme est une tâche complexe qui dépasse le cadre de ce rapport. Quant aux allégations concernant les liens avec les Frères musulmans, le problème est, comme pour la plupart des entités analysées dans ce rapport, une question de terminologie. On peut soutenir que l'IRW a techniquement raison de dire qu'il s'agit d'une organisation indépendante sans liens formels avec les Frères musulmans. Mais, dans le même temps, il est également possible de démontrer par une prépondérance de preuves que de nombreux individus qui ont fondé et gèrent l'organisation ont des liens indéniables avec le réseau mondial des Frères musulmans.

²⁷⁷ Notre histoire, de l'aide d'urgence au développement durable. Site officiel du Secours islamique au Royaume-Uni. Extrait de : <https://www.islamic-relief.org.uk/about-us/history/> (Consulté le 28 mars 2021).

²⁷⁸ "Zuwendungen an 'Islamic Relief Deutschland'", Parlement allemand, 3 décembre 2020. Consulté sur le site : <https://www.bundestag.de/presse/hib/811522-811522> (Consulté le 26 avril 2021).

²⁷⁹ Réponse aux allégations de liens avec les Frères musulmans. Site officiel du Secours islamique, 18 avril 2019. Extrait de : <https://www.islamic-relief.org/response-to-allegations-of-links-to-muslim-brotherhood/> (Consulté le 28 mars 2021).

En outre, il est également facile de prouver que l'IRW a des liens inextricables avec les réseaux de la Confrérie dans la plupart des pays dans lesquels il opère.

En limitant l'analyse au contexte européen, il est juste de dire que l'IRW est l'organisation caritative de choix du réseau européen de la Fraternité. IRW a sa propre histoire et sa propre structure, qui sont différentes de celles des cinq entités paneuropéennes dirigées par la FIOE analysées jusqu'à présent. Mais le niveau de connectivité avec le réseau de la Fraternité européenne est extrêmement fort et peut être vu sur trois niveaux qui se chevauchent :

1. Dans les différents pays européens où une branche locale du Secours islamique est active, elle est toujours dirigée par des personnes qui comptent parmi les membres les plus éminents du milieu local des Frères ou par leurs proches.
2. Que ce soit dans les pays européens où il existe une branche officielle de l'IRW ou dans ceux où elle n'existe pas, des entités du milieu local de la Fraternité organisent régulièrement des événements de collecte de fonds pour l'IRW.
3. Dans les deux pays européens où une branche formelle de l'IRW existe et dans ceux où elle n'existe pas, les entités du milieu local de la Fraternité font régulièrement la promotion des activités et des campagnes de l'IRW lors de leurs

événements, dans leur littérature, sur leur site web et leurs comptes de médias sociaux.

En substance, comme cela sera analysé ci-après, l'IRW a une histoire et une gouvernance qui montrent clairement des liens étroits avec le réseau mondial des Frères musulmans. En outre, au niveau européen, les milieux locaux de la plupart des pays et le milieu pan-européen des Frères musulmans sont profondément liés à l'IRW et le promeuvent fortement. Ces deux faits combinés renforcent non seulement l'évaluation selon laquelle l'IRW, bien que n'étant pas techniquement affilié aux Frères musulmans, comme l'organisation l'affirme cordialement, a de fortes connexions avec les Frères, mais aussi que la connectivité d'une entité européenne locale à l'IRW est une indication (mais pas une preuve certaine) de son lien avec le milieu des Frères.

Histoire et gouvernance

IRW a été créé en 1984 par quatre étudiants en médecine de l'université de Birmingham "en réponse à la famine en Afrique."²⁸⁰ Le principal fondateur, le Dr Hany el Banna, est né au Caire en 1950 et a toujours nié toute relation avec le fondateur des Frères musulmans, Hassan al Banna. Mais, dans une interview de 2004, il a déclaré, admiratif : "En Égypte, on n'entend pas parler d'Hassan al Banna, on grandit avec lui. Il était un phénomène, tout comme Nelson

²⁸⁰ "Taking smile to the world", entretien avec Hany el Banna. *Emel Magazine*, mai/juin 2004.
Extrait de : https://www.emel.com/article?id=&a_id=1568 (Consulté le 18 juin 2021).

Mandela et Muhammad Ali le sont. On pouvait sentir sa présence partout, même si son nom n'osait pas être prononcé ouvertement."²⁸¹ Hany el Banna a ajouté que le fondateur de la Fraternité avait l'habitude de prier dans la même mosquée où son père donnait des sermons et qu'on "pouvait respirer les enseignements d'al Banna dans l'air. Il était tenu dans une telle crainte et un tel respect."²⁸²

Après son arrivée au Royaume-Uni en 1977 pour étudier la médecine, Hany el Banna a déclaré qu'il a commencé à lire les œuvres des idéologues de la Confrérie tels que Sayyid Qutb (qu'il qualifie de "visionnaire") et a commencé à diriger un groupe d'étude islamique.²⁸³ Il est également devenu membre du comité exécutif (1985/86) de la FOSIS (Federation of Student Islamic Societies), qui est actuellement le membre britannique de la FEMYSO et qui, historiquement, a été le membre de la Confrérie

l'organisation étudiante la plus importante du pays.²⁸⁴

Si l'on peut affirmer que l'admiration professée par Hany el Banna pour des idéologues de la Confrérie tels que Hassan al Banna et Sayyid Qutb et sa position de leader dans une entité liée à la Confrérie comme le FOSIS ne prouvent pas nécessairement son appartenance, ni même sa proximité avec la Confrérie, une évaluation différente doit être faite pour un autre cofondateur de l'IRW, le Dr Essam el Haddad.²⁸⁵ El Haddad est issu d'une famille aisée d'Égypte, et plusieurs de ses parents les plus proches étaient membres de la Confrérie.²⁸⁶ En 2012, alors qu'il était encore président du conseil d'administration de l'IRW, El Haddad a été désigné comme conseiller en affaires étrangères du président égyptien Mohammed Mursi, alors nouvellement élu (El Haddad a immédiatement démissionné de son poste à l'IRW).²⁸⁷

²⁸¹ Ibid.

²⁸² Ibid.

²⁸³ Ibid.

²⁸⁴ Ibid.

²⁸⁵ À propos d'Islamic Relief. Consulté sur le site : <https://www.charityjob.co.uk/recruiter/islamic-relief/15736> (Consulté le 13 juin 2021).

²⁸⁶ Noora al Habsi, (2020). "Réseau financier des Frères musulmans en Occident : Formes et Manifestation". *TRENDS Research & Advisory*. Consulté à l'adresse : <https://trendsresearch.org/insight/finance-network-of-muslim-brotherhood-in-the-west-forms-and-manifestation/> (Consulté le 5 avril 2021).

²⁸⁷ Lettre du Secours islamique au Congrès, 19 juillet 2018. Consulté à l'adresse suivante : <http://irusa.org/wp-content/uploads/2018/07/2018.7.19-IRUSA-Congressional-Response-to-MEF-Cover-Letter-FINAL.docx.pdf> (Consulté le 29 janvier 2021) ; Voir aussi ; Affirmations trompeuses au sujet du Secours islamique dans la couverture médiatique de la séance du tribunal d'El-Haddad, poste Facebook de la page officielle du bureau de l'assistant du président de l'Égypte sur les relations étrangères et la coopération internationale, 6 décembre 2017. <https://www.facebook.com/Foreign.Relations.Président.Asst.Egy/posts/misleading-claims-about-islamic-relief-in-media-coverage-of-el-haddads-court-ses/1715161668508250/> (consulté le 18 juin 2021).

Indiquant à quel point la famille El Haddad est ancrée dans les cercles intérieurs des Frères égyptiens, le fils d'Essam, Gehad, qui a grandi entre l'Égypte et le Royaume-Uni, a servi de conseiller principal au Comité des affaires étrangères du Parti de la liberté et de la justice des Frères musulmans et de porte-parole de la confrérie pour les médias en 2013.²⁸⁸ Essam et Gehad ont tous deux été arrêtés après la chute du régime Mursi et sont toujours, au moment de la rédaction de ce rapport, détenus dans des prisons égyptiennes. Après 2013, le fils cadet d'Essam, Abdullah, est devenu l'un des principaux porte-parole des Frères musulmans égyptiens à Londres.²⁸⁹

Il convient également de noter que Ibrahim el Zayat a été président du conseil d'administration de l'IRW pendant plusieurs années au cours des années 2010.²⁹⁰ Décrit par les autorités allemandes comme "l'araignée dans la toile des organisations islamistes", El Zayat a occupé des postes de direction au sein de plusieurs organisations islamistes.

Organisations musulmanes allemandes Les autorités allemandes les identifient comme étant proches de la Confrérie et de diverses entités pan-européennes de la Confrérie (membre du conseil d'administration de FIOE, président de FEMYSO, membre du conseil d'administration de Europe Trust).²⁹¹

Si les histoires d'Al Banna, d'El Haddad et d'El Zayat sont illustratives, il est en même temps indiscutable que tous ceux qui occupent des postes de direction ou de gestion au sein d'IRW ne sont pas liés à la Confrérie ou même n'ont pas d'opinions pro-Frérie/islamistes. Pourtant, ce fait indéniable n'exclut pas nécessairement les liens de l'IRW avec la Confrérie. Cette dynamique complexe est expliquée succinctement par Kamal Helbawy, une figure dominante de l'islamisme contemporain.²⁹² Membre de la Confrérie depuis sa jeunesse en Égypte dans les années 1950, Helbawy a joué un rôle clé dans la création des réseaux européens, après avoir été directeur de l'organisation de financement basée en Arabie

²⁸⁸ Biographie, Free Haddad Campaign. <https://www.freehaddad.org/gehad-biography/> (consulté le 31 janvier 2021) ; "Brotherhood spokesman Gehad al-Haddad held in Egypt", BBC News, 17 septembre 2013. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-24132046> (consulté le 30 mars 2021).

²⁸⁹ Lorenzo Vidino, "Les Frères musulmans au Royaume-Uni", Programme sur l'extrémisme, Université George Washington, Décembre 2015. <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/downloads/MB%20in%20the%20UK.pdf> (consulté le 18 juin 2021).

²⁹⁰ Rapport annuel de l'IRW, 2013. Page 5. Consulté à l'adresse : https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2021/02/IRW_AR2013_2-3.pdf (Consulté le 18 juin 2021).

²⁹¹ Uta Rasche, "Spinne im Netz der Muslime in Deutschland : Die Macht des Ibrahim El Zayat." *Frank- furter Allgemeine Zeitung*, 11 mai 2007 ; Andrea Brandt, "Wendiger Weltmann", *Der Spiegel*, 25 mars 2008 ; Helmut Frangenberg et Detlef Schmalenberg, "El-Zayat, der Herr der Moscheen", *Kölner Stadt-Anzeiger*, 20 mars 2009.

²⁹² Lorenzo Vidino, *Le cercle fermé : Rejoindre et quitter les Frères musulmans en Occident*, New York : Columbia University Press, 2020.

Saoudite WAMY, cofondateur d'entités britanniques telles que le MAB et le Muslim Council of Britain, et directeur de la seule représentation officielle des Frères musulmans à Londres au milieu des années 1990 (un bureau fermé après seulement quelques années, selon Helbawy, en raison du malaise de nombreux membres de la confrérie face à une telle présence officielle).²⁹³ Il a également été pendant des années membre du Conseil de la Choura des Frères musulmans égyptiens.

Pour expliquer le fonctionnement de la Confrérie en Europe, Helbawy adopte un cadre tripartite, basé sur différents degrés de connectivité à la Confrérie, similaire à celui adopté dans ce rapport. En fait, Helbawy soutient que les "frères purs" - les individus hautement qualifiés et dévoués qui sont des membres assermentés de l'organisation (qu'ils aient ou non révélé publiquement leur affiliation) - représentent un groupe relativement restreint au cœur de la machine beaucoup plus grande qu'est la Confrérie en Europe au sens large.

Selon Helbawy, cette petite clique se surpasse en contrôlant une série d'entités satellites dont la majorité des membres ne sont pas liés au mouvement. Il existe d'autres organisations", explique Helbawy, "en particulier dans le domaine de l'aide sociale et des organisations de secours, qui sont gérées par [les] Frères musulmans... et peuvent impliquer des Frères musulmans et des Frères non-musulmans". Helbawy cite l'exemple de l'IRW. "Les dirigeants de l'IRW, explique Helbawy, sont des Frères, mais les personnes qui contactent les [donateurs] pour obtenir des dons ne sont pas nécessairement des musulmans ; il peut s'agir de chrétiens, de juifs, etc. "Essentiellement, Helbawy affirme que des organisations comme l'IRW sont fondées et dirigées par des membres de la Confrérie.²⁹⁴

Néanmoins, soutient Helbawy, la plupart des personnes qui travaillent pour l'IRW, même à des postes de direction, ne sont pas membres de la Confrérie et, dans la plupart des cas, n'ont aucune idée - et nieraient même avec force et sincérité - les liens de l'IRW avec

²⁹³ Entretien avec Kamal Helbawy, comme dans Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

²⁹⁴ Pour en savoir plus sur les relations entre le Secours islamique et la Confrérie, en se concentrant surtout sur ses débuts, voir Marie Juul Petersen, *For humanity or for the umma ? Ideologies of aid in four transnational Muslim NGOs*, Université de Copenhague, 2011, page 169.

la Fraternité.²⁹⁵ Leur nombre relativement faible, selon Helbawy, ne diminue pas la domination des Frères sur ces organisations, car ils conserveront toujours leur emprise en contrôlant le conseil d'administration et en utilisant d'autres tactiques. En même temps, la présence - souvent à des postes très visibles - d'individus qui ne sont manifestement pas membres des Frères musulmans est avantageuse pour la Confrérie, car elle rend difficile l'accusation selon laquelle ces organisations sont des "Frères musulmans".

Un autre ancien membre du Conseil de la Shura des Frères musulmans égyptiens, Abdul Sattar al Malijji, a exprimé publiquement une opinion similaire sur l'IRW. "Les organisations de Hany al Banna en particulier", a déclaré Malijji dans un documentaire, "sont des organisations de secours bien connues en Europe qui font un véritable travail d'aide. Ils ont plusieurs certificats des gouvernements européens." "Mais en fin de compte, poursuit

Malijji, "la direction et l'idéologie dirigeante sont celles de la Confrérie. En outre, si un événement capital se produisait qui les obligeait à intervenir au nom des Frères musulmans, alors ils le faisaient."²⁹⁶

D'autres preuves de la connectivité de l'IRW avec le milieu de la fraternité européenne sont représentées par ses affiliés locaux. Au fil des ans, en effet, diverses branches de l'organisation, juridiquement indépendantes mais pleinement intégrées dans la structure mondiale de l'IRW et disposant du droit de vote aux élections des dirigeants de l'IRW, ont vu le jour dans divers pays européens. Comme l'explique l'IRW, "ces bureaux nationaux diffèrent dans leurs relations juridiques et leur statut par rapport à la famille du Secours islamique."²⁹⁷ Néanmoins, ils utilisent tous le célèbre logo du Secours islamique et se coordonnent avec le siège de l'IRW à Birmingham sur des questions allant des matériaux de collecte de fonds à la destination des dons.

²⁹⁵ L'évaluation par Petersen du Secours islamique et de Muslim Aid (une organisation caritative basée en Grande-Bretagne et influencée par le Ja maat-e-Islami) contribue à confirmer cette analyse : "Alors que les conseils d'administration sont dans l'ensemble inchangés et que de nombreux membres du personnel de la première génération sont restés dans l'organisation, ces dernières années, le Secours islamique et Muslim Aid ont de plus en plus intégré une nouvelle génération de personnel. Tout d'abord, et contrairement à l'ancienne génération, bon nombre des nouveaux membres du personnel ont une formation et une expérience pertinentes en matière de développement. Certains ont un diplôme en études de développement, d'autres en journalisme, nutrition, politique ou sociologie, par exemple. De nombreuses personnes, en particulier parmi le personnel des bureaux nationaux, ont travaillé auparavant dans des ONG nationales non musulmanes telles que le BRAC, tout comme plusieurs d'entre elles travaillent ensuite dans des ONG de développement transnationales telles que CARE, Oxfam ou Save the Children. Ils travaillent pour Islamic Relief et Muslim Aid parce qu'ils veulent travailler dans une ONG de développement et non dans une organisation religieuse." Petersen, page 179.

²⁹⁶ Disponible sur : <https://mobile.twitter.com/IslamismMap/status/849643250583560192> (consulté le 23 juin 2021).

²⁹⁷ Rapport annuel de l'IRW, 2010, page 46. Consulté à l'adresse : <https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2014/06/2010-Annual-Report.pdf> (Consulté le 18 juin 2021).

Ce qui est révélateur, pour l'objet de cette étude, c'est le schéma constant selon lequel un grand nombre des principaux individus qui dirigent les branches locales du Secours islamique dans chaque pays européen où il opère sont également des acteurs clés de la scène de la Confrérie dans ce pays. Comme le souligne Helbawy, tous ceux qui travaillent pour l'organisation ne le font pas pour des raisons politiques et n'ont aucun lien avec la confrérie. Au contraire, la majorité des personnes qui travaillent ou se portent volontaires pour le Secours islamique dans n'importe quel pays européen sont des individus bien intentionnés qui cherchent à aider les nécessiteux. Cependant, la tendance à voir des activistes de premier plan du milieu local de la Fraternité occuper des postes de direction au sein de la branche locale de l'IRW est bien documentée. Voici quelques exemples notables :

- Rachid Lahlou. Lahlou a créé le Secours Islamique France (SIF), la branche française de l'IRW, en 1991 après, comme il le raconte, que "Hany el Banna m'ait proposé d'ouvrir un bureau en France."²⁹⁸ Au fil du temps, le SIF est devenu indépendant de l'IRW. Lahlou avait été trésorier de l'UOIF à la fin des années 1980 et SIF travaille régulièrement avec l'UOIF/Musulmans de France.²⁹⁹

- Salim Benamara. Benamara est le fondateur et l'ancien directeur de la branche espagnole de l'IRW. Il est également le président du Centre culturel islamique de Catalogne, qui fait partie de LID- COE (membre espagnol de la FIOE).
- Mohamed Ibrahim Benmakhoulf. Benmakhoulf a été secrétaire général d'IR Suède. Il est le fils de l'ancien président de la FIOE, Chakib Ben- makhoulf.
- Yassine Baradai. Baradai a été directeur des médias du Secours islamique italien et est actuellement secrétaire général de l'UCOII, la principale organisation du milieu des Frères en Italie.
- Mudafar Tawash. Mudafar Tawash est président de l'Islamic Relief Ireland et a occupé des postes à responsabilité au sein de l'Islamic Foundation of Ireland et de l'Islamic Cultural Centre of Ireland.

De plus, que ce soit dans les pays européens où une branche locale du Secours islamique existe (Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Italie, Irlande, Suède, Belgique, Suisse) ou dans ceux où elle n'existe pas, les milieux locaux de la Fraternité promeuvent constamment le Secours islamique. Que ce soit à travers leur réseau, en organisant des collectes de fond,

²⁹⁸ Rachid Lahlou, "Islam et action humanitaire : le Secours Islamique France (SIF) célèbre ses 20 ans ", *Grotius International*, 3 décembre 2011. Récupéré sur : <https://grotius.fr/islam-et-action-humanitaire-le-secours-islamique-france-sif-celebre-ses-20-ans/#.Ylag1ZAzaUk> (consulté le 25 avril 2021).

²⁹⁹ Margot Dazey, "Pan-Islamic ideals and national loyalties : Competing attachments amongst early Muslim activists ", *Nations and nationalism*, volume 27, numéro 1, 2021. Consulté sur le site : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/nana.12655> (Consulté le 27 août 2021).

en accueillant de l'argent et des boîtes de collecte de vêtements usagés, en distribuant des brochures du Secours islamique, ou en faisant la promotion de ces organisations dans sa documentation et sur ses plateformes en ligne. Le fait que plusieurs des conférenciers internationaux les plus fréquemment invités par les antennes locales, tels que Omar Abdelkafi, Aid al Qarni ou Jasem al Mutawa, sont des personnalités religieuses très controversées en raison de leurs opinions ouvertement négatives. Il convient également de noter que plusieurs des conférenciers internationaux les plus fréquemment invités par les branches locales, tels que Omar Abdelkafi, Aid al Qarni ou Jasem al Mutawa, sont des personnalités religieuses très controversées en raison de leurs positions ouvertement antisémites, ségrégationnistes, misogynes, homophobes ou conspirationnistes sur diverses questions.

Enfin, IRW et ses affiliés européens sont les bénéficiaires fréquents de fonds provenant de divers gouvernements européens et institutions de l'Union européenne. Par exemple, en 2019, la Commission européenne, par l'intermédiaire de la direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire, a donné 550 000 euros à Islamic Relief Deutschland pour "l'aide humanitaire".³⁰⁰ La même agence a donné 740 000 euros en 2018, mais répartis entre IRW et Islamic Relief Deutschland. Les gouvernements qui ont, au moins à un moment donné, financé IRW ou ses affiliés locaux comprennent le Royaume-Uni³⁰¹, la Suisse³⁰², la Suède³⁰³, l'Espagne³⁰⁴ et l'Allemagne³⁰⁵. Il convient de noter, comme mentionné ci-dessus, qu'en novembre 2020, le gouvernement allemand a annoncé qu'il avait cessé de financer IRW et sa branche allemande en raison de ses "liens significatifs avec les Frères musulmans ou des organisations apparentées."³⁰⁶

3

³⁰⁰ Voir à titre de référence le Système de transparence financière (STF) de la Commission européenne : [https:// ec.europa.eu/budget/fts/index_fr.html](https://ec.europa.eu/budget/fts/index_fr.html)

³⁰¹ Rapport annuel du Secours islamique, 2018. Page 51. Consulté sur le site : <https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2019/07/IslamicReliefWorld-AnnualReportandFinancialStatements-2018.pdf> (consulté le 18 juin 2021).

³⁰² Ibid.

³⁰³ "Sidas utredning av Islamic Relief klar", déclaration publiée par l'agence d'aide suédoise SIDA le 15 avril 2021. Récupéré de : <https://www.sida.se/om-sida/nyheter/sidas-utredning-av-islamic-relief-klar> (consulté le 17 avril 2021).

³⁰⁴ Rapport annuel du Secours islamique, 2012, page 35. Consulté à l'adresse : <https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2014/06/2012-Annual-Report.pdf> (Consulté le 18 juin 2021).

³⁰⁵ "Zuwendungen an 'Islamic Relief Deutschland'", Parlement allemand, 3 décembre 2020. Consulté sur le site : <https://www.bundestag.de/presse/hib/811522-811522> (Consulté le 26 avril 2021).

³⁰⁶ Ibid.



TROISIEME PARTIE

Ce chapitre donne un bref aperçu des mouvances locales des Frères musulmans dans la plupart des pays européens, ainsi que des débats et des évaluations gouvernementales qui y sont liés.

AUTRICHE

L'Autriche abrite une présence modeste mais active et bien ancrée des Frères musulmans. Ses origines remontent aux années 1960, lorsque des membres éminents de la Confrérie égyptienne, Yusuf Nada, Ahmed Elkadi et quelques autres, ont trouvé asile dans le pays.³⁰⁵ Ils ont établi un petit centre et publié le principal magazine de l'organisation en Occident, al Da'wah fi Urūba (Prosélytisme en Europe), dans les années 1970 et 1980. L'autre branche de la confrérie du Moyen-Orient qui a façonné le milieu de la confrérie en Autriche est la syrienne, puisque plusieurs activistes qui lui sont liés se sont installés principalement entre Vienne et Graz à partir de la fin des années 1970.

L'organisation publique qui réunit les activistes et sympathisants des mouvements égyptiens, syriens et, en plus petit nombre, de l'Union européenne.

La Liga Kultur Verein est une organisation qui regroupe des membres de la Fraternité et d'autres branches de la Fraternité au Moyen-Orient. Fondée en 1998, elle a deux branches principales à Vienne et à Graz. C'est le membre local de la FIOE et il est très bien inséré dans le réseau pan-européen et mondial de la Fraternité. Il est intéressant de noter qu'Ayman Ali a longtemps été l'un des dirigeants de la Liga et l'imam de sa mosquée à Graz. Comme on l'a vu, Ali a été secrétaire général de la FIOE et a été particulièrement actif dans l'expansion des activités de la FIOE en Europe de l'Est. Il est retourné en Égypte lorsque Mohammed Mursi a été élu président de l'Égypte en 2012, et il a été nommé comme l'un de ses principaux conseillers. D'autres dirigeants de la Liga n'ont pas caché leur affiliation à - ou du moins leur sympathie pour - la Confrérie, et le groupe a accueilli au fil du temps plusieurs dirigeants éminents de diverses branches du groupe au Moyen-Orient en Autriche.

D'autres organisations ayant des liens plus ou moins étroits avec la confrérie sont actives dans le pays. L'une d'entre elles, bien que ses dirigeants nient catégoriquement tout lien, est la Muslimische Jugend Österreich (MJÖ),

³⁰⁵ La plupart des informations de ce chapitre se trouvent dans *Der Politische Islam als Gegenstand wissenschaftlicher Auseinandersetzungen und am Beispiel der Muslimbruderschaft*, rapport de la Dokumentationsstelle Politischer Islam, Vienne, décembre 2020 : et Lorenzo Vidino, *The Muslim Brotherhood in Austria*, rapport du George Washington University Program on Extremism et de l'Université de Vienne financé par le Bundesamt für Verfassungsschutz und Terrorismus- bekämpfung (BVT) et le Österreichischen Integrationsfonds (ÖIF), septembre 2017.

La plus grande organisation de jeunesse musulmane d'Autriche.³⁰⁶ Formée en 1996, la MJÖ a été pendant une courte période (2003-2005) un "membre exceptionnel" de la FEMYSO, mais elle semble ne plus être officiellement affiliée à l'organisation paneuropéenne.³⁰⁷

Les militants autrichiens liés à la confrérie ont également exercé historiquement une grande influence dans les organisations reconnues par l'État. Les cas d'individus liés à la confrérie qui ont occupé des postes de direction au sein de l'Islamische Glaubensgemeinschaft in Österreich (IGGiÖ), l'organe représentatif officiel des musulmans d'Autriche, et de l'Islamische Religionspädagogische Akademie (IRPA), l'organisation chargée de former les imams du pays, sont éloquentes à cet égard.

Enfin, il convient de noter que plusieurs individus liés au Hamas ont depuis longtemps élu domicile en Autriche. Adel Doghman, basé à Vienne, un acteur crucial du milieu palestinien, a participé à diverses activités pro-palestiniennes en Autriche et dans toute l'Europe. Doghman a dirigé l'Association

palestinienne en Autriche, une organisation désignée comme un sponsor du terrorisme par le gouvernement américain en 2003.³⁰⁸

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Pendant la majeure partie des années 2000, l'establishment politique autrichien semble avoir ignoré ou s'être désintéressé de la présence des militants de la Confrérie dans le pays et de leur rôle disproportionné dans l'islam organisé. Au contraire, de nombreux activistes de la Confrérie ont régulièrement interagi avec des personnalités politiques de premier plan et ont reçu des fonds d'entités publiques.

Cette dynamique a changé de façon spectaculaire dans la seconde moitié des années 2010, lorsque plusieurs acteurs politiques et les services de sécurité ont commencé à adopter une position très différente sur l'islamisme. Le Bundesamt für Verfassungsschutz und Terrorismusbekämpfung (BVT), l'agence de police qui remplit également le rôle d'agence de renseignement intérieur, a d'abord exprimé publiquement sa position sur l'islamisme en 2016 dans un

³⁰⁶ Liga Kultur. (sans date), "Stellungnahme : Buch JUNG, MUSLIMISCH, ÖSTERREICHISCH", *Liga Kultur*. Récupéré à partir de : <https://ligakultur.at/stellungnahme-buch-jung-muslimisch-oesterreichisch/> (consulté le 21 juin 2021).

³⁰⁷ "Richtigstellung : Muslimische Jugend Österreich (MJÖ) ", 9 mai 2015. Consulté sur : <http://www.profil.at/oesterreich/richtigstellung-muslimische-jugend-oesterreich-mjoe-5638610>. (consulté le 21 juin 2021).

³⁰⁸ "Les États-Unis désignent cinq organisations caritatives finançant le Hamas et six hauts dirigeants du Hamas comme des entités terroristes," U.S. Department of the Treasury, 22 août 2003. Consulté à l'adresse : <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/pages/js672.aspx> (Consulté le 19 juin 2021).

document déposé auprès du tribunal de Graz décidant d'accorder ou non l'asile politique aux proches d'Ayman Ali. Elle indiquait que "Les Frères musulmans ne sont pas institutionnalisés sous ce nom en Autriche ; cependant, ils caractérisent la représentation publique de l'islam par leur force intellectuelle et personnelle. Les Frères musulmans ne tiennent pas de registre des membres ; leurs membres sont tenus au secret dans tous les pays afin de les protéger de l'identification par les autorités".

Le document poursuit en évaluant les objectifs de la confrérie et sa compatibilité avec l'État et la société autrichiens. "Le système politique visé [par les Frères musulmans]", affirme-t-il, "rappelle un système totalitaire, qui ne garantit ni la souveraineté des peuples ni les principes de liberté et d'égalité". "Une position aussi fondamentale", poursuit-il, "est incompatible avec les normes juridiques et sociales de la République d'Autriche". Il est allé plus loin dans les détails, en exprimant son point de vue sur l'une des organisations centrales du milieu autrichien des Frères musulmans. "La Liga Kultur Verein für multikulturellen Brückenbau de Graz ", dit-il, "est une association des Frères musulmans, au sein de laquelle il n'est autorisé de diffuser que leur seule idéologie qui,

dans son essence, contredit la conception démocratique occidentale de la coexistence, de l'égalité des hommes et des femmes, de l'ordre politique et des principes fondamentaux de la Constitution de la République d'Autriche".³⁰⁹

Dans son rapport annuel 2018, le BVT a fourni une analyse plus approfondie, décrivant la Fraternité en Autriche comme "un réseau d'associations et d'organisations de façade ainsi que, dans son noyau interne, une organisation hiérarchiquement structurée. En raison de sa perception de l'Islam comme système holistique de la société, elle est à la fois une école de vie, une association culturelle, une idée sociale et une entreprise économique". Le rapport note également que "dans le passé, il y a eu des cas individuels occasionnels de radicalisation salafiste et djihadiste à partir de l'environnement des Frères musulmans autrichiens".³¹⁰

Ce changement s'est également produit au niveau politique, et notamment au sein du Parti populaire autrichien (ÖVP), qui a fait de la lutte contre l'islam politique l'un de ses traits caractéristiques. Parmi les actions menées sur le sujet ces dernières années, l'interdiction des signes des Frères musulmans et la fondation de la Dokumentationsstelle Politischer Islam,

³⁰⁹ Landesverwaltungsgericht Steiermark, affaires LVwG 70.8-3597/2015-34, LVwG 41.8-37/2016-34 et LVwG 41.8-39/2016-34, Graz, 9 septembre 2016.

³¹⁰ *Verfassungsschutzbericht 2018*, Bundesministerium für Inneres, page 16. Récupéré de : <https://www.bvt.gv.at/401/files/Verfassungsschutzbericht2018.pdf> (consulté le 14 mai 2021).

une institution de recherche pour la documentation des tendances liées à l'islam politique.

En novembre 2020, les autorités autrichiennes ont mené une opération de police massive (baptisée Luxor) qui a impliqué des centaines de policiers et des descentes dans une soixantaine de localités dans le pays.

Les cibles du raid étaient de nombreux entités et dirigeants censés faire partie du milieu local de la Confrérie. En juin 2021, aucune accusation formelle n'a encore été déposée et il est impossible d'évaluer les allégations.

BELGIQUE

La mouvance de la Fraternité belge est relativement petite et fragmentée, même si la présence de structures paneuropéennes telles que FIOE et FEMYSO à Bruxelles lui donne une visibilité et une connectivité accrues.

Comme dans la plupart des autres pays européens, à partir des années 1960, les premiers regroupements ont été établis par des étudiants du monde arabe, qui ont créé des organisations telles que l'Union Internationale des Étudiants Musulmans (UIEM) et l'Association Humanitaire pour la Promotion de la Jeunesse (AHPJ).³¹¹ Ces pionniers venaient de tout le monde arabe, mais avec une prédominance des Syriens et, à partir des années 1980 et du début des années 1990, des Tunisiens, des Marocains et des Algériens. Chacun d'entre eux a mis en place ses petites infrastructures, même si la plupart d'entre elles visaient à aider leurs frères dans leur pays d'origine. Certains, opérant le plus souvent de manière individuelle, ont créé une petite clientèle parmi les jeunes de la région, en particulier dans les quartiers les plus déshérités de Bruxelles,

créant souvent une synthèse entre leur approche de type confrérique et le salafisme.³¹²

D'autres ont formé des regroupements plus organisés. Parmi ceux-ci, celui qui a pris forme dans la ville de Verviers est particulièrement remarquable. Un rôle important dans sa formation a été joué par des Syriens de la ville voisine d'Aix-la-Chapelle, ville allemande qui a historiquement été le siège de l'une des principales ailes de la confrérie syrienne en Europe.³¹³ Le groupe de la Confrérie de Verviers a donné naissance à plusieurs organisations, dont les plus importantes sont le Complexe Éducatif et Culturel Islamique de Verviers (CECIV) et la branche belge de la Fondation Al-Aqsa, une entité liée à deux organisations en Allemagne et aux Pays-Bas. Ces entités, qui partageaient des activités et des responsables, ont été accusées de financer le Hamas par leurs gouvernements respectifs ; un rapport de la commission parlementaire belge des renseignements de 2002 a déclaré ouvertement que "le Hamas était présent en Belgique via l'organisation

³¹¹ Brigitte Maréchal, "Courants fondamentalistes en Belgique", MERIA, Volume 3, mars 2008 ; Steve Merley, *The Muslim Brotherhood in Belgium*, NEFA Foundation, 2008. Extrait de : [https:// www.globalmbwatch.com/wp-content/uploads/2013/05/The-Muslim-Brotherhood-in- Belgium.pdf](https://www.globalmbwatch.com/wp-content/uploads/2013/05/The-Muslim-Brotherhood-in-Belgium.pdf) (consulté le 27 août 2021).

³¹² Pour une description de cette dynamique, voir Bernard Rougier, Pierre-François Mansour et Ahmed Almakir, " Molenbeek et la production islamiste à Bruxelles ", dans Bernard Rougier, *Les territoires conquis de l'islamisme*, Paris : PUF, 2020. Pp. 253-80.

³¹³ Felice Dassetto, *L'iris et le croissant : Bruxelles et l'Islam au Défi de la co-inclusion*, Louvain-La-Neuve : Presses Universitaires de Louvain, 2011.

Al-Aqsa à Verviers".³¹⁴ Le ciment des entités de Verviers et d'Aix-la-Chapelle était, du moins au début, Hassan Swaid, qui a occupé divers postes de direction au sein de l'IGD et d'autres entités du milieu des Frères allemands et dont le fils, Khallad, a été président de la FEMYSO.

Les différents groupes du milieu de la Fraternité belge (Verviers, Bruxelles, Liège, Gand, Anvers) sont assez petits et fonctionnent de manière assez indépendante, mais disposent d'une structure nationale dans la Ligue des Musulmans de Belgique (LMB), anciennement Ligue Islamique Interculturelle de Belgique (LIIB).³¹⁵ Deux personnes jouent un rôle clé au sein de la LMB et de ses nombreuses entités satellites : Bassem Hatahet, de nationalité syrienne, et Karim Chemlal, de nationalité marocaine. Les deux hommes, respectivement basés à Bruxelles et à Anvers, occupent des postes de direction dans un réseau complexe d'ONG et d'entreprises dans toute la Belgique et sont sans doute les activistes les plus visibles de la mouvance des Frères belges. Il est révélateur que les deux hommes

ont occupé des postes administratifs et de gardiens pour la FIOE et la FEMYSO. Comme les deux entités pan-européennes sont dirigées par des individus originaires de toute l'Europe, les résidents belges Hatahet et Chemlal ont souvent enregistré à leur nom des contrats et des dépôts pour les deux organisations. Dans la même logique, la LMB est le membre belge de la FIOE et sa section jeunes et étudiants est celle de FEMYSO. Il convient également de noter que la mouvance des Frères-Chevaliers belges semble bénéficier d'un financement important de la part de fondations du Golfe arabe (en particulier, en 2014, la LMB aurait reçu plus d'un million d'euros de Qatar Charity et environ 1,5 million d'euros de Qatar Charity et quelque 150.000 euros de Kuwait Charity).³¹⁶

Attitudes du gouvernement et de la société civile

L'extrémisme islamiste a été, ces dernières années, un sujet de débat important en Belgique, mais il s'est surtout concentré sur le salafisme et le djihadisme. Les Frères musulmans ne sont qu'occasionnellement

³¹⁴ Sénat et Chambre des Représentants de Belgique, Rapport d'activité 2001 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité R), Session du 19 juillet 2002.

³¹⁵ Samir Amghar, "L'Europe, terre d'influence des Frères musulmans", *Politique étrangère*, 2009/2 ; Brigitte Maréchal, "Courants fondamentalistes en Belgique", MERIA, Volume 3, mars 2008 ; Sénat et Chambre des Représentants de Belgique, Rapport d'activité 2001 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité R), Session du 19 juillet 2002.

³¹⁶ Marie-Cécile Royen, "Le Qatar et le Koweït financent la Ligue des musulmans de Belgique", *Le Vif/L'Express*, 10 mars 2016. Consulté sur : https://www.levif.be/actualite/belgique/le-qatar-et-le-koweit-financent-la-ligue-des-musulmans-de-belgique/article-normal-476829.html?cookie_check=1624259790 (Consulté le 21 juin 2021).

débatu dans les médias belges et, comme ailleurs, avec des avis divergents.

Les services de sécurité belges, en revanche, surveillent depuis longtemps la mouvance intérieure des Frères et, sans le lier à la violence, en ont adopté une vision assez négative. Les opinions exprimées par la Sûreté de l'État, l'agence de renseignement intérieure belge, dans ce rapport de 2002 au Parlement belge, résument parfaitement leur point de vue, qui n'a pas substantiellement changé - comme on le voit ci-dessous - au cours des vingt dernières années :

"La Sûreté de l'État suit les activités des Frères musulmans internationalistes en Belgique depuis 1982. Les Frères Musulmans Internationalistes disposent d'une structure clandestine en Belgique depuis plus de 20 ans. L'identité des membres est secrète, ils agissent dans la plus grande discrétion. Ils cherchent à diffuser leur idéologie au sein de la communauté musulmane de Belgique et visent en particulier les jeunes immigrés de deuxième et troisième génération. En Belgique comme dans d'autres pays européens,

ils cherchent à prendre le contrôle des associations sportives, religieuses et sociales, et cherchent à s'imposer comme des interlocuteurs privilégiés des autorités nationales et même européennes pour gérer les affaires islamiques. Les Frères musulmans estiment que les autorités nationales s'appuieront de plus en plus sur les représentants de la communauté islamique pour la gestion de l'islam. Dans ce cadre, ils tentent d'imposer la désignation de personnes influencées par leur idéologie dans les instances représentatives. Pour ce faire, ils ont été très actifs dans le processus électoral des membres de l'organe de gestion de l'islam [en Belgique]. Un autre aspect de cette stratégie consiste à provoquer ou à entretenir des tensions dans lesquelles ils considèrent qu'un musulman ou une organisation musulmane est victime des valeurs occidentales, d'où l'affaire du foulard musulman dans les écoles publiques."³¹⁷

En 2021, la Sûreté de l'État a confirmé son opinion négative sur les objectifs de la Fraternité belge dans une note relative à Ihsane Haouach, qui a occupé pendant une courte période le poste de commissaire du gouvernement auprès de

³¹⁷ " Sénat et Chambre des Représentants de Belgique, Rapport d'activité 2001 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité R), Session du 19 juillet 2002. Récupéré de : <https://www.senate.be/www/?Mlval=/publications/viewPub.html&COL L=S&LEG=2&NR=1171&VOLGNR=1&LANG=fr>

l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.³¹⁸ Elle déclarait :

"Les Frères musulmans sont implantés dans le monde entier et sont présents en Belgique. Outre les implantations purement nationales dans le monde arabe, une tendance "internationale", fortement représentée dans les pays à minorité islamique et qui développe une dynamique propre, a également vu le jour. Dans notre pays, la Ligue des Musulmans de Belgique (LMB) peut être considérée comme la branche belge de la confrérie internationale des Frères musulmans. La LMB et les Frères musulmans belges font généralement partie d'une structure globale, un réseau transnational qui tente, dans une certaine mesure, de diriger et de coordonner les activités des branches nationales et des organisations affiliées aux Frères musulmans. [...]"

"En Europe et en Belgique, les Frères musulmans visent à long terme l'islamisation progressive des sociétés européennes. A plus court terme, leur objectif principal est de protéger et de renforcer l'identité islamique et l'ancrage social de l'islam, interprété de manière orthodoxe. Leur stratégie pour atteindre ces objectifs repose principalement sur l'activisme politico-social, le lobbying et l'entrisme et est menée par une "avant-garde élitiste" de militants des Frères musulmans bien formés. Les Frères musulmans européens optent pour une approche graduelle et extrêmement pragmatique. Ils traitent avec souplesse certains préceptes islamiques orthodoxes, adaptent leur discours à leur public et dissimulent leurs véritables intentions et croyances. [...] Le principal danger, à plus court terme, posé par les Frères musulmans est qu'ils créent un climat de ségrégation et de polarisation, qui peut à son tour constituer un terrain fertile pour une radicalisation (violente) plus poussée."³¹⁹

³¹⁸ Himad Messoudi, "Affaire Haouach : nous avons lu la note de la Sûreté de l'Etat, voici ce qu'elle dit", *Radio Télévision Belge de la Communauté Française*, 13 juillet 2021. Récupéré de : https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_affaire-haouach-nous-avons-lu-la-note-de-la-sûreté-de-l'Etat-voici-ce-qu'elle-dit?id=10803432 (Consulté le 2 septembre 2021). Ihsane Haouach a été commissaire du gouvernement à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Elle est également une fervente partisane du voile dans la sphère publique et, selon la note, elle est proche de la LIIB (devenue LMB).

³¹⁹ Ibid ; document en possession des auteurs.

DANEMARK

La présence de la Fraternité au Danemark est assez faible. Les pionniers qui ont fondé le réseau entre les années 1970 et 1980 étaient pour la plupart des militants de la Confrérie originaires de Syrie et d'autres pays du Levant qui sont venus au Danemark en tant que réfugiés politiques ou étudiants. Ils se sont installés non seulement à Copenhague mais aussi dans de plus petites villes danoises, où ils ont créé leurs propres mosquées et les infrastructures d'influence correspondantes. Selon Ahmed Akkari, un ancien membre du milieu des Frères danois qui a quitté l'organisation à la fin des années 2000, le réseau compte une centaine de membres.³²⁰

Ces dernières années, après quelques conflits internes, Jihad al Farra, médecin d'origine syrienne basé à Copenhague, s'est imposé comme le leader de la mouvance frériste danoise. Farra a fondé le Conseil islamique danois (Dansk Islamisk Råd), l'organisation faïtière du pays liée à la confrérie et membre de la FIOE au Danemark. Le Conseil est basé à la mosquée Hamad bin Khalifa, dans le quartier

de Nørrebro à Copenhague. La construction de la mosquée de 6800 mètres carrés a été soutenue par l'organisation Qatar Charity grâce à un don de 150 millions de couronnes danoises (environ 20 millions d'euros). Farra, qui a fui au Danemark après avoir été persécuté dans sa Syrie natale en raison de ses liens avec la Confrérie, a ouvertement admis être lié à la Confrérie.³²¹ Mais, dans les interviews qu'il a données au moment de la controverse sur la construction de la mosquée, il a déclaré que l'organisation qu'il a fondée est "dépendante et représente diverses tendances musulmanes".³²²

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Le Danemark débat activement de l'islamisme et des Frères musulmans depuis 2001. L'agitation liée aux caricatures représentant le prophète Mohammed publiées par le quotidien danois Jyllands-Posten en 2005 a considérablement influencé le débat. Bien qu'ils ne soient pas à l'origine de la controverse, des individus liés au milieu des Frères danois ont joué un rôle clé dans le débat, mobilisant

³²⁰ Interviewé dans Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

³²¹ Lene Kühle et Malik Larsen, " *Moskeeri Danmark II, En ny kortlægning af danske moskéer og muslimske bedesteder* ", Université d'Aarhus, 2019-2020. Consulté à l'adresse : <https://www.ft.dk/samling/20191/almdel/uuu/spm/479/svar/1704543/2268106.pdf> (Consulté le 19 juin 2021).

³²² Britta Søndergaard, " Imam i ny stormoské har rødder i Det Muslimske Broderskab ", *Kristeligt Dagblad*, 23 août 2013. Consulté sur le site : <https://www.kristeligt-dagblad.dk/danmark/imam-i-ny-stormoske%C3%A9-har-r%C3%B8dder-i-det-muslimske-broderskab> (Consulté le 19 juin 2021).

le réseau mondial des Frères musulmans contre le Danemark, déclenchant ce que de nombreux Danois considèrent comme la plus grande crise de politique étrangère du pays depuis la Seconde Guerre mondiale.³²³

Depuis lors, le sujet des Frères musulmans, malgré la faible présence du groupe dans le pays, revient régulièrement dans les débats publics et politiques. Ces dernières années, la construction de la mosquée Hamad bin Khalifa a suscité une importante controverse. Les ministres du gouvernement ont exprimé leur inquiétude quant aux "forces ayant une vision médiévale de la démocratie, de la liberté et de l'égalité qui tentent d'acheter de l'influence au Danemark par le biais de dons économiques"³²⁴ et ont déclaré qu'ils "considèrent les Frères musulmans comme une organisation profondément problématique" dont les activités au Danemark sont préoccupantes.³²⁵

D'autres, comme l'évêque de Copenhague Peter Skov-Jakobsen, ont écarté ces craintes en faisant valoir que leurs conversations avec feu Jihad al Farra et d'autres personnes leur donnent "une grande confiance dans le fait que nos traditions démocratiques sont si convaincantes que de nombreux musulmans trouveront également ces valeurs intéressantes."³²⁶

Il convient de noter que ces débats ne s'accompagnent pas d'une connaissance généralisée de ce qu'est la Fraternité au Danemark, de la manière dont on peut évaluer ses membres, de ce qu'elle recherche, etc. Si cette connaissance peut être présente au sein des services de sécurité, il n'existe pas d'étude publique sur le sujet et la recherche sur ce sujet tend à manquer de précision.

³²³ Ahmed Akkari, *Min afsked med islamismen : Muhammedkrisen, dobbeltspillet og kampen mod Danmark*, ArtPeople, 2014.

³²⁴ Question S 794 au ministre des Affaires étrangères, Parlement du Danemark, 11 mars 2020. Consulté sur le site : <https://www.ft.dk/samling/20191/spoergsmaal/s794/svar/1641735/2161893/index.htm> (Consulté le 19 juin 2021).

³²⁵ Question n° 1010, par le ministre danois de l'Immigration et du Logement, Parlement du Danemark, 21 octobre 2016. Consulté à l'adresse : <https://www.ft.dk/samling/20151/almindel/uuu/spm/1011/svar/1352717/1679027/index.htm> (Consulté le 19 juin 2021).

³²⁶ Britta Søndergaard, " *Imam i ny stormoské har rødder i Det Muslimske Broderskab* ", *Kristeligt Dagblad*, 23 août 2013. Consulté sur le site : <https://www.kristeligt-dagblad.dk/danmark/imam-i-ny-stormoske%C3%A9-har-r%C3%B8dder-i-det-muslimske-broderskab> (Consulté le 19 juin 2021).

EUROPE DE L'EST

Malgré le peu d'informations publiques disponibles sur le sujet et les différences importantes d'un pays à l'autre, il est juste d'évaluer la présence du réseau des Frères musulmans en Europe de l'Est comme étant, dans l'ensemble, assez limitée.

C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de pays dont la population musulmane indigène est très limitée ou pratiquement inexistante. Dans ces pays, la présence de la Confrérie rappelle quelque peu la dynamique observée dans les pays d'Europe occidentale il y a quelques décennies, lorsque des poignées d'activistes liés à la Confrérie, pour la plupart des étudiants, ont créé les premières organisations. Dans des pays comme la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, la Croatie et la Roumanie, en fait, des activistes éparpillés liés à la Confrérie (leur proximité avec une branche établie de la Confrérie variant de proche à purement idéologique) ont créé les embryons d'une présence de la Confrérie - souvent en établissant, à la manière typique de la Confrérie, plusieurs organisations qui n'ont pratiquement aucun membre à part une poignée d'individus.³²⁷ Certaines de ces entités, en dépit de leur petite taille

sont des membres officiels de la FIOE et de FEMYSO.

Le milieu polonais est sans doute le plus actif et le mieux connecté, du moins en termes comparatifs, des groupes de confréries dans les pays d'Europe de l'Est sans grande population musulmane. Le milieu polonais a été créé à la fin des années 1990 et au début des années 2000, en grande partie par des étudiants du Moyen-Orient (avec une importante composante palestinienne) et voit son centre officiel dans la Ligue musulmane (Liga Muzułmańska w Rzeczypospolitej Polskiej) et ses nombreuses entités satellites (qui sont membres de la FIOE et du FEMYSO). À la différence des autres milieux d'Europe de l'Est, certains militants du milieu de la Fraternité polonaise ont occupé des postes de direction dans des entités paneuropéennes de la Fraternité (en particulier, Abdul Jabbar Koubaisy a siégé au conseil d'administration d'Europe Trust). Le milieu a été au centre du débat en Pologne pour diverses controverses, notamment la construction d'un grand centre islamique à Varsovie.³²⁸

Mais la dynamique n'est pas très différente dans les pays d'Europe de l'Est qui comptent une importante population musulmane indigène.

³²⁷ *Activités des Frères musulmans en Europe centrale et orientale - République tchèque, Pologne et Serbie*, projet Globsec et contre-extrémisme, 2020.

³²⁸ Agnieszka Rybak, Aleksandra Rybińska, "Meczet, pediastra i radykalni islamisci," *Rzeczpospolita*, 5 juin 2016. Récupéré de : <https://www.rp.pl/artykul/489702-Meczet--pediatria-i-radykalni-islamisci.html> (consulté le 19 juin 2021).

Dans des pays comme l'Albanie ou le Kosovo, en fait, la présence de la Confrérie est également limitée, et les entités qui, par le biais de divers éléments (y compris leur appartenance à la FIOE et aux FEMYSO) et avec différents degrés d'intensité, peuvent être rattachées à la Confrérie sont de petite taille et ont une faible capacité de mobilisation. La Bosnie-Herzégovine constitue une exception partielle. Les réseaux proches de la Confrérie ont établi une présence dans le pays et les régions voisines depuis le début des années 1990, lorsqu'ils ont créé des ONG qui assuraient des services humanitaires et, dans certains cas, apportaient un soutien aux combattants impliqués dans le conflit qui ensanglantait le pays à l'époque (comme le montre le cas d'Ayman Ali, mentionné plus haut).

La plupart des Frères qui ont opéré en Bosnie et dans les environs pendant la guerre sont partis après la fin du conflit. Néanmoins, les réseaux mondiaux de la Confrérie ont trouvé des alliés dans des personnalités locales de premier plan, telles que l'ancien président Alija Izetbegović et les anciens et actuels grands muftis du pays, respectivement Mustafa Cerić et Husein Kavazović, qui ont également été membres de l'ECFR. Néanmoins, en dépit de ces connexions et de la

Présence de diverses organisations dans l'orbite de la FIOE/FE- MYSO, la présence de la Confrérie dans le pays semble être relativement faible en taille et en influence.³²⁹

Enfin, il y a de fortes indications que le milieu de la Confrérie en Ukraine en est venu à jouer un rôle relativement important dans la structure paneuropéenne de la Confrérie. L'organisation locale de la Confrérie, Arraid, a été créée et est dirigée par des immigrés du Moyen-Orient qui sont venus en Ukraine (souvent à une époque où le pays faisait encore partie de l'Union soviétique) en tant qu'étudiants, mais elle vise à étendre sa portée à la population musulmane tatare autochtone.³³⁰ Arraid est membre de la FIOE et de FEMYSO et Basil Marei, l'un des principaux dirigeants d'Arraid, a occupé des postes clés au sein de la FIOE et d'Europe Trust.

Malgré cette faible présence, il semble que le réseau européen des frères et sœurs ait intérêt à étendre son influence en Europe de l'Est. En témoignent le nombre croissant d'événements que le réseau organise dans la région et le rôle grandissant accordé aux organisations et aux militants de la région.

³²⁹ *Activités des Frères musulmans en Europe centrale et orientale - Rapport final : Macédoine du Nord, Bosnie et Herzégovine et les conclusions de la région*, projet Globsec et Counter-Extremism, 2020.

³³⁰ Anya Munster, "Islamisation in Eastern Europe, a case study of Arraid in Ukraine", *Institut für Islam- fragen*, 2009. Consulté sur le site : <https://www.islaminstitut.de/en/2009/english-islamisation-in-eastern-europe-a-case-study-of-arraid-in-ukraine/> (Consulté le 19 juin 2021).

FRANCE

La présence de réseaux liés aux Frères musulmans en France est l'une des plus importantes d'Europe.³³¹ Comme au Royaume-Uni, ce sont les liens coloniaux et les entrées dans les universités qui ont amené les premiers pionniers de la confrérie en France dans les années 1960 et 1970. Certains militants de premier plan, comme les futurs chefs des Frères musulmans au Liban et au Soudan respectivement, Fayçal Mawlawi et Hassan al Turabi, ont été actifs dans des organisations étudiantes musulmanes pendant leur séjour en France, mais sont ensuite retournés dans leur pays. D'autres sont restés et ont joué un rôle clé dans l'expansion du milieu des Frères français.

Un rôle crucial dans le développement de la

mouvance a été joué par des activistes tunisiens liés au Mouvement de la Tendance Islamique (MTI), le précurseur de l'actuel Mouvement Ennahdha.³³² Plusieurs membres clés du MTI, qui ont depuis joué des rôles institutionnels majeurs dans la Tunisie de l'après-Printemps arabe, étaient actifs sur la scène étudiante française dans les années 1970 et au début des années 1980.³³³ En raison de liens historiques tout aussi forts, les activistes algériens et marocains représentaient également des circonscriptions relativement importantes. Conséquence logique de cette dynamique, qui est en quelque sorte une particularité de la Fraternité française, ce sont principalement des militants nord-africains (à l'exception notable de l'étudiant de la Sorbonne d'origine irakienne Mahmoud Zouhair) qui, en 1983, ont formé l'Union des Organisations Islamiques en France (UOIF) - qui, en 1983, a été créée par les Frères musulmans.

³³¹ Un rapport du Sénat français de 2020 suggère que les Frères musulmans "comptent environ 50 000 personnes". Cette estimation fait probablement référence aux individus impliqués de diverses manières dans les organisations liées au mouvement. Le nombre de personnes qui sont des membres à part entière de la Confrérie dans le pays est probablement beaucoup plus faible (selon les estimations d'anciens membres, entre un et deux mille). Voir Sénat, *Rapport au nom de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*, 7 juillet 2020. Consulté sur le site : http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202007/rapport_de_la_commission_denquete_sur_les_reponses_apportees_par_les_autorites_publicques_au_developpement_de_la_radicalisation_islamiste_et_les_moyens_de_la_combattre.html (Consulté le 19 juin 2021) ; Pour des entretiens avec d'anciens membres, voir Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

³³² Samir Amghar, " L'Europe met les islamistes à l'épreuve : les Frères musulmans (France, Belgique, Suisse) ", *Politique méditerranéenne*, 13(1):63-77, 2008 ; Anne Wolf, *Political Islam in Tunisia : The History of Ennahda*, Londres : Hurst, 2017.

³³³ " Retour sur le parcours politique de Hamadi Jebali ", *Leaders*, 14 décembre 2011. Consulté sur : <https://www.leaders.com.tn/article/7198-retour-sur-le-parcours-politique-de-hamadi-jebali> (Consulté le 19 juin 2021).

2017 a changé son nom en Musulmans de France, MF).³³⁴

L'UOIF/MF est l'une des organisations liées à la Fraternité les plus importantes et les plus influentes d'Europe. En France, perfectionnant le modèle typique de toutes les entités européennes liées à la confrérie, l'UOIF/MF a créé un large réseau d'entités qui remplissent diverses tâches : des organisations de jeunes (Jeunes Musulmans de France), d'étudiants (Etudiants Musulmans de France) et de femmes (Ligue Française de la Femme Musulmane), diverses écoles (comme le Lycée-Collège Averroès de Lille, premier lycée islamique de France), des sociétés d'édition et d'organisation d'événements (Gedis et Bayane Editions), une entité chargée de gérer ses propriétés (Al Waqf France), et plusieurs autres entreprises commerciales. Nombre de ces entités ont leur siège social et/ou sont enregistrées dans les vastes locaux de l'UOIF/MF à La Courneuve, dans la banlieue nord de Paris. Par ailleurs, l'UOIF/MF est également une fédération d'entités locales (mosquées, organisations islamiques...) dispersées sur l'ensemble du territoire français.³³⁵

Mais c'est au niveau européen que l'importance de la Fraternité française devient manifeste.

Le petit groupe d'individus qui, depuis sa fondation, a dirigé la mouvance française, a joué un rôle disproportionné dans la création et le fonctionnement de la structure paneuropéenne de la Fraternité. Comme nous l'avons vu plus haut, en fait, le milieu français de la Fraternité a joué un rôle déterminant dans la fondation de la FIOE, en participant à la réunion de Madrid en 1984 qui a constitué la première étape de la formation de l'organisation, puis en étant intimement impliqué dans la dynamique qui a conduit à la fondation en 1989. Il est révélateur que quatre des huit directeurs initiaux de la FIOE (Ahmed Jaballah et son épouse Noura, Fouad Alaoui, et Abdallah ben Mansour) étaient des dirigeants de premier plan de l'UOIF. Et, tout aussi révélateur, l'adresse fournie par FIOE (même après avoir changé son nom en Conseil des Musulmans d'Europe en 2020) dans ses déclarations en Belgique, où elle a son bureau principal, est celle du siège de l'UOIF (20, rue de la Prévôté, 93120-La Courneuve), un fait qui montre une interdépendance indéniable. Sans surprise, Musulmans de France (l'organisation qui a succédé à l'UOIF) est, avec l'Association des femmes musulmanes qui lui est liée et la Société médicale Ibn Sina, le membre français de la FIOE.

³³⁴ Samir Amghar, " L'Europe met les islamistes à l'épreuve : les Frères musulmans (France, Belgique, Suisse) ", *Politique méditerranéenne*, 13(1):63-77, 2008 ; Hakim el Karoui, *La Fabrique de l'Islamisme*, rapport de l'Institut Montaigne, septembre 2018. Consulté sur : <https://www.institutmontaigne.org/publications/la-fabrique-de-lislamisme> (consulté le 19 juin 2021).

³³⁵ Hakim el Karoui, *La Fabrique de l'Islamisme*, rapport de l'Institut Montaigne, septembre 2018. Récupéré à partir de : <https://www.institutmontaigne.org/publications/la-fabrique-de-lislamisme> (consulté le 19 juin 2021).

La mouvance française a joué un rôle tout aussi important dans la formation de FEMYSO. Comme on l'a vu, les JMF (Jeunes Musulmans de France) étaient l'une des trois organisations de jeunesse européennes qui ont "reçu la responsabilité" de créer une organisation de jeunesse paneuropéenne lors de la réunion de Stockholm en 1995 et ont participé à la réunion suivante à Birmingham, où la FEMYSO a été créée.³³⁶ Les Etudiants Musulmans de France (EMF) et la section parisienne de l'IESH sont les deux autres membres français de la FEMYSO.³³⁷

De plus, l'IESH est une quintessence de la mouvance de la Fraternité française. La branche originale de l'école a été fondée à la campagne (dans la région Bourgogne-Franche-Comté) et, au fil du temps, un autre grand campus a été ajouté en région parisienne. Des personnalités de la Fraternité française occupent la plupart des postes de direction de l'IESH. De même, plusieurs hauts responsables de la mouvance de la Fraternité française, souvent les mêmes, occupent des postes de direction au sein de l'IESH. De la même façon, plusieurs membres importants de la mouvance de la Fraternité française, en grande

partie les mêmes individus, servent dans des postes de direction à l'ECFR et à Europe Trust. Fait révélateur, Ahmed Jaballah a occupé à un moment ou à un autre un poste dans les cinq organisations paneuropéennes.

On peut soutenir que l'une des principales raisons pour lesquelles la mouvance française a joué ce rôle est son accès aux financements, dont la plupart proviennent du Golfe arabe. Les services de sécurité français parlent en effet de financements importants, notamment dans la construction de centres islamiques.³³⁸ Certaines de ces dynamiques ont été parfaitement saisies dans des documents fuités de Qatar Charity publiés dans le livre d'investigation *Qatar Papers* de 2019.³³⁹ Les documents montrent que l'organisation caritative a dépensé quelque 14 millions d'euros rien qu'en 2014 pour 15 projets en France qui allaient de la construction de petites et grandes mosquées au financement de l'IESH (à hauteur, selon des documents internes, de millions d'euros).³⁴⁰

Confirmant l'importance internationale de la mouvance, les militants français dans la direction du bureau londonien de

³³⁶ Histoire, La Fédération des organisations européennes de la jeunesse et des étudiants musulmans. Récupéré de : <https://femyso.org/history/> (consulté le 19 décembre 2019).

³³⁷ Voir pour référence : "A list of FEMYSO'S member organisations", FEMYSO. Consulté sur : <https://femyso.org/we-are-femyso/member-organisations/> (Consulté le 22 juin 2021).

³³⁸ Sénat, *Rapport au nom de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*, 7 juillet 2020.

³³⁹ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019.

³⁴⁰ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019.

Qatar Charity, dévolue aux dons pour l'Europe est, sans surprise, très important. Les documents déposés en 2017 par Nectar Trust (comme Qatar Charity UK a été connu après avoir officiellement déposé un changement de nom la même année) montrent que deux des administrateurs du Trust sont basés en France.³⁴¹ Les deux, Mahfoud Zaoui et Ayyoub Abouliakin, sont également administrateurs de Passerelles, une société basée en France. Les documents de Nectar indiquent en outre que Passerelles a reçu quelque 8 millions de livres "pour deux projets de centres communautaires à Mulhouse et Strasbourg au cours de 2016/17." Zaoui est un pneumologue d'origine algérienne qui siège au conseil d'administration d'Al Wakf France, le bras financier de l'UOIF.³⁴² Il est basé à Mulhouse, où Nectar Trust finance, par le biais de Passerelles, un centre islamique que le media qatari décrit comme "la plus grande installation de ce type

en Europe ", situé stratégiquement à la frontière entre la France, l'Allemagne et la Suisse.³⁴³ Le centre est géré par l'Association musulmane d'Alsace (AMAL), l'affilié local de l'UOIF. Ayyoub Abouliakin, l'autre administrateur français de Nectar, a été par le passé secrétaire général de l'AMAL.³⁴⁴

Alors que l'UOIF/Musulmans de France est la "centrale de la Confrérie" en France, ces dernières années ont vu l'émergence d'activistes et d'organisations dont les liens avec l'UOIF et le "courant principal" de la Confrérie française ne sont que partiels et indirects.³⁴⁵ Parmi ces entités, dont beaucoup ont été créées et/ou sont dirigées, contrairement à l'UOIF, par des militants nés en France, on peut citer le Comité Contre l'Islamophobie en France (CCIF) et Barakacity.³⁴⁶

³⁴¹ Nectar Trust, rapport des administrateurs pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Consulté sur : <https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search/-/charity-details/5024715/accounts-and-annual-returns> (Consulté le 19 juin 2021).

³⁴² Rapport d'Activité du Fonds de Dotation Al Wakf France, 2014. Consulté sur : https://www.journal-officiel.gouv.fr/document/associations_a/794458620_31122014 (Consulté le 19 juin 2021).

³⁴³ " Qatar Charity building QR110m Islamic centre in France ", *The Peninsula*, 16 juin 2016. Consulté sur : <https://www.thepeninsulaqatar.com/news/qatar/385133/qatar-charity-building-qr110m-islamic-centre-in-france> (Consulté le 19 juin 2021).

³⁴⁴ Frédérique Meichler, " Mosquée An-Nour : reprise du chantier ", *L'Alsace*, 30 avril 2015. Consulté sur : [https://www.lalsace.fr/haut-rhin/2015/04/30/mosquee-an-nour-reprise-du-chantier#:~:text=Apr%C3%A8s%20quelques%20d%C3%A9boires%20et%20une,%C3%A0%20%C3%AAtre%20visibles%20en%20surface.\(consult%C3%A9%20le%2019%20juin%202021\).](https://www.lalsace.fr/haut-rhin/2015/04/30/mosquee-an-nour-reprise-du-chantier#:~:text=Apr%C3%A8s%20quelques%20d%C3%A9boires%20et%20une,%C3%A0%20%C3%AAtre%20visibles%20en%20surface.(consult%C3%A9%20le%2019%20juin%202021).)

³⁴⁵ Entretien des auteurs avec un fonctionnaire du gouvernement français, Paris, novembre 2019.

³⁴⁶ Il convient de noter que les deux entités nient tout lien de quelque nature que ce soit avec la Confrérie. Voir Sénat, *Rapport au nom de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*, 7 juillet 2020 ; Hakim el Karoui, *La Fabrique de l'Islamisme*, rapport de l'Institut Montaigne, septembre 2018.

Il convient également de noter que plusieurs personnalités charismatiques appartenant à la Confrérie dans leur pays d'origine et ayant des degrés divers (y compris aucun) de connectivité avec le milieu de la Confrérie française ont créé pendant des décennies de petits réseaux d'influence au niveau local. Plusieurs de ces individus, opérant souvent à partir de salles de prière improvisées dans les quartiers les plus défavorisés des villes françaises, ont attiré de petites congrégations d'adeptes. Ces prédicateurs ont souvent imprégné leurs antécédents de Fraternité de vues et de style de prédication salafistes et, dans certains cas, les groupes qui se sont formés autour d'eux se sont radicalisés dans le militantisme djihadiste.³⁴⁷

Attitudes du gouvernement et de la société civile

La proximité de l'UOIF/Musulmans de France avec les Frères musulmans n'est pas très contestée, si ce n'est sur le plan sémantique.

Les autorités françaises ont l'habitude de les qualifier de "liés" ou "d'émanation" de la Confrérie. Même les membres les plus anciens du milieu admettent le lien. Tareq Oubrou, un imam bordelais de premier plan qui a longtemps été affilié à l'UOIF, a admis que la décision prise par l'organisation en 2017 de changer son nom en Musulmans de France était une tentative de "prendre ses distances" avec les Frères musulmans.³⁴⁸ De même, l'ancien président de l'UOIF, Amar Lasfar, a déclaré : "Nous ne faisons pas partie des Frères musulmans ; en revanche, nous nous inscrivons dans leur courant de pensée."³⁴⁹

Les relations entre l'UOIF/MF et l'État français ont été complexes. Un moment-clé a été marqué par les protestations que l'UOIF, à l'époque assez peu connue, a lancées en 1989 contre la décision d'un lycée de la ville de Creil de suspendre trois élèves musulmans de sexe féminin pour avoir refusé d'enlever leur

³⁴⁷ Pour une étude de cas révélatrice de cette dynamique, voir Hugo Micheron, "Toulouse : la machine de prédication ou la fabrication sociale du djihadisme", in Bernard Rougier, *Les territoires conquis de l'islamisme*, Paris : PUF, 2020. Pp. 225-51.

³⁴⁸ Loup Besmond de Senneville, "L'UOIF devient 'Musulmans de France'", *La Croix*, 28 février 2017. Consulté sur : <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/LUOIF-devient-Musulmans-France-2017-02-28-1200828273> (Consulté le 19 juin 2021).

³⁴⁹ Élise Racque, "L'Union des organisations islamiques de France change de nom pour redorer son image", *La Croix*, 17 avril 2017. Consulté sur : <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/LUnion-organisations-islamiques-France-change-pour-redorer-son-image-2017-04-17-1200840107> (Consulté le 19 juin 2021).

hijab.³⁵⁰ L'incident a procuré à l'UOIF une notoriété nationale et l'a amené à se présenter comme le défenseur des droits des musulmans français contre l'État français. C'est aussi le début d'une confrontation apparemment sans fin entre la mouvance des Frères français et l'État français sur le concept de laïcité et ses applications pratiques.

Depuis lors, les relations ont été essentiellement conflictuelles, mais, dans le même temps, l'UOIF a été de plus en plus reconnue par l'État français comme un interlocuteur. En 1999, le Conseil d'État français a rejeté la demande d'un des dirigeants de l'UOIF (Abdallah ben Mansour) d'obtenir la citoyenneté française au motif que l'UOIF était une "fédération à laquelle étaient affiliés plusieurs mouvements extrémistes prônant le rejet des valeurs essentielles de la société française".³⁵¹ La même année, l'UOIF a été invitée pour la première fois à participer au dialogue complexe sur l'institutionnalisation de l'islam.

La décision d'inclure l'UOIF dans le dialogue complexe sur l'institutionnalisation de l'islam a été critiquée par de nombreuses personnes, mais Nicolas Sarkozy a fait valoir que "lorsqu'un "radical" est intégré dans une structure officielle, il perd sa radicalité car il devient partie prenante d'un dialogue".³⁵² La décision d'inclure l'UOIF a été critiquée par beaucoup, mais Sarkozy a fait valoir "qu'une fois qu'un "radical" est intégré dans une structure officielle, il perd son radicalisme car il devient partie prenante d'un dialogue".³⁵³

L'intégration de l'UOIF a été le point culminant de la stratégie menée par l'organisation depuis dix ans pour être perçue comme un interlocuteur modéré et fiable de l'État.³⁵⁴ Par conséquent, en mars 2004, lorsque le Parlement français a adopté une nouvelle loi controversée interdisant tous les symboles et vêtements religieux dans les écoles publiques, l'UOIF est restée remarquablement silencieuse, s'abstenant de participer à la manifestation.

³⁵⁰ Yohan Blavignat, " L'affaire des "foulards de Creil" : la République laïque face au voile islamique ", *Le Figaro*, 27 juillet 2018. Récupéré à partir de : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/07/27/01016-20180727ARTFIG00053-l-affaire-des-foulards-de-creil-la-republique-laïque-face-au-voile-islamique.php> (consulté le 19 juin 2021).

³⁵¹ Conseil d'État, 7 juin 1999, n° 178449, Ben Mansour. *Revue de l'Actualité Juridique Française*. Extrait de : <https://www.rajf.org/spip.php?article330> (Consulté le 24 avril 2021).

³⁵² Sénat, *Rapport au nom de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*, 7 juillet 2020.

³⁵³ Nicolas Sarkozy, *La République, les Religions, l'Espérance*, Paris : Éditions du Cerf, 2004, page 100.

³⁵⁴ *La France face à ses Musulmans : Émeutes, Jihadisme et Dépolitisation*, rapport de l'International Crisis Group, 9 mars 2006. Pp. 6-9. Consulté sur le site : <https://www.crisisgroup.org/fr/europe-central-asia/western-europemediterranean/france/france-and-its-muslims-riots-jihadism-and-depoliticisation> (Consulté le 19 juin 2021) ; Frank Peter, "Leading the Community of the Middle Way : A Study of the Muslim Field in France", *The Muslim World*, volume 96, octobre 2006, page 714.

dans les manifestations qui ont été organisées non seulement en France mais aussi dans le monde entier.³⁵⁵ Azzam Tamimi, un dirigeant du milieu des Frères britanniques qui a sévèrement critiqué cette décision, explique que l'UOIF a opté pour cette position plus modérée car elle est "contre toute activité qui pourrait provoquer une confrontation avec les pouvoirs publics."³⁵⁶ Alors qu'en 1989, la question du hijab constituait une occasion parfaite de faire connaître l'UOIF à la communauté musulmane française comme un défenseur acharné de la "dignité des musulmans", quinze ans plus tard, elle constitue un piège dangereux à éviter.³⁵⁷ La loi ayant été adoptée avec le soutien écrasant de la plupart des forces politiques, l'UOIF ne voyait aucun avantage pratique à contester l'établissement.

Depuis lors, la relation entre le milieu UOIF/Musulmans de France et l'État français a connu des hauts et des bas. D'une part, ses affiliés sont de plus en plus inclus dans les initiatives publiques et sont de plus en plus conscients de leurs responsabilités.

D'une part, elle est considérée comme un partenaire fiable par de nombreuses municipalités au niveau local. D'autre part, elle fait régulièrement l'objet d'un examen minutieux de la part des médias et des politiciens français pour ses positions sur la laïcité ou pour les déclarations controversées des prédicateurs qui lui sont affiliés.

Les tensions se sont considérablement accrues depuis 2019, le gouvernement d'Emmanuel Macron ayant identifié l'islamisme, le séparatisme et le communautarisme comme incompatibles avec les valeurs républicaines françaises. Cela a coïncidé avec un discours public croissant, qui trouve un large consensus dans le spectre politique français, qui considère toutes les formes d'islamisme, y compris les formes non violentes, comme hautement problématiques. Le milieu des Frères français a donc été au centre d'un barrage de critiques émanant de divers secteurs de la société française, qui sont bien décrites dans un rapport du Sénat français de 2020.³⁵⁸ Le rapport avertit que les Frères constituent la menace la plus aiguë pour la France en raison de leur modération apparente, car il s'agit d'une simple tactique.

³⁵⁵ Entretien avec le président de l'UOIF, Lhaj Thami Breze, La Courneuve, mai 2009 ; Xavier Tenisien, "Prière Nationale' Musulmane à La Courneuve pour Concilier Solidarité et Revendication du Voile," *Le Monde*, 5 septembre 2004. Consulté sur le site : https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/09/04/priere-nationale-musulmane-a-la-courneuve-pour-concilier-solidarite-et-revendication-du-voile_377862_1819218.html (Consulté le 19 juin 2021) ; Vincent Geisser et Aziz Zemouri, *Marianne et Allah : Les Politiques Français face à la "Question Musulmane"*, Paris : La Découverte, 2007, page 116.

³⁵⁶ Xavier Tenisien, *Les Frères Musulmans*, Paris : Fayard, 2005, page 127.

³⁵⁷ Gilles Kepel, *Allah en Occident : Islamic Movements in America and Europe*, Palo Alto, CA : Stanford University Press, 1997, page 187.

³⁵⁸ Sénat, *Rapport au nom de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*, 7 juillet 2020.

Ils ont recours à la duperie du système et à l'"entrisme". Les Frères musulmans, affirme le rapport, mènent un projet salafiste sous le couvert d'une apparence de modernité.³⁵⁹ En outre, le rapport reprend à son compte la théorie d'éminents universitaires français tels que Bernard Rougier, Gilles Kepel et Hugo Micheron, qui affirment que les Frères, ainsi que les salafistes, créent un "écosystème islamiste" qui, dans le meilleur des cas, aliène les musulmans français du reste de la société, mais constitue souvent aussi un terrain propice à la radicalisation violente.

Cette approche a également été adoptée par le président français Emmanuel Macron. Dans un discours marquant prononcé en avril 2019, Macron a d'abord présenté ses préoccupations concernant "le communautarisme qui s'est installé dans certains quartiers de la République. Nous parlons de personnes qui, au nom d'une religion, poursuivent un projet politique - celui d'un islam politique qui veut faire sécession de notre République. Et là-dessus, j'ai demandé au gouvernement d'être in- tractable."³⁶⁰ Macron a renforcé ce point dans un second discours près d'un an plus tard, à l'occasion de la Journée

internationale de la femme.

dans lequel il a détaillé un ensemble d'initiatives pour contrer l'appel intérieur de l'islamisme en France. "Nous ne devons jamais accepter que les lois de la religion puissent être supérieures à celles de la République", a-t-il déclaré. "Le séparatisme islamiste est incompatible avec la liberté et l'égalité, incompatible avec l'indivisibilité de la République et la nécessaire unité de la nation."³⁶¹

Depuis lors, plusieurs projets de loi introduits par le gouvernement et d'autres forces politiques visant à lutter contre l'influence de l'islamisme dans la société française ont été discutés au Parlement français - à l'heure où nous écrivons ces lignes, aucun d'entre eux n'a atteint la fin de sa trajectoire parlementaire. Entre-temps, et particulièrement après l'assassinat du professeur de lycée français Samuel Paty, les autorités françaises ont également agi contre diverses organisations liées à la Confrérie qu'elles considéraient comme extrémistes. En particulier, les autorités ont dissous BarakaCity et le CCIF s'est dissous lui-même peu avant que les autorités françaises n'émettent un décret pour le dissoudre (le CCIF s'est depuis réinstallé à Bruxelles).³⁶²

³⁵⁹ Ibid.

³⁶⁰ Conférence de presse à l'issue du Grand Débat National, Présidence de la République Française, 25 avril 2019. Récupérée sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/04/25/conference-de-presse-grand-debat-national> (consulté le 26 août 2021).

³⁶¹ Ibid.

³⁶² JORF n°0292 du 3 décembre 2020 : Décret du 2 décembre 2020 portant dissolution d'un groupe - ment de fait. Journal Officiel de la République Française. Consulté à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042602019> (Consulté le 19 juin 2021) ; Paule Gonzales, " Islamisme : le Conseil d'État confirme la dissolution de l'association BarakaCity ", *Le Figaro*, 25 novembre 2020. Récupéré sur : <http://www.islamophobie.net/les-nombreuses-contre-verites-sur-le-ccif/> (Accès : 27 mai 2021).

ALLEMAGNE

L'Allemagne abrite l'une des présences des Frères musulmans les plus anciennes et les plus en vue en Europe, sans doute la deuxième après celles du Royaume-Uni et de la France. Son histoire remonte à la fin des années 1950, lorsque Said Ramadan, gendre d'Hassan al Banna et l'un des plus importants pionniers de la confrérie en Europe, a d'abord étudié à Cologne, puis a joué un rôle clé dans la construction d'une grande mosquée à Munich, l'une des premières entreprises de ce type en Europe.³⁶³ Depuis lors, le Centre islamique de Munich (IZM) est devenu une plaque tournante de la Confrérie, non seulement en Allemagne mais dans le monde entier - il est révélateur que trois des huit guides généraux de la Confrérie égyptienne aient passé beaucoup de temps à Munich.³⁶⁴

Tout aussi important dans l'histoire de la Confrérie, tant en Allemagne qu'en Europe, est le rôle joué par l'organisation qui a vu le jour dans la mosquée de Munich.

(dans ses différentes itérations : d'abord Islamische Gemeinschaft Süddeutschland, puis Islamische Gemeinschaft Deutschland, IGD, et enfin, en 2018, Deutsche Muslimische Gemeinschaft, DMG) en est venue à occuper au fil du temps la place de principale organisation publique de la Confrérie en Allemagne.³⁶⁵ Une analyse des six présidents que l'IGD/DMG a eus depuis sa fondation montre clairement les liens très médiatisés de l'organisation avec la Confrérie. Après Said Ramadan et une brève parenthèse pendant laquelle elle a été dirigée par un étudiant pakistanais, IGD a été dirigée pendant 29 ans par Ghaleb Himmat, le partenaire commercial de longue date de Yusuf Nada et un autre pionnier historique de la Confrérie en Europe (et le père d'un président et d'un vice-président du FEMYSO).

En 2002, après que Himmat ait été contraint de signer à nouveau après avoir été désigné comme un financier du terrorisme par les Nations Unies³⁶⁶ la présidence de l'IGD est passée à Ibrahim el Zayat, l'activiste que les services de sécurité allemands surnomment

³⁶³ Ian Johnson, *Une mosquée à Munich : Nazis, the CIA, and the Rise of the Muslim Brotherhood in the West*, (Boston : Houghton Mifflin Harcourt Trade), 2010 ; *Zwischen Halbmond und Hakenkreuz*, documentaire ARD, 19 juillet 2006 ; dépôt de la Moscheebau Kommission, Munich Amtsgericht, 29 mars 1960.

³⁶⁴ *Islamistische Organisationen in Nordrhein-Westfalen*, rapport du Ministerium des Innern des Landes Nordrhein-Westfalen, 2009, page 44 ; Ian Johnson, "The Brotherhood's Westward Expansion", *Current Trends in Islamist Ideology*, 5 février 2008.

³⁶⁵ Verfassungsschutzbericht, Baden-Württemberg. Ministerium für Inneres, Digitalisierung und Migration, 2019. Consulté à l'adresse : https://www.baden-wuerttemberg.de/fileadmin/redaktion/m-im/intern/dateien/publikationen/20200615_Verfassungsschutzbericht_2019.pdf (Consulté le 19 juin 2021).

³⁶⁶ L'accusation, comme on l'a vu, a été abandonnée des années plus tard.

"l'araignée dans la toile des organisations islamistes" et l'un des dirigeants les plus en vue de la Fraternité européenne, avec des postes de direction dans pratiquement toutes les entités paneuropéennes.³⁶⁷ En 2009, El Zayat a passé la barre à Samir Falah, qui l'a à son tour passée à Khallad Swaid en 2017. Suivant le schéma typique de la Fraternité européenne, Falah et Swaid ont tous deux occupé des postes de direction dans diverses organisations de jeunesse allemandes et au niveau international (plus précisément, Falah est l'actuel président de FIOE/CEM et Swaid a été président de FEMYSO de 2002 à 2006 et de IIFSO).

Dans le mode typique de la confrérie, la galaxie IGD/ DMG comprend de nombreuses entités locales et spécialisées souvent dirigées par une petite clique de militants et leurs proches (à cet égard, la famille El Zayat est particulièrement remarquable par son omniprésence). Par ailleurs, d'autres groupes liés

à la Fraternité, avec des degrés de connectivité variables, parsèment le panorama complexe de la Fraternité allemande. Parmi eux, l'un des plus anciens est celui qui gravite autour de la mosquée Bilal d'Aix-la-Chapelle. Fondée en 1978 par Issam al Attar, elle a été l'une des principales plaques tournantes de la branche syrienne de la confrérie pendant des décennies.³⁶⁸ Beaucoup plus récent est le centre de Dresde, qui s'articule autour de la Sächsische Begegnungsstätte, aujourd'hui dissoute, et du Marwa Elsherbiny Kultur und Bildungszentrum, l'une des premières entités liées à la Confrérie dans les régions orientales de l'Allemagne.³⁶⁹

Confirmant l'importance du milieu, de nombreux dirigeants allemands liés à la Confrérie ont fréquemment occupé des postes à responsabilité dans les entités paneuropéennes du réseau. L'IGD est un membre fondateur de la FIOE et, alors qu'Ibrahim el Zayat a occupé le poste d'administrateur de la FIOE, il a été nommé président de l'IGD.

³⁶⁷ Uta Rasche, "Spinne im Netz der Muslime in Deutschland : Die Macht des Ibrahim El Zayat." *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 mai 2007 ; Andrea Brandt, "Wendiger Weltmann", *Der Spiegel*, 25 mars 2008 ; Helmut Frangenberg et Dettlef Schmalenberg, "El-Zayat, der Herr der Moscheen", *Kölner Stadt-Anzeiger*, 20 mars 2009.

³⁶⁸ Guido Steinberg, "L'Allemagne et les Frères musulmans", dans *L'Occident et les Frères musulmans - La hotte après le printemps arabe*, Centre de recherche et d'études Al-Mesbar et Institut de recherche en politique étrangère, 2013 ; *Die Muslimbruderschaft in Deutschland*, rapport de la Bundeszentrale für politische Bildung, 2019.

³⁶⁹ Verfassungsschutz, Freistaat Sachsen, Sächsisches Staatsministerium des Innern, 2019. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20201020231252/https://www.verfassungsschutz.sachsen.de/1913.htm> (Consulté le 19 juin 2021) ; Bayerisches Staatsministerium des Innern, für Sport und Integration Verfassungsschutzbericht Bavaria 2019. Consulté sur : <https://www.stmi.bayern.de/med/pressemitteilungen/pressearchiv/2020/119c/index.php> (Consulté le 19 juin 2021) ; *Die Muslimbruderschaft in Deutschland*, rapport de la Bundeszentrale für politische Bildung, 2019. Consulté sur : <https://www.bpb.de/politik/extremismus/islamismus/290422/die-muslimbruderschaft-in-deutschland> (Consulté le 19 juin 2021).

L'ancien président de l'IGD, Samir Falah, est actuellement président de la FIOE/CEM. De même, Ibrahim el Zayat et l'actuel chef de l'IGD/DMG, Khallad Swaid, ont tous deux été présidents du FEMYSO.

L'Allemagne abrite également une branche locale de l'IESH, l'Europäisches Institut für Humanwissenschaften (EIHw), basé à Francfort. L'EIHw est dirigé par Khaled Hanafy, un ecclésiastique de premier plan qui siège dans divers organes jurisprudentiels en Allemagne (tels que le Rat der Imame und Gelehrten in Deutschland, RIGD, et le Fatwa-Ausschuss Deutschland, FAD) et au niveau paneuropéen (ECFR, dont il est le secrétaire adjoint).³⁷⁰ Trois activistes basés en Allemagne ont occupé des postes au sein d'Europe Trust : Salah Bouabdallah de l'Inssan de Berlin, Faical Salhi de la Fédération islamique de Berlin et l'omniprésent Ibrahim el Zayat. De plus, le bâtiment qui sert de siège à DMG, situé dans la Drontheimerstrasse 32A, dans le quartier berlinois d'Inssan, est le siège de l'association.

Le quartier des mariages, est la propriété de l'Europe Trust.³⁷¹

Enfin, l'Allemagne abrite une branche importante du Secours islamique et Ibrahim el Zayat a été pendant des années président du conseil d'administration d'IRW.³⁷² Il convient de noter qu'en novembre 2020, le gouvernement allemand a annoncé qu'il avait cessé de financer IRW et sa branche allemande en raison de ses "liens importants avec les Frères musulmans ou des organisations apparentées".³⁷³

Deux autres dynamiques sont à noter. Premièrement, au fil du temps, le milieu des Frères allemands a développé une relation étroite avec les acteurs islamistes turcs et, en particulier, avec Millî Görüş. Ibrahim el Zayat personnifie cette évolution : il a épousé la nièce du parrain de l'islamisme turc, Necmettin Erbakan, et siège au conseil d'administration de l'Europäische Moscheebau und Unterstützungs Gemeinschaft (EMUG), la société basée en Allemagne qui contrôle et gère les mosquées de Millî Görüş dans tout le pays.

³⁷⁰ Bayerisches Staatsministerium des Innern, für Sport und Integration, Verfassungsschutzbericht 2019 ; *Die Muslimbruderschaft in Deutschland*, rapport de la Bundeszentrale für politische Bildung, 2019 ;

³⁷¹ Informations provenant du Grundbuchauszug de Berlin.

³⁷² Rapport annuel de l'IRW, 2013. Page 5. Consulté à l'adresse : https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2021/02/IRW_AR2013_2-3.pdf (Consulté le 19 juin 2021).

³⁷³ *Zuwendungen an "Islamic Relief Deutschland"*, Parlement allemand, 3 décembre 2020. Extrait de : <https://www.bundestag.de/presse/hib/811522-811522> (Consulté le 26 avril 2021).

Europe.³⁷⁴ Deuxièmement, il convient de souligner que le milieu des Frères allemands bénéficie d'un financement important de la part de la Qatar Charity.³⁷⁵

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Le débat allemand sur la Confrérie se caractérise par un intérêt exceptionnellement intense pour le groupe de la part des services de sécurité fédéraux et de ceux de chacun des seize États allemands. Chaque année, chacun publie un rapport annuel (Bericht), construit sur une surveillance régulière du milieu, qui identifie les différentes organisations liées à la Confrérie opérant dans le pays et décrit leurs activités - les rapports fournissent même une estimation des membres de la Confrérie dans le pays (1350 en 2019).³⁷⁶ Afin de les distinguer des groupes terroristes/violents, les autorités allemandes.

Les autorités utilisent le terme "légaliste" pour les groupes qui, comme la Confrérie, "tentent d'imposer ce qu'ils interprètent comme un ordre islamique par l'influence politique et sociale."³⁷⁷ Cette distinction a des implications pratiques : alors que les premiers sont illégaux et que le fait de les rejoindre ou de les soutenir est un crime, les seconds sont tolérés mais gardés sous surveillance.

Mais le langage constamment utilisé par toutes les agences fédérales et étatiques pour décrire la nature et les objectifs du milieu des Frères musulmans en Allemagne est sans compromis, ce qui les place parmi les observateurs européens les plus "pessimistes". Tout d'abord, les agences de renseignement allemandes identifient ouvertement l'IGD/DMG comme "l'organisation la plus importante et la plus influente des partisans des Frères musulmans en Allemagne", "la plus importante et la plus centrale", "la plus importante et la plus importante", et "la plus importante et la plus importante".

³⁷⁴ Helmut Frangenberg et Detlef Schmalenberg, "El-Zayat, der Herr der Moscheen", *Kölner Stadt-Anzeiger*, 20 mars 2009 ; *Islamistische Organisationen in Nordrhein-Westfalen*, rapport du Ministerium des Innern des Landes Nordrhein-Westfalen, 2009, page 44.

³⁷⁵ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019.

³⁷⁶ Bundesverfassungsschutz, 2019, Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat. Consulté sur le site : [https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2019-gesamt.pdf ? blob=publicationFile&v=10](https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2019-gesamt.pdf?blob=publicationFile&v=10) (Consulté le 19 juin 2021).

³⁷⁷ Bundesverfassungsschutz, 2014, Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat. Page 86. Consulté sur le site : [https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2014.pdf ? blob=publicationFile&v=1](https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2014.pdf?blob=publicationFile&v=1) (Consulté le 21 juin 2021).

³⁷⁸ Verfassungsschutzbericht, Baden-Württemberg. Ministerium für Inneres, Digitalisierung und Migration, 2019. Consulté à l'adresse : https://www.baden-wuerttemberg.de/fileadmin/redaktion/im-intern/dateien/publikationen/20200615_Verfassungsschutzbericht_2019.pdf (Consulté le 19 juin 2021).

organisation de partisans des Frères musulmans en Allemagne ³⁷⁹ ou des formulations similaires, et en évaluant le changement de nom d'IGD à DMG comme étant entièrement nominal et sans conséquence. ³⁸⁰

Les rapports des services de renseignement allemands sont également extrêmement précis dans leur évaluation. Les Frères et d'autres "groupes islamistes légalistes", affirme un rapport du Bundesverfassungsschutz de 2005, "représentent une menace particulière pour la cohésion interne de notre société". Entre autres choses, poursuit le rapport, leur large éventail d'activités éducatives et de soutien orientées vers l'islam, en particulier pour les enfants et les adolescents issus de familles immigrées, est utilisé pour promouvoir la création et la prolifération d'un milieu islamiste en Allemagne. Ces activités vont à l'encontre des efforts déployés par l'administration fédérale et les Länder pour intégrer les immigrants. Le risque existe que de tels milieux constituent également le terreau d'une radicalisation accrue. ³⁸¹

L'une des évaluations publiques les plus récentes et les plus complètes du groupe et de son impact sur la société allemande vient

du rapport annuel 2018 du Verfassungsschutz de Nordrhein-Westfalen, le Land le plus peuplé d'Allemagne. On y lit :

"Le nombre relativement faible de sympathisants [des Frères musulmans en Allemagne] ne doit pas occulter le fait que certains d'entre eux ont une influence considérable. Ils peuvent généralement se targuer d'avoir une formation universitaire, d'occuper des emplois bien rémunérés et responsables et d'avoir des relations tant en Allemagne qu'à l'étranger. Selon leur propre conception, les Frères musulmans représentent un "islam du milieu", qui se sépare des deux pôles que sont le djihadisme, d'une part, et un islam libéral, d'autre part, occidental et adapté aux idéaux occidentaux. Leur objectif est une société islamiste dans laquelle les intérêts politiques sont finalement réglés en fonction de la religion. À cette fin, une stratégie d'"islamisation par le bas" est poursuivie, qui s'adresse d'abord à l'individu et vise un changement de conscience en faveur d'un style de vie façonné par la religion. Les individus ainsi formés doivent ensuite se frayer un chemin dans la société et s'assurer qu'à long terme, celle-ci

³⁷⁹ Ibid.

³⁸⁰ Verfassungsschutzbericht, Bavière. Bayerisches Staatsministerium des Innern, für Sport und Integration Verfassungsschutzbericht, 2019. Récupéré à partir de : https://www.verfassungsschutz.bayern.de/mam/anlagen/vsb-2019_bf.pdf (Consulté le 19 juin 2021).

³⁸¹ Bundesverfassungsschutz 2005, Bundesministerium des Innern. Page 190. Extrait de : https://publikationen.uni-tuebingen.de/xmlui/bitstream/handle/10900/63244/Verfassungsschutzbericht_2005_de.pdf?sequence=1&isAllowed=y (Consulté le 19 juin 2021).

s'approche de la compréhension religieuse des Frères musulmans."³⁸²

Le rapport va plus loin en affirmant qu'"à long terme, la menace que représente l'islamisme légaliste pour le système démocratique libéral est plus grande que celle du djihadisme, qui sera toujours plus nombreux. Ils aspirent à un ordre islamiste, mais sont prêts à autoriser certains éléments démocratiques dans ce cadre. Pour cette raison, leur extrémisme est souvent à peine reconnaissable au premier coup d'œil. Les évaluations des agences de la plupart des autres États allemands concordent en grande partie."³⁸³

A plusieurs reprises, les tribunaux administratifs allemands ont confirmé ce que les services de sécurité allemands décrivent comme des "aspirations islamistes anticonstitutionnelles" et des "efforts dirigés contre la liberté" et

l'ordre démocratique " du milieu IGD/DMG.³⁸⁴ Pourtant, plusieurs acteurs du milieu contestent les allégations de liens avec la confrérie et les évaluations négatives de leurs objectifs, notamment par le biais du système judiciaire.³⁸⁵ Ibrahim el Zayat, par exemple, a poursuivi un membre du Parlement allemand qui l'avait qualifié de "fonctionnaire des Frères musulmans" (le tribunal a rejeté sa demande).³⁸⁶

De manière quelque peu contre-intuitive et résumant parfaitement la complexité du sujet, les organisations que les services de sécurité allemands désignent comme faisant partie de la Confrérie sont régulièrement engagées par les décideurs politiques et les agences gouvernementales allemandes, du niveau local jusqu'à la chancellerie fédérale. En fait, les organisations issues du milieu de la Fraternité allemande ont historiquement été les principaux participants

³⁸² Verfassungsschutzbericht, Nordrhein-Westfalen. Ministerium für Inneres, Digitalisierung und Migration, 2018. Consulté sur le site : https://www.im.nrw/system/files/media/document/file/VS_Bericht_2018.pdf (consulté le 19 juin 2021).

³⁸³ Verfassungsschutzbericht, Bavière. Bayerisches Staatsministerium des Innern, für Sport und Integration. Verfassungsschutzbericht, 2019. Récupéré à partir de : https://www.verfassungsschutz.bayern.de/mam/anlagen/vsb-2019_bf.pdf (Consulté le 19 juin 2021).

³⁸⁴ VGH Kassel, arrêt du 21.11.2017 - 5 A 2126/16 ; VG Ansbach, arrêt du 19.11.2003 -AN 15 K 02.01202 -, juris, point 42 et suivants.

³⁸⁵ En 2018, par exemple, le site web d'IGD a ouvertement déclaré que l'organisation ne faisait pas et n'avait jamais fait " partie des Frères musulmans ". Voir pour référence : *Die Muslimbruderschaft in Deutschland*, rapport de la Bundeszentrale für politische Bildung, 2019. Consulté à l'adresse : <https://www.bpb.de/politik/extremismus/islamismus/290422/die-muslimbruderschaft-in-deutschland> (Consulté le 19 juin 2021).

³⁸⁶ " Kristina Köhler gewinnt Verfahren gegen El Zayat ", communiqué de presse sur le site de Kristina Köhler, 16 novembre 2005. Récupéré de : <https://www.kristinaschroeder.de/aktuelles/archiv/kristina-koeehler-gewinnt-verfa/> (consulté le 19 juin 2021).

dans la Deutsche Islam Konferenz, un effort de longue date du gouvernement fédéral pour créer un dialogue stable avec les musulmans allemands. Et ils ont été des partenaires d'engagement même dans certains des États qui ont le plus parlé de la menace posée par l'islamisme, comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Malgré l'évaluation susmentionnée des services de sécurité de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, selon laquelle l'islamisme représente une plus grande menace que le djihadisme, et malgré le fait que le ministre de l'Intérieur de l'État, Herbert Reul, qualifie l'islamisme de "danger pour la démocratie", les organisations islamistes spécifiquement mentionnées par les services de sécurité ont été incluses dans les programmes de sensibilisation de divers acteurs étatiques.³⁸⁷ De même, plusieurs organisations proches des Frères répertoriées par les services de sécurité allemands reçoivent depuis longtemps des fonds importants de diverses entités fédérales et étatiques pour des activités d'intégration, de lutte contre le racisme ou de prévention de la radicalisation.³⁸⁸ Ces dynamiques conduisent à un débat très intense et général sur la question, plus que dans la plupart des pays européens.

³⁸⁷ Verfassungsschutzbericht : Verschwörungsideologien sind Gefahr für die Demokratie, Sicherheit für Nordrhein-Westfalen, 6 juin 2020. Consulté sur le site : www.im.nrw/verfassungsschutzbericht-verschwörungsideologien-sind-gefahr-fuer-die-demokratie (Consulté le 19 juin 2021).

³⁸⁸ Voir, par exemple, Frederik Schindler, "Hinter der freundlichen Fassade", *Die Welt*, 2 mars 2020. Retrieved from : <https://www.welt.de/politik/deutschland/plus206227633/Zentralrat-der-Muslime-Zwielichtiger-Partner-der-deutschen-Islam-Politik.html> (Consulté le 19 juin 2021).

ITALIE

Le premier embryon d'activités liées à la Confrérie en Italie a vu le jour à la fin des années 1960, lorsqu'un petit groupe d'étudiants originaires pour la plupart de Syrie, de Jordanie et des territoires palestiniens a créé l'Unione degli Studenti Musulmani in Italia (USMI). En 1990, des militants de l'USMI, du Centre culturel islamique de Milan et de quelques autres entités ont formé l'Unione delle Comunità e delle Organizzazioni Islamiche in Italia (UCOII), qui est depuis lors l'organisation publique phare du milieu des Frères en Italie. Basée à Rome, l'UCOII contrôle un vaste réseau de mosquées et de centres islamiques, qui ne sont pas tous influencés par la Confrérie, et a toujours cherché à se présenter comme le principal représentant de l'Islam en Italie.

L'UCOII partage de nombreux dirigeants et activités avec une entité sœur, l'Alleanza Islamica in Italia, basée à Milan, qui porte souvent le nom arabe d'Al Rabitah al Islamiyya fi Italia. Contrairement à l'UCOII, l'Alleanza Islamica n'est pas très publique, mais elle représente le noyau interne du milieu des Frères en Italie. Au fil du temps, suivant le modèle commun à chaque branche de la confrérie européenne, le milieu a donné naissance à diverses entités. Certaines sont consacrées à des activités spécifiques, comme la formation des jeunes et des imams. D'autres se concentrent sur des zones géographiques spécifiques (parmi lesquelles

particulièrement remarquable est la Coordinamento Associazioni Islamiche di Milano, CAIM).

Comme dans d'autres pays européens, un petit groupe d'individus occupe de multiples postes de direction dans ces entités. Ce phénomène est particulièrement marqué en Italie, où un nombre disproportionné de postes de direction ont été historiquement occupés par les enfants des fondateurs du milieu de la Fraternité italienne. Cette dynamique a déclenché des accusations de népotisme et de partialité ethnique de la part de certains militants du milieu, qui ont affirmé que les organisations du milieu ne reflétaient pas la démographie de l'islam italien, qui est dominé par des immigrants d'Afrique du Nord et des Balkans.³⁸⁹ Cette dynamique a partiellement changé ces dernières années.

Le milieu italien est bien positionné au sein de la structure paneuropéenne de la Confrérie. UCOII, Alleanza Islamica et Waqf Islamico (l'entité qui gère les biens immobiliers du réseau) sont membres de la FIOE. Giovani Musulmani d'Italia (GMI) est l'affilié local de la FEMYSO. Plusieurs leaders du milieu italien ont occupé des postes importants au niveau européen. Le plus éminent d'entre eux est le Jordanien Ali Abu Shwaima, dont l'omniprésence dans les institutions italiennes et européennes du réseau illustre bien sa

³⁸⁹ Khalid Chaouki, *Salaam, Italia !* (Aliberti, 2005).

circularité. En Italie, Abu Shwaima a été membre fondateur de l'USMI, fondateur et président du Centre culturel islamique de Milan, membre fondateur et premier secrétaire général de l'UCOII, et premier président du Waqf Islamico. En Europe, Abu Shwaima a été membre du conseil d'administration de la FIOE, où il était également chargé du portefeuille de la culture et rédacteur en chef du magazine officiel de l'organisation, al Europiya, membre du conseil d'administration d'Europe Trust et membre fondateur de l'IESH.³⁹¹ L'Italie abrite également une branche active d'Islamic Relief Worldwide. De nombreux hauts responsables d'IR Italia ont occupé des postes de direction dans diverses organisations de la mouvance italienne.

La mouvance italienne a également été historiquement très bien connectée au-delà de l'Europe. L'Italie a longtemps abrité Yusuf Nada et Ghaleb Himmat, les financiers des Frères musulmans mentionnés ci-dessus, qui ont financé les activités du réseau mondial depuis des décennies. Avant d'être désigné comme un

financier du terrorisme par les Nations unies, la maison de Nada à Campione d'Italia était souvent le lieu de réunion des principaux dirigeants des Frères musulmans mondiaux.³⁹² Comme on l'a vu, deux des enfants d'Himmat, Hadia et Youssef, ont occupé respectivement les postes de vice-président et de président de la FEMYSO. Un troisième financier de premier plan des Frères musulmans au niveau mondial était feu Ahmed Idriss Nasreddin. Basé à Milan, il était le partenaire commercial de Nada et Himmat dans de nombreuses activités financières et a été président du Centre islamique de Milan et de Lombardie d'Abu Shwaima (à Segrate) et le premier président de la Communauté islamique du canton du Tessin.³⁹³

Il convient également de noter les réseaux liés à Ennahdha en Tunisie. Par exemple, en 2011, le fils du chef de la mosquée Centocelle de Rome, l'ancien président du GMI Osama Saghir, a obtenu un siège au parlement tunisien grâce aux voix des Tunisiens à

³⁹⁰ Chi è Ali Abu Shwaima, Centro Islamico di Milano e Lombardia. Consulté à l'adresse : <https://centroislamico.it/centro/biogr/shwaima.htm> (Consulté le 20 juin 2021).

³⁹¹ Ibid.

³⁹² Entretien de l'auteur avec Yusuf Nada, présenté dans Lorenzo Vidino, *The New Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2010.

³⁹³ "Ahmed Nasreddin est décédé, la première mosquée de Milan a été installée dans l'hôtel qu'il possédait", *La Luce*, 24 mai 2021. Récupéré de : <https://www.laluce.news/2021/05/24/ahmed-nasreddin-has-passed-away/> (Accédé le 20 juin 2021).

l'étranger et est devenu le porte-parole d'Ennahdha.³⁹⁴ Enfin, indiquant encore l'importance du pays, des enregistrements tirés des Qatar Papers montrent que l'Italie était le pays européen dans lequel la Qatar Charity a le plus investi au milieu des années 2010.³⁹⁵ Pour la seule année 2014, Qatar Charity a alloué près de 23 millions d'euros pour l'Italie, dont l'ancien président de l'UCOII, Izzedin Elzir, confirme qu'ils "ont été utilisés pour construire 43 mosquées" liées à l'organisation.³⁹⁶

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Depuis sa fondation, l'UCOII a été extrêmement active sur la scène politique, tentant de devenir le principal, sinon le seul, interlocuteur de l'État italien. Les réponses des autorités italiennes, que ce soit au niveau local ou central, ont été mitigées, de nombreuses voix ayant exprimé des doutes quant aux

prétentions de l'organisation en matière de représentativité et sur sa véritable nature.

Cette dynamique a été particulièrement évidente dans le dialogue complexe et de longue date entre l'État italien et sa communauté musulmane en vue de reconnaître officiellement l'islam, une étape juridique qui accorderait à la communauté musulmane le statut et les privilèges dont l'Église catholique et de nombreux autres groupes religieux bénéficient depuis longtemps. L'UCOII a été associée à la plupart des efforts déployés par les gouvernements italiens pour conclure un accord avec les musulmans italiens, mais les profondes divisions entre les différentes organisations musulmanes italiennes et une certaine méfiance à l'égard de l'UCOII de la part de nombreux décideurs politiques italiens ont toujours empêché la signature de l'intesa. Dans le même temps, l'UCOII a conclu avec succès des partenariats avec des institutions locales et nationales. En 2015, par exemple, elle a signé un accord avec

³⁹⁴ "Ho 28 anni, sono italiano, e guido la lista degli islamici in Tunisia", *Linkiesta*, 23 octobre 2011.

Consulté sur : <https://www.linkiesta.it/2011/10/ho-28-anni-sono-italiano-e-guido-la-lista-degli-islamici-in-tunisia/> (Consulté le 20 juin 2021) ; Cristina Giudici, "Chi è il portavoce del Partito islamico tunisino Ennahda che parla italiano", *Il Foglio*, 5 juillet 2015. Récupéré sur : <https://www.ilfoglio.it/esteri/2015/07/05/news/chi-e-il-portavoce-del-partito-islamico-tunisino-ennah-da-che-parla-italiano-85390/> (consulté le 20 juin 2021).

³⁹⁵ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019.

³⁹⁶ Vladimiro Polchi, "Chi finanzia le moschee. Dal Qatar alla Turchia : fondazioni e (tanti) soldi per l'Islam italiano", *La Repubblica*, 4 août 2016. Consulté sur : https://www.repubblica.it/esteri/2016/08/04/news/chi_finanzia_le_moschee_dal_qatar_alla_turchia_fondazioni_e_tanti_soldi_per_l_islam_italiano-145334232/ (Consulté le 20 juin 2021).

le ministère de la Justice pour envoyer des imams et des médiateurs culturels dans les prisons.³⁹⁷ En 2017, l'UCOII a fait partie des signataires du *Patto Nazionale per un Islam italiano*, un accord entre le ministère de l'Intérieur et diverses organisations musulmanes dans lequel ces dernières s'engagent à lutter contre le radicalisme, à promouvoir l'intégration et à garantir la gouvernance et la transparence financière.³⁹⁸

Si le thème de l'islamisme n'occupe pas une place aussi importante dans le débat public italien que dans de nombreux autres pays européens, il n'est pas rare que des organisations et des personnes proches du milieu des Frères italiens soient au centre de controverses pour des déclarations problématiques qu'elles ou des orateurs étrangers qu'elles ont invités à leurs événements ont faites. En 2019, par exemple, le conseil régional de Lombardie a voté à l'unanimité pour condamner la présence d'un prédicateur qui prônait...

battre sa femme avec douceur, "pour lui montrer qui est le chef", lors d'un événement organisé par Islamic Relief Italia à Milan.³⁹⁹ Et en 2020, le secrétaire général de l'UCOII et responsable des médias du Secours islamique Italie, Yassin Baradai, a été au centre d'une controverse pour avoir écrit sur Facebook que le christianisme et le judaïsme étaient "une hérésie, une déviation du message original des prophètes."⁴⁰⁰

Les organisations et les personnes proches du milieu des Frères italiens ont souvent eu recours à la voie juridique pour contester les accusations d'extrémisme et de liens avec les Frères musulmans formulées par les détracteurs. S'agissant de ces derniers, il convient de noter qu'en 2019, un tribunal italien a rejeté un procès intenté par Sumaya Abdel Qader, fille de l'un des fondateurs de l'UCOII et membre du conseil municipal de Milan. Abdel Qader, qui avait précédemment occupé le poste de membre du

³⁹⁷ Protocollo d'intesa tra il Ministero della Giustizia Dipartimento dell'Amministrazione Penitenziaria e l'Unione delle Comunità e delle Organizzazioni Islamiche in Italia, document en possession des auteurs. Non daté ; voir aussi <https://ucoii.org/tag/protocollo-intesa-dap/> (consulté le 20 juin 2021) ; " Carceri : Ucoii, rinnovato il protocollo con il Dap del Ministero della giustizia ", Agensir, 6 juin 2020. Consulté sur : <https://www.agensir.it/quotidiano/2020/6/6/carceri-ucorii-rinnovato-il-protocollo-con-il-dap-del-ministero-della-giustizia/> (consulté le 20 juin 2021).

³⁹⁸ *Patto nazionale per un Islam italiano*, Ministero dell'Interno, novembre 2017. Consulté sur : <http://www.interno.gov.it/it/stampa-e-comunicazione/pubblicazioni/patto-nazionale-islam-italiano> (Consulté le 20 juin 2021).

³⁹⁹ " Consiglio approva mozione a unanimità su evento Islamic Relief ", ANSA, 2 avril 2019. Récupéré sur : https://www.ansa.it/lombardia/notizie/consiglio_lombardia/2019/04/02_fa341090-8ff7-4ca7-93dd-1d68a97b8f98.html (consulté le 20 juin 2021).

⁴⁰⁰ Giovanni Giacalone, "Le accuse del leader islamico : cristiani ed ebrei sono 'eretici'", *Il Giornale*, 31 août 2020. Récupéré de : <https://www.ilgiornale.it/news/cronache/segretario-ucorii-ebraismo-e-cristianesimo-storpiature-ed-1886534.html> (Accès : 20 juin 2021).

conseil d'administration de FEMYSO⁴⁰¹ et responsable du département jeunesse de la FIOE⁴⁰², a contesté l'accusation portée par divers médias italiens selon laquelle elle et son mari, lui-même fils de l'ancien vice-président de l'UCOII Maher Kabakebbji, étaient liés à la confrérie. Le juge a rejeté la plainte en faisant valoir qu'il existe une vaste littérature qui "confirme le lien entre la FIOE et les Frères musulmans."⁴⁰³

une idéologie que chaque groupe interprète différemment en fonction de la réalité à laquelle il est confronté".⁴⁰⁴

Parfois, les membres de la mouvance italienne sont plus francs quant à la relation entre leurs structures et les structures européennes et la confrérie. L'ancien porte-parole du GMI, Ahmed Abdel Aziz, par exemple, a déclaré que "les Frères musulmans n'existent pas en Italie" mais, dans la même interview, il a admis que des entités telles que l'UCOII, Alleanza Islamica, le GMI et le FIOE "n'ont pas de relation organique ou hiérarchique avec les Frères musulmans égyptiens" mais "il y a un trait commun qui relie ces organisations" ;

⁴⁰¹ " Le représentant de FEMYSO a participé à la conférence de l'OSCE sur la lutte contre l'intolérance et la discrimination ", FEMYSO, 29 octobre 2018. Consulté à l'adresse : <https://femyso.org/femyso-representative-participated-in-osce-conference-on-combating-intolerance-and-discrimination/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁰² Voir pour référence : <https://www.facebook.com/240300890111/posts/sumaya-abdel-qader-perjegjese-e-departamentit-te-rinise-tek-fioe-federation-of-10155810722875112/> (consulté le 20 juin 2021).

⁴⁰³ Mario Consani, " Caso Sumaya : 'Non c'è diffamazione, quel gruppo era vicino ai Fratelli Musulmani'", *Il Giorno*, 7 mars 2019. Récupéré sur : <https://www.ilgiorno.it/milano/cronaca/sumaya-fratelli-musulmani-1.4477976> (consulté le 20 juin 2021).

⁴⁰⁴ Enrico Casale, " Fratelli (musulmani) d'Italia ", *Popoli*, 19 juin 2014. Consulté sur le site : http://www.popoli.info/easyne2/Articolo/Fratelli_musulmani_d'Italia.aspx (Consulté le 20 juin 2021).

LES PAYS-BAS

La présence d'individus et de réseaux liés à la Confrérie aux Pays-Bas est relativement récente et limitée, principalement parce que, pour des raisons linguistiques, les universités du pays n'ont pas attiré historiquement autant d'étudiants liés au mouvement que celles de nombreux autres pays européens.⁴⁰⁵ L'AIVD, les services de sécurité néerlandais, estiment que les membres actuels ne sont que "quelques dizaines".⁴⁰⁶

La première entité publique proche du Net à fonctionner dans le pays a été la Liga van de Islamitische Gemeenschap in Nederland (LIGN), fondée à La Haye en 1996. Au milieu des années 2000, la LIGN est devenue inactive et certaines des personnes à l'origine de sa création ont lancé la

Federatie Islamitische Organisaties Nederland (FION).⁴⁰⁷ À peu près à la même époque, les mêmes militants ont également créé Europe Trust Nederland, une entité qui, au fil du temps, a acheté diverses propriétés dans tout le pays pour construire certaines de ses mosquées les plus importantes (notamment la Mosquée bleue d'Amsterdam et le Centrum De Middenweg de Rotterdam). Les archives indiquent que l'ETN a bénéficié d'un financement substantiel de la part de Qatar Charity et qu'un membre éminent des Frères musulmans koweïtiens a été président de l'ETN - des exemples d'un schéma bien documenté de financement du réseau néerlandais par des fonds du Golfe.⁴⁰⁸

Les entités et les individus de la mouvance de la Fraternité néerlandaise sont liés à la structure paneuropéenne du groupe, même s'ils y jouent des rôles secondaires.

⁴⁰⁵ Edwin Bakker, "L'image publique des Frères musulmans aux Pays-Bas", dans Edwin Bakker et Roel Meijer, eds, *The Muslim Brotherhood in Europe*, Oxford University Press, 2013.

⁴⁰⁶ Brief regering ; "Conclusies onderzoek Moslimbroederschap in Nederland - Grondrechten in een pluriforme samenleving," Parlementaire Monitor, KST2961426. 26 mai 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.parlementairemonitor.nl/9353000/1/f9vvij5epmj1ey0/vipncvj8czzn> (consulté le 20 juin 2021) ; Entretiens avec des responsables de l'AIVD, juin 2015.

⁴⁰⁷ Ronald Sandee, *The influence of the Muslim Brotherhood in the Netherlands*, Fondation NEFA, 2007. Consulté à l'adresse : <https://www.globalmbwatch.com/wp-content/uploads/2013/05/The-Influence-of-the-Muslim-Brotherhood-in-the-Netherlands.pdf> (Consulté le 20 juin 2021) ; Brief regering ; Conclusies onderzoek Moslimbroederschap in Nederland - Grondrechten in een pluriforme samenleving, Parlementaire Monitor, KST2961426. 26 mai 2011.

⁴⁰⁸ "(On)zichtbare invloed verslag parlementaire ondervragingscommissie naar ongewenste beïnvloeding uit onvrije landen", Tweede Kamer der Staten-Generaal, 25 juin 2020. Consulté à l'adresse : https://www.tweedekamer.nl/sites/default/files/atoms/files/verslag_pocob.pdf (Consulté le 20 juin 2021) ; Uittreksel Handelsregister Kamer van Koophandel, 25 mars 2014 ; Brief regering ; "Conclusies onderzoek Moslimbroederschap in Nederland - Grondrechten in een pluriforme samenleving," Parlementaire Monitor, KST2961426. 26 mai 2011.

Le LIGN d'abord, puis la FION, étaient membres de la FIOE.⁴⁰⁹ Le site web du Conseil des musulmans européens, l'organisation qui a succédé à la FIOE, cite la "Société islamique néerlandaise" comme membre des Pays-Bas (aucune organisation sous ce nom n'est enregistrée aux Pays-Bas).⁴¹⁰ Quant à FEMYSO, en octobre 2019, l'organisation a annoncé qu'elle "accueillait Moslimstudenten Associatie Nederland"- MSA Nederland en tant qu'organisation membre "⁴¹¹ et des photos montrant certains membres de MSA Nederland lors de la 23e assemblée générale de FEMYSO à Dublin. En octobre 2020, l'ASM Pays-Bas a reçu le prix Robert Schuman de l'OSJF. ⁴¹² Depuis juin 2021, le site web de FEMYSO mentionne également Mashriq comme membre ; Masriq est un membre de MSA Nederland, mais une organisation distincte et plus petite qui opère principalement dans la région de La Haye. ⁴¹³

Comme nous l'avons vu dans la section "Europe Trust" de ce rapport, ETN est

une entité formellement indépendante, mais elle est contrôlée de manière substantielle par Europe Trust, ce dernier ayant le pouvoir de nommer et d'approuver les membres du conseil d'administration du premier et étant le destinataire final des actifs d'ETN en cas de dissolution d'ETN. Enfin, une branche locale du Secours islamique est active depuis longtemps dans le pays, dirigée par certains des mêmes militants qui sont à l'origine des autres organisations du réseau aux Pays-Bas.

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Malgré la faible présence du groupe, les autorités et le public néerlandais ont toujours accordé une grande attention à la présence des Frères musulmans aux Pays-Bas. L'AIVD a enquêté sur le milieu néerlandais pendant des décennies, rendant au fil du temps certaines de ses évaluations publiques. En 2007, dans le cadre d'une analyse des divers groupes islamistes opérant dans le pays, l'AIVD a déclaré que :

⁴⁰⁹ Ibid ; Ronald Sandee, *The influence of the Muslim Brotherhood in the Netherlands*, Fondation NEFA, 2007.

⁴¹⁰ Ibid.

⁴¹¹ Voir pour référence : <https://www.facebook.com/femyso.org/posts/we-would-like-to-welcome-moslimstudenten-associatie-nederland-msa-nederland-as-a/2686932808017613/> (consulté le 20 juin 2021) ; Voir aussi " *Nederlandse studentenkoepel sluit zich aan bij jeugdorganisatie Moslimbroeders* ", Carel Brendel, 23 octobre 2019. Récupéré de : <http://www.carelbrendel.nl/2019/10/23/nederlandse-studentenkoepel-sluit-zich-aan-bij-jeugdorganisatie-moslimbroed-ers/> (consulté le 20 juin 2021).

⁴¹² Voir pour référence : <https://www.facebook.com/femyso.org/posts/3587719284605623/> (consulté le 20 janvier 2021).

⁴¹³ Voir pour référence : <http://www.mashriq.nl/> (consulté le 20 juin 2021).

"Tous les Frères musulmans ou leurs sympathisants ne sont pas reconnaissables en tant que tels. Ils ne révèlent pas toujours aux étrangers leurs loyautés religieuses et leur programme ultra-orthodoxe. Apparemment coopératifs et modérés dans leur attitude envers la société occidentale, ils n'ont certainement pas d'intention violente. Mais ils tentent d'ouvrir la voie à un rôle plus important de l'islam ultra-orthodoxe dans le monde occidental en exerçant une influence religieuse sur les communautés d'immigrants musulmans et en nouant de bonnes relations avec les leaders d'opinion concernés : politiciens, fonctionnaires, organisations sociales traditionnelles, clercs non islamiques, universitaires, journalistes, etc. Cette politique d'engagement a été plus perceptible ces dernières années, et pourrait peut-être annoncer une certaine libéralisation des idées du mouvement. Il se présente comme un défenseur largement soutenu et un représentant légitime de la communauté islamique. Mais l'objectif ultime - bien que cela ne soit jamais dit ouvertement - est de créer, puis d'implanter et d'étendre, un bloc musulman ultra-orthodoxe à l'intérieur de l'Europe occidentale."⁴¹⁴

En 2011, l'AIVD a présenté au Parlement néerlandais les conclusions d'une nouvelle enquête sur la Fraternité dans le pays.⁴¹⁵ Confirmant que le petit milieu de la Confrérie néerlandaise opérait au travers d'une structure secrète et d'une structure publique, elle a estimé qu'elle avait une influence limitée, bien que croissante, dans le pays. Elle a déclaré que le groupe "ne constitue pas actuellement une menace directe pour l'ordre juridique démocratique ou la sécurité nationale de notre pays" en raison de sa petite taille, de la résilience de la société néerlandaise et de "l'absence d'indications selon lesquelles les objectifs et les activités reconnus des Frères musulmans entrent en conflit avec l'ordre juridique démocratique aux Pays-Bas."⁴¹⁶

Dans le même temps, l'AIVD a fait valoir que la "Confrérie peut éventuellement constituer un risque pour l'ordre juridique démocratique aux Pays-Bas" pour quatre raisons qui se recoupent :

- "L'objectif des Frères musulmans de laisser l'Islam mener la voie dans tous les aspects de la vie des musulmans peut contribuer

⁴¹⁴ *The radical dawa in transition, The Rise of Islamic Neoradicalism in the Netherlands*, AIVD, octobre 2007. Consulté à l'adresse suivante : <https://english.aivd.nl/publications/publications/2007/10/09/the-radical-dawa-in-transition> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴¹⁵ Brief regering ; Conclusies onderzoek Moslimbroederschap in Nederland - Grondrechten in een pluriforme samenleving, Parlementaire Monitor, KST2961426. 26 mai 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.parlementairemonitor.nl/9353000/1/f9vvij5epmj1ey0/vipncvj8czzn> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴¹⁶ "Geen directe dreiging vanuit Moslimbroederschap in Nederland", Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst, Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties, 12 avril 2011. Consulté sur le site : <https://www.aivd.nl/actueel/nieuws/2011/04/12/geen-directe-dreiging-vanuit-moslimbroederschap-in-nederland> (Consulté le 20 juin 2021)

à un terrain propice à l'isolationnisme (intolérant) et à la polarisation.

- En raison de la conscience sécuritaire et des actions secrètes des Frères musulmans néerlandais, on ne peut exclure que, outre les intentions identifiées, d'autres objectifs puissent entrer en conflit avec l'ordre juridique démocratique aux Pays-Bas.
- Les Frères musulmans néerlandais tentent de gagner en influence dans la société civile. S'ils participent également à la prise de décision politique sans être ouverts sur leur signature et donc sur leurs intérêts et intentions, cela peut conduire à une situation indésirable.
- Ils disposent d'un vaste réseau international et d'importantes ressources financières.⁴¹⁷

Plus récemment, en 2019-20, le milieu de la Fraternité néerlandaise a figuré parmi les principaux centres d'intérêt d'une commission spéciale sur " l'influence indue des pays non libres " au Tweede Kamer, le Parlement du

pays.⁴¹⁸ La commission a enquêté sur les nombreuses sources de financement de diverses entités liées à la Confrérie dans le pays (toutes les personnes entendues par la commission ont nié toute relation avec la Confrérie).

Plus largement, le milieu des Frères néerlandais est assez fréquemment discuté dans les médias locaux.⁴¹⁹ Les sujets souvent abordés concernent le financement étranger et la tendance des réseaux de la Confrérie à inviter régulièrement des orateurs étrangers aux opinions problématiques, notamment sur des questions telles que les Juifs et l'homosexualité.⁴²⁰ Le débat prend souvent des tons enflammés et il n'est pas rare qu'il bute sur la question de savoir si un certain individu ou une certaine organisation peut être correctement identifié comme appartenant ou étant lié à la Confrérie.

⁴¹⁷ Brief regering : "Conclusies onderzoek Moslimbroederschap in Nederland - Grondrechten in een pluriforme samenleving," Parlementaire Monitor, KST2961426. 26 mai 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.parlementairemonitor.nl/9353000/1/j9vvij5epmj1ey0/vipncvj8czzn> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴¹⁸ "(On)zichtbare invloed verslag parlementaire ondervragingscommissie naar ongewenste beïnvloeding uit onvrije landen", Tweede Kamer der Staten-Generaal, 25 juin 2020. Consulté à l'adresse : https://www.tweedekamer.nl/sites/default/files/atoms/files/verslag_pocob.pdf (Consulté le 20 juin 2021).

⁴¹⁹ Edwin Bakker, " L'image publique des Frères musulmans aux Pays-Bas ", dans Edwin Bakker et Roel Meijer, eds, *The Muslim Brotherhood in Europe* (Oxford University Press, 2013).

⁴²⁰ Bas Soetenhorst, "Blauwe Moskee biedt podium aan radicale prediker", *Het Parool*, 14 mai 2019. Consulté sur le site : <https://www.parool.nl/nieuws/blauwe-moskee-biedt-podium-aan-radical-prediker~bec57be2/> (Consulté le 20 juin 2021).

ESPAGNE

À l'instar du développement dans le reste de l'Europe, les premiers membres de la Confrérie ont commencé à arriver en Espagne dans les années 1960. Il s'agissait principalement de membres de la branche syrienne de la Confrérie fuyant la répression et d'étudiants d'autres pays du Moyen-Orient.⁴²¹ Certaines des premières entités fondées par ces pionniers - principalement dédiées à la sphère étudiante - ont fini par devenir les organisations représentant la communauté musulmane au niveau local et, dans certains cas, les principaux interlocuteurs des institutions publiques au niveau national.

Fondée à Grenade au début des années 1970, puis établie à Madrid, l'Association musulmane espagnole (Asociación Musulmana en España, AME) constitue la pierre angulaire initiale à partir de laquelle les différentes entités liées à la Fraternité ont émergé par la suite.

La structure initiale de l'AME comprenait des individus ayant des liens étroits avec l'aile d'Issam al Attar de la confrérie syrienne, comme Riay Tatary, l'ubiquiste qui a longtemps présidé le Conseil islamique espagnol, et Salah Eddine Nakdali, qui est devenu plus tard directeur du Centre islamique d'Aix-la-Chapelle.⁴²²

La fragmentation de la direction de la Fraternité qui a eu lieu en Syrie entre la fin des années 1970 et le début des années 1980 a eu des répercussions en Espagne également. En 1978, un groupe de membres de l'AME a décidé de se séparer de l'association pour créer le Centro Islámico en España (CIE). Les personnes actives au sein du CIE, en particulier Mulla Huech⁴²³, ont joué un rôle clé dans l'organisation de réunions dans différents pays européens, qui se sont cristallisées lors de la conférence de Madrid en 1984 et de la création subséquente de l'Association des étudiants musulmans d'Europe, l'embryon de la FIOE.

⁴²¹ Ana B. Díaz y Bárbara Azaola, "La política de becas y la formación de arabistas e hispanistas" in Miguel Hernando de Larramendi, Irene González González et Bernabé López García (Eds.), *El Instituto Hispano Árabe de Cultura. Orígenes y evolución de la diplomacia pública española hacia el mundo árabe*, Madrid, AECID, 2015, pp. 227- 238.

⁴²² "Islamische Organisationen in Deutschland, Organisationsstruktur, Vernetzungen und Positionen zur Stellung der Frau sowie zur Religionsfreiheit". Deutscher Bundestag, 2005. Page. 49. Consulté à l'adresse : <https://www.bundestag.de/resource/blob/405162/80a4e1e0a231dc5555afba8f0cab9b90/wd-1-004-15-pdf-data.pdf> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴²³ Le Dr Bahige Mulla Huech a été, entre autres, secrétaire général du Conseil islamique espagnol, secrétaire général du Conseil européen des mosquées, membre du Conseil mondial des mosquées et de la Ligue mondiale musulmane et représentant européen à l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane. Voir pour référence : Nuestro Fundador : Fundación Dr. Bahige Mullah Huech para el entendimiento de civilizaciones. Consulté sur : <http://www.fbmh.org/es/la-fundacion/nuestro-fundador> (Consulté le 26 mai 2021).

embryon.⁴²⁴ Selon les mots de la Fédération elle-même, des années plus tard : " Madrid a été le point de départ de la constitution d'une œuvre islamique européenne qui est partie de l'idée d'installer la présence islamique ".⁴²⁵

Les organisations initiales créées par les premiers Frères se sont étendues au fil des ans, tant en termes d'influence que de géographie, allant bien au-delà des centres initiaux de Madrid et de Grenade et établissant une présence dans plusieurs régions d'Espagne. Aujourd'hui, les organisations les plus actives de la Fraternité espagnole comprennent le seul membre espagnol officiel de la FIOE, la Liga Islámica para el Diálogo y la Convivencia en España (LIDCOE), dirigée par le Centre culturel islamique de Valence (CCIV) et le Centre culturel islamique catalan (CCIC) basé à Barcelone.

Historiquement, le milieu des Frères espagnols a pu bénéficier d'un large soutien financier de l'étranger. Si, par le passé, le Koweït et l'Arabie saoudite étaient les principaux mécènes, ces dernières années, le Qatar est sans doute devenu le bailleur de fonds le plus important. L'Espagne (avec 11 projets financés) se classe troisième, derrière la France (47) et l'Italie (22), en ce qui concerne les projets financés dans le cadre du programme de financement Ghaith de Qatar Charity.⁴²⁶ Jusqu'en 2015, Qatar Charity aurait canalisé environ 17 000 000 d'euros vers différents projets en Espagne.⁴²⁷

⁴²⁴ Bassem Dhuhi, " Sur la vie de feu Bahige Mullah Hueh [موجز عن حياة المرحوم د. بهيج ملا حويش] ", *Association des écrivains du Levant*, 14 février 2015. Récupéré de : <http://www.odabasham.net/%D9%88%D8%A7%D8%AD%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%AE%D8%A7%D9%85%D9%88%D8%AC%D8%B2-%D8%B9%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%AD%D9%88%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%83%D8%AA%D9%88%D8%B1-%D8%A8%D9%87%D9%8A%D8%AC-%D9%85%D9%84%D8%A7-%D8%AD%D9%88%D9%8A%D8%B4> (consulté le 20 juin 2021).

⁴²⁵ Contextualisation historique, Conseil des Musulmans Européens. Récupéré à partir de : <http://eumuslims.org/ar/%D8%B9%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3> (consulté le 20 juin 2021).

⁴²⁶ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019.

⁴²⁷ Document interne de Qatar Charity, daté du 22 juin 2015, intitulé " Liste des projets en Espagne développés par la personne LICOE [القائمة بمشاريع إسبانيا، الجهة المنفذة: الرابطة الإسلامية للحوار والتعايش] ". archives sonores.

Certains membres du milieu de la Confrérie espagnole ont occupé des postes importants dans les structures paneuropéennes de la Confrérie. L'un des plus importants est Imad al Naddaf Yalouk, l'un des fondateurs de la CIE, qui a siégé au conseil d'administration d'Europe Trust pendant plus d'une décennie. Abderrahim Tawil, imam de la Grande Mosquée de Valence, est membre de l'ECFR, qui a tenu sa 8e réunion ordinaire à Valence en 2001. Par ailleurs, l'Espagne abrite également une branche jeune mais très active du Secours islamique.

L'une des particularités troublantes des Frères musulmans en Espagne est la participation, depuis une décennie, d'un nombre non négligeable de leurs membres à des activités terroristes. Le réseau Abu Dahdah basé à Madrid, qui allait devenir l'un des groupes djihadistes les plus importants, les plus sophistiqués et les mieux connectés d'Europe au cours des trente dernières années, est sans aucun doute l'exemple le plus connu de cette dynamique.⁴²⁸ Établi dans le début des années 1990, par un réseau serré de membres de la

confrérie syrienne vivant en Espagne, il était intimement lié à Al-Qaïda et certains de ses membres avaient des liens opérationnels étroits avec les auteurs des attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis et des attentats de Madrid du 11 mars 2004.⁴²⁹

Un épisode plus récent confirme cette tendance et met en évidence une implication troublante dans le terrorisme de certains des plus hauts représentants institutionnels de l'islam en Espagne. En effet, des membres clés de la Commission islamique d'Espagne, dont son président -plus tard libéré sous caution-⁴³⁰, ont été arrêtés et accusés d'appartenance à une organisation criminelle, de collaboration avec une organisation terroriste, de financement du terrorisme, de blanchiment d'argent, de fraude fiscale, de falsification de documents et d'immigration illégale. L'opération WAMOR, qui a donné lieu à une première série d'arrestations en 2019, a débuté lorsque le fils d'un membre senior de la CIE a été arrêté pour son militantisme présumé au sein de Fatah al Islām, un groupe lié à Al-Qaïda en Syrie. Les étapes ultérieures de l'enquête ont également allégué des liens étroits

⁴²⁸ Résumé (Processus ordinaire 0000035 /2001 E). Tribunal central d'instruction n° 005, Madrid, 17 septembre 2003. Récupéré de : https://e00-el-mundo.uecdn.es/documentos/2003/09/garzon_binladen/auto_1.pdf (consulté le 20 juin 2021).

⁴²⁹ Fernando Reinares, *La vengeance d'Al-Qaeda : les attentats à la bombe contre le train de Madrid en 2004*, New York : Columbia University Press, 2017.

⁴³⁰ Patricia Ortega Dolz, "Detenido el principal representante del islam en España en una operación que investiga una trama de financiación yihadista", *Diario El País*, March, 24, 2021. Consulté à l'adresse : <https://elpais.com/espana/2021-03-24/detenido-el-principal-representante-del-islam-en-espana-en-un-operacion-que-investiga-una-trama-de-financiacion-yihadista.html> (Consulté le 2 septembre 2021).



قطر الخيرية
Qatar Charity



1/8000/1327
19/03/2013

السادة / الرابطة الإسلامية للحوار والتعايش – أسبانيا

المحترمين

السلام عليكم وبرحمة الله وبركاته - وجدد،

الموضوع: التحويلات المالية 2012 م

تهدىكم قطر الخيرية أطيب تحياتها وتمنياتها لكم بدوام الصحة والعافية في دينكم ودياركم وهيتمكم بالعمارة الخيرية من التقدم والأزهار.

بالإشارة إلى الموضوع أعلاه، وإيماناً منا بالتعاون البناء بين قطر الخيرية ومؤسساتكم الموقرة لكي نصل الدعم إلى مستحقيه، يسرّفنا أن نرفق لكم بيان تفصيلي بالمبالغ المحوّلة إليكم خلال السنة المالية 2012 م، والمبالغ قيمتها الإجمالية (6,957,450 ريال قطري) فقط وقدره ستة ملايين وتسعمائة وسبعة وخمسون ألف واربعمائة وخمسون ريالاً قطرياً لا غير، وذلك في الفترة من 2012/01/01 م، وحتى 2012/12/31 م، أملى من مستكم التكرم وإرسال التقرير المالي عن أوجه الصرف ومختومة بختم مؤسساتكم الموقرة) في المصروف (على أن تكون موقعة ومختومة بختم مؤسساتكم الموقرة) في موعد القصد يوم 2013/03/31 م، على العنوان التالي:

العنوان: قطر الخيرية - الدوحة - قطر، ص.ب. 1224

كما يرجى موافقتنا بما يلي:

- 1- لتفريغ من مكتبكم صندوق خارجي معتمد في الدولة لمراجعة تحويلات قطر الخيرية وتنتج التقرير.
- 2- نسخة مصدقة من العقد المبرم مع مكتبكم التدقيق.
- 3- صورة شهادة مزاولة المهنة للمدقق المالي.



قطر الخيرية
Qatar Charity



1/8000/1327
19/03/2013

السادة / الرابطة الإسلامية للحوار والتعايش – أسبانيا

المحترمين

السلام عليكم وبرحمة الله وبركاته - وجدد،

الموضوع: التحويلات المالية 2012 م

تهدىكم قطر الخيرية أطيب تحياتها وتمنياتها لكم بدوام الصحة والعافية في دينكم ودياركم وهيتمكم بالعمارة الخيرية من التقدم والأزهار.

بالإشارة إلى الموضوع أعلاه، وإيماناً منا بالتعاون البناء بين قطر الخيرية ومؤسساتكم الموقرة لكي نصل الدعم إلى مستحقيه، يسرّفنا أن نرفق لكم بيان تفصيلي بالمبالغ المحوّلة إليكم خلال السنة المالية 2012 م، والمبالغ قيمتها الإجمالية (6,957,450 ريال قطري) فقط وقدره ستة ملايين وتسعمائة وسبعة وخمسون ألف واربعمائة وخمسون ريالاً قطرياً لا غير، وذلك في الفترة من 2012/01/01 م، وحتى 2012/12/31 م، أملى من مستكم التكرم وإرسال التقرير المالي عن أوجه الصرف ومختومة بختم مؤسساتكم الموقرة) في المصروف (على أن تكون موقعة ومختومة بختم مؤسساتكم الموقرة) في موعد القصد يوم 2013/03/31 م، على العنوان التالي:

العنوان: قطر الخيرية - الدوحة - قطر، ص.ب. 1224

كما يرجى موافقتنا بما يلي:

- 1- لتفريغ من مكتبكم صندوق خارجي معتمد في الدولة لمراجعة تحويلات قطر الخيرية وتنتج التقرير.
- 2- نسخة مصدقة من العقد المبرم مع مكتبكم التدقيق.
- 3- صورة شهادة مزاولة المهنة للمدقق المالي.

القصر الرئيسي: هاتف: +974 44007733 - فاكس: +974 44007733 - البريد الإلكتروني: +974 44008841 - صندوق بريد 1224 الدوحة - قطر
 Main Office: Tel: +974 44007733, Fax: +974 44007733, Women Branch: +974 44008841, P.O.Box 1224 Doha, Qatar
 سيرة باسم جمعية قطر الخيرية برافه (P) في وزارة العمل والشؤون الاجتماعية والاعتماد عام 1992

غير خائف
 Making Life Livable

التاريخ	الرقم	الوصف	المبلغ	العملة
18/03/2012	10991	تحويل تلقائي مشروع المركز الإسلامي بمدينة غرناطة غرناطة	1,000,000.00	اسبانيا
18/03/2012	10992	تحويل تلقائي مشروع المركز الإسلامي بمدينة غرناطة غرناطة	469,550.00	اسبانيا
18/06/2012	11245	القطر المصروف لعام 1433 هـ	375,000.00	اسبانيا
23/07/2012	11436	تحويل تلقائي مشروع توسعة وتأثيث مسجد في مدينة مرافقة الفقه الغرناطي	1,000,000.00	اسبانيا
04/09/2012	11506	رسوم المركز الإسلامي الغرناطي	638,400.00	اسبانيا
15/11/2012	11690	المركز الإسلامي في غرناطة	1,000,000.00	اسبانيا
15/11/2012	11691	المركز الإسلامي في غرناطة	1,000,000.00	اسبانيا
15/11/2012	11692	المركز الإسلامي في غرناطة	493,750.00	اسبانيا
15/11/2012	11697	مسجد القرية - برشونة	496,750.00	اسبانيا
23/07/2012	11437	تحويل تلقائي مشروع توسعة وتأثيث مسجد في مدينة مرافقة الفقه الغرناطي	482,000.00	اسبانيا
			6,957,450.00	الاجمالي

Photo 14 : Détail des transferts effectués par Qatar Charity à LICDOE en 2012. Un total de 6 957 450 Riyals qataris (1,6M€ environ)⁴²⁸

entre les membres du milieu des Frères espagnols et de Hay'at Taḥrīr al Shām.⁴³¹ Seul un procès, qui n'a pas encore eu lieu, permettra de confirmer la véracité des accusations, mais l'affaire a déjà eu un fort impact sur le milieu des Frères espagnols et a donné lieu à un débat public sur son rôle disproportionné dans la représentation des musulmans espagnols.

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Alors que les autorités et la société espagnoles ont consacré une attention substantielle au djihadisme au cours des vingt dernières années, le débat sur l'islamisme et la confrérie dans le pays a été extrêmement limité. Les autorités ont parfois exprimé des inquiétudes quant à l'influence de l'islam politique, comme lorsqu'en 2011 le Centre national de renseignement (CNI) a diffusé un rapport classifié auprès des différents ministères concernés, les mettant en garde contre "l'afflux incontrôlé de fonds en provenance du Golfe vers différents projets islamiques en Espagne [...] et l'impact négatif sur la coexistence que ces fonds, qui utilisent des canaux alternatifs échappant au contrôle du système financier espagnol, pourraient avoir".⁴³²

Cependant, la question a rarement été discutée dans le grand public, les arrestations de l'opération WAMOR étant une exception notable

⁴³¹ Pelayo Barro et Teresa Gómez, "Uno de los cerebros financieros del 11-S entre los yihadistas detenidos en Madrid", *OK Diario*, 23 juin 2019. Récupéré sur : <https://okdiario.com/espana/uno-cerebros-financieros-del-11-s-yihadistas-detenidos-madrid-4282115> (Consulté le 20 juin 2019).

⁴³² Ignacio Cembrero, "El CNI alerta de que seis países musulmanes financian al islamismo", *Diario El País*, 31 juillet 2011. Consulté sur : https://elpais.com/politica/2011/07/31/actualidad/1312140952_655494.html (Consulté le 20 juin 2021).

SUÈDE

Le milieu des Frères musulmans en Suède n'est pas particulièrement important en termes de nombre, mais il exerce une influence considérable dans le pays et au sein du réseau paneuropéen de la confrérie. Comme dans de nombreux autres pays européens, les premiers Frères sont arrivés en Suède dans les années 1970, en provenance de divers pays arabes, sans qu'il y ait une forte prédominance d'une seule nationalité. Ils n'ont pas tardé à créer les premières organisations liées à la Fraternité, qui avec le temps ont gagné en importance.

par la Fédération islamique de Suède (Islamiska Förbundet i Sverige, IFIS), basée à Stockholm.⁴³³

Le siège de l'IFIS est situé dans un immeuble du quartier central de Södermalm à Stockholm, à quelques pas de la plupart des institutions politiques et des médias suédois. Le même bâtiment abrite de nombreuses autres organisations qui ont des objectifs différents mais qui font toutes partie du réseau et voient les mêmes personnes occuper tour à tour divers postes de direction. Les organisations appartenant au milieu de la Fraternité suédoise sont également présentes dans d'autres villes, notamment à Göteborg et Malmö.⁴³⁴

L'organisation phare du réseau est représentée

⁴³³ Les informations sur les organisations liées au réseau sont tirées directement de l'ancien site web d'IFIS.

Extrait de : <https://web.archive.org/web/20120823055805/http://islamiskaforbundet.se/sv/om-ifis/ffis-historia.html> (Consulté le 29 mars 2021).

⁴³⁴ En 2013, Mahmoud Aldebe, d'origine jordanienne, l'un des dirigeants historiques du milieu des Frères suédois, a publié une lettre ouverte pour révéler son implication dans l'organisation et critiquer ses objectifs. Il écrivait : *"Moi, Mahmoud Aldebe [...], j'étais l'un de ceux qui ont créé la branche suédoise des Frères musulmans en Suède et qui ont rédigé ses statuts. J'ai abandonné mon engagement envers la Fédération islamique en Suède (IFIS) et les Frères musulmans en 2010, après plus de 25 ans en tant que figure de proue de l'organisation. Je ne dis pas cela pour salir qui que ce soit, mais la vérité doit éclater. Le problème n'est pas le mouvement en soi, mais ceux qui le dirigent. J'ai consacré toute ma vie d'adulte à défendre la Fédération islamique en Suède, mais j'ai réalisé que j'étais son instrument - et j'ai donc décidé de quitter tous mes postes de responsabilité au sein de la fédération et des Frères musulmans en Suède. Cette décision m'a coûté beaucoup, mais j'ai tout sacrifié pour me sauver du tunnel noir. Maintenant, la vérité doit éclater au grand jour, et j'ai choisi de sortir et de décrire la véritable image de la fédération islamique en Suède [...] Le problème auquel nous sommes confrontés est le double message, qui est plus nuisible que bénéfique. Le dialogue se poursuit avec les groupes chrétiens et juifs dans les forums officiels, mais en interne, ils répandent des peurs à leur sujet. Ils parlent de démocratie, mais font en réalité le contraire. La Fédération a réussi à tromper ceux qui veulent dialoguer avec eux en Suède [...] Aldebe poursuit avec une longue liste d'institutions (entre autres, l'Association d'étude Ibn Rushd, les Jeunes Musulmans suédois, la mosquée de Stockholm et la mosquée de Göteborg) et d'individus (Chakib Benmakhlouf, Mostafa Kharaki, Khemais Bassomi, Mohammad Amin Kharaki, Omar Mustafa et Mahmoud Khal- fi) qui, selon lui, comme Pierre, sont associés à la Confrérie. Aldebe conclut sa lettre par une critique acerbe de la Confrérie : "Aujourd'hui, la Fédération utilise ses conférences pour prouver aux politiciens suédois qu'elle contrôle l'Islam en Suède. La Fédération s'efforce également de faire accepter à la Suède son ordre aux musulmans. La division est nette et claire : les ennemis de l'islam ne peuvent être tolérés. Ses représentants sont actifs dans de grandes parties de l'islam organisé en Suède... [La démocratie, l'égalité et la liberté d'expression suscitent une grande aversion. Ils parlent de démocratie pour atteindre leurs propres objectifs et pour exercer un pouvoir sur l'islam en Suède. Cette lettre est citée dans Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.*

Le milieu suédois est bien inséré dans le réseau paneuropéen de la Fraternité. IFiS est un membre fondateur de la FIOE et ses statuts indiquent que "lors d'une éventuelle dissolution de l'association, les actifs seront transférés à la FIOE".⁴³⁵ Chakib Benmakhlouf, qui a occupé des postes de direction dans diverses organisations suédoises, a été président de la FIOE jusqu'en 2014. Le trésorier actuel de la FIOE est Hassan Mahmoud Keliem, qui a diverses connexions financières avec le milieu suédois.

Les liens de la Suède avec FEMYSO sont également très visibles. Non seulement la réunion fondatrice de FEMYSO, comme on l'a vu, s'est tenue à Stockholm et a été organisée par Sveriges Unga Muslimer (SUM, le membre suédois de FEMYSO), mais deux membres du milieu suédois, Omar Mustafa et Abdirizak Waberi, ont été respectivement membre du conseil d'administration et vice-président de FEMYSO.

Enfin, la Suède abrite une branche très active de l'Islamic Relief et une Suédoise, Lamia el Amri, a été nommée président d'Islamic Relief

Worldwide après que l'ensemble du conseil d'administration de l'organisation a été englouti dans un scandale d'antisémitisme et a démissionné. El Amri, qui a été directrice administrative d'Ibn Rushd et est mariée à l'ancien président de l'IFiS, a également été présidente du Forum européen des femmes musulmanes⁴³⁷, l'organisation féminine de la FIOE.

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Bien que le milieu des confréries suédoises ne soit pas, en termes comparatifs, particulièrement important, il a réussi à obtenir une position d'influence dans son pays que peu d'autres milieux confrériques européens ont. L'une des principales raisons qui expliquent cette dynamique est l'environnement particulièrement favorable dans lequel il a historiquement opéré. La Suède, en effet, a depuis longtemps adopté une politique de multiculturalisme très prononcée et subventionne généreusement les organisations qui prétendent défendre les intérêts des groupes minoritaires. En outre, le débat public suédois a sans doute été

⁴³⁵ Aje Carlborn, *L'activisme islamique dans un contexte multiculturel - continuité idéologique ou changement ?*, rapport de l'Agence suédoise de contingence civile et de l'Université de Malmö, 2017. Consulté à l'adresse : <https://www.msb.se/siteassets/dokument/publikationer/english-publications/islamic-activism-in-a-multicultural-context-ideological-continuity-or-change.pdf> (Consulté le 21 juin 2021).

⁴³⁶ "Lamia el Amri nommée présidente par intérim du Secours islamique", site officiel du Secours islamique. Extrait de : <https://www.islamic-relief.org/lamia-el-amri-appointed-acting-chair-of-islamic-relief/> (Consulté le 29 mars 2021).

⁴³⁷ Voir pour référence : Rapport annuel 2016 de la FEOMW. Consulté à l'adresse : <https://efomw.eu/wp-content/uploads/2019/10/EFOMW-Annual-Report-2016-1.pdf> (Consulté le 20 juin 2021).

caractérisé par un haut niveau de politiquement correct, ce qui permet aux acteurs liés à la confrérie de qualifier facilement toute critique de leurs activités de sectaire.

Ces facteurs qui se chevauchent ont permis aux Frères suédois de se présenter de manière crédible comme les représentants d'un groupe minoritaire qui cherche une reconnaissance spéciale et devrait être financé par l'État suédois. En 2006, par exemple, des organisations qui lui sont proches ont demandé des lois distinctes sur le mariage et le divorce pour les musulmans.⁴³⁸ Et bien que cette demande n'ait pas été satisfaite, diverses agences gouvernementales financent régulièrement avec des montants importants des entités appartenant au milieu des Frères suédois. Ces dernières années, cette dynamique a fait l'objet de critiques croissantes. L'Agence pour la jeunesse et la société civile (MUCF), par exemple, a décidé de retirer son financement à Sweden Young Muslims (SUM), l'organisation de jeunesse qui a cofondé FEMYSO, car, selon l'agence, SUM ne "remplissait pas l'exigence de démocratie".⁴³⁹ En 2019, un tribunal administratif a validé le raisonnement de la MUCF selon lequel les liens islamistes étendus et les invitations constantes

de prédicateurs qui épousent des idées extrémistes rendait discutable son engagement en faveur de la démocratie, un élément crucial pour obtenir un financement public.

Un autre élément notable est la proximité du milieu des Frères suédois avec divers partis politiques. Le premier parti avec lequel le milieu des Frères a établi des relations est le parti social-démocrate (Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti, SAP), le plus ancien et le plus grand parti politique de Suède. En 1999, le SAP a conclu un accord avec le Conseil musulman de Suède (Sveriges Muslimska Råd, SMR), dominé par les Frères, avec des critères numériques précis pour la participation des musulmans en tant que candidats du parti.⁴⁴⁰ La relation entre le SAP et le milieu des Frères est restée solide depuis lors. Il est révélateur que l'une des étoiles montantes du milieu, Omar Mustafa (qui a été président de l'IFIS, directeur d'Ibn Rushd et vice-président d'Islamic Relief Sverige) ait été élu au conseil d'administration national du SAP en 2013. Les médias ont révélé les liens entre les organisations dans lesquelles il était impliqué et les propos misogynes et racistes

⁴³⁸ *Les Frères musulmans en Suède*, par Magnus Norell, Aje Carlbon et Pierre Durrani, rapport commandé par MSB (Agence suédoise des contingences civiles), novembre-décembre 2016. Page 20. Consulté à l'adresse : <https://clarionproject.org/wp-content/uploads/2017/06/Muslim-Brother-hood-Sweden-Magnus-Norrell.pdf> (Consulté le 27 août 2021).

⁴³⁹ Tribunal administratif de Stockholm, affaire 1383-19, 31 octobre 2019.

⁴⁴⁰ Karl-Johan Karlsson, "Slovat att samarbata med Sveriges muslimska råd", *Expressen*, 29 janvier 2014. Consulté sur : <https://www.expressen.se/nyheter/s-lovar-att-samarbata-med-sveriges-muslimska-rad/> (Consulté le 20 juin 2021).

l'ont contraint à démissionner quelques jours seulement après son élection.⁴⁴¹

Mais le milieu de la Fraternité suédoise entretient de bonnes relations avec d'autres partis. En 2010, Abdirizak Waberi, un membre éminent du milieu qui a été président de l'IFiS et vice-président de la FIOE, a été élu au Parlement suédois pour le parti modéré, le rival historique de centre-droit des sociaux-démocrates, et a siégé à la commission de la défense et à la commission parlementaire mixte des affaires étrangères et de la défense. Mehmet Kaplan, l'un des principaux dirigeants des Jeunes musulmans de Suède (SUM), a gravi les échelons du Parti vert, siégeant au Parlement entre 2006 et 2014 et occupant le poste de ministre du logement entre 2014 et 2016 au sein du gouvernement social-démocrate-Verts. Dans une interview accordée à un média de langue arabe, Mahmoud Khalfi, l'imam de la mosquée de Stockholm contrôlée par l'IFiS et, comme Pierre, diplômé de l'IESH, l'a qualifié d'"une

percée pour les islamistes en Suède" et a complimenté les politiciens suédois pour "avoir normalisé les relations avec l'association islamique connue pour son affiliation avec les Frères musulmans."⁴⁴² Malgré cet enthousiasme, le temps passé par Kaplan au gouvernement a été court et troublé. Les médias ayant découvert ses liens étroits à la fois avec le groupe ultranationaliste turc Grey Wolves et avec Millî Görüş, Kaplan a été contraint de démissionner en avril 2016.⁴⁴³

Ces dernières années, divers éléments de la politique, des médias et du monde universitaire suédois ont commencé à s'inquiéter de la présence de la Fraternité en Suède et le débat est devenu beaucoup plus général que par le passé.⁴⁴⁴

⁴⁴¹ " Les sociaux-démocrates forcent Mustafa à partir au sujet des 'valeurs'", *The Local*, 13 avril 2013. Consulté à l'adresse : <https://www.thelocal.se/20130413/47320/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁴² Åke Carlborn, *"Mångkulturalismen och den politiska mobilingen av islam,"* Invandrare och integration i Danmark. Stockholm : Makadam Förlag. 2006.

⁴⁴³ " Le ministre suédois du logement démissionne après une querelle sur l'extrémisme ", *The Local*, 18 avril 2016. Consulté à l'adresse : <https://www.thelocal.se/20160418/swedens-housing-minister-quits-after-row/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁴⁴ Evin Ismail, "Sverige behöver tydlighet om islamism", *Svenska Dagbladet*, 11 décembre 2021. Récupéré sur : <https://www.svd.se/sverige-behover-osterrikes-tydlighet-om-islamism> (Accès : 20 juin 2021) ; " Ibn Rushd ä fortsatt kopplat till islamister ", *Expressen*, 1er octobre 2020. Consulté sur : <https://www.expressen.se/debatt/ibn-rushd-ar-fortsatt-kopplat-till-islamister/> (Consulté le 20 juin 2021).

SUISSE

L'histoire des Frères musulmans en Suisse est quelque peu particulière. D'une part, la Suisse n'a pas connu l'arrivée d'un nombre important d'étudiants étrangers liés au mouvement au cours des décennies précédentes, comme l'ont fait d'autres pays. Probablement en raison de cette dynamique, elle ne dispose pas d'une entité liée aux Frères, leader et hautement organisée, comme l'UOIF ou l'UCOII en France et en Italie voisines respectivement, qui puisse prétendre représenter les musulmans suisses. Mais, dans le même temps, la Suisse a historiquement accueilli une poignée de "pionniers" des Frères musulmans en Europe, qui ont utilisé le pays comme un sanctuaire à partir duquel ils ont joué un rôle clé dans le soutien de l'expansion du mouvement sur tout le continent. En outre, la Suisse a accueilli des groupes d'éminents activistes de la Confrérie originaires de divers pays d'Afrique du Nord qui, pour la plupart, ne se sont pas engagés dans la communauté locale des Frères musulmans, mais ont utilisé

le pays comme un sanctuaire pour poursuivre des activités visant leur pays d'origine.

L'exemple le plus marquant de cette dynamique est sans doute l'histoire de Said Ramadan, l'un des penseurs les plus importants de la Confrérie égyptienne, qui a été le secrétaire personnel du fondateur de la Confrérie, Hassan al Banna, et a épousé sa fille avant de quitter l'Égypte dans les années 1950.⁴⁴⁵ Après un bref passage à Cologne, Ramadan s'est installé à Genève, où il a ouvert le premier centre islamique de la ville et l'a utilisé comme base pour faciliter la création de certaines des premières entités liées à la Confrérie dans d'autres pays européens (la plus célèbre étant la grande mosquée de Munich et l'organisation qui la gère encore aujourd'hui, l'IGD) et pour mettre en relation d'autres pionniers de la Confrérie sur tout le continent.⁴⁴⁶ Ce faisant, Ramadan pouvait compter sur le large soutien financier de la Ligue mondiale musulmane, l'organisme transnational financé par le gouvernement saoudien créé dans le but de

⁴⁴⁵ Pour la vie de Said Ramadan, voir : M. H. Faruqi, "Les Frères Musulmans : Politique de 'Rabbani-yya', les Prières avant le Pouvoir", Historique du Centre Islamique, Centre Islamique de Genève. Consulté sur le site : <https://web.archive.org/web/20070203160725/http://www.cige.org/historique.htm> (consulté le 20 juin 2021) ; Tariq Ramadan, "Une Vie Entière", Consulté sur le site : <https://web.archive.org/web/20080803083917/http://membres.lycos.fr/oasislam/personnages/tariq/tariq.html> (consulté le 20 juin 2021) ; Tariq Ramadan, "4th August... 10 Years", site officiel de Tariq Ramadan, 4 août 2005). Consulté à l'adresse : <https://tariqramadan.com/arabic/2005/08/04/4th-august-10-years/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁴⁶ Ian Johnson, *Une mosquée à Munich : Nazis, the CIA, and the Rise of the Muslim Brotherhood in the West* (Boston : Houghton Mifflin Harcourt Trade, 2010).

diffuser l'interprétation saoudienne de l'islam dans le monde entier.⁴⁴⁷ Après sa mort en 1995, son fils Hani a pris la direction du Centre islamique de Genève. Le jeune frère de Hani, Tariq, a été actif dans diverses activités islamiques en Suisse romande dans les années 1990 et au début des années 2000, mais il a ensuite quitté le pays et est devenu l'un des intellectuels musulmans les plus célèbres et les plus controversés du monde jusqu'à ce que de graves accusations d'inconduite sexuelle entraînent sa chute.⁴⁴⁸

Yusuf Nada et Ghaleb Himmat ont joué un rôle non moins important que Said Ramadan dans l'organisation des activités de la confrérie en Europe à ses débuts. Bien que techniquement domiciliés dans l'enclave italienne en territoire suisse de Campione d'Italia, Nada et Himmat ont mené nombre de leurs activités financières de haut niveau en Suisse et au Liechtenstein voisin. Le duo était également actif dans le financement de diverses activités islamiques dans le Tessin :

Himmat, par exemple, a fondé et dirigé la Comunità Islamica nel Cantone Ticino.⁴⁴⁹

Tout au long des années 1990, plusieurs activistes de la Confrérie originaires des pays d'Afrique du Nord ont établi une présence en Suisse après avoir fui leur pays d'origine. Plusieurs membres de l'organisation tunisienne Ennahdha, par exemple, se sont installés dans la partie francophone du pays et y ont créé un large éventail d'ONG.⁴⁵⁰ En 2006, Ennahdha a même organisé son congrès européen dans le canton bucolique d'Obwald.⁴⁵¹ De nombreux militants d'Ennahdha ont quitté la Suisse après le Printemps arabe.

De nombreux militants de la Fraternité algérienne ont également trouvé refuge dans la partie francophone de la Suisse. Les plus connus d'entre eux étaient Ahmed Zaoui et Mourad Dhina. Le premier était l'un des fondateurs du Conseil de coordination du Front islamique du salut (FIS)

⁴⁴⁷ Ian Johnson, "The Brotherhood's Westward Expansion", *Current Trends in Islamist Ideology*, Le 5 février 2008.

⁴⁴⁸ "L'islamologue Tariq Ramadan fait face à une nouvelle accusation de viol", *AFP-Swiss Info*, 23 octobre 2020. Récupéré de : <https://www.swissinfo.ch/eng/islamic-scholar-tariq-ramadan-faces-new-rape-charge/46116152> (Accédé le 20 juin 2021).

⁴⁴⁹ Pour plus de références, voir : Comunità Islamica nel Cantone Ticino, *Swiss Business Monitor*. Consulté sur le site : <https://business-monitor.ch/en/companies/96098-comunita-islamica-nel-cantone-ticino/> management (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁵⁰ Ferial Mestiri, "L'opposant tunisien attaché à la Suisse", *Le Temps*, 20 janvier 2011. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.letemps.ch/suisse/opposant-tunisien-attache-suisse> (Consulté le 20 juin 2021) ; Daniel Rickenbacher, "Les Frères musulmans en Suisse : Deuxième partie", *L'œil européen sur la radicalisation*, 11 juin 2019. Récupéré de : <https://eeradicalization.com/the-muslim-brotherhood-in-switzerland-part-two/>

⁴⁵¹ Rapport annuel du DAP, 2006, p. 31.

Entré illégalement dans le pays, Zaoui a été expulsé vers le Burkina Faso en 1998 pour avoir compromis la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse.⁴⁵² Dhina a été élu à la tête du Bureau exécutif du FIS d'octobre 2002 à octobre 2004 et le groupe a organisé de nombreuses activités sur le territoire suisse pendant son mandat, notamment une réunion secrète tenue dans un chalet alpin du canton de Vaud en juillet 2004.⁴⁵³

Les activistes de la confrérie libyenne, quant à eux, se sont installés principalement dans la partie germanophone de la Suisse. En particulier, deux activistes très en vue se sont installés dans la région de Zurich. Le premier est Emad Elbannani, l'un des fondateurs de la Confrérie dans la région de Benghazi, qui a également été secrétaire général de la FIOE à ses débuts. Le second est Suleiman Abdelkader, qui a été le superviseur général de la Confrérie libyenne. Compte tenu de leur présence, il n'est pas surprenant qu'au début de 2011, la branche libyenne des Frères musulmans se soit réunie à deux reprises à Zurich pour délibérer de sa position à l'égard de la révolution libyenne.⁴⁵⁴

Ces réseaux de la Confrérie ont historiquement utilisé la Suisse comme un sanctuaire par excellence, et le fait que nombre d'entre eux aient utilisé le territoire suisse pour organiser les réunions internationales de leurs branches nationales est révélateur de la manière dont ils perçoivent la Suisse, comme un lieu relativement sûr. Ils ont également utilisé le pays, et en particulier la région de Genève, pour gérer des organisations caritatives, des ONG, des activités financières - et les comptes bancaires correspondants. Mais il convient de noter que la grande majorité de ces activités ont historiquement été destinées à soutenir les activités de la Confrérie en dehors de la Suisse et, dans la plupart des cas, de l'Europe. Pour diverses raisons, la plupart de ces groupes de la Confrérie ont semblé consacrer peu d'énergie à l'importante population musulmane suisse.

L'exception à cette dynamique est la Ligue des Musulmans de Suisse (LMS, également connue sous le nom de Rabita). Membre de la FIOE en Suisse, la LMS a été créée par Mohamed Karmous, d'origine tunisienne

⁴⁵² Rapport annuel DAP, 2004, p. 33 ; Rapport annuel DAP, 2006, p. 31 ; Réponse du Conseil fédéral à une question posée par Didier Berberat (Frais d'hébergement de Ahmed Zaoui au Burkina Faso), 2 septembre 1999. Consulté à l'adresse : http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=19991122 (consulté le 14 mars 2021).

⁴⁵³ Rapport annuel du DAP, 2002, p. 38 ; rapport annuel du DAP, 2004, p. 33.

⁴⁵⁴ Omar Ashour, "Between ISIS and a Failed State : La saga des islamistes libyens." Rethinking Political Islam Series, The Brookings Institution, 2015 ; Alison Pargeter, *Return to the Shadows : Les Frères musulmans et An-Nahda depuis le printemps arabe*, Londres : Saqi, 2016, page 127.

En 1994.⁴⁵⁵ Karmous et son épouse Nadia, basés dans la partie francophone du pays, sont des figures centrales du milieu des Frères en Suisse, avec des relations tant nationales qu'internationales. A eux deux, ils dirigent un ensemble d'organisations qui comprennent, outre la SLG, le Musée des Civilisations de l'Islam à la Chaux-de-Fonds, l'Association Culturelle des Femmes Musulmanes de Suisse (ACFMS, membre du Forum Européen des Femmes Musulmanes), le Centre Culturel des Musulmans de Lausanne, le Wakef Suisse, et plusieurs autres entités.

Sans surprise, des documents non couverts par l'enquête Qatar Papers ont révélé comment les Karmouse ont été les principaux bénéficiaires de fonds importants de Qatar Charity. Le couple a reçu près de 1,4 million de francs suisses pour son musée de la civilisation islamique entre 2011 et 2014, 1 589 639 francs pour le centre islamique de Lausanne et au moins 159 000 francs pour le centre islamique de Lugano, où M. Karmous siège au conseil d'administration.

(montrant une connexion avec le réseau de Nada et Himmat, ce que le premier admet ouvertement). Le couple a reçu un total estimé à au moins 3,66 millions d'euros de l'organisation caritative du Qatar.⁴⁵⁶ Il convient de noter qu'en 2007, Mohamed Karmous a été arrêté par les autorités douanières françaises avec 50 000 euros en espèces destinés à l'IESH (Karmous est le trésorier de la branche parisienne de l'IESH).⁴⁵⁷ Malgré cet accès à des fonds importants, la SLG, contrairement à de nombreuses organisations nationales membres de la FIOE dans d'autres pays européens, ne joue qu'un rôle marginal au sein de l'islam suisse, et particulièrement dans la partie germanophone.

Attitudes du gouvernement et de la société civile

La politique de la Suisse à l'égard de la présence de réseaux des Frères musulmans sur son sol a historiquement été une politique de laissez-faire.⁴⁵⁸ Bien qu'il y ait eu des cas où des activistes individuels ont été expulsés ou se sont vus refuser l'accès au pays, les autorités suisses ont, pour la

⁴⁵⁵ *Islambezogene Weiterbildung in der Schweiz - Bestandsaufnahme und Bedarfsanalyse*, étude du Schweizerischen Zentrums für Islam und Gesellschaft (SZIG) de l'Universität Freiburg, avril 2016. Consulté sur : <https://www.unifr.ch/szig/de/weiterbildung/mogal/> (consulté le 20 juin 2021).

⁴⁵⁶ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019.

⁴⁵⁷ Ibid.

⁴⁵⁸ Daniel Rickenbacher, "Les débuts de l'islam politique en Suisse : La mosquée des Frères musulmans de Saïd Ramadan à Genève et les autorités suisses", *The Journal of the Middle East and Africa*, Volume 11, 2020 - Issue 2. 10 juin 2020. Pp. 179-202.

plupart, permis aux réseaux de la confrérie de s'installer et de mener leurs opérations dans le pays.

Cela ne veut pas dire que la question n'a pas été parfois débattue dans les milieux politiques et dans l'arène publique, bien qu'avec un très large éventail d'opinions, comme dans tous les pays européens. Mais le débat semble se concentrer sur des individus spécifiques (comme les frères Ramadan, qui ont régulièrement été sous les feux de la rampe pour leurs positions controversées) et/ou sur des controverses (comme le financement de mosquées suisses par le Qatar) et ne pas s'étendre à une évaluation plus large de la présence de la confrérie dans le pays et ce que cela implique. Il existe également peu d'informations publiques sur les activités de la confrérie dans le pays.⁴⁵⁹

⁴⁵⁹ Forschung zur Unterwanderung von religiösen und politischen Institutionen durch legalistisch operierende islamistische Organisationen in der Schweiz, insbesondere auch durch Mitglieder der Muslimbruderschaft, Q&A au Nationalrat, 18 décembre 2020. Récupéré de : <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20204706> (consulté le 14 mars 2021).

ROYAUME-UNI

On peut dire qu'aucun autre pays européen n'a une présence des réseaux des Frères musulmans qui soit historiquement, quantitativement et qualitativement plus importante que le Royaume-Uni. Des liens historiques profonds remontant à l'époque coloniale entre le Royaume-Uni et de nombreux pays du Moyen-Orient, le grand nombre d'universités prestigieuses du pays qui enseignent dans une langue que beaucoup de personnes du monde arabe maîtrisent, des politiques d'asile généreuses et l'effet domino qui a conduit davantage d'activistes à rejoindre des réseaux déjà existants sont les raisons qui se recoupent pour expliquer la présence disproportionnée de la Confrérie au Royaume-Uni.

En substance, à partir des années 1960, pratiquement toutes les branches moyen-orientales et nord-africaines de la confrérie ont établi une certaine présence au Royaume-Uni. La branche égyptienne est historiquement l'une des plus anciennes et des plus importantes à opérer dans le pays. Au milieu des années 1990, l'un de ses membres les plus anciens,

alors membre de la Shura Concil, Kamal Helbawy, a même ouvert un centre médiatique officiel pour la Confrérie et est devenu le porte-parole officiel de l'organisation en Occident.⁴⁶⁰ En 2013, après la destitution du gouvernement de Mohammed Mursi, de nombreux militants de haut rang de la Confrérie ont trouvé refuge au Royaume-Uni et Londres est devenue une plaque tournante essentielle pour que le groupe réorganise ses activités en dehors de l'Égypte.⁴⁶¹ Témoinnant du caractère crucial de sa présence au Royaume-Uni pour la confrérie égyptienne, en septembre 2020, le secrétaire général de l'Organisation internationale des Frères musulmans et résident londonien de longue date, Ibrahim Munir, est devenu le chef général par intérim des Frères musulmans en Égypte.⁴⁶²

La Fraternité libyenne a également créé une présence de haut niveau. En 1970, l'un des pionniers de la branche, Ashur Shamis, a créé la Muslim Welfare House, la première maison d'hôtes de la Fraternité à Londres, qui est aujourd'hui une organisation membre de la FIOE.⁴⁶³ Mais la principale plaque tournante des Libyens au Royaume-Uni est Manchester, où ils ont

⁴⁶⁰ Alison Pargeter, *Les Frères musulmans : From Opposition to Power*, Londres : Saqi Books, 2013.

⁴⁶¹ *Revue des Frères Musulmans : Main Findings*, Chambre des communes, 17 décembre 2015. Consulté à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/publications/muslim-brotherhood-review-main-findings> (Consulté le 11 avril 2021).

⁴⁶² Ayman Meka, "Dans une déclaration, la confrérie reconnaît la rébellion des jeunes du groupe à cause d'Ibrahim Mounir [في بيان لها .. الإخوان تعترف بتمرد شباب الجماعة بسبب إبراهيم منير]", *Mobtada*, 4 septembre 2020. Extrait de : <https://web.archive.org/web/20200906112319/https://www.mobtada.com/details/965377> (consulté le 20 juin 2021).

⁴⁶³ Innes Bowen, *Medina in Birmingham, Najaf in Brent : Inside British Islam*, Londres : Hurst, 2014. Page 103.

créé un réseau de mosquées, d'entreprises et d'organisations. De nombreux membres du milieu se sont à nouveau tournés vers la Libye pendant ou juste après le conflit qui a conduit à la fin du régime de Mouammar Kadhafi, s'engageant dans les combats et occupant des postes à responsabilité dans le gouvernement post-révolutionnaire libyen favorable à la Fraternité. De même, plusieurs membres de la branche tunisienne, dont son chef spirituel de longue date Rached Ghannouchi, ont quitté le Royaume-Uni après de nombreuses années de résidence pendant le Printemps arabe pour participer au processus politique que leur pays d'origine était sur le point d'entamer.

La branche irakienne de la confrérie a également une longue histoire au Royaume-Uni. Certains de ses militants les plus importants ont étudié au Royaume-Uni mais ont ensuite quitté le pays : des individus comme Hisham al Talib, Jamal Barzinji et Ahmed Totonji pour les États-Unis, Nooh al Kaddo pour l'Irlande. Mais certains sont restés et sont devenus des acteurs clés de la scène britannique. Parmi eux, Ahmed al Rawi, président de la Muslim Association of Britain et de la FIOE, et membre du conseil d'administration d'Europe Trust. On peut également citer des individus comme Omer el Hamdoun et Anas al Tikriti, enfants de dirigeants de la confrérie irakienne qui ont fui au Royaume-Uni dans les années 1970, et qui ont ensuite tous deux présidé l'Association musulmane de Grande-Bretagne. Parmi les autres branches importantes, citons les Palestiniens, dont les membres ont souvent été

accusés de financer le Hamas depuis le Royaume-Uni ; Les syriens, les soudanais et ceux de divers pays du Golfe (Émirats arabes unis, Koweït, Bahreïn), dont certains ont pris de l'ampleur ces dernières années après que les régimes locaux ont commencé à sévir contre leurs réseaux de la Confrérie.

En substance, au cours des soixante dernières années, le Royaume-Uni a accueilli, de manière temporaire ou permanente, certains des dirigeants islamistes les plus éminents d'Europe, mais aussi du monde entier, ainsi que le vaste réseau de la Confrérie, devenant l'un des principaux points de rencontre des dirigeants des branches du groupe du monde entier. Chacun de ces réseaux a mis en place sa propre infrastructure, menant un large éventail d'activités pour soutenir le groupe dans son pays d'origine. Cependant, si le clivage entre les nationalités a toujours été important, un réseau de connexions personnelles et organisationnelles a permis aux membres des différentes "Confréries" opérant au Royaume-Uni de faire partie d'un milieu cohésif.

Certains de ces réseaux sont restés insulaires, se concentrant exclusivement sur le soutien de la lutte dans leur pays d'origine et ne s'impliquant pas dans les activités et les débats liés à l'Islam en Grande-Bretagne. D'autres, tout en n'oubliant jamais les vicissitudes de leur pays d'origine et de la région, ont finalement décidé de concentrer une partie importante de leurs énergies sur les communautés musulmanes britanniques

et, plus largement, la société et la politique britanniques. Ils ont créé un large éventail d'organisations, de groupes de réflexion, d'associations caritatives et de chaînes de télévision, et se sont engagés dans de nombreuses formes d'activisme politique. La plus importante de ces plateformes de mobilisation est sans doute la Muslim Association of Britain (MAB). Créée en 1997, elle comptait parmi ses fondateurs et ses principaux militants des individus éminents ayant des liens profonds avec les branches égyptienne (Ka-mal Helbawy), irakienne (Anas al Tikriti et Omar el Hamdoun), palestinienne (Azzam Tamimi et Mohammed Sawalha), libyenne (El Amin Belhaj) et tunisienne (Said Ferjani) de la Confrérie.

Le MAB était extrêmement influent tant au sein de la communauté musulmane britannique que dans le débat public au milieu des années 2000, mais, comme beaucoup d'autres visages publics du milieu des Frères britanniques, il semble avoir perdu beaucoup de son influence ces dernières années. Alors que certaines branches "nationales" et plus introverties de la confrérie sont encore très actives, le visage public du milieu de la confrérie britannique semble en crise, vidé par le départ de nombre de ses leaders charismatiques qui sont retournés dans leur pays d'origine pendant le printemps arabe.

Plus influents sont devenus, en revanche, les réseaux liés au Jamat-e-Islami (Jel), l'organisation jumelle de la Confrérie en Asie du Sud. Comme on l'a vu,

les deux groupes travaillent depuis longtemps main dans la main au Royaume-Uni et leur coopération a également été cruciale pour la formation de la FIOE. En outre, les dirigeants de la Jel et de la Confrérie ont joué un rôle clé dans la création en 1997 du Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB), l'organisation théoriquement chargée de représenter tous les musulmans britanniques.

Étant donné le profil extrêmement élevé du milieu des Frères britanniques, il n'est pas surprenant qu'il ait joué un rôle clé dans les structures paneuropéennes du réseau. Comme on l'a vu, le premier siège de la FIOE était à Markfield, hébergé par la Fondation islamique de la Jel, et son premier président était Ahmed al Rawi, un membre éminent du milieu des Frères irakiens basé au Royaume-Uni. Trois organisations britanniques sont actuellement membres de la FIOE : MAB, qui était un membre fondateur, la Muslim Welfare House mentionnée ci-dessus et la Muslim Women Society for the Future. De même, Young Muslims UK, une organisation liée à Jel, était un membre fondateur de la FEMYSO et, selon la propre documentation de la FEMYSO, la Fondation islamique liée à Jel a joué un rôle dans sa fondation. Cinq organisations britanniques sont membres de la FEMYSO : la Federation of Student Islamic Societies (FOSIS, qui, au fil des ans, a vu certains des dirigeants islamistes les plus célèbres du monde y occuper des postes de direction pendant leur séjour dans les universités britanniques), la section jeunesse du MAB, la Muslim Scout Fellowship, Young

Muslims UK et la Fondation islamique. En outre, comme on l'a vu, Europe Trust est basé au Royaume-Uni et plusieurs membres du milieu des Frères britanniques ont siégé à son conseil. En outre, l'ECFR est dominé par des universitaires résidant au Royaume-Uni, qui contribuent avec 6 membres au Conseil, dont le président actuel, Abdullah al Judai.⁴⁶⁴ Enfin, Islamic Relief Worldwide est également basé au Royaume-Uni (à Birmingham) et l'IESH possède des campus au Pays de Galles et en Angleterre.

Attitudes du gouvernement et de la société civile

Pendant des décennies, l'approche du gouvernement britannique à l'égard de la présence sur le sol britannique d'activistes de la Fraternité et, plus largement, d'activistes islamistes, a été, d'une manière générale, une approche de laissez-faire, ce qui, associé aux lois généreuses du pays en matière d'asile, a constitué la principale raison de la formation d'un milieu aussi important dans le pays. En outre, des éléments substantiels au sein de la politique étrangère et des services de renseignement

britanniques ont traditionnellement considéré les Frères comme des atouts pour atteindre leurs objectifs.

Un mémorandum interne de 2005 du Foreign Office sur la visite à Londres du chef spirituel mondial des Frères musulmans, Yusuf al Qaradawi, illustre parfaitement ce raisonnement. Si le Foreign Office admettait que le soutien ouvert de Qaradawi aux attentats-suicides en Irak et en Palestine était troublant, il reconnaissait également que "ces actes ne sont pas exceptionnels parmi les musulmans", tant au Moyen-Orient qu'au Royaume-Uni. En approuvant la visite du religieux au Royaume-Uni, le Foreign Office a salué le rôle d'al Qaradawi dans la "promotion de l'islam courant" et a suggéré que "la présence d'individus comme Qaradawi à nos côtés devrait être notre objectif."⁴⁶⁵

La croyance à Whitehall et dans l'ensemble du gouvernement britannique était que "les radicaux peuvent être contrôlées, et qu'ils peuvent, à leur tour, contrôler les jeunes hommes en colère", ce qui, peu après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, a conduit à des décisions politiques

⁴⁶⁴ Voir pour référence : Membres du Conseil, le Conseil européen de la fatwa et de la recherche.

Consulté à l'adresse suivante : <https://www.e-cfr.org/blog/category/الأعضاء/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁶⁵ Mémo interne du Foreign Office britannique sur Yusuf al Qaradawi, 14 juillet 2005, publié en annexe de Martin Bright, *When Progressives Treat with Reactionaries : The British State's Flirtation with Radical Islam*, rapport publié par Policy Exchange, 2006. Consulté sur le site : <https://policyexchange.org.uk/publication/when-progressives-treat-with-reactionaries-the-british-states-flirtation-with-radical-islamism/> (Consulté le 20 juin 2021).

Importantes.⁴⁶⁶ Pour mettre en œuvre une "négociation policière menant à un partenariat avec des groupes musulmans conventionnellement considérés comme subversifs pour la démocratie", Scotland Yard a créé, peu après le 11 septembre, la Muslim Contact Unit (MCU). Guidée par cette philosophie, la MCU a formé les "partenariats de Londres", dont un partenariat avec des activistes de la Muslim Welfare House et de la Muslim Association of Britain pour contrer l'attrait du célèbre clerc djihadiste Abu Hamza dans le quartier de Finsbury Park. "Les salafistes et les islamistes", a affirmé le chef du MCU, Bob Lambert, "sont souvent les meilleurs antidotes à la propagande d'Al-Qaïda une fois qu'elle s'est installée."⁴⁶⁹

Au cours de ces années, les autorités britanniques ont fréquemment établi des partenariats et financé un large éventail d'organisations liées à la Confrérie. Dans certains cas, comme celui de la MCU, cette approche était motivée par une évaluation minutieuse de la nature islamiste de leurs partenaires et par la conviction profonde qu'ils constituaient les partenaires les mieux adaptés. Dans d'autres cas, par exemple dans les cas

de financement par certains conseils locaux, des partenariats ont été établis sans que l'on connaisse vraiment la nature des partenaires.

Dans la seconde moitié des années 2000, les gouvernements Labour de Tony Blair et Gordon Brown ont progressivement abandonné toute vision positive des islamistes non violents, y compris tout rôle qu'ils pourraient jouer dans la lutte contre la radicalisation, et ont décidé de ne plus les mettre en avant ni de les « définancer ». La perception et le changement de politique ont été encore plus spectaculaires au début des années 2010, sous le gouvernement conservateur de David Cameron. Dans un discours marquant abordant la question, Cameron a fait valoir ce qui suit :

"Certaines organisations qui cherchent à se présenter comme une passerelle vers la communauté musulmane sont arrosées de fonds publics alors qu'elles ne font pas grand-chose pour combattre l'extrémisme. Comme d'autres l'ont fait remarquer, c'est comme si l'on se tournait vers un parti fasciste de droite pour combattre un mouvement violent de suprématie blanche. Nous devrions donc juger correctement ces

⁴⁶⁶ Shiraz Maher et Martyn Frampton, *Choosing our friends wisely Criteria for engagement with Muslim groups*, Policy Exchange, 2009. Consulté à l'adresse : <https://policyexchange.org.uk/publication/choosing-our-friends-wisely-criteria-for-engagement-with-muslim-groups/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁶⁷ Robert Lambert, "Empowering Salafis and Islamists Against Al-Qaeda : A London Counterterrorism Case Study", *Political Science & Politics*, 41 : 31-35, 2008.

⁴⁶⁸ Robert Lambert, *Countering Al-Qaeda in London : Police et musulmans en partenariat* (Londres : Hurst, 2011).

⁴⁶⁹ Robert Lambert, "Ignorer les leçons du passé", *Criminal Justice Matters*, 73, septembre 2008, p. 23.

organisations. Est-ce qu'elles croient aux droits de l'homme universels - y compris pour les femmes et les personnes d'autres confessions ? Croient-elles à l'égalité de tous devant la loi ? Croient-elles en la démocratie et au droit des gens d'élire leur propre gouvernement ? Encouragent-elles l'intégration ou la séparation ? Voilà le genre de questions que nous devons poser."⁴⁷⁰

En 2014, dans le prolongement de cette approche, Cameron a ordonné un examen très médiatisé à l'échelle du gouvernement de "la philosophie, les activités, l'impact et l'influence sur les intérêts nationaux britanniques, dans le pays et à l'étranger, des Frères musulmans et de la politique du gouvernement à l'égard de l'organisation" - une première du genre en Occident. Le processus s'est poursuivi pendant des mois, non sans controverses et difficultés, et un rapport de deux cents pages a été présenté au Premier ministre. Si le rapport n'a pas été rendu public, le gouvernement britannique a publié en décembre 2015 un résumé de ses conclusions.⁴⁷¹

En ce qui concerne la présence au Royaume-Uni, l'examen a déclaré que : "Dans les années 1990, les Frères musulmans et leurs associés ont créé des organisations publiques et en d'apparence nationale au Royaume-Uni

pour promouvoir leurs opinions. Aucune n'était ouvertement identifiée aux Frères musulmans et l'appartenance à cette organisation restait (et reste) un secret. Mais pendant quelques années, les Frères musulmans ont façonné la nouvelle Islamic Society of Britain (ISB), dominé la Muslim Association of Britain (MAB) et joué un rôle important dans la création puis la gestion du Muslim Council of Britain (MCB)".

Elle a également constaté que :

"... à la mi-2014, la Confrérie au Royaume-Uni comprenait une série d'organisations, vaguement associées entre elles mais sans commandement et contrôle communs ni chef unique. Certaines de ces organisations avaient émergé au Royaume-Uni et à partir du Royaume-Uni. D'autres représentaient des organisations de Frères de pays tiers utilisant Londres comme base pour des activités à l'étranger. Le membre le plus haut placé des Frères musulmans résidant en permanence au Royaume-Uni a déclaré à l'équipe chargée de l'examen qu'il coordonnait certaines activités internationales des Frères musulmans, mais pas les activités des Frères musulmans dans ce pays."

L'examen a noté la présence d'un large réseau d'organisations caritatives liées au réseau,

⁴⁷⁰ "L'éditorial de David Cameron sur la radicalisation et l'extrémisme islamique", *New Statesman*, 5 février 2021. Consulté à l'adresse : <https://www.newstatesman.com/blogs/the-staggers/2011/02/terrorism-islam-ideology> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁷¹ *Revue des Frères Musulmans : Main Findings*, Chambre des communes, 17 décembre 2015. Consulté à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/publications/muslim-brotherhood-review-main-findings> (Consulté le 11 avril 2021).

dont certains étaient impliqués dans le financement du Hamas. Il a clairement indiqué que le réseau des Frères musulmans n'était engagé dans aucune activité terroriste dans le pays et a noté que " les Frères musulmans au Royaume-Uni (par exemple MAB) ont souvent condamné les activités terroristes au Royaume-Uni associées à Al-Qaïda ". Mais l'examen a également noté que "l'évolution du mouvement des Frères musulmans dans ce pays continue de refléter certaines des préoccupations de l'idéologie fondamentale des Frères musulmans, notamment le fait que la société occidentale est intrinsèquement hostile à la foi et aux intérêts des musulmans et que ceux-ci doivent répondre en maintenant leur distance et leur autonomie". "En juillet 2014, UKIM faisait encore la promotion de documents qui affirmaient explicitement qu'il n'était pas possible pour un musulman pratiquant de vivre sous un système de gouvernement non islamique (et prévoyait la "victoire" prochaine de l'islam sur le communisme, la démocratie capitaliste et le matérialisme séculaire). L'évaluation globale de la revue était que "certains aspects de l'idéologie et des tactiques des Frères musulmans, dans ce pays et à l'étranger, sont contraires à nos valeurs

et ont été contraires à nos intérêts nationaux et à notre sécurité nationale."

Le rapport a suscité des réactions mitigées et, comme on pouvait s'y attendre, de vives critiques. Les acteurs liés à la confrérie ont critiqué divers aspects du rapport. Le MAB, par exemple, l'a qualifié de "rapport erroné, mal informé et biaisé qui contient de nombreuses faussetés" et a déclaré que les allégations de "tout lien administratif, organisationnel ou financier" du MAB avec la Confrérie étaient "absurdes et seront légalement contestées."⁴⁷² De vives critiques des conclusions de l'enquête ont également été formulées par la commission des affaires étrangères de la Chambre des communes, qui a publié en 2017 son propre rapport critiquant à la fois le processus et de nombreuses conclusions de l'examen.⁴⁷³

⁴⁷² " Réponse à l'attaque du Telegraph contre les groupes scouts musulmans ", News & Events, la Fédération des organisations islamiques en Europe, 8 février 2019. Consulté à l'adresse : <http://euromuslims.org/fr/category/news-amp-events/> (Consulté le 20 juin 2021). "

⁴⁷³ " *Political Islam, and the Muslim Brotherhood Review* ", Sixième rapport de la session 2016-2017, Commission des affaires étrangères, Chambre des communes, 1er novembre 2016. Consulté à l'adresse : <https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmfaaff/118/118.pdf> (Consulté le 20 juin 2021).





QUATRIEME PARTIE

NARRATIFS

La Confrérie européenne est souvent accusée d'utiliser un double discours trompeur, montrant un visage modéré et amical lorsqu'elle traite avec des établissements européens, mais exprimant des points de vue sensiblement différents dans des lieux ou sur des plateformes qu'elle suppose accessibles uniquement à un public interne. Il n'est pas simple de porter un jugement clair sur le discours des Frères en Europe. Changent-ils de registre en fonction de l'audience ? Le message est-il différent selon la langue utilisée ? Les déclarations controversées constituent-elles une exception ou un courant de pensée généralisé au sein du mouvement qui ne doit pas être rendu visible ? Ces questions complexes nécessitent une analyse sobre et non une approche de type tabloïd. Les accusations de double discours, en effet, ont parfois été injustes, sélectionnant et décontextualisant les déclarations des membres des mouvances de la Fraternité.

Pourtant, la question est incontestablement préoccupante, car les cas dans lesquels les Frères utilisent des récits doubles, envoyant des messages différents à des publics différents, ne sont pas rares. On peut soutenir que cette dynamique découle largement de la position difficile que les Frères européens se sont taillée. Même si de nombreux éléments fondamentaux du discours de la Fraternité

reposent sur un bagage culturel et historique commun, l'incorporation de nouveaux éléments fait partie d'un processus dynamique d'évolution et d'adaptation au contexte qui est commun à toutes les branches du groupe dans le monde.⁴⁷⁵ Ce phénomène est particulièrement aigu en Europe, où l'adaptation de certaines parties du discours classique de la Fraternité au contexte et à la culture européens nécessite un effort supplémentaire. Cela est dû au contexte des sociétés à majorité non-musulmane dans lesquelles les Frères européens opèrent et à leur stratégie visant à se présenter comme des interlocuteurs modérés et légitimes.

Les Frères européens, en effet, doivent s'adresser simultanément à des publics très différents. Leur désir de devenir des interlocuteurs privilégiés des établissements européens les conduit à adopter le langage de la démocratie, des droits de l'homme, du dialogue interreligieux, de l'intégration et de la citoyenneté active. En même temps, les Frères européens ont besoin de maintenir la loyauté et le respect des segments les plus conservateurs de la communauté musulmane, leur public naturel. Pour ce faire, ils doivent adopter des points de vue sur des questions telles que l'homosexualité ou les droits de la femme par exemple, qui sont en contradiction flagrante avec ceux adoptés par les gouvernements

⁴⁷⁵ Nathan C. Funk y Abdul Aziz Said, " Islam and the West : Narratives of Conflict and Conflict Transformation ", *International Journal of Peace Studies*, numéro 9-1, 2004, pp. 1-28.

européens. En substance, les frères européens sont engagés dans un exercice constant de funambulisme rhétorique, qui échoue souvent.

Indépendamment de ses causes, aussi compréhensibles soient-elles, cet exercice d'équilibrisme a des conséquences problématiques. La diffusion par les Frères européens, auprès d'une vaste audience, de points de vue qui ne sont pas rarement en contradiction avec les droits de l'homme et les valeurs démocratiques est une chose que les sociétés européennes ne doivent pas prendre à la légère. Le risque que ces opinions puissent gagner du terrain au sein de larges sections des communautés musulmanes d'Europe grâce au large appareil de diffusion des Frères, est un sujet de préoccupation pour la plupart des gouvernements européens.

En effet, les principaux dirigeants de la Fraternité européenne ont un long passé de déclarations problématiques sur divers sujets. On peut soutenir que l'une des questions parmi les positions qu'ils ont exprimées qui sont le plus en désaccord avec celles exprimées est la tolérance religieuse. Pendant des années, les Frères européens se sont engagés avec enthousiasme dans le dialogue interreligieux, en établissant souvent diverses formes de communication et de coopération avec des représentants de diverses groupes religieux,

et en particulier des deux autres grandes religions monothéistes, le christianisme et le judaïsme.

Pourtant, il n'est pas difficile de trouver des déclarations de hauts dirigeants du mouvement qui indiquent des caractérisations négatives et des vues antagonistes envers les autres religions et groupes religieux. Par exemple, en 2000, Ali Abu Shwaima, ancien membre du conseil d'administration de la FIOE, membre fondateur de l'IESH et membre du conseil d'administration de l'Europe Trust, dans un éditorial du haut de sa chaire de rédacteur en chef d'Al Europiya, le magazine officiel de la FIOE, a affirmé que le but du dialogue interreligieux était "la collaboration [des trois religions] contre l'athéisme et la pornographie, les ennemis de la foi", et que même s'il s'agit d'un terrain d'entente à partir duquel on peut commencer à débattre, "il faut savoir que notre livre [le Coran] est correctement guidé et que les leurs, que ce soit la Torah ou la Bible, ont été déformés"⁴⁷⁶. Vingt ans plus tard, Yassin Baradai, qui a succédé à Abu Shwaima à la tête de l'UCOII, la principale organisation de la mouvance des Frères italiens, et qui travaille comme responsable des médias pour Islamic Relief Italia, a soutenu de la même manière sur sa page Facebook que le christianisme et le judaïsme étaient "une hérésie, une déviation du message original des prophètes"⁴⁷⁷.

⁴⁷⁶ Magazine Al Europiya, numéro 18 [مجلة الاورويبا], juin 2000, page 16.

⁴⁷⁷ Giovanni Giacalone, "Le accuse del leader islamico : cristiani ed ebrei sono 'eretici'", *Il Giornale*, 31 août 2020. Récupéré de : <https://www.ilgiornale.it/news/cronache/segretario-ucoui-ebraismo-e-cristianesimo-storpiature-ed-1886534.html> (consulté le 20 juin 2021)

Il convient également de noter que l'ECFR, le principal organe jurisprudentiel de la structure paneuropéenne de la Confrérie, chargé de donner des conseils religieux à tous les musulmans européens, a adopté une position controversée, conforme à certains des courants de pensée les plus conservateurs de la loi islamique, concernant la célébration des fêtes non musulmanes, une question tout à fait pertinente dans un contexte européen. "Nous sommes d'accord avec eux [les érudits islamiques médiévaux Ibn Taymiyya et Ibn al Qayyim] pour s'opposer à ce que les musulmans célèbrent les fêtes des polythéistes et des gens du Livre", a déclaré une fatwa de l'ECFR en 2000. "Ceci est inadmissible, car nous avons nos propres fêtes et ils ont les leurs". La résolution continue de s'intéresser aux vœux de fête, précisant qu'"il est permis à un musulman [...] de les féliciter [les non-musulmans] pour leurs festivités verbalement ou par le biais de cartes qui ne contiennent pas de signe ou de déclarations religieuses en désaccord avec les principes islamiques, comme la croix, car l'islam nie le concept même de la croix [...] et à condition que les paroles de

félicitations prononcées en de telles occasions ne comportent aucune approbation de leur religion ni aucune satisfaction à son égard".⁴⁷⁸

Les opinions négatives sur les autres groupes religieux ne se limitent pas aux chrétiens. Les groupes religieux minoritaires du Moyen-Orient - en substance, les musulmans non sunnites - sont souvent la cible de commentaires désobligeants. Par exemple, Moncef Zenati, membre du bureau exécutif national de l'UOIF/MF en charge de l'enseignement à distance à l'IESH Château-Chinon, décrit les Yézidis comme "un groupe déviant [...] d'adorateurs de Satan"⁴⁷⁹, les Alaouites comme "une secte dont le but ultime est la destruction de l'Islam sunnite [...] qui a toujours soutenu les envahisseurs du monde musulman"⁴⁸⁰ et donne même des astuces et des conseils à son public afin d'identifier et de "démasquer" les chiites cachés parmi la communauté sunnite.⁴⁸¹ De même, le fondateur d'IRW, Hany el Banna, a qualifié les Yézidis d'"adorateurs du diable", une insulte particulièrement odieuse utilisée également par ISIS pour justifier leur

⁴⁷⁸ Résolution 3/6. Féliciter les non-musulmans à l'occasion de leurs fêtes. La sixième session ordinaire du Conseil européen pour la fatwa et la recherche, août-septembre 2000. Consulté à l'adresse : <https://www.e-cfr.org/blog/2014/01/31/%D8%A7%D9%84%D8%A8%D9%8A%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%AA%D8%A7%D9%85%D9%89-6-2/> (Consulté le 5 juin 2021).

⁴⁷⁹ Conférence intitulée " *Le dogme des Yazidites* ", Havre De Savoir, 11 juin 2015. Extrait de : www.youtube.com/watch?v=x-zSWp171Og (consulté le 9 juin 2021).

⁴⁸⁰ Conférence intitulée " *Le dogme des Alaouites (Nouçayrites)* ", Havre De Savoir, 11 juin 2015. Extrait de : <https://www.youtube.com/watch?v=kMCjkxg6Reo> (Consulté le 9 juin 2021).

⁴⁸¹ Vincent Geisser, " Le chiite imaginaire, Nouvelle figure de l'altérité dans l'islam de France ? ", *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 145 | 2019, p. 145-170.

massacre de membres de la communauté religieuse en Irak.⁴⁸²

Les Juifs sont sans doute le groupe qui fait le plus souvent l'objet de commentaires très offensants par les Frères européens. Yusuf al Qaradawi, chef spirituel de la confrérie mondiale des Frères musulmans et principal artisan de la création de nombreuses organisations paneuropéennes de la confrérie, est connu pour ses opinions antisémites et a même décrit Hitler comme l'un des nombreux exécutants des ordres de Dieu visant à punir les Juifs pour leur corruption au cours de l'histoire.⁴⁸³ "Au cours de l'histoire, Allah a imposé aux Juifs des personnes qui les puniraient de leur corruption", "La dernière punition a été exécutée par Hitler. Par les moyens utilisés et tout ce qu'il leur a fait - même s'ils ont exagéré cette question - il a réussi à les remettre à leur place. C'était une punition divine pour eux... Si Allah le veut, la prochaine fois sera de la main des croyants [musulmans]."⁴⁸⁴

Malgré ces opinions, répétées à de multiples occasions, la Confrérie européenne n'a jamais pris ses distances avec Qaradawi, qui reste le chef spirituel incontesté du réseau. Au contraire, les positions de nombre de ses dirigeants et de ses institutions reflètent celles de Qaradawi et prennent des tonalités fortement antisémites. Une récente controverse qui a englouti Islamic Relief Worldwide fournit un bon exemple de cette dynamique.

En juillet 2020, en effet, le London Times a publié un article détaillant sa découverte de messages antisémites publiés par Heshmat Khalifa, administrateur et directeur de l'IRW, sur son compte Facebook personnel.⁴⁸⁵ Parmi ces messages figuraient des insultes à l'encontre du président égyptien Abdel Fattah el Sissi, que M. Khalifa a qualifié de "fils maquereau des Juifs", de "porc sioniste", de "traître sioniste" et de "criminel sioniste". M. Khalifa a également qualifié les Juifs de "petits-enfants de singes et de porcs". En outre, M. Khalifa a fait de multiples commentaires positifs

⁴⁸² "Le fondateur du Secours islamique, Hany El Banna, a qualifié les *Yezidis* d'"adorateurs du diable", *The National*, 18 novembre 2020. Récupéré de : <https://www.thenationalnews.com/world/islamic-relief-founder-hany-el-banna-called-yazidis-devil-worshippers-1.1113277> (Consulté le 20 juin 2021)

⁴⁸³ Extrait du discours de Yusuf al Qaradawi, Al Jazeera TV, 30 janvier 2009. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.dailymotion.com/video/xq56og> (Consulté le 24 mai 2021).

⁴⁸⁴ "Sheik Yousuf Al-Qaradhawi : Allah a imposé Hitler aux Juifs pour les punir - Allah le veut, la prochaine fois sera de la main des croyants", MEMRI TV, Clip numéro 2005, Al Jazeera TV (Qatar) - 28-30 janvier 28-30, 2009. Consulté sur le site : <https://www.memri.org/tv/sheik-yousuf-al-qaradhawi-allah-imposed-hitler-upon-jews-punish-them-allah-willing-next-time-will> (Consulté le 20 juin 2021)

⁴⁸⁵ Andrew Norfolk & Ryan Watts, "Islamic Relief leader quits as Times discovers antisemitic posts", *The Sunday Times*, 24 juillet 2020. Consulté sur le site : <https://www.thetimes.co.uk/article/islamic-relief-leader-quits-as-times-discovers-antisemitic-posts-5dplrw9vv> (Consulté le 20 juin 2021).

sur le Hamas, un groupe désigné comme organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne.

Il a qualifié le groupe de "mouvement de résistance le plus pur de l'histoire moderne".



Photo 15 : Le post Facebook de Heshmat Khalifa insultant les Juifs. ⁴⁸⁶

Traduction :

"Pour la première fois dans l'histoire moderne, les prières dans la mosquée al Aqsa sont interdites et ceux qui la ferment sont les petits-enfants de singes et de porcs en collusion avec l'Égypte".



Photo 16 : Le post Facebook de Heshmat Khalifa insultant l'armée égyptienne et le président égyptien, Abdel Fattah al Sissi. ⁴⁸⁷

Traduction :

"Qui pourrait croire que les porcs de l'armée en Égypte, et qui ont occupé l'Égypte dans un moment d'inattention des honorables et des fidèles, expulsent les résidents égyptiens de Rafah [une ville du Sinaï] de leurs maisons et réduisent celles-ci en décombres ? Quelle injustice et quel asservissement sont imposés par le fils maquereau des juifs, et quelle insouciance voyons-nous chez certains égyptiens qui soutiennent ce porc traître. Que Dieu damne les oppresseurs."

⁴⁸⁶ La page Facebook de Heshmat Khalifa a été fermée suite à la controverse après l'enquête du London Times. Capture d'écran en possession des auteurs.

⁴⁸⁷ Ibid.



Photo 17 : Le post Facebook de Heshmat Khalifa se moquant du président égyptien, Abdel Fattah al Sissi. ⁴⁸⁸

Traduction :

"Al Jazeera va publier une nouvelle fuite pour vous aujourd'hui... ne vous inquiétez pas... nous assurons vos arrières. Afif Kokhafi⁴⁸⁹ vous envoie ses salutations et a ce message pour vous : Allez-y doucement avec la bêtise un peu... vous nous avez exposés."

⁴⁸⁸ Ibid.

⁴⁸⁹ Afif Kokhafi était le chef des services de renseignement israéliens.



Photo 18 : Le post Facebook de Heshmat Khalifa se moquant du président égyptien, Abdel Fattah al Sisi.⁴⁹⁰

Traduction :

"C'est la situation exacte du pays actuellement, chers partisans d'al Sisi. Réveillez-vous, vous êtes en train de perdre votre pays".

Dans les bottes d'Al Sisi :

A gauche : le pouvoir judiciaire ; à droite : les médias

⁴⁹⁰ Ibid.



Photo 19 : Le post Facebook de Heshmat Khalifa montrant sa sympathie envers le Hamas. ⁴⁹¹

Traduction :

"Photos historiques du plus grand spectacle militaire des Brigades #AlQassam" #Hamas_27

#Made_in_Palestine #Ababil_Aircraft - avions de reconnaissance et de combat [iraniens] volant dans le ciel de #Gaza pendant le spectacle.

- De nouveaux missiles entrent en service et d'autres dont la portée n'a pas été révélée vont provoquer une terreur sans précédent chez les sionistes.

- Boucliers d'Al Qassam... Et l'unité d'élite et l'équipe de plongée d'Al Qassam.

En présence d'une grande foule et avec un énorme défilé militaire, avec la participation de la direction politique du Mouvement [Hamas]."

⁴⁹¹ Op. Cit.



Heshmat Khalifa

February 28, 2015 · 🌐

حماس يا شرف الأمة ستظلتي ألقى حركة مقاومة في التاريخ الحديث وستظلتي رمزا للشرف والمقاومة والإسلام الصحيح نعتز كمصريين أن تولوا الحكم في مصر تحت رعاية ابن الموساد السيسي تولي مجموعة من الفاسدين ومعهم قضاء لا يوصفون إلا بأنهم عاهرين فاسدين مجرمين فآله حسينا ونعم الوكيل أرجو من الجميع أن يدعوا على السيسي ونظامه وقضاؤه ومن والآء ومن فوضه بدعوة سيدنا موسى على فرعون وجومه ألا يؤمنوا حتى يروا العذاب الأليم آمين يارب

👍 16

1 Comment

Photo 20 : Le post Facebook de Heshmat Khalifa montrant son soutien au Hamas. ⁴⁹²

Traduction :

"Hamas, honneur de l'Oumma [Nation de l'Islam], tu resteras le mouvement de résistance le plus pur de l'histoire moderne, un symbole d'honneur, de résistance et d'Islam authentique. Nous nous excusons en tant qu'Égyptiens d'être gouvernés en Égypte, sous la direction du fils du Mossad, Al Sissi, par un groupe d'individus corrompus ainsi que par des juges qui ne peuvent être décrits que comme immoraux, corrompus et criminels. Allah est suffisant pour nous et le meilleur décideur des affaires. J'appelle tout le monde à maudire Al Sissi et son régime, ses juges et ses partisans avec la même malédiction que le prophète Moïse a prononcé contre le Pharaon et son peuple : qu'ils ne croient pas jusqu'à ce qu'ils voient le tourment douloureux [de l'enfer]. Amen, Ô Seigneur."

⁴⁹² Op. Cit.



Photo 21 : Le post Facebook de Hesmat Khalifa montrant son soutien aux Brigades Al Qassam et insultant le président égyptien, Abdel Fattah al Sissi.⁴⁹³

Traduction :

"Un tribunal immoral en Égypte émet un verdict qui est une honte pour tous les musulmans et les Égyptiens car il appelle les Brigades Al Qassam une organisation terroriste. Voyez-vous l'immoralité et la corruption du système judiciaire dans cette ère d'occupation dirigée par le porc Al Sissi ! !

Vous, les partisans de ce traître sioniste, ne comprenez toujours pas ? Alors vous êtes des porcs et non des humains.⁴⁹⁴ Si vous refusez de comprendre et d'accepter, vous êtes pires que les porcs. Allah nous suffit et c'est lui qui règle le mieux les affaires. Qu'Allah sauve l'Égypte et le sang des Égyptiens en tout lieu et en tout temps, et libère l'Égypte de ses usurpateurs."

⁴⁹³ Op. Cit.

⁴⁹⁴ Original post by Heshmat Khalifa fait une erreur sur le mot [نشر], mal orthographe [نشر] au lieu de [نشر]. La traduction corrige l'erreur tout en maintenant le sens logique de la citation.

L'article du London Times a été largement couvert et a déclenché des réactions parmi différents segments de la société civile et de la communauté de l'aide. Le Haut représentant de l'Alliance nationale unie des civilisations (UNAOC) a publié une déclaration au nom du Haut représentant Miguel Moratinos condamnant les commentaires de M. Khalifa.⁴⁹⁵ La déclaration a réitéré l'impératif pour les organisations de la société civile et les acteurs confessionnels de s'engager, d'exposer et d'appliquer des politiques de tolérance zéro envers l'antisémitisme et de revoir leurs processus de responsabilité.

Peu après la parution de l'article du Times, le Secours islamique a publié une déclaration sur son site web condamnant les messages de M. Khalifa sur les médias sociaux et les opinions qu'ils exprimaient.⁴⁹⁶ La déclaration ajoutait que M. Khalifa avait démissionné de son poste au sein du conseil d'administration. L'Islamic Relief a clairement pris ses distances par rapport aux déclarations de M. Khalifa, affirmant qu'elles "n'ont pas leur place dans notre organisation" et qu'elle

a été "consterné par les commentaires haineux qu'il a faits et condamne sans réserve toutes les formes de discrimination, y compris l'antisémitisme". De plus, le Secours islamique a déclaré qu'il était "pleinement engagé à revoir ses processus de contrôle des messages des administrateurs et des cadres supérieurs sur les médias sociaux afin de s'assurer que cela ne se reproduira pas".

Pourtant, il s'est avéré que l'incident lié aux postes de M. Khalifa n'était guère isolé. En juillet, quelques jours avant l'article du London Times, M. Khalifa a été remplacé au poste de directeur de l'International Waqf Fund (une filiale d'Islamic Relief) par Almoutaz Tayara.⁴⁹⁷ Tayara est membre du conseil d'administration d'Islamic Relief et président du conseil d'administration d'Islamic Relief Allemagne. Une nouvelle enquête du London Times a montré que Tayara avait également un long passé de publications problématiques sur les médias sociaux, similaires à celles de M. Khalifa.⁴⁹⁸ En 2017, en effet, la chercheuse allemande Sigrid Herrmann-Marschall

⁴⁹⁵ Déclaration attribuable au porte-parole du Haut Représentant de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC) sur la lutte contre l'antisémitisme, UNAOC, 28 juillet 2020. Consulté sur le site : <https://www.unaoc.org/2020/07/press-statement-on-combating-antisemitism/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁹⁶ "Islamic Relief Worldwide condamne fermement les messages antisémites et supprime l'administrateur", Islamic Relief Worldwide, 24 juillet 2020. Consulté sur : <https://www.islamic-relief.org/statement-from-islamic-relief-worldwide/%25255d> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁹⁷ Historique des dépôts de International Waqf Fund, Companies House UK. Extrait de : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/08612172/filing-history> (Consulté le 20 juin 2021).

⁴⁹⁸ Andrew Norfolk, "Entire board resigns at Islamic Relief Worldwide", *The Sunday Times*, 22 août 2020. Récupéré de : <https://www.thetimes.co.uk/article/entire-board-resigns-at-muslim-charity-tnktpgb2g> (consulté le 20 juin 2021).

avait dénoncé plusieurs publications extrémistes sur Facebook faites par le Dr Tayara, qu'il avait retirées depuis.⁴⁹⁹ Ces messages comprenaient une caricature du président américain Barack Obama portant une cravate avec l'étoile de David,

une insinuation clairement antisémite. D'autres messages glorifiaient les Brigades Izzedin al Qassam, la branche armée du groupe Hamas désigné comme terroriste par les États-Unis et l'Union européenne.



Photo 22 : Le post Facebook du DrAlmoutaz Tayara représentant une caricature du président américain Barack Obama.⁵⁰⁰

Traduction :

Assis sur les genoux de Barack Obama :

A droite, l'Ayatollah Ali Khamenei : "Mort à l'Amérique... Mort à Israël" A gauche,

Abdul-Malik al Houthi : "Mort à l'Amérique".

Centre - Bachar al Assad "La mort... La mort".

⁴⁹⁹ "Antisemitismus-Skandal bei Islamic Relief", *Islamismus und Gesellschaft*, 27 juillet 2020.

Récupérée de: <https://vunv1863.wordpress.com/2020/07/27/antisemitismus-skandal-bei-islamic-relief/> (Accédé le 20 juin 2021)

⁵⁰⁰ La page Facebook du Dr Almountaz Tayara a été fermée suite à la controverse après l'enquête du London Times. Capture d'écran en possession des auteurs.



Photo 23 : Le post Facebook du DrAlmoutaz Tayara glorifiant les brigades Al Qassam. ⁵⁰¹

Traduction :

"Les héros d'Al Qassam n'ont pas été diplômés des académies militaires du Royaume-Uni et des États-Unis, contrairement aux dirigeants et aux rois du monde arabe qui, eux, ont été élevés dans la lâcheté et l'allégeance aux étrangers - le Royaume-Uni et les États-Unis, les descendants des Francs.

Les héros d'Al Qassam sont diplômés de l'école des Frères musulmans et de l'école de la Prophétie et ont appris l'art de la guerre à l'école militaire de Khalid ibn al Waleed".

⁵⁰¹ Ibid.



Photo 24 : Le post Facebook du DrAlmoutaz Tayara montrant son soutien aux brigades Al Qassam.⁵⁰²

Traduction :

"Pour le huitième jour consécutif, les Brigades Al Qassam se sont engagées dans la bataille de la paille mangée en réponse à l'agression sioniste. Elles ont révélé l'une de leurs surprises : l'envoi d'un certain nombre de leurs drones pour effectuer des missions spéciales au cœur du territoire sioniste, tout en continuant à frapper le butin et les positions de l'ennemi.

Al Qassam a révélé que l'une de ses surprises dans la bataille de la paille mangée était le déploiement d'un certain nombre de ses véhicules aériens sans pilote pour effectuer des missions spéciales au cœur du territoire sioniste - une première dans l'histoire de la lutte - et a déclaré qu'il publierait les détails ultérieurement".

⁵⁰² Ibid.

Le soutien au Hamas et aux actions terroristes menées par le groupe est largement répandu dans le réseau européen des Frères. Il est révélateur que l'ECFR ait déclaré que "le djihad, avec ses conditions, ses règles et ses restrictions, ne peut être intégré dans le cadre de ce que l'on appelle aujourd'hui le "terrorisme". L'organe jurisprudentiel va plus loin et légitime le djihad armé comme un moyen légal "de résister à tous les types d'oppression, tels que le nettoyage ethnique, l'occupation militaire de leurs terres, ainsi que la persécution religieuse", définissant ce type de djihad comme "étroitement lié aux droits légaux de l'homme de toute l'humanité, en particulier à notre époque contemporaine, à la fois dans le but de résister à l'agression et d'arrêter l'oppression".⁵⁰³

Dans d'autres documents, l'ECFR va jusqu'à déclarer que la Palestine est "une Terre Sainte en proie aux formes les plus viles, les plus méchantes et les plus vicieuses du

colonialisme : la colonisation sioniste raciste, brutale et terroriste".⁵⁰⁴ comme le premier lieu où le jihad est obligatoire pour les musulmans pour le libérer des oppresseurs et le rendre au Dar al Islam. En outre, l'ECFR fait l'éloge du mouvement de résistance palestinien, louant "leur héroïsme et leur fermeté étonnants et leurs opérations de martyre".⁵⁰⁵

Plusieurs responsables d'institutions paneuropéennes ont exprimé des points de vue similaires. Basil Marei, l'actuel secrétaire général du FIOE/CEM, a fait l'éloge des attaques terroristes à Tel Aviv en 2014 dans les termes suivants : " Bien que certaines choses ne changent jamais, les règles du jeu ont changé. [...]. Oui, les missiles d'Israël sont plus efficaces que ceux du Hamas, mais la terreur à Tel Aviv est plus grande. Que Dieu les aide et leur accorde la victoire".⁵⁰⁶

⁵⁰³ Résolution 40, 11/6 "Le djihad et la négation de son lien avec le terrorisme" [الجهاد ونفي علاقته بالإرهاب], le Conseil européen pour la fatwa et la recherche, 1-7 juillet 2003. Récupéré de : <https://www.e-cfr.org/blog/2017/05/12/%d8%a7%d9%84%d8%ac%d9%87%d8%a7%d8%af-%d9%88%d9%86%d9%81%d9%8a-%d8%b9%d9%84%d8%a7%d9%82%d8%aa%d9%87-%d8%a8%d8%a7%d9%84%d8%a5%d8%b1%d9%87%d8%a7%d8%a8-2/> (consulté le 14 juin 2021).

⁵⁰⁴ Yusuf al Qaradawi, "Jihad... sa vérité et sa sagesse" [الجهاد.. حقيقته وحكمه], Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche. Récupéré de : <https://www.e-cfr.org/blog/2020/11/28/%d8%a7%d9%84%d8%ac%d9%87%d8%a7%d8%af-%d8%ad%d9%82%d9%8a%d9%82%d8%aa%d9%87-%d9%88%d8%ad%d9%83%d9%85%d9%87/> (consulté le 14 juin 2021).

⁵⁰⁵ Ibid.

⁵⁰⁶ Page Facebook de Basil Marei. Poste datant du 12 juillet 2014. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.facebook.com/mmbassil/posts/675644455849098> (Consulté le 7 juin 2021).



Photo 25 : Le post Facebook de Basil Marei faisant l'éloge des attaques terroristes à Tel Aviv (2014).⁵⁰⁷

Tahir Aydarus, actuellement directeur d'Europe Trust, a appelé à la destruction d'Israël en citant le Coran : "Et tu n'as pas jeté [oh, Mahomet] quand tu as jeté, mais c'est Allah qui a jeté [Coran 8:17]. Que Dieu leur facilite l'atteinte de leur cible et jette la terreur dans le cœur des sionistes jusqu'à ce qu'ils vivent la Palestine humiliée"⁵⁰⁸ ajoutant également le lien vers une vidéo dans laquelle les Brigades Qassam - aile militaire du Hamas, listée comme entité terroriste par l'Union européenne-509 - attaquent deux avions de combat F-16.⁵¹⁰



Image 26 : Poste Facebook de Tahir Aydarus appelant à la destruction d'Israël (2012).⁵¹¹

⁵⁰⁷ Page Facebook de Basil Marei. Poste datant du 12 juillet 2014. Consulté sur : <https://www.facebook.com/mmbassil/posts/675644455849098> (Consulté le 27 août 2021).

⁵⁰⁸ Page Facebook de Tahir Aydarus. Poste datant du 18 novembre 2012. Extrait de : <https://www.facebook.com/taidarus/posts/278334715602631> (Consulté le 7 juin 2021).

⁵⁰⁹ Liste de terroristes de l'UE, Journal officiel de l'Union européenne. Consulté sur le site : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=OJ:L:2021:043:FULL&from=es> (Consulté le 14 juin 2021).

⁵¹⁰ La vidéo n'est plus disponible.

⁵¹¹ Ibid.

En outre, les positions problématiques dans le domaine du dialogue interconfessionnel incluent également les points de vue des Frères européens sur la liberté religieuse. Alors que les Frères se sont engagés librement et avec enthousiasme pendant des décennies dans des activités de prosélytisme en Occident, définissant même l'Occident lui-même comme *dar al da'wah* (terre de prosélytisme), leur position est tout à fait différente lorsqu'il s'agit de la possibilité pour les musulmans de se convertir à d'autres religions. Dans ses écrits, largement diffusés par le réseau paneuropéen, Qaradawi identifie le prosélytisme religieux parmi les musulmans comme une conspiration occidentale, indiquant que "l'intrigue la plus vilaine que les ennemis de l'Islam ont ourdie contre l'Islam a été d'essayer d'attirer ses adeptes loin de lui".⁵¹² Il a ensuite vivement critiqué les "envahisseurs missionnaires" chrétiens qui tentent de convertir les musulmans au christianisme.

La partie la plus révélatrice de la pensée de Qaradawi sur la liberté de religion, qui résume les points de vue qu'il a exprimés dans un livre publié en arabe en 1996, apparaît lorsqu'il identifie clairement la sortie de l'islam à une apostasie mineure ou majeure.⁵¹³ La première est commise

par ceux qui quittent l'islam comme une affaire privée. Dans ce cas, Qaradawi affirme que l'apostat ne doit être puni que par une "peine discrétionnaire". Mais il est inflexible contre ceux qui commettent une apostasie majeure, c'est-à-dire ceux qui rendent publique leur conversion et, pire encore, tentent de persuader d'autres personnes de quitter l'islam. Ces individus, affirme Qaradawi, doivent recevoir la peine de mort. Le raisonnement qui sous-tend cette peine montre que Qaradawi considère l'islam comme une communauté politique, et non comme une religion. "Aucune communauté n'accepte qu'un de ses membres change d'identité ou tourne sa loyauté vers ses ennemis", déclare Qaradawi. "Ils considèrent la trahison de son pays comme un crime grave, et personne n'a jamais appelé à donner aux gens le droit de changer leur loyauté d'un pays à un autre quand bon leur semble."⁵¹⁴ Pour lui, quitter l'islam revient à commettre une trahison, car l'islam n'est pas une religion, dont le choix, dans les sociétés européennes, est laissé à l'individu. Quitter l'islam, c'est commettre une trahison envers une communauté politique et Qaradawi va encore plus loin en affirmant que la négligence à punir les apostats met en péril toute la communauté.

⁵¹² Yusuf al Qaradawi, "Apostasy : Major and Minor", *IslamOnline*, 13 avril 2006. Consulté à l'adresse : <https://web.archive.org/web/20080422164458/https://islamonline.net/English/contemporary/2006/04/article01c.shtml> (Consulté le 20 juin 2021).

⁵¹³ Gudrun Krämer, "Drawing Boundaries : Yusuf al-Qaradawi on Apostasy ", dans Gudrun Krämer et Sabine Schmidtke, *Speaking for Islam : Religious Authorities in Muslim Societies*, Leiden : Brill, 2006, pp. 200-9.

⁵¹⁴ Op. Cit.

Si Qaradawi est catégorique sur le fait que les apostats doivent être tués, les Frères européens ont toujours affirmé que cette doctrine n'est pas applicable en Occident. Cependant, ils n'ont pas rejeté l'analyse de Qaradawi, approuvant expressément ou, plus souvent, tacitement, son point de vue selon lequel ceux qui quittent l'Islam doivent être tués parce qu'ils commettent une sorte de trahison. Ils ont simplement déclaré qu'une telle punition ne devait être appliquée que dans un État islamique et non en Occident. Il est révélateur, en fait, qu'une fatwa émise par l'ECFR stipule que "l'exécution de quiconque revient de l'Islam est la responsabilité de l'État et ne doit être décidée que par les gouvernements islamiques".⁵¹⁵

Des points de vue problématiques, en contradiction avec les valeurs constitutionnelles de tous les pays européens et les droits de l'homme universels, ont également été exprimés sur la question du genre. Même si, au fil des ans, la confrérie a accepté certaines adaptations du rôle des femmes pour s'adapter aux évolutions socio-

économiques et politiques, leur approche reste traditionaliste et respecte strictement la hiérarchie des sexes ou qiwāma⁵¹⁶.

L'ECFR accorde une attention particulière aux questions relatives à la famille et aux femmes. L'une des résolutions les plus problématiques à cet égard établit que "les normes et traditions européennes sont sans valeur si elles contredisent des textes islamiques clairs tels que l'appel à l'égalité entre l'homme et la femme dans l'héritage sous le couvert du changement de temps et de lieu".⁵¹⁷ D'autres fatwas de l'ECFR se penchent sur des questions plus spécifiques. L'une d'entre elles, par exemple, traite des coupes de cheveux des femmes et affirme que :

"[...] il existe un type de coupe de cheveux qui modifie les traits de la femme auxquels son mari s'est peut-être habitué avec le temps. Les changements radicaux de la longueur ou de la couleur des cheveux nécessitent un accord mutuel préalable pour préserver l'harmonie entre eux. La femme musulmane ne doit pas découvrir ses cheveux, que ce soit à l'extérieur ou devant d'autres

⁵¹⁵ Voir pour référence : *Premier recueil de fatwas*, Conseil européen de la fatwa et de la recherche, fatwa 4, page 16. Date non précisée. Extrait de : <https://boiv.org.au/wp-content/uploads/2020/08/EC-FR-Fatawa-Collection-01-1.pdf> (consulté le 18 juin 2021).

⁵¹⁶ Supériorité masculine, en se référant aux écritures [Coran 4:34] comme argument ; voir par exemple, Yussuf Qaradawi, "The family as wished-for by Islam [الأسرة كما يريد الإسلام]", Wahba Library : Le Caire, 2005.

⁵¹⁷ Résolution 24/9, Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche, août 2014. Récupéré de : <https://www.e-cfr.org/blog/2017/05/17/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B%D9%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D9%8A-%D9%88%D8%A3%D8%AB%D8%B1%D9%87-%D9%82%D8%B6%D8%A7%D9%8A%D8%A7-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%A3%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85/> (consulté le 9 juin 2021).

hommes qu'elle ne connaît pas. C'est son mari qui devrait être le premier à profiter de ses cheveux et de leur beauté et il doit trouver une image qui lui plaît en elle. Une bonne épouse est celle qui tient à toutes les raisons qui maintiennent l'amour et les bonnes actions entre elle et son mari et son développement, car c'est la base des bons foyers qui sont la base d'une bonne société."⁵¹⁸

De même, le Conseil autorise le mari à empêcher sa femme de rendre visite à une autre femme, même musulmane, "s'il estime que cette relation a un effet négatif sur sa femme, ses enfants ou la vie conjugale en général."⁵¹⁹ Sur le divorce, l'ECFR affirme qu'il "encourage l'utilisation du corps de la femme dans les annonces et les publicités et contribue à la dégradation des mœurs qui conduit aux relations sexuelles hors mariage, à l'homosexualité et au lesbianisme largement répandus chez les adolescents,

causant de graves problèmes psychologiques et sexuels, par exemple le SIDA, les grossesses chez les adolescentes, la propagation de l'avortement et l'évasion scolaire des filles".⁵²⁰ Des opinions similaires qui diminuent le rôle de la femme sont également diffusées par les orateurs qui sont fréquemment invités par des organisations du réseau paneuropéen. C'est le cas de Jassem al Mutawa, qui a été invité comme conférencier par le Secours islamique et d'autres entités, et qui est connu pour préconiser de battre sa femme, mais gentiment "pour lui montrer qui commande" sans la blesser inutilement.⁵²¹

Les positions sont nettement plus dures en ce qui concerne l'homosexualité. Qaradawi l'a condamnée à plusieurs reprises, s'opposant aux droits des LGBT et fournissant des fatwas qui appellent à une punition divine pour la communauté gay.⁵²² Répondant à la question d'un musulman autrichien qui

⁵¹⁸ Magazine Al Europiya, numéro 15 [مجلة الأوروبيا], novembre 1999, page 44.

⁵¹⁹ *Premier recueil de fatwas*, Conseil européen de la fatwa et de la recherche, fatwa 32, page 38. Consulté à l'adresse : <https://boiv.org.au/wp-content/uploads/2020/08/ECFR-Fatawa-Coolection-01-1.pdf> (Consulté le 18 juin 2021).

⁵²⁰ Résolution 5/14. Le Conseil européen pour la fatwa et la recherche, février 2005. Récupéré de : <https://www.e-cfr.org/blog/2014/01/31/%D8%A7%D9%84%D8%A8%D9%8A%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%AA%D8%A7%D9%85%D9%89-14-2/> (consulté le 9 juin 2021).

⁵²¹ "Consiglio approva mozione a unanimità su evento Islamic Relief", ANSA, 2 avril 2019. Extrait de : https://www.ansa.it/lombardia/notizie/consiglio_lombardia/2019/04/02/_fa341090-8ff7-4ca7-93dd-1d68a97b8f98.html (consulté le 20 juin 2021).

⁵²² Voir pour référence : Yusuf al Qaradawi "L'homosexualité est un péché majeur", *Fatwa Bank, IslamOnline Archive*, 6 décembre 2003. Consulté sur : https://web.archive.org/web/20070429131433/http://www.islamonline.net/servlet/Satellite?pagename=IslamOnline-English-Ask_Scholar/FatwaE/FatwaE&cid=1119503543878 (Consulté le 24 mai 2021) ; et Yusuf al Qaradawi sur les homosexuels, Al Jazeera TV, 5 juin 2006. Extrait de : www.youtube.com/watch?v=NxnVSnnZs0Q (consulté le 24 mai 2021).

l'avait interrogé sur la position de la charia à l'égard des homosexuels, Qaradawi a déclaré sur le site Internet très populaire Islam Online que ceux qui se livrent à de telles "pratiques dépravées" devraient être punis physiquement, voire même par la peine de mort dans certains cas. "De telles punitions peuvent sembler cruelles", a déclaré Qaradawi, mais "elles ont été suggérées pour maintenir la pureté de la société islamique et la préserver des éléments pervers."⁵²³ Ces positions, adoptées par le chef spirituel incontesté du réseau, n'empêchent pas les organisations européennes de la Confrérie de rechercher de plus en plus des alliances avec les organisations LGBT pour lutter contre toutes les formes de discrimination - une dynamique observable dans toute l'Europe.

La position des Frères européens sur l'intégration diffère également de sa position publique. Dans ses interactions avec les parties prenantes européennes et dans ses documents officiels, le réseau des Frères européens parle régulièrement de son engagement à favoriser l'intégration des musulmans dans la société européenne. Pourtant, en interne, et

surtout dans les déclarations faites en arabe, la position apparaît tout à fait différente.

Qaradawi, donnant un ton général, a exhorté de manière célèbre : "Essayez d'avoir votre petite société au sein de la grande société, sinon vous vous y fondrez comme du sel dans l'eau".⁵²⁴

De même, l'ECFR a déclaré que "nous devons changer le style de la rhétorique islamique à l'ère de la mondialisation". Toutefois, poursuit-il, "cela ne signifie pas que nous devons présenter l'Islam avec des ailes brisées ou désarmées, ou simplement comme une relation entre l'individu et son Seigneur et non comme un programme de vie parfait pour l'individu, la famille, la société et l'État. Cela ne signifie pas non plus l'omission des versets coraniques parlant de ceux qui diffèrent de nous, ou l'omission des peines fixes dans le droit pénal, ou l'omission du Jihad dans les relations internationales".⁵²⁵

Les documents de recherche soumis à l'ECFR en 2007 par Fayçal Mawlawi et Hussein Halawa, respectivement ancien vice-président et secrétaire général, allaient dans le même sens :

⁵²³ " L'homosexualité est un péché majeur ", séance de fatwa avec le cheik Yusuf al Qaradawi sur *IslamOnline*, 6 décembre 2003. Consulté sur le site : https://web.archive.org/web/20070430190435/https://islamonline.net/servlet/Satellite?pagename=IslamOnline-English-Ask_Scholar/FatwaE&cid=1119503543878 (Consulté le 20 juin 2021).

⁵²⁴ Yusuf al Qaradawi, *Priorités du mouvement islamique dans la phase à venir*. (Swansea, UK : Awakening Publications, 2000), page 7.

⁵²⁵ Résolution 11/5. Déclaration finale de la onzième session ordinaire du Conseil européen pour la fatwa et la recherche, Stockholm, Suède, juillet 2003. Récupéré de : <https://www.e-cfr.org/blog/2014/01/31/%d8%a7%d9%84%d8%a8%d9%8a%d8%a7%d9%86-%d8%a7%d9%84%d8%ae%d8%aa%d8%a7%d9%85%d9%89-11-2/> (consulté le 9 juin 2021).

"L'intégration est semée d'embûches et pourrait finir plutôt en assimilation comme ce fut le cas pour certains musulmans. Par conséquent, il convient d'établir des règlements et des règles qui organisent le processus d'intégration dans la bonne voie, modérée et productive, afin d'éviter l'isolement, ainsi que l'assimilation".⁵²⁶

Amar Lasfar, président des Musulmans de France jusqu'en juin 2021, a décrit l'idée d'intégration communautaire comme suit :

"En islam, la notion de citoyenneté n'existe pas, mais celle de communauté est très importante, car reconnaître une communauté, c'est reconnaître les lois qui la régissent. Nous travaillons pour que la notion de communauté soit reconnue par la République (française). Ensuite, nous pourrions constituer une communauté islamique sur la base des lois que nous avons en commun avec la République et ensuite appliquer nos propres lois à notre communauté".⁵²⁷

Chakib Benmakhlof, ancien président de la FIOE, dans une interview accordée à un journal saoudien, a reconnu que le cadre juridique dont ils disposaient en Europe était

des moyens parfaits pour faire avancer leur programme et "présenter le modèle d'un musulman décent qui est considéré comme un bon modèle pour la diffusion de l'islam de manière positive sans attirer l'attention [...]". Nous ne voulons pas attirer l'attention sur le fait que nous islamisons l'Occident".⁵²⁸

Un commentaire d'un président de la FIOE affirmant, en arabe, que le mouvement ne devrait pas " attirer l'attention sur le fait que nous islamisons l'Occident " se prête à être utilisé par certains des plus pestiférés parmi les critiques des Frères européens. Néanmoins, la liste est longue des déclarations par les plus hautes institutions et les dirigeants de la Fraternité européenne qui révèlent une divergence évidente entre ce que le mouvement dit lorsqu'il s'engage auprès des institutions européennes et en interne. Les Frères européens combattent souvent ces accusations, arguant alternativement que les déclarations ont été mal traduites ou sorties de leur contexte, qu'elles ne représentent pas les vues du mouvement dans son ensemble ou remettent en question les motivations de ceux qui les ont révélées. Ces défenses sont parfois correctes. Cependant, dans l'ensemble,

⁵²⁶ " *Moyens et mécanismes d'intégration* ", Déclaration finale de la dix-septième session ordinaire du Conseil européen de la fatwa et de la recherche, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, juillet 2007. Consulté sur le site : <https://www.e-cfr.org/blog/2017/11/04/seventeenth-ordinary-session-europe-an-council-fatwa-research/> (Consulté le 10 juin 2021).

⁵²⁷ "La cité mode d'emploi", *Hommes et Migration*, n° 1218, mars-avril 1999, page 55.

⁵²⁸ "A word of truth meant to be false" [كلمة حق يراد بها باطل], " *Okaz Newspaper*, 11 décembre 2011. Consulté sur : <https://www.okaz.com.sa/article/442736> (Consulté le 10 juin 2021).

il est tout à fait clair que les déclarations révélant la diffusion généralisée de points de vue problématiques parmi les dirigeants du mouvement constituent un modèle et non des épisodes isolés.

VUE D'ENSEMBLE DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DE LA FRATERNITÉ EUROPÉENNE

Plusieurs raisons se recoupent pour expliquer comment un groupe relativement restreint d'activistes, tels que ceux qui composent la mouvance des Frères musulmans dans les différents pays européens et au niveau européen, a réussi à acquérir une influence aussi disproportionnée, créant une infrastructure impressionnante composée d'une litanie apparemment sans fin d'organisations et devenant souvent les représentants officiels ou de facto des communautés musulmanes aux yeux des institutions européennes.

Incontestablement, l'activisme et l'engagement inébranlables des membres de la mouvance envers leur vision est un facteur essentiel. En outre, la grande majorité des membres du réseau de la Fraternité européenne sont des personnes hautement qualifiées, dotées de compétences qui leur permettent à la fois de mener des campagnes de terrain à grande échelle, de se mêler avec confiance aux élites européennes et de présider un réseau d'organisations transnationales. À quelques exceptions près, cette combinaison de dynamisme idéologique et de compétence est difficile à trouver dans la plupart des autres organisations musulmanes européennes, qui ont tendance à être de petites entités, opérant localement, et dirigées par des individus qui possèdent souvent des caractéristiques similaires à celles des Frères.

Un élément supplémentaire qui a permis aux Frères européens d'exercer une influence substantiellement disproportionnée est l'approche générale de la plupart des établissements européens, qui, à de notables exceptions près, ont souvent accepté les Frères comme interlocuteurs ou du moins ne les ont pas contrariés. Désespérant de trouver des partenaires au sein de leurs communautés musulmanes en plein essor, de nombreuses autorités européennes (que ce soit au niveau central/fédéral ou local) et organisations de la société civile (médias, groupes religieux et de défense des droits...) ont souvent adopté des individus et des entités liés aux mouvances locales des Frères comme représentants modérés et légitimes. Ces dynamiques sont extrêmement complexes, façonnées par des intérêts qui se chevauchent et parfois s'opposent, et ont été disséquées dans une étude précédente. Qu'il suffise de dire que, de manière générale, la tolérance, voire l'acceptation des entités de la Confrérie de la part des établissements européens a été l'un des facteurs contribuant au succès des premiers interlocuteurs.

Le facteur qui l'emporte sans doute sur tous les autres pour expliquer pourquoi les Frères européens ont atteint cette influence disproportionnée est le financement. Dans la plupart des pays européens, en effet, les mouvances des Frères ont historiquement pu compter sur des sources de financement qui dépassent largement celles de toute autre organisation musulmane. La passion des

Frères et les compétences n'auraient pas été très loin si elles n'avaient pas été renforcées par les fonds abondants qui ont permis de fonctionner à des niveaux - acquisition de terrains et de bâtiments pour créer des mosquées, création de réseaux tentaculaires d'organisations, organisation constante d'événements et de campagnes, impression en masse de littérature - inimaginables pour d'autres mouvements.

Le monde du financement de la Fraternité européenne est complexe et sa dynamique exacte n'est connue que des principaux dirigeants du milieu. En outre, son financement provient d'un éventail de sources diverses, qui peuvent être divisées en quatre grandes catégories : les dons de la communauté musulmane, les activités financières propres du groupe, les dons étrangers et les subventions des gouvernements européens et de l'Union européenne.

Dons de la communauté musulmane

Lorsqu'on les interroge sur l'origine de leurs fonds, les dirigeants de la confrérie, désireux de renforcer leur crédibilité en tant que leaders communautaires, affirment généralement que la plupart ou la totalité de leurs ressources financières proviennent des donations de la communauté musulmane locale. L'histoire est souvent plus complexe que cela, car d'autres sources de financement, comme nous le verrons, sont tout aussi importantes, sinon plus. Mais il est indéniable que les dons de la

communauté musulmane sont une source de revenus très importante pour les milieux de la fraternité dans toute l'Europe.

Les mouvances des confréries européennes collectent des dons par le biais d'organisations caritatives qui sont techniquement indépendantes mais presque inévitablement fondées et dirigées par leurs principaux dirigeants. Certaines de ces organisations caritatives sont locales et n'opèrent que dans un seul pays, d'autres sont transnationales, voire mondiales. Elles collectent les dons par des moyens qui vont des boîtes à zakat dans les mosquées aux mécanismes de crowdfunding en ligne. Les causes dont elles font la publicité vont de la construction d'une nouvelle mosquée à, dans de nombreux cas, l'aide aux populations démunies dans des régions en proie à la guerre, à la pauvreté ou à des catastrophes naturelles.

La collecte de fonds, il faut le noter, n'est qu'un des objectifs des organisations caritatives des Frères. Leurs efforts de collecte de fonds prennent souvent la forme de grands événements qui rassemblent de larges pans de la communauté musulmane, bien au-delà du petit cercle de membres et de sympathisants des Frères, permettant ainsi au groupe d'étendre son influence. Les activités visant à apporter une aide aux populations défavorisées peuvent également permettre aux Frères d'établir des liens avec des agences gouvernementales et des organisations d'aide non musulmanes. En substance, tout en apportant des fonds à l'organisation, le travail caritatif fournit également un capital politique.

Les organisations caritatives liées à la Fraternité européenne ont parfois été accusées de faire preuve d'une comptabilité peu rigoureuse, collectant des fonds pour des projets tels que l'aide aux enfants dans les régions déchirées par la guerre, puis les détournant à d'autres fins. De même, plusieurs entités liées à la Fraternité européenne ont été soupçonnées d'avoir versé de l'argent au Hamas et à d'autres organisations terroristes ou extrémistes. Les poursuites pénales ont donné des résultats mitigés, en partie en raison des difficultés d'apporter des preuves du financement du terrorisme dans la plupart des législations.

L'examen et le niveau de transparence demandés aux organisations caritatives (de toutes sortes) varient considérablement en Europe, ce qui conduit à des appels à plus d'exigence et à une application plus stricte dans certains pays. Ces dernières années, pour faire face aux accusations, certaines des plus grandes organisations caritatives liées à la Confrérie ont eu recours à la certification de leurs budgets par d'éminents cabinets d'experts-comptables, même si des questions se posent quant à la responsabilité des filiales et des sous-traitants dans les pays non européens lorsqu'ils reçoivent des fonds de l'Europe.

Activités financières propres

La plupart des activistes de la Fraternité, que ce soit au Moyen-Orient ou en Europe, sont des individus très instruits et beaucoup d'entre eux

sont des professionnels et des hommes d'affaires accomplis. Selon ses règles, les membres à part entière et assermentés de la Confrérie consacrent une fraction (généralement autour de 5 %) de leurs revenus au groupe.

En outre, les milieux des confréries européennes ont créé des réseaux plus ou moins sophistiqués d'entreprises privées qui, bien que dans la plupart des cas, ne soient pas formellement liées à leurs organisations publiques, financent les activités du groupe. Les dynamiques varient, mais en général, les membres dirigeants du groupe gèrent diverses entreprises qui sont formellement indépendantes mais qui font des dons aux organisations de la mouvance locale de la Fraternité, sponsorisent un de ses événements, paient le loyer de ses bureaux ou, plus largement, trouvent des moyens indirects de le soutenir.

Certaines des activités financières dans lesquelles s'engagent les mouvances des confréries européennes sont liées à des pratiques religieuses. Par exemple, ils ouvrent souvent des entreprises qui cherchent à avoir le monopole d'activités telles que la certification de la viande halal, les enterrements islamiques et les voyages religieux à la Mecque et dans d'autres lieux saints. D'autres entreprises ont pour seul but de collecter des fonds qui sont ensuite utilisés pour certaines des activités du groupe. C'est ainsi que fonctionne Europe Trust, qui a acheté et loué des appartements dans la zone proche de l'université de Leeds pour financer ensuite l'achat de centres islamiques dans toute l'Europe.

Le niveau de sophistication des activités financières exercées par les Frères Européens varie considérablement. Dans certains cas, il est assez primitif, consistant en de petites entreprises qui ne font pas rarement faillite. Mais il existe des exemples de structures financières d'une complexité remarquable. L'un d'eux est le cas du réseau mis en place dans les années 1980-90 par les pionniers de la Fraternité européenne, Yusuf Nada et Ghaleb Himmat. Basés dans une enclave italienne en territoire suisse, les deux hommes ont joué un rôle clé dans la mise en place, le financement et la direction de certaines organisations parmi les premières et des plus importantes de la Confrérie en Europe.

Dans le même temps, et en partie pour soutenir cet effort, ils ont créé une structure financière complexe comprenant une centaine de sociétés situées dans le monde entier et en particulier dans des paradis fiscaux tels que les Bahamas, le Panama et le Liechtenstein. La plus importante d'entre elles était une banque domiciliée aux Bahamas, la Bank Al Taqwa, dont le capital social s'élevait à 50 millions de dollars américains et qui comptait parmi ses actionnaires des membres de certaines des familles les plus importantes du Golfe arabe et quelques membres éminents de la mouvance de la Fraternité européenne comme l'Allemand Ibrahim el Zayat et l'Italien Abdulkheir Breigheche.⁵²⁹ Comme on l'a vu, les accusations portées par les Nations Unies et par plusieurs gouvernements occidentaux contre Nada et

Himmat après le 9/11 sont tombées à l'eau. Mais l'enquête a démontré la remarquable sophistication de certains réseaux financiers de la Confrérie, qui créent souvent des architectures élaborées avec des sociétés, des ONG et des structures juridiques hybrides se chevauchant et connectées, opérant dans diverses juridictions et testant souvent les limites de la manière dont ils peuvent collecter et transférer des fonds.

Dons étrangers

Il est pratiquement impossible de quantifier, même approximativement, les montants des fonds que les réseaux de la Fraternité européenne ont reçus au fil des ans de la part de donateurs étrangers et le pourcentage du financement total qu'ils ont constitué. La plupart des autorités européennes, des universitaires et de nombreux membres de la confrérie ont néanmoins bien compris que les fonds étrangers ont historiquement afflué dans les coffres de la confrérie européenne en quantités extrêmement élevées et ont constitué la majeure partie des ressources qui ont permis au mouvement de créer son infrastructure tentaculaire.

Historiquement, la plupart des fonds étrangers vers les réseaux de la Fraternité européenne proviennent de tous les pays du Golfe arabe. Les dons peuvent provenir directement des gouvernements des pays du Golfe,

⁵²⁹ Liste des actionnaires d'Al Taqwa, document en possession des auteurs.

par l'intermédiaire de ministères ou d'agences gouvernementales spécifiques ou de leurs ambassades en Europe. Ils peuvent aussi provenir d'organisations non gouvernementales (qui, bien sûr, dans la plupart des pays du Golfe, ont tendance à avoir des liens étroits avec le gouvernement et à être fortement contrôlées par lui) ou de donateurs individuels. Depuis les premiers jours de leur présence sur le continent, les Frères européens ont développé leurs propres réseaux de collecte de fonds dans le Golfe. Si une partie de cet effort repose sur des relations personnelles, le processus peut également être très professionnel et bureaucratique. En substance, le don peut prendre la forme d'enveloppes (si ce n'est de valises) d'argent liquide distribuées de manière informelle par un partisan de longue date ou d'un processus de demande complexe et très formel qui n'est pas différent de celui que l'on soumettrait à n'importe quel organisme pourvoyeur de subventions.

S'il est vrai que, jusqu'à la décennie passée, les Frères européens pouvaient compter sur le soutien de tous les pays du Golfe, l'Arabie

saoudite s'est historiquement taillé la part du lion. Dès les beaux jours du réseau, le gouvernement saoudien a soutenu les Frères européens, non seulement financièrement mais aussi par d'autres moyens. Il est révélateur, par exemple, que Saïd Ramadan ait reçu des fonds importants de ce pays et ait voyagé avec un passeport diplomatique saoudien quand, à son installation à Genève dans les années 1960, il a commencé à organiser les groupes épars de Frères réfugiés et d'étudiants sympathisants installés dans divers pays européens.⁵³⁰ Et c'est l'ambassade saoudienne à Londres qui, en 1973, a organisé le premier rassemblement des dirigeants de la Confrérie vivant en Europe et les a réunis au sein du Conseil islamique d'Europe, une entité qui, tout au long des années 1970 et 1980, a coordonné leurs efforts.⁵³¹

Un rôle particulièrement important dans la transmission du soutien saoudien aux réseaux européens des Frères a été joué historiquement par la Ligue islamique mondiale (MWL, fondée en 1962) et l'Assemblée mondiale.

⁵³⁰ Ian Johnson, "The Brotherhood's Westward Expansion", *Current Trends in Islamist Ideology*, 5 février 2008 ; entretien avec Ian Johnson, Berlin, novembre 2008 ; entretien avec Stefan Meining, Munich, mai 2009 ; entretien avec des responsables du Landesamt für Verfassungsschutz de Bavière, Munich, mai 2009.

⁵³¹ "London Conference of Islamic Centres and Bodies in Europe", *Impact International*, 25 mai-7 juin 1973 ; John Lawton, "Muslims in Europe : The Presence", *Saudi Aramco World*, janvier/février 1979, pp. 3-8 ; "Islamic Council of Europe : Foundations Well Laid", *Impact International*, 26 mai-8 août 1978.

de la jeunesse musulmane (WAMY, fondée dix ans plus tard).⁵³² MWL et WAMY étaient issus de l'alliance entre le régime saoudien et les Frères qui s'est formée dans ces années-là et avaient pour mission de diffuser dans le monde entier une interprétation ultra-conservatrice de l'islam. Comme le souligne Kamal Helbawy, qui dirigeait le bureau de la Confrérie égyptienne à Londres et qui a également été l'un des premiers directeurs de la WAMY, les réseaux de la Confrérie en Europe étaient parmi les principaux bénéficiaires des largesses de la MWL/WAMY.⁵³³ Selon le Pew Research Center, "entre les années 1970 et 1990, les activités européennes des Frères musulmans, de la Ligue mondiale musulmane et de l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane se sont tellement entremêlées qu'il était souvent difficile de les distinguer."⁵³⁴

L'argent saoudien a permis aux Frères européens de construire des mosquées, de publier et de diffuser largement de la littérature,

d'organiser des événements de grande envergure, de voyager pour se rencontrer et, plus généralement, d'opérer d'une manière que les autres organisations musulmanes ne pouvaient pas faire. Cette dynamique s'est manifestée tant dans les différents pays européens qu'au niveau paneuropéen, où le soutien saoudien a joué un rôle clé dans la formation des structures du réseau. Comme on l'a vu, la réunion fondatrice du FEMYSO en 1996 avait été organisée par la FIOE avec la WAMY et le premier président du FEMYSO était Ibrahim el Zayat, qui occupait également le poste important de représentant de la WAMY en Europe.⁵³⁵ De nombreuses activités de la structure paneuropéenne ont également été financées par diverses entités saoudiennes.

Alors que les Saoudiens ont joué un rôle crucial dans le soutien et le développement du réseau de la Confrérie en Europe, comme dans de nombreuses autres régions du monde, pendant des décennies, leur relation avec

⁵³² Pour un historique complet de la fondation de la Ligue islamique mondiale et d'autres organisations panislamiques, voir Reinhard Schulze, *Islamischer Internationalismus im 20. Jahrhundert : Untersuchungen zur Geschichte der Islamischen Weltliga*, Leiden : Brill, 1990 ; voir également John L. Esposito, ed, *The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World*, New York/Oxford : Oxford University Press, 1995. Volume 2, p. 207-9. Une liste détaillée des projets de *da'wah* financés par la MWL depuis les années 1960 peut également être trouvée dans la plupart des numéros du *Muslim World League Journal*.

⁵³³ Comme interviewé dans Lorenzo Vidino, *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, New York : Columbia University Press, 2020.

⁵³⁴ Muslim World League and World Assembly of Muslim Youth, partie du projet *Muslim Networks and Movements in Western Europe*, Pew Research Center, 15 septembre 2010. Consulté à l'adresse : <http://www.pewforum.org/2010/09/15/muslim-networks-and-movements-in-western-europe-muslim-world-league-and-world-assembly-of-muslim-youth/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁵³⁵ "Islamistische Bestrebungen in Deutschland", Antwort der Bundesregierung 15/1820, Deutscher Bundestag, 23 octobre 2003. Consulté sur : <https://dserver.bundestag.de/btd/15/018/1501820.pdf>

le mouvement n'a jamais été linéaire. Comme tous les autres pays du Golfe, la coopération et la cooptation mutuelle entre les deux parties étaient fondées sur une approche similaire (mais pas identique) de la foi, mais certaines suspicions mutuelles ont toujours subsisté. En particulier, la plupart des pays du Golfe se sont toujours méfiés de l'établissement d'une trop forte influence des Frères à l'intérieur de leurs frontières, et l'ont parfois carrément interdit. Tout en soutenant généreusement leurs efforts en dehors de la région, les monarchies du Golfe, à des degrés divers, percevaient les Frères comme une menace pour leur pouvoir, comme une force potentiellement subversive leur faisant concurrence pour la loyauté de leurs citoyens.

La relation a commencé à se fissurer en 1991, lorsque des segments importants de la Confrérie ont soutenu l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, et tout au long des années 1990, lorsque le mouvement Sahwa, influencé par la Confrérie, a contesté la légitimité de la monarchie saoudienne.⁵³⁶ Après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, les relations se sont encore plus tendues, mais l'État saoudien n'a pas eu de réponse unifiée. Une partie de la classe dirigeante saoudienne a commencé à reconsidérer sérieusement le soutien que le royaume avait historiquement apporté au groupe.

Le prince Nayef bin Abdul Aziz Al Saud, alors ministre de l'intérieur, a accusé les Frères musulmans d'être la "source de tous les maux" et l'origine de nombreux problèmes dans le monde arabe.⁵³⁷ Pourtant, d'autres parties de l'establishment saoudien ont continué à soutenir financièrement le groupe ou, en tout cas, ont refusé de le réprimer. Les organisations de la Confrérie européenne, qui ont été pendant des décennies parmi les principaux bénéficiaires des largesses saoudiennes, ont continué de recevoir un soutien financier substantiel de diverses sources dans le royaume.

Bien que la dynamique ait varié d'un pays à l'autre, ces craintes se sont intensifiées de manière significative avec l'arrivée du Printemps arabe, car ce qui semblait alors être l'ascension imparable des Frères vers le pouvoir a été vu dans les palais royaux de tous les pays du CCG - à une exception notable près - comme une menace vitale pour la survie de l'ordre établi du régime et de toute la région. En mars 2014, le gouvernement saoudien a déclaré que les Frères musulmans étaient une organisation terroriste, et a étendu cette désignation aux groupes qui leur ressemblent "par l'idéologie, le mot ou

⁵³⁶ Matthew Hedges et Giorgio Cafiero, "The GCC and the Muslim Brotherhood : What Does the Future Hold ? ", *Middle East Policy Council*, vol. 24, n° 1, printemps 2017.

⁵³⁷ "Saudi and the Brotherhood : From friends to foes ", Al Jazeera 23 juin 2017. Consulté à l'adresse : <https://www.aljazeera.com/news/2017/6/23/saudi-and-the-brotherhood-from-friends-to-foes> (Consulté le 20 juin 2021).

l'action."⁵³⁸ Il s'en est suivi une série de mesures visant à éliminer l'influence de la confrérie dans le royaume, allant de l'expulsion des partisans du groupe de ses institutions académiques au retrait des livres d'auteurs de la confrérie des écoles saoudiennes.⁵³⁹ La mise en œuvre de ce nouveau cap sur la confrérie n'a pas été facile, car il faut inverser et défaire des décennies de coopération et de connexions. Il n'est pas surprenant que la politique ait été appliquée de manière parfois incohérente, car certaines sections de l'establishment non étatique saoudien continuent de mener des activités de soutien à la confrérie.⁵⁴⁰ Pourtant, dans l'ensemble, il est clair que l'Arabie saoudite est devenue un pays hostile aux Frères. Cette évolution a eu un impact direct sur les organisations européennes de la Confrérie. Bien que certains donateurs individuels à l'intérieur du pays continuent de les financer, le montant des fonds versés à l'Occident par l'État saoudien, l'establishment saoudien et nombre de ses citoyens a sévèrement diminué.

Le partenaire stratégique de l'Arabie saoudite dans la région, les Émirats arabes unis, a

adopté une approche encore plus agressive à l'égard de la confrérie. Comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ont attiré des dizaines de Frères dans la seconde moitié du vingtième siècle, dont beaucoup se sont enrichis et ont joué un rôle important dans la formation des institutions de la confédération naissante. La méfiance à l'égard de la Confrérie a débuté dans les années 1990, lorsque le gouvernement a commencé à percevoir Islah, la branche nationale du groupe, comme une menace subversive, en particulier dans les émirats du nord, plus pauvres et plus conservateurs sur le plan religieux.⁵⁴¹

Comme en Arabie saoudite, les événements du printemps arabe ont entraîné un durcissement draconien de l'attitude des Émiriens à l'égard de la Confrérie, qui a conduit à la désignation du groupe comme organisation terroriste. L'opposition des Émiriens au groupe semble également être plus cohérente et proactive que celle des Saoudiens. Fait révélateur, en novembre 2014, le gouvernement des Émirats arabes unis a décidé

⁵³⁸ Stéphane Lacroix, "Saudi Arabia's Muslim Brotherhood predicament", *Washington Post*, 20 mars 2014. Consulté sur : https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next_url=https%3a%2f%2fwww.washingtonpost.com%2fnews%2fmonkey-cage%2fwp%2f2014%2f03%2f20%2fsaudi-arabias-muslim-brotherhood-predicament%2f (consulté le 20 juin 2021).

⁵³⁹ Habib Toumi, "Muslim Brotherhood books pulled out of Saudi schools", *Gulf News*, 1er décembre 2015. Retrieved from: <https://gulfnews.com/world/gulf/saudi/muslim-brotherhood-books-pulled-out-of-saudi-schools-1.1629853> (consulté le 20 juin 2021).

⁵⁴⁰ Matthew Hedges et Giorgio Cafiero, "The GCC and the Muslim Brotherhood : What Does the Future Hold ?", *Middle East Policy Council*, vol. 24, n° 1, printemps 2017.

⁵⁴¹ Samir Salama, "Rise and fall of Muslim Brotherhood in UAE", *Gulf News*, 13 avril 2013. Consulté à l'adresse : <https://gulfnews.com/world/mena/rise-and-fall-of-muslim-brotherhood-in-uae-1.1170002> (Consulté le 20 juin 2021).

d'inclure dans sa liste de 82 organisations terroristes désignées, aux côtés de groupes comme al-Qaïda et l'État islamique, non seulement les Frères musulmans en général mais aussi de nombreuses entités européennes de la Confrérie. En effet, le gouvernement des Émirats arabes unis a inscrit sur sa liste noire certaines des principales organisations proches des Frères musulmans au Royaume-Uni (Cordoba Foundation et MAB), en Allemagne (IGD), en France (UOIF), au Danemark, en Suède, en Norvège, en Italie, en Belgique et en Finlande. La liste comprend également deux organisations transnationales liées à la mouvance des Frères européens, le FIOE et le Secours islamique.⁵⁴²

La décision du gouvernement des Émirats arabes unis a choqué de nombreuses personnes en Occident, qu'il s'agisse des dirigeants de la confrérie, de leurs partisans ou des gouvernements. L'impact total de cette désignation est difficile à évaluer. D'une part, aucun pays occidental n'a pris de mesure contre les organisations figurant sur la liste. Au contraire, certains gouvernements occidentaux, en particulier ceux des États-Unis et de la Suède, ont protesté auprès de leurs homologues émiratis, demandant en vain que les organisations basées dans leurs pays soient retirées de la liste.⁵⁴³ D'autre part, le fait d'être étiqueté comme organisation terroriste par un État membre de l'Union européenne

n'est pas une bonne chose.. Un pays arabe qui jouit d'excellentes références et relations en Occident a incontestablement provoqué une attention négative sur les diverses organisations de la confrérie européenne citées, ce qui a sans doute nui à leur crédibilité et à leur prestige. Et, sans aucun doute, cela a pratiquement éliminé la capacité des organisations de la confrérie européenne à collecter des fonds dans les EAU et a rendu la collecte de fonds plus difficile dans tout le Golfe.

Tous les pays du CCG n'ont pas suivi l'exemple de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis concernant la confrérie. Plusieurs organisations caritatives, ONG et individus koweïtiens, dont certains occupent des postes importants dans des entités gouvernementales ou para-gouvernementales, financent toujours des réseaux de la Confrérie dans divers pays européens. Mais sans conteste, le plus grand pourcentage de soutien financier étranger aux réseaux européens de la Confrérie au cours des dix dernières années est venu du Qatar. Depuis le début du printemps arabe, le gouvernement qatari a non seulement maintenu ses liens avec le mouvement mondial des Frères musulmans, mais les a même renforcés. Les fonds qatariens ont servi à soutenir les Frères musulmans en Égypte, Ennahdha en Tunisie, diverses forces islamistes (y compris, mais sans se limiter aux Frères musulmans), en Lybie, en Syrie, le Hamas en Palestine.

⁵⁴² " Liste des groupes désignés comme organisations terroristes par les EAU ", *The National*, 16 novembre 2014.

Extrait de : <https://www.thenationalnews.com/uae/government/list-of-groups-designated-terrorist-organisations-by-the-uae-1.270037> (consulté le 20 juin 2021).

⁵⁴³ Entretien avec des fonctionnaires des Émirats arabes unis, Abu Dhabi, mars 2018.

et un éventail plus large de groupes islamistes dans le monde entier, choisissant en fait le camp opposé à celui que privilégient ses partenaires du CCG dans chaque pays. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont été les défenseurs autoproclamés de la stabilité et de la continuité dans la région, tandis que le Qatar a activement soutenu le changement de régime inspiré par les islamistes. Autre différence importante, le Qatar a opté pour une politique de détente avec l'Iran qui s'est opposée à la ligne dure choisie par le reste du CCG.

Les raisons de la position du Qatar sont complexes. Sans aucun doute, les liens historiques profonds entre les dirigeants du pays et les Frères musulmans sont un facteur. Le statut de Qaradawi, qui a élu domicile au Qatar depuis les années 1960 et qui a joué un rôle clé dans la mise en place du système d'éducation religieuse du pays tout en devenant une célébrité théologique et politique mondiale (également grâce à l'influence de la chaîne de télévision Al Jazeera, financée et basée

au Qatar), n'est qu'un des nombreux exemples de l'enracinement profond de la confrérie dans la société qatarie.⁵⁴⁴ Pourtant, bien que les liens entre la confrérie et la famille régnante soient peut-être un peu plus profonds au Qatar, cette dynamique est commune à tout le Golfe.

La différence semble résider dans une politique que Courtney Freer appelle "cooptation coopérative", adoptée par le Qatar bien avant le Printemps arabe.⁵⁴⁵ Depuis le milieu des années 1990, en effet, le Qatar cherche à contester l'hégémonie saoudo-émiratienne dans la région et à devenir un acteur régional concurrent.⁵⁴⁶ Parmi les tactiques utilisées pour atteindre cet objectif, citons des investissements financiers stratégiques (y compris en Occident), une puissance douce massive (par le biais d'Al Jazeera et d'autres médias) et des efforts de lobbying, des projets très médiatisés pour acquérir une visibilité maximale (comme l'organisation de la Coupe du monde de la FIFA 2022), ainsi que des liens militaires étroits avec l'Occident ((incarnée par la base aérienne d'al Udeid, qui accueille une présence militaire américaine massive).

⁵⁴⁴ David B. Roberts, "Qatar, the Ikhwan, and transnational relations in the Gulf", *Project on Middle East Political Science*, 9 mars 2014. Consulté à l'adresse : <https://pomeps.org/qatar-the-ikhwan-and-transnational-relations-in-the-gulf> (Consulté le 20 juin 2021).

⁵⁴⁵ Courtney Freer, "From Co-optation to Crackdown : Gulf States' reactions to the rise of the Muslim Brotherhood during the Arab Spring", *Project on Middle East Political Science*, 3-4 mai 2016. Consulté sur : <https://pomeps.org/from-co-optation-to-crackdown-gulf-states-reactions-to-the-rise-of-the-muslim-brotherhood-during-the-arab-spring> (Consulté le 20 juin 2021).

⁵⁴⁶ Marc Lynch, "How Trump's alignment with Saudi Arabia and the UAE is inflaming the Middle East", *Washington Post*, 7 juin 2017. Consulté sur : https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next_url=https%3a%2f%2fwww.washingtonpost.com%2fnews%2fmonkey-cage%2fwp%2f2017%2f06%2f07%2fhow-trumps-alignment-with-saudi-arabia-and-the-uae-is-inflaming-the-middle-east%2f (Consulté le 20 juin 2021).

Mais la stratégie du Qatar comprend également une coopération étroite avec les forces islamistes, principalement liées à la Confrérie.⁵⁴⁷ En termes simples, les Qataris ont pris une décision stratégique très calculée d'utiliser la Confrérie comme un outil pour projeter une influence géopolitique dans le monde entier. Lorsque le printemps arabe a commencé, et que les Frères semblaient initialement avoir une main gagnante, les Qataris ont doublé cette politique.

Ce désaccord sur la politique à l'égard de la confrérie a entraîné des frictions toujours plus importantes entre le Qatar et les autres pays du CCG, qui ont culminé en juin 2017, lorsque l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte ont décidé de rompre tous les liens avec le Qatar et d'imposer au pays un strict blocus terrestre, maritime et aérien qui n'a été levé qu'au début de l'année 2021.⁵⁴⁸ Mais il a également eu des implications majeures pour les Frères musulmans, tant en Orient qu'en Occident. Alors que les autres pays du Golfe ont mis fin à leur soutien direct et ont sévèrement limité la capacité de leurs citoyens et de leurs organisations caritatives privées ou semi-privées à fournir des fonds aux organisations européennes des Frères musulmans, le Qatar a pris le relais.

et a augmenté ses dons. Qu'il soit fourni directement par le gouvernement qatari, par des organisations formellement indépendantes mais étroitement liées aux échelons supérieurs de l'establishment qatari (par exemple, la Qatar Charity ou la Qatar Foundation), ou par des membres haut placés de la famille régnante ou du gouvernement qatari à titre individuel, le financement qatari est devenu le principal soutien financier de la confrérie européenne.

Un projet supervisé par la Qatar Charity (QC) révèle très clairement cette dynamique. Dirigée par le cheikh Hamad bin Nasser bin Jassim al Thani, membre de la famille régnante qatarie, la QC est la plus grande organisation caritative du pays. Il est également accusé depuis longtemps d'entretenir des liens avec l'extrémisme. Un câble classifié des services de renseignement américains de 2009, rendu public par Wikileaks, décrit QC comme "une entité préoccupante pour l'USG [le gouvernement des États-Unis] en raison de certaines de ses activités suspectes à l'étranger et de ses liens signalés avec le terrorisme", ajoutant qu'en mars 2008, QC avait été "répertorié comme une entité de soutien au terrorisme (EST) de priorité III par l'Interagency Intelligence Committee on Terrorism."⁵⁴⁹ QC était également membre de l'Union of Good, une organisation parapluie transnationale

⁵⁴⁷ Ibid.

⁵⁴⁸ Eric Trager, "The Muslim Brotherhood Is the Root of the Qatar Crisis", *The Atlantic*, 2 juillet 2017. Consulté à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/07/muslim-brother-hood-qatar/532380/> (Consulté le 20 juin 2021).

⁵⁴⁹ "Qatar Commits USD 40 Million for UN Operations in Gaza" *Wikileaks*, 12 mai 2009. Consulté à l'adresse : https://wikileaks.org/plusd/cables/09DOHA314_a.html (Consulté le 20 juin 2021).

d'organisations caritatives liées à la Confrérie et dirigées par Qaradawi qui a été désignée par le gouvernement américain en 2008 pour son financement présumé du Hamas.⁵⁵⁰ Dans le même temps, QC, en particulier au cours de la dernière décennie, a versé des centaines de millions de dollars à des causes indiscutablement humanitaires et s'est associé à des organisations très respectées telles que l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Fondation Bill et Melinda Gates.

En 2015, QC a lancé un projet de plusieurs millions de dollars appelé l'Initiative Gaith pour " introduire la culture islamique et renforcer sa présence parmi les communautés occidentales en particulier, et le monde en général."⁵⁵¹ L'initiative s'inscrit dans la continuité des projets mis en place et soutenus par QC dans le passé et supervisés par l'universitaire qatari Dr. Ahmed al Hammadi.⁵⁵² Elle a fait l'objet d'une large publicité dans les médias, sur le site web de QC et via un compte Twitter spécifique, et a depuis financé

des dizaines de projets dans divers pays européens, allant de la construction de nouvelles mosquées au soutien d'organisations musulmanes locales, du dialogue interconfessionnel à l'aide aux réfugiés. Géographiquement, les projets financés vont de l'Espagne à l'Ukraine, de la Norvège à la Sicile.

Ce qui est sans doute le plus remarquable, ce sont les montants substantiels fournis par QC aux organisations qu'elle soutenait. Selon les données internes de QC obtenues par Christian Chesnot et Georges Malbrunot et publiées dans leur livre de 2019 *Qatar Papers*, en 2014 QC finançait 8.148 mosquées et 490 centres d'étude du Coran dans le monde entier.⁵⁵³ Rien qu'en Europe, QC finançait 138 projets pour plus de 70 millions d'euros selon cette répartition : Italie : 45 projets (22 898 000 euros) ; France : 15 projets (14.465.000 euros) ; Espagne : 12 projets (6.998.000 euros) ; Allemagne : 3 projets (5 100 000 euros) ; Royaume-Uni : 7 projets (4 070 000 euros) 4.070.000) ; Norvège : 4 projets (2.800.000 euros)

⁵⁵⁰ " Union of Good ",Département du Trésor des États-Unis, 11 décembre 2008. Consulté à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/terrorist-illicit-finance/Pages/protecting-union-of-good.aspx> (Consulté le 20 juin 2021).

⁵⁵¹ " Qatar Charity opens first Islamic centre in Luxembourg ", *The Gulf Times*, 2 juin 2015. Consulté sur : [https://www.gulf-times.com/story/441601/Qatar-Charity-opens-first-Islamic-centre-in-Luxemb#:~:text=Qatar%20Charity%20\(QC\)%20has%20announced,Muslims%2C%20according%20to%20a%20statement](https://www.gulf-times.com/story/441601/Qatar-Charity-opens-first-Islamic-centre-in-Luxemb#:~:text=Qatar%20Charity%20(QC)%20has%20announced,Muslims%2C%20according%20to%20a%20statement). (consulté le 20 juin 2021).

⁵⁵² " Qatar Charity Launches "Ghaith" (Rain) Initiative for Islamic Projects Worldwide ", Qatar Charity, 8 octobre 2015. Consulté sur : <https://www.qcharity.org/fr/global/news/details/2400-qatar-charity-launches> Consulté le : 9 avril 2021).

⁵⁵³ Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Papiers du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Michel Lafon Editorial : 2019.

Pays-Bas : 2 projets (1.350.000 euros) ;
Hongrie : 1 projet (425.000 euros) ; Suisse : 5
projets (3.660.000 euros) ; Irlande : 2 projets
(2.350.000 euros) ; Ukraine : 7 projets
(1.860.000 euros) ; Belgique : 3 projets
(2 547 000 euros) ; Pologne : 6 projets (2 000 000
d'euros) ; Luxembourg : 1 projet (1 300 000
euros).

La grande majorité des entités qui ont reçu des fonds de QC appartenaient, selon les données révélées dans les Qatar Papers, à la mouvance de la Fraternité de chaque pays. Ainsi, par exemple, QC a financé des entités appartenant à l'UCOII en Italie, l'UOIF en France, la LICDOE en Espagne, Europe Trust Nederland aux Pays-Bas, etc. De même, QC a généreusement financé diverses organisations du réseau paneuropéen de la Fraternité. Selon les informations disponibles, par exemple, en 2014, QC a donné au Forum européen des femmes musulmanes, l'organisation féminine de la FIOE, 214 000 euros pour acheter un bâtiment en région parisienne et organiser les célébrations du Ramadan.

De plus, comme on l'a vu, QC a historiquement financé avec des montants importants également l'IESH.

Cette dynamique n'est pas surprenante si l'on considère qui siège au conseil d'administration du bureau européen de QC (qui, depuis octobre 2017, a été rebaptisé Nectar Trust).⁵⁵⁴ Nectar Trust, en effet, compte trois administrateurs, tous européens. Deux d'entre eux, Mahfoud Zaoui et Ayyoub Abouliakin (qui occupe également la fonction de directeur général de Nectar), sont basés en France. Mahfoud Zaoui est un pneumologue d'origine algérienne qui siège au conseil d'administration d'Al Wakf France, le bras financier de l'UOIF (ses vingt-six membres sont sélectionnés par l'UOIF).⁵⁵⁵ Il est basé à Mulhouse, où Nectar Trust finance un centre islamique que les médias qataris ont décrit comme "la plus grande installation de ce type en Europe", située stratégiquement à la frontière entre la France, l'Allemagne et la Suisse.⁵⁵⁶ Le centre est géré par l'Association musulmane d'Alsace (AMAL), l'affilié local de l'UOIF. Ayyoub Abouliakin, l'autre administrateur français de Nectar,

⁵⁵⁴ Nectar Trust, rapport des fiduciaires pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Consulté sur : <https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search/-/charity-details/5024715/accounts-and-annual-returns> (Consulté le 19 juin 2021).

⁵⁵⁵ Rapport d'Activité du Fonds de Dotation Al Wakf France, 2014. Consulté sur : https://www.journal-officiel.gouv.fr/document/associations_a/794458620_31122014 (Consulté le 19 juin 2021).

⁵⁵⁶ " Qatar Charity building QR110m Islamic centre in France ", *The Peninsula*, 16 juin 2016. Consulté sur : <https://www.thepeninsulaqatar.com/news/qatar/385133/qatar-charity-building-qr110m-islamic-centre-in-france> (Consulté le 19 juin 2021).

a été par le passé secrétaire général de AMAL.⁵⁵⁷ Le troisième administrateur est Mohammed Ibrahim, un membre éminent de l'UCOII et d'Alleanza Islamica, des organisations importantes de la mouvance des Frères italiens. Le fait que trois individus ayant des liens profonds avec le milieu des Frères européens soient les seuls administrateurs du QC/Nectar Trust garantit à ce milieu une forte capacité à diriger ses fonds presque exclusivement vers ses affiliés.

Si le Qatar a joué un rôle majeur en le bancarisant, on peut dire qu'un soutien tout aussi crucial au réseau européen de la confrérie est venu ces dernières années de Turquie. Tout en consolidant leur mainmise sur le pouvoir à l'intérieur du pays depuis maintenant près de vingt ans, le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) ont progressivement accru leur soutien à des réseaux partageant les mêmes idées à l'étranger, y compris en Europe. À cet effet, en particulier au cours des dix dernières années, le gouvernement turc a apporté un large soutien à la fois aux affiliés basés en Europe de la Diyanet - l'agence gouvernementale turque pour les affaires religieuses - et à Millî Görüş, le mouvement frère turc de la Confrérie fondé par le mentor politique d'Erdoğan, feu Necmettin Erbakan.

Cette politique a plusieurs objectifs, mais l'un des plus importants est sans doute de persuader la plus grande partie possible de l'importante population turque en Occident de voter pour l'AKP - une stratégie qui, à en juger par la façon dont les Turcs d'Europe ont voté ces dernières années, a parfaitement réussi. Toutefois, ces derniers temps, les tentatives de l'AKP d'exercer une influence sur les communautés musulmanes européennes ont dépassé la prise de contrôle des organisations de la diaspora turque pour s'étendre à la formation d'un partenariat étroit avec les organisations de la Fraternité européenne. Les liens entre l'islamisme turc et la Confrérie sont étendus et bien documentés. En bref, malgré certaines différences idéologiques, la Confrérie et l'islamisme turc sont des compagnons de route. Cette relation s'est encore cimentée ces dernières années, car Erdoğan a donné refuge à des centaines de membres de la Confrérie fuyant l'Égypte après la chute du régime Mursi et Istanbul est devenue de facto le nouveau centre de gravité des Frères musulmans mondiaux. En raison de ces changements, le gouvernement turc ou des ONG et des institutions financières proches du gouvernement et de l'AKP ont commencé à apporter un soutien toujours plus important aux organisations européennes de la Confrérie.

⁵⁵⁷ Frédérique Meichler, " Mosquée An-Nour : reprise du chantier ", *L'Alsace*, 30 avril 2015. Consulté sur : [https://www.lalsace.fr/haut-rhin/2015/04/30/mosquee-an-nour-reprise-du-chantier#:~:text=Apr%C3%A8s%20quelques%20d%C3%A9boires%20et%20une,%C3%A0%20C3%AAtre%20visibles%20en%20surface.\(consulté le 19 juin 2021\).](https://www.lalsace.fr/haut-rhin/2015/04/30/mosquee-an-nour-reprise-du-chantier#:~:text=Apr%C3%A8s%20quelques%20d%C3%A9boires%20et%20une,%C3%A0%20C3%AAtre%20visibles%20en%20surface.(consulté%20le%2019%20juin%202021).)

Les organisations de la Fraternité européenne ont reçu de plus en plus de fonds turcs, se sont engagées dans des activités conjointes avec des organisations islamistes turques, ont exprimé leur soutien et ont fait pression sur le gouvernement AKP.

Subventions des gouvernements européens et de l'UE

Une quatrième source de financement, de plus en plus importante pour les réseaux de fraternité européens, est représentée par les subventions, les dons et les contrats reçus d'un large éventail d'acteurs publics, tant au niveau national (des ministères aux agences spécialisées en passant par les municipalités) qu'au niveau de l'Union européenne. Il n'est pas rare, en effet, que des organisations appartenant à la mouvance (ou ayant été constituées de manière ad hoc) reçoivent des fonds publics pour des activités telles que le travail d'intégration, la prévention de la radicalisation, la lutte contre le racisme et l'islamophobie. Dans certains cas, les organisations caritatives liées au milieu de la fraternité agissent également en tant que contractants pour les agences d'aide gouvernementales européennes, réalisant des projets pour elles dans des régions particulièrement difficiles d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie. Le présent rapport a fourni des exemples de financements provenant d'institutions européennes et nationales et destinés à la FEMYSO, à l'IRW et à des entités

des milieux locaux de la fraternité. Le fait que des organismes publics financent des organisations liées au réseau européen des Frères musulmans peut à première vue laisser perplexe, notamment les profanes. Les raisons qui expliquent cette dynamique sont complexes et chaque cas doit être évalué individuellement. Dans de nombreux cas, étant donné la complexité de l'identification même des entités de la confrérie (comme nous l'avons vu au chapitre 1), l'organisme de financement peut ne pas être conscient qu'il a affaire à une organisation appartenant à la mouvance de la confrérie. Dans d'autres cas, il peut le savoir, mais peut ne pas juger que la chose est problématique. Le fait que les entités du milieu de la Fraternité, étant donné leur niveau relativement élevé de professionnalisme, ont tendance à être de bons exécutants joue également un rôle dans la décision d'une bureaucratie de les financer.

Nombre de ces questions sont apparues en relation avec Islamic Relief Worldwide, l'organisation caritative de prédilection du réseau des Frères européens, après le scandale de l'antisémitisme qui a englouti l'organisation à la fin de 2020. Comme on l'a vu, en 2020, une enquête du London Times a mis au jour un ensemble de messages antisémites virulents publiés sur les médias sociaux par deux hauts responsables d'IRW. L'enquête a eu un écho mondial et a déclenché des conséquences importantes. Les premières ont eu lieu au sein même de l'IRW, puisque l'ensemble du conseil d'administration de l'organisation a démissionné.⁵⁵⁸

⁵⁵⁸ Andrew Norfolk, "Entire board resigns at Islamic Relief Worldwide", *The Sunday Times*, 22 août 2020. Consulté sur le site : <https://www.thetimes.co.uk/article/entire-board-resigns-at-muslim-charity-tnktpgb2g> (Consulté le 20 juin 2021).

IRW a également recruté l'ancien procureur général Dominic Grieve pour diriger une Commission indépendante sur la gouvernance et la vérification au sein du Secours islamique, qui a publié ses conclusions en janvier 2021.⁵⁵⁹ En substance, la Commission indépendante a fait valoir que les épisodes concernant Khalifa et Tayara étaient regrettables, mais qu'ils n'étaient pas révélateurs d'un problème plus large au sein de l'IRW. En outre, elle a indiqué que l'organisation avait mis en place "de nouvelles politiques sur l'utilisation personnelle des médias sociaux" et un meilleur système de contrôle qui, avec le code de conduite préexistant de l'IRW, devraient empêcher que des problèmes similaires ne se reproduisent.

Les assurances données par IRW semblent avoir convaincu les autorités du Royaume-Uni, où l'organisation a son siège, car il semble que les autorités britanniques n'aient pas eu de répercussions sur IRW. Les autorités d'autres pays occidentaux ont tiré des conclusions sensiblement différentes et ont donc pris des mesures très différentes :

- En décembre 2020, le gouvernement allemand a annoncé qu'il ne financerait plus la branche locale d'IRW (Islamic Relief Deutschland).

La Commission indépendante de Grieve a déclaré que "IR Germany se voit actuellement refuser tout financement institutionnel par le gouvernement allemand en raison de ce qui s'est passé, bien qu'il ait été auparavant un partenaire proche dans la réalisation de projets". Bien que cela puisse être le cas, l'annonce du gouvernement allemand à ce sujet n'a pas mentionné l'antisémitisme ou les articles du Times. Il a simplement déclaré que l'IRW et l'IR Germany avaient "des liens personnels significatifs avec les Frères musulmans ou des organisations apparentées", une affirmation que les deux organisations ont toujours vigoureusement démentie.⁵⁶⁰

- En janvier 2021, le gouvernement néerlandais a annoncé sa décision de ne plus financer la branche locale d'Islamic Relief. Expliquant sa décision, Sigrid Agnes Maria Kaag, ministre du commerce extérieur et de la coopération au développement, a déclaré qu'elle avait appris pour la première fois en décembre, par les médias, que le Secours islamique pouvait avoir des liens avec les Frères musulmans. Elle s'est alors renseignée et, "sur la base de ces informations, j'ai décidé de ne pas

⁵⁵⁹ Dominic Grieve, Independent Commission into Governance and Vetting within Islamic Relief, Temple Garden Chambers, 14 janvier 2021.

⁵⁶⁰ "Communiqué de presse sur Islamic Relief Deutschland", Deutscher Bundestag, 3 décembre 2020. Extrait de : <https://www.bundestag.de/presse/hib/811522-811522> (Consulté le 30 mars 2021).

subventionner le Secours islamique mondial."⁵⁶¹

- En Suède, comme l'a confirmé la Commission indépendante de Grieve, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), "procède à un examen pour déterminer si elle doit continuer ou non à utiliser IR Sweden comme partenaire pour la fourniture de l'aide."⁵⁶²
- Aux États-Unis, le Bureau de l'aide étrangère du Département d'État a annoncé en janvier 2021 qu'IRW n'était plus une organisation caritative partenaire. " Compte tenu de ce que nous savons d'IRW ", a déclaré son directeur, " le département et US- AID devraient agir avec une extrême prudence et éviter de s'associer à IRW à l'avenir."⁵⁶³

relation. D'autres ont décidé de l'annuler, qu'ils aient invoqué des préoccupations d'antisémitisme au sein de la direction de l'IRW, comme l'a fait le gouvernement américain, ou, comme dans le cas de l'Allemagne et des Pays-Bas, des liens présumés entre l'IRW et les Frères musulmans.

En substance, les révélations de l'enquête du Times ont conduit plusieurs gouvernements occidentaux à réévaluer leurs relations avec l'IRW et ses affiliés locaux, dont beaucoup ont reçu des fonds publics pour mener à bien leurs activités d'aide. Certains gouvernements ont apparemment décidé de maintenir cette

⁵⁶¹ Elif Isitman, "Kaag : geen Nederlands belastinggeld voor islamclub", *Telegraaf*, 19 janvier 2021.

Consulté sur le site : <https://www.telegraaf.nl/nieuws/1377055849/kaag-geen-nederlands-belasting-geld-voor-islamclub> (Consulté le 20 juin 2021).

⁵⁶² Dominic Grieve, Independent Commission into Governance and Vetting within Islamic Relief, Temple Garden Chambers, 14 janvier 2021.

⁵⁶³ Adam Kredo, " State Department Cuts Ties with Islamic Charity Over Anti-Semitism ", *The Washington Free Beacon*, 18 janvier 2021. Consulté sur le site : <https://freebeacon.com/national-security/ state-department-cuts-ties-with-islamic-charity-over-anti-semitism/> (Consulté le 20 juin 2021).

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Ce rapport l'a démontré :

- dans presque tous les pays européens, il existe un groupe d'activistes et d'organisations liés aux Frères musulmans.
- il existe une structure paneuropéenne à laquelle appartiennent les clusters de chaque pays européen et qui permet un certain degré de coordination et de communication
- les structures des pays individuels comme les paneuropéennes ont été créées et sont dirigées par un petit cadre de dirigeants, les mêmes, quelques centaines d'activistes hautement qualifiés et interconnectés, une puissante nomenklatura de dirigeants autoproclamés de l'islam organisé en Europe.
- grâce à leurs capacités de mobilisation et à leur accès à d'importantes ressources, ces milieux de la Fraternité ont pu exercer une influence disproportionnée sur les communautés musulmanes locales et, dans une certaine mesure, convaincre les établissements européens de les considérer comme des représentants légitimes des musulmans européens
- Bien qu'ils ne constituent pas une menace directe pour la sécurité, leurs points de vue sur plusieurs questions clés sont très problématiques et vont à l'encontre des droits de l'homme et des constitutions européennes.

Cette dynamique conduit logiquement à plusieurs questions politiques. La première concerne la pertinence de la question. Pourquoi les décideurs politiques et, plus largement, l'opinion publique devraient-ils s'intéresser à un réseau qui, selon ce rapport, ne compte que quelques centaines de dirigeants et quelques milliers d'adeptes dans toute l'Europe ? De plus, ce rapport indique également que les Frères ne constituent pas une menace directe pour la sécurité et que la plupart de leurs activités sont légales. Pourquoi s'en préoccuper ?

La réponse se trouve dans le statut d'influence disproportionné que les milieux de la Fraternité ont atteint dans la plupart des pays européens et au niveau paneuropéen. Les opinions problématiques qu'ils expriment ne sont généralement pas illégales. À l'exception des cas où elles répondent aux critères de l'incitation à la haine, comme c'est parfois le cas dans certaines juridictions, elles sont généralement protégées par la Constitution. Elles ne sont pas non plus les seules. D'autres groupes islamistes, tels que ceux appartenant au mouvement salafiste, expriment des opinions similaires, voire plus problématiques, sur les Juifs, les femmes ou les homosexuels. Il en va de même pour divers groupes d'extrême droite.

Mais la différence est que, contrairement à d'autres groupes qui défendent et diffusent ces opinions, les Frères européens ont revendiqué avec un certain succès un enjeu de représentation de toute une communauté. Peu de gouvernements, de médias

de points de vente, de chefs d'église, d'universités et autres institutions européennes s'engageraient avec des individus et des organisations qui épousent systématiquement des points de vue aussi problématiques. Mais c'est ce qui se passe dans de nombreux cas avec les Frères européens, qui sont souvent traités comme des interlocuteurs modérés et légitimes malgré les preuves limitées de leur nature représentative et les preuves abondantes mais souvent négligées de leurs opinions problématiques. En substance, et avec un certain degré de simplification excessive, les établissements européens engagent positivement, légitiment et parfois même financent des entités qui défendent des valeurs hautement problématiques et vont à l'encontre des efforts d'intégration des musulmans européens.

La pertinence établie, il devient alors important de suggérer une ligne de conduite. Or, il est particulièrement difficile de formuler des recommandations politiques sur ce sujet. Aucune approche globale ne peut ou ne doit être adoptée, pour diverses raisons qui se recoupent. Tout d'abord, l'approche de chaque pays européen est influencée par sa propre dynamique culturelle, historique et politique. En outre, la question de la Fraternité se pose à de nombreux niveaux différents, de l'intégration à la sécurité, de l'éducation aux affaires religieuses. Une certaine politique peut être conseillée dans un domaine mais pas dans un autre. Chaque acteur - parti politique, agence gouvernementale, média, organisation de la société civile – potentiellement susceptible

d'engager les entités de la confrérie à ses propres vues et objectifs. En substance, aucune recommandation, aussi sophistiquée soit-elle, ne peut saisir tous les aspects et les nuances des cas individuels, chacun ayant ses propres particularités.

En dépit de ces difficultés à entrer dans un domaine trop spécifique, il est toujours possible de fournir trois recommandations politiques générales qui peuvent être appliquées à tout acteur européen (politicien, agence gouvernementale, organisation de la société civile) traitant, pour quelque raison que ce soit, avec des individus ou des organisations liés au réseau de la Fraternité européenne.

La première recommandation est aussi élémentaire que cruciale : développer les connaissances. C'est un fait incontestable que d'affirmer qu'aucune politique, sur quelque sujet que ce soit, et pas seulement sur l'islamisme, n'a de chance de réussir si elle ne s'appuie pas sur un certain degré de compréhension du problème en question. Idéalement, chaque interaction et, avant cela, la décision même d'interagir ou non avec la Fraternité européenne devrait donc être fondée sur une connaissance solide de sa nature et de ses objectifs et sur la conscience de toutes les implications découlant de toute décision d'engagement. Bien que cela se produise, bien sûr, dans de nombreux cas, dans beaucoup d'autres, les acteurs européens qui s'engagent, s'associent et même financent des entités de la Fraternité le font avec des connaissances très limitées de leurs interlocuteurs,

ignorant même souvent qu'elle a des liens avec la Confrérie. La création d'un vaste réservoir de connaissances, non seulement sur les milieux de la Confrérie mais, plus largement, sur les communautés musulmanes locales et leur énorme diversité et fragmentation, devrait donc être une condition préalable importante à toute décision en la matière.

La deuxième recommandation part du principe que le point de vue du présent rapport, selon lequel le réseau des Frères européens a des opinions problématiques et joue donc un rôle négatif dans la cohésion sociale et le processus d'intégration des musulmans européens. Comme on l'a vu, ce point de vue est adopté par les services de sécurité de la plupart des pays européens. Les gouvernements qui adoptent ce point de vue peuvent et doivent prendre diverses mesures pour endiguer l'influence des réseaux de la confrérie européenne. Les options varient, en fonction des cadres juridiques, de la volonté politique et des circonstances spécifiques. Certaines des mesures les plus agressives peuvent inclure des poursuites pénales pour des comportements qui violent la loi (comme les discours de haine, le financement d'entités terroristes au Moyen-Orient...) et des mesures administratives (comme la dissolution d'organisations et la fermeture de mosquées, comme la France l'a récemment fait avec diverses formations islamistes, ou l'expulsion de certains membres du réseau qui ne possèdent pas la citoyenneté locale).

Ces mesures ne sont peut-être pas toujours politiquement acceptables, légalement réalisables ou stratégiquement judicieuses. Mais une mesure qui semble être conseillée à tous les gouvernements européens et, plus largement, aux établissements, est celle de ne pas laisser leurs efforts d'engagement avec les acteurs de la fratrie (en supposant qu'ils décident de les engager) se transformer en légitimisation.

Après avoir acquis les connaissances appropriées sur ses interlocuteurs, un acteur gouvernemental peut avoir de bonnes raisons de décider de s'engager avec un acteur de la Confrérie. En effet, le refus catégorique de s'engager avec eux semble être une politique irréaliste que seul le critique le plus enragé et le moins pragmatique du groupe pourrait suggérer. Il convient toutefois de préciser que l'engagement ne doit pas devenir une prise de pouvoir. En fait, cela reviendrait à s'engager pour le plaisir de s'engager, un exercice réalisé sans réfléchir à ses vastes conséquences. Si la frontière entre l'engagement et la légitimisation est souvent, en réalité, très subtile, les acteurs publics doivent s'assurer que, lorsqu'elles se produisent, leurs interactions avec les acteurs de la confrérie ne fournissent pas à ces derniers la légitimité dont ils ont besoin, en les élevant artificiellement au rang de représentants de la communauté musulmane. Une politique souple d'interdiction de tribune semble, en substance, une approche raisonnable.

Enfin, si ne pas les responsabiliser par l'engagement semble une politique correcte, il en va de même, a fortiori, pour ne pas financer les réseaux des Frères européens. Comme on l'a vu, les ressources financières sont l'un des principaux facteurs qui ont permis aux Frères européens d'acquérir une influence disproportionnée. C'est pourquoi, au cours des dernières années, plusieurs pays européens ont pris des mesures pour limiter les sources de financement des Frères. Certains ont envisagé de limiter (Danemark, France) ou d'interdire purement et simplement (Autriche) le financement étranger. Beaucoup ont cherché à appliquer un contrôle plus strict et à assurer une plus grande transparence des organisations caritatives et autres organisations liées à la mouvance des Frères.

Naturellement, ces mesures sont utiles mais ne peuvent être mises en œuvre que s'il existe une forte volonté politique et si elles sont légalement possibles. Il est beaucoup plus facile pour les

gouvernements européens et les institutions publiques de prendre une mesure différente liée au financement de la Confrérie : cesser de la financer eux-mêmes. Comme on l'a vu, au cours des dernières années, les organisations de la Confrérie sont devenues particulièrement habiles à obtenir des fonds publics pour mener une grande variété d'activités. Les acteurs publics peuvent facilement mettre fin à toute forme de soutien financier pour les acteurs islamistes. Dans la plupart des cas, cette décision peut être purement politique et discrétionnaire, ne nécessitant aucune sorte d'explication formelle ou juridique. Dans d'autres cas, la décision peut nécessiter un processus plus formel et peut être contestée par des entités liées à la confrérie.⁵⁶⁴ Cependant, en substance, les acteurs publics européens devraient cesser de financer les organisations de la Confrérie, en faisant en sorte que les critères de financement ne soient pas purement formels mais évaluent le système de valeurs d'un bénéficiaire potentiel.

⁵⁶⁴ Voir, à cet égard, le cas entre les Jeunes Musulmans de Suède (SUM) et l'Agence pour la jeunesse et la société civile (MUCF), comme décrit dans le chapitre sur la Suède.



ACRO
NYMES

ACRONYMES

ACFMS - Association culturelle des femmes musulmanes de Suisse (en français, Cultural Association of Muslim Women of Switzerland)

AHPJ - Association Humanitaire pour la Promotion de la Jeunesse (en français, Association Humanitaire pour la Promotion de la Jeunesse)

AIVD - Le service général de renseignement et de sécurité des Pays-Bas (en néerlandais, Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst)

AKP - Parti de la justice et du développement (en turc, Adalet ve Kalkınma Partisi)

AMAL - Association des Musulmans d'Alsace (en français, Association des Musulmans d'Alsace)

AME - Association musulmane espagnole (en espagnol, Asociación Musulmana en España)

AMSSUK - Association des spécialistes des sciences sociales musulmanes du Royaume-Uni

ARRAID - Association ukrainienne des organisations sociales (en ukrainien, Всеукраїнська асоціація громадських організацій "Альрайд")

BVT - Office fédéral autrichien pour la protection de la Constitution et la lutte contre le terrorisme (en allemand, Bundesamt für Verfassungsschutz und Terroris- musbekämpfung)

CAIM - Direction des associations islamiques de Milan (en italien, Coordinamen- to Associazioni Islamiche di Milano)

CCIC - Centre culturel islamique catalan (en espagnol, Centro Cultural Islámico Catalán)

CCIF - Collectif Contre l'Islamophobie en France (en français, Comité Contre l'Islamophobie en France)

CCIV - Centre culturel islamique de Valence (en espagnol, Centro Cultural Islámico Valenciano)

CECIV - Complexe éducatif et culturel islamique de Verviers (en français, Complex Éducatif et Culturel Islamique de Verviers)

CEM - Conseil des musulmans européens (anciennement FIOE - Fédération des organisations islamiques en Europe)

CFCM - Conseil français du culte musulman (en français, Conseil Français du Culte Musulman)

CIE - Centre islamique en Espagne (en espagnol, Centro Islámico en España)

DAP - Service suisse d'analyse et de prévention (en allemand, Dienstes für Analyse und Prävention)

DMG - Communauté musulmane allemande, anciennement Communauté islamique d'Allemagne (en allemand, Deutsche Muslimische Gemeinschaft)

ECFR - Conseil européen pour la fatwa et la recherche

EFOMW - Forum européen des femmes musulmanes

ElHW - branche allemande de l'Institut européen des sciences humaines, (en allemand, Europäisches Institut für Humanwissenschaften)

EMF - Étudiants Musulmans de France (en français Étudiants Musulmans de France)

EMUG - European Mosque Construction and Support Community (en allemand, Europäische Moscheebau und Unterstützungs Gemeinschaft)

ETN - Europe Trust Netherlands (en néerlandais, Stichting Europe Trust Nederland)

FAD - Comité de la fatwa en Allemagne (en allemand, Fatwa-Ausschuss Deutschland)

FEFM - European Forum of Muslim Women (en français, Forum Européen des Femmes Musulmanes)

FEMYSO - Forum des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans

FION - Fédération des organisations islamiques des Pays-Bas (en néerlandais, Federatie Islamitische Organisaties Nederland)

FIS - le Front islamique du salut (en français, Front Islamique du Salut)

CCG - Conseil de coopération du Golfe

GMI - Jeunes musulmans d'Italie (en italien, Giovani Musulmani d'Italia)

ICCI - Centre culturel islamique d'Irlande

IESH - European Institute of Human Sciences (en français, Institut Européen des Sciences Humaines)

IFiS - Association islamique en Suède (en suédois, Islamiska Förbundet i Sverige)

IGD - Communauté islamique d'Allemagne (en allemand, Islamische Gemeinschaft in Deutschland)

IGGiÖ - Communauté islamique d'Autriche
(en allemand, Islamische Glaubens-
gemeinschaft in Österreich)

IGS - Communauté islamique d'Allemagne du
Sud (en allemand, Islamische Ge-
meinschaft Süddeutschland)

IIFSO - Fédération internationale islamique
d'organisations d'étudiants

IMAN - le réseau de surveillance et d'action
contre l'islamophobie

IRPA - Académie religieuse islamique (en
allemand, Islamische Religionspädagogische
Akademie)

IRW - Secours islamique mondial

UISM - Union internationale des savants
musulmans

IzM - Centre islamique de Munich (en
allemand, Islamisches Zentrum München)

Jel - Jamat-e-Islami

JMF - Les jeunes musulmans de France (en
français, Jeunes Musulmans de France)

FIOE - Fédération des organisations
islamiques en Europe (maintenant CEM -
Conseil des musulmans européens)

FOSIS - Fédération des sociétés islamiques
d'étudiants

LDI - Lajnat al-Dawa al-Islamiya (Comité de
l'appel islamique)

LFFM - Ligue Française des Femmes
Musulmanes (en français, French League of
Muslim Women)

LGBT - lesbiennes, gays, bisexuels et
transgenres

LIIB - Ligue Islamique Interculturelle de
Belgique (en français, Ligue Islamique
Interculturelle De Belgique)

LIDCOE - La Ligue islamique pour le dialogue
et la coexistence en Espagne (en espagnol,
Liga Islámica para el Diálogo y la Convivencia
en España)

LIGN - Ligue de la Communauté Islamique
aux Pays-Bas (en néerlandais, Liga van de
Islamitische Gemeenschap in Neder- land)

LMB - La Ligue des Musulmans de
Belgique (en français, Ligue des
Musulmans de Belgique)

LMS - La Ligue des Musulmans de Suisse
(en français, Ligue des Musulmans de
Suisse)

MAB - L'Association musulmane de Grande-Bretagne

MCB - Conseil musulman de Grande-Bretagne

MCU - Unité de contact des musulmans de Scotland Yard

MENA - Moyen-Orient et Afrique du Nord

MF - Musulmans de France (en français, Musulmans de France, anciennement UOIF)

MJD - Jeunesse musulmane en Allemagne (en allemand, Muslimische Jugend in Deutschland)

MJÖ - Muslim Youth Austria (en allemand, Muslimische Jugend Österreich)

MSA - Association des étudiants musulmans des Pays-Bas (en néerlandais, Moslimstudent-en Associatie Nederland)

MSV - Association des étudiants musulmans de Karlsruhe (en allemand, Muslimischer Studentenverein Karlsruhe e. V.)

MTI - The Movement of Islamic Ten- dency (en français, Mouvement de la Tendence Islamique)

MUCF - Agence suédoise pour la jeunesse et la société civile (en suédois Myndigheten för Ungdoms- och Civilsamhällsfrågor)

MÜSIAD - Association indépendante des industriels et des hommes d'affaires, (en turc, Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği)

MWH - Muslim Welfare House

MWL - Ligue mondiale musulmane

ÖVP - Parti populaire autrichien (en germanique, Österreichische Volkspartei)

QC - Association caritative du Qatar

RIGD - Conseil des imams et des érudits en Allemagne (en allemand, Der Rat der Imame und Gelehrten in Deutschland)

SAP - Parti social-démocrate suédois (en suédois, Sveriges Socialdemokratis- ka Arbetareparti)

SIF - anciennement la branche française du Secours islamique mondial (en français, Secours Islamique France)

SMR - Conseil musulman de Suède (en suédois, Sveriges Muslimska Råd)

SUM - Sweden's Young Muslims (en suédois, Sveriges Unga Muslimer)

YMUK - Jeunes musulmans du Royaume-Uni

UAE - Émirats arabes unis

UCOII - Union des communautés islamiques italiennes (en italien, Unione delle Comunità Islamiche d'Italia)

UIEM - International Union of Muslim Students (en français, Union Internationale des Étudiants Musulmans)

UKIM - Mission islamique du Royaume-Uni

HCR - Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

UNICEF - Fonds des Nations unies pour l'enfance

UOIF - Union des Organisations Islamiques de France (en français, Union des Organisations Islamiques en France, maintenant Musulmans de France)

USMI - Union des étudiants musulmans en Italie (en italien, Unione degli Studenti Musulmani in Italia)

WAMY - Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane

RÉPERTOIRE DES IMAGES

Photo 1 : *Le Conseil Européen des Imams, la dernière des structures paneuropéennes créées par FIOE/CEM.*

Photo 2 : *Des membres éminents du milieu des Frères européens (Ibrahim el Zayat, Khallad Swaid et Ayman Ali) interagissant avec certains des dirigeants les plus éminents des Frères musulmans égyptiens (dont leur ancien chef, Mohamed Akef, et leurs principaux représentants Saad el Katatny et Mohamed Ezzat) lors des funérailles du dirigeant islamiste turc Necmettin Erbakan (Istanbul, mars 2011).*

Image 3 : *Des membres éminents du milieu des Frères européens interagissant avec certains des dirigeants les plus importants des Frères musulmans égyptiens lors des funérailles du leader islamiste turc Necmettin Erbakan (Istanbul mars 2011).*

Photo 4 : *Le post Facebook de Samir Falah montrant la R4bia des Frères musulmans.*

Photo 5 : *Le post Facebook de Basil Marei montrant le symbole R4bia des Frères musulmans.*

Photo 6 : *Khallad Swaid, de FEMYSO, rencontre l'ancien chef des Frères musulmans égyptiens, Mohammed Akef, lors des funérailles du leader islamiste turc Necmettin Erbakan (Istanbul, mars 2011).*

Photo 7 : *Rached Ghannouchi et sa fille, l'ancien président de FEMYSO, Intissar Kherigi.*

Photo 8 : *Bâtiment central du projet de campus Al Waqf.*

Photo 9 : *Des étudiants de l'IESH Château-Chinon accompagnés de Said Bouhdifi, chef du département Coran.*

Photo 10 : *Les étudiants de l'IESH Château-Chinon.*

Image 11 : *Affiche de l'IESH promouvant la visite d'Ahmed al Hammadi de Qatar Charity à Château-Chinon (2017).*

Photo 12 : *Réunion ECFR accueillie par l'UOIF à Paris en juillet 2002.*

Photo 13 : *La 26e session ordinaire de l'ECFR, qui s'est tenue à Istanbul, en octobre 2016.*

Photo 14 : *Détail des transferts effectués par Qatar Charity à LICDOE en 2012. Un total de 6 957 450 Riyals qataris (1,6M€ environ)*

Photo 15 : *Le post Facebook de Heshmat Khalifa insultant les juifs.*

Photo 16 : *Le post Facebook de Hesmat Khalifa insultant l'armée égyptienne et le président égyptien, Abdel Fattah al Sisi.*

Photo 17 : *Message Facebook d'Hesmat Khalifa se moquant du président égyptien, Abdel Fattah al Sisi.*

Photo 18 : *Message Facebook d'Hesmat Khalifa se moquant du président égyptien, Abdel Fattah al Sisi.*

Photo 19 : *Message Facebook d'Hesmat Khalifa montrant sa sympathie envers le Hamas.*

Photo 20 : *Le post Facebook de Hesmat Khalifa montrant son soutien au Hamas.*

Photo 21 : *Le post Facebook de Hesmat Khalifa montrant son soutien aux Brigades Al Qassam et insultant le président égyptien, Abdel Fattah al Sisi.*

Photo 22 : *Le post Facebook du Dr Almoutaz Tayara représentant une caricature du président américain Barack Obama.*

Photo 23 : *Le post Facebook du Dr Almoutaz Tayara glorifiant les brigades Al Qassam.*

Photo 24 : *Le post Facebook du Dr Almoutaz Tayara montrant son soutien aux brigades Al Qassam.*

Photo 25 : *Le post Facebook de Basil Marei faisant l'éloge des attaques terroristes à Tel Aviv (2014).*

Image 26 : *Poste Facebook de Tahir Aydarus appelant à la destruction d'Israël (2012).*



BIBLIO GRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

AFP-Swiss Info, " L'érudit islamique Tariq Ramadan fait face à une nouvelle accusation de viol ",AFP- Swiss Info, 23 octobre 2020.
Récupéré de : <https://www.swissinfo.ch/eng/islamic-scholar-tariq-ramadan-faces-new-rape-charge/46116152> (Accédé le 20 juin 202w1).

Agensir, " Carceri : Ucoii, rinnovato il protocollo con il Dap del Ministero della giustizia ",Agensir, 6 juin 2020. Récupéré sur : <https://www.agensir.it/quotidiano/2020/6/6/carceri-ucii-rinnovato-il-protocollo-con-il-dap-del-ministero-della-justizia/> (consulté le 20 juin 2021).

Ahmed Akkari, Min afsked med islamis- men : Muhammedkrisen, dobbeltspillet og kampen mod Danmark, ArtPeople, 2014.

AIVD, The radical dawa in transition, The Rise of Islamic Neoradicalism in the Netherlands, AIVD, octobre 2007. Page 51. Consulté à l'adresse : <https://english.aivd.nl/publications/publications/2007/10/09/the-radical-dawa-in-transition> (Consulté le 20 juin 2021).

Samir Amghar, "LEurope, terre d'influence des Frères musulmans",Politique étrangère, 2009/2.

Samir Amghar, "L'Europe met les islamistes à l'épreuve : les Frères musulmans (France, Belgique, Suisse)",Medi- terranean Politics, 13(1):63-77, 2008.

ANSA, " Consiglio approva mozione a unanimità su evento Islamic Relief ",ANSA, 2 avril 2019.
Récupéré de : https://www.ansa.it/lombardia/notizie/consiglio_lombardia/2019/04/02/_fa341090-8ff7-4ca7-93dd-1d68a97b8f98.html (Accédé le 20 juin 2021).

ARD, Zwischen Halbmond und Hakenkreuz, documentaire ARD, 19 juillet 2006.

All-Ukraine Association of Social Organizations (ARRAID), "Ismail Kady a été réélu président de l'AUASO 'Alraid'",Info. Département de l'AUASO "Alraid", 15 janvier 2010. Consulté sur le site : <https://www.araaid.org/en/node/112> (Consulté le 20 juin 2021).

Omar Ashour, "Between ISIS and a Failed State : La saga des islamistes libyens." Rethinking Political Islam Series, The Brookings Institution, 2015.

Association of Muslim Social Scientists UK (AMSSUK), Bio des orateurs de la conférence "Les musulmans d'Europe dans le nouveau millénaire", organisée par l

Association of Muslim Social Scientists et le Centre culturel islamique d'Irlande, 9-10 septembre 2000. Récupéré à partir de : www.amssuk.com/docs/pdf/AMSSUK%20Europe%20Conf%20Sep2000%20-%20booklet.pdf (Accès : 14 mai 2021).

AVID, "The radical dawa in transition, The Rise of Islamic Neoradicalism in the Netherlands, AIVD, octobre 2007. Consulté sur le site : <https://english.aivd.nl/publications/publications/2007/10/09/the-radical-dawa-in-transition> (Accès : June 20, 2021).

AVID, "Geen directe dreiging vanuit Moslimbroederschap in Nederland", Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst, Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties, 12 avril 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.aivd.nl/actueel/nieuws/2011/04/12/geen-directe-dreiging-vanuit-moslimbroederschap-in-nederland> (Consulté le 20 juin 2021).

Page Facebook de Tahir Aydarus. Poste datant du 18 novembre 2012. Extrait de : <https://www.facebook.com/taidarus/posts/278334715602631> (Consulté le 7 juin 2021).

Saleh Bagalagel profile LinkedIn. Récupéré de : <https://www.linkedin.com/in/saleh-bagal->

[agel-msc-4b146816/?originalSubdomain=sa">agel-msc-4b146816/?originalSubdomain=sa](#) (consulté le 20 juin 2021).

Hassan al Banna, Ahmad Sukari et Hamid Askariyya, "A Memorandum on Religious Education [مذكرة في التعليم الديني]", The Salafi Press : Égypte, 1928.

Stéphanie Le Bars, "Le Conseil européen de la fatwa critiqué pour son traditionalisme", Le Monde, 15 mai 2007. Récupéré sur : https://www.lemonde.fr/europe/article/2007/05/15/le-conseil-europeen-de-la-fatwa-critique-pour-son-traditionnalisme_910206_3214.html (consulté le 12 mai 2021).

BBC, "Brotherhood spokesman Gehad al-Haddad held in Egypt", BBC News, 17 septembre 2013. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-24132046> (consulté le 30 mars 2021).

BBC, "Le tueur de Lee Rigby Michael Adebowale étudié dans l'ouest du pays de Galles", BBC News, 25 novembre 2014. Consulté à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/uk-wales-mid-wales-30196206> (Consulté le 30 avril 2021).

Sylvain Besson, La Conquête de l'Occident, Paris : Seuil, 2005.

Yohan Blavignat, "L'affaire des "foulards de Creil" : la République

laïque face au voile islamique ", Le Figaro, 27 juillet 2018. Consulté sur : <https://www.lefigaro.fr/ac-tualite-france/2018/07/27/01016-20180727ARTFIG00053-l-affaire-des-foulards-de-creil-la-republique-laique-face-au-voile-islamique.php> (consulté le 19 juin 2021).

Profil LinkedIn de Mostapha Bouchallikh. Consulté sur <https://www.linkedin.com/in/mostapha-bouchallikh-4752b725/?originalSubdomain=nl> (Consulté le 18 juin 2021).

Muhammad Said Ramadan al Bouti. Le texte du mois, juin 2001. Site officiel du Dr Muhammad Said Ramadan al Bouti. Extrait de : https://web.archive.org/web/20020305231815/http://www.bouti.com/ulamaa/bouti/bouti_monthly15.htm (consulté le 15 mai 2021).

Innes Bowen, Medina in Birmingham, Najaf in Brent : Inside British Islam, Londres : Hurst, 2014.

BpB, Die Muslimbruderschaft in Deutschland, rapport du Bundeszentrale für politische Bildung, 2019. Retrouvé sur : <https://www.bpb.de/politik/extremismus/islamismus/290422/die-muslimbruderschaft-in-deutschland> (consulté le 19 juin 2021).

Carel Brendel, Nederlandse studenten-koepel sluit zich aan bij jeugdorganisatie Moslimbroeders, 23 octobre 2019. Récupéré de : <http://www.carelbrendel.nl/2019/10/23/nederlandse-studenten-koepel-sluit-zich-aan-bij-jeugdorganisatie-moslimbroeders/> (Consulté le 20 juin 2021).

Mark Bridge, "Apple offre aux Frères musulmans une 'application de radicalisation'", The Times, 25 juin 2019. Consulté à l'adresse : <https://www.thetimes.co.uk/article/apple-sells-muslim-brotherhood-radicalisation-app-d2t9cl369> (Consulté le 17 mai 2021).

Brève régistration ; "Conclusies onderzoek Moslimbroederschap in Nederland". - Grondrechten in een pluriforme samenleving", Parlementaire Monitor, KST2961426. 26 mai 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.parlementairemonitor.nl/9353000/1/j9vvij5epmj1ey0/vipncvj8czzn> (Consulté le 20 juin 2021) ;

Martin Bright, When Progressives Treat with Reactionaries : The British State's Flirtation with Radical Islam, rapport publié par le Policy Exchange, 2006. Consulté sur le site : <https://policyexchange.org.uk/publication/when-progressives-treat-with-reactionaries-the-british-state-flirts-with-radical-islam/> (consulté le 20 juin 2021).

Bade-Wurtemberg, Verfassungsschutzbericht 2018, Ministerium für Inneres, Digitalisierung und Migration. Consulté sur : https://im.baden-wuerttemberg.de/fileadmin/redaktion/m-im/intern/dateien/pdf/20190606_Verfassungsschutzbericht_2018.pdf (Accessed : June 17, 2021).

Edwin Bakker, "The Public Image of the Muslim Brotherhood in the Netherlands," in Edwin Bakker and Roel Meijer, eds, *The Muslim Brotherhood in Europe* (Oxford University Press, 2013).

Pelayo Barro et Teresa Gómez, "Uno de los cerebros financieros del 11-S entre los yihadistas detenidos en Madrid", *OK Diario*, 23 juin 2019. Récupéré sur : <https://okdiario.com/espana/uno-cerebros-financieros-del-11-s-yihadistas-detenidos-madrid-4282115> (Consulté le 20 juin 2021).

James Brandon et Raffaello Pantucci, "UK Islamists and the Arab Uprisings", *The Hudson Institute*, 22 juin 2021. Récupéré sur : <https://www.hudson.org/research/9902-uk-islamists-and-the-arab-uprisings> (Accessed : May 12, 2021).

Andrea Brandt, "Wendiger Weltmann", *Der Spiegel*, 25 mars 2008.

Bundestag, "Zuwendungen an 'Islamic'".

ment, le 3 décembre 2020. Consulté sur le site : <https://www.bundestag.de/presse/hib/811522-811522> (Consulté le 26 avril 2021).

Bundesverfassungsschutz 2005, Bundesministerium des Innern. Consulté sur le site : https://publikationen.uni-tuebingen.de/xmlui/bitstream/handle/10900/63244/Verfassungsschutzbericht_2005_de.pdf?sequence=1&isAllowed=y (Consulté le 19 juin 2021).

Bundesministerium des Innern, Verfassungsschutzbericht, 2007. Consulté sur le site : https://fragdenstaat.de/files/foi/105691/verfassungsschutzbericht_2007_pdf.pdf?download (Consulté le 27 août 2021).

Bundesverfassungsschutz, 2019, Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat. Consulté sur : <https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2019-gesamt.pdf?blob=publicationFile&v=10> (Consulté le 19 juin 2021).

Bundesministerium für Inneres, Verfassungsschutzbericht 2018, Bundesministerium für Inneres, page 16. Consulté à l'adresse : <https://www.bvt.gv.at/401/files/Verfassungsschutzbericht2018.pdf> (Consulté le 14 mai 2021).

Bundesverfassungsschutz 2005,

Bundesministerium des Innern.

Relief Deutschland", le parlement

Consulté sur le site : https://publikationen.uni-tuebingen.de/xmlui/bitstream/handle/10900/63244/Verfassungsschutzbericht_2005_de.pdf?sequence=1&isAllowed=y (Consulté le 19 juin 2021).

Alexandre Caeiro, "La normativité islamique à l'épreuve de l'Occident : le cas du Conseil européen de la fatwa et de la recherche", Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales, DEA, 2002.

Alexandre Caeiro, "La fabrication de la fatwa, la production de l'islam ". expertise juridique en Europe ", Archives de Sciences Sociales des Religions 155, juillet-septembre 2011. Consulté à l'adresse : <https://journals.openedition.org/as-sr/23312?lang=fr> (Consulté le 10 mai 2021).

Aje Carlbom, "Mångkulturalismen och den politiska mobiliteten av islam," Invandrar och integration i Danmark, Stockholm : Makadam Förlag, 2006.

Aje Carlbom, L'activisme islamique dans un contexte multiculturel - continuité ou changement idéologique, rapport de l'Institut suédois d'études politiques. Agence de contingence civile et Université de Malmö, 2017. Récupéré sur : <https://www.msb.se/siteassets/dokument/publikationer/english-publications/islamic-activism-in-a-multicultural-context-ideological-continuity-or-change.pdf> (consulté le 21 juin 2020).

Enrico Casale, " Fratelli (musulmani) d'Italia ", Popoli, 19 juin 2014. Consulté à l'adresse suivante : http://www.popoli.info/easyne2/Articolo/Fratelli_musulmani_d'Italia.aspx (Consulté le 20 juin 2021).

Ignacio Cembrero, " El CNL alerta de que seis países musulmanes financian al islamismo ", Diario El País, 31 juillet 2011. Consulté sur : https://elpais.com/politica/2011/07/31/actualidad/1312140952_655494.html (Accessed : 20 juin 2021).

Centro Islamico, Chi è Ali Abu Shwaima, Centro Islamico di Milano e Lombardia. Récupéré sur : <https://centroislamico.it/centro/biogr/shwaima.htm> (Accessed : June 20, 2021).

Jocelyne Cesari, When Islam and Democracy Meet : Muslims in Europe and in the United States, New York, NY : Palgrave MacMillan, 2004.

Khalid Chaoui, Salaam, Italia ! (Aliberti, 2005).

Christian Chesnot et Georges Malbrunot, Documents du Qatar : Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe, Neuilly-sur-Seine Cedex : Michel Lafon Editorial : 2019.

Collège Ibn Khaldoun, L'édito du Directeur, Etablissement Ibn Khaldoun. Re-

extrait de : www.college-ibnkhaldoun.com/ledito/ (consulté le 24 avril 2021).

Companies House UK, Islamic Relief Worldwide Officers, Companies House UK. Pas de date. Extrait de : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/02365572/officers> (Consulté le 20 juin 2021).

Companies House UK, Historique des dépôts du International Waqf Fund, Companies House UK. Pas de date. Extrait de : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/08612172/filing-history> (Consulté le 20 juin 2021).

Companies House UK, Abdel Shaheed El-Ashhal, Companies House, UK. Récupéré sur : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/officers/YbZT08ZMg4xX0eNMubOXd8B-MX38/appointments> (consulté le 20 juin 2021).

Companies House UK, Muslim Welfare House, Companies House UK. Extrait de : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04041294/officers> (consulté le 20 juin 2021).

Company Check, Companies & Appointments, M. Riyadh al-Rawi. Récupéré de : <https://companycheck.co.uk/>

directeur/914859218/RIYADH-AL-RAWI/ entreprises (consulté le 20 juin 2021).

Company Check, About Mr. Riyadh al-Rawi, Company Check. Consulté sur à partir de : <https://companycheck.co.uk/directeur/914859218/MR-RIYADH-AL-RAWI/> résumé

Conférence intitulée " Le dogme des Yazidites", Havre De Savoir, 11 juin 2015. Extrait de : www.youtube.com/watch?v=x-zSWp171Og (consulté le 9 juin 2021).

Conférence intitulée " Le dogme des Alaouites (Nouçayrites) ", Havre De Savoir, 11 juin 2015. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=k-MCjKxg6Reo> (Consulté le 9 juin 2021).

Mario Consani, " Caso Sumaya : 'Non c'è diffamazione, redi redic era vici- no ai Fratelli Musulmani'", Il Giorno, 7 mars 2019. Récupéré sur : <https://www.ilgiorno.it/milano/cronaca/sumaya-fratelli-musulmani-1.4477976> (consulté le 20 juin 2021).

Conseil des musulmans européens, Contextualisation historique, Conseil des musulmans européens. Récupéré de : <http://eumus-lims.org/ar/%D8%B9%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3> (consulté le 20 juin 2021).

Conseil des musulmans européens, Contexte historique, Conseil des musulmans européens. Récupéré de : <http://eumuslims.org/ar/%D8%B9%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3> (consulté le 24 avril 2021).

Conseil des musulmans européens, "Le Conseil des musulmans européens en quelques lignes في مجلس مسلمي أوروبا..." Page Facebook officielle du Conseil des musulmans européens, 31 janvier 2020. Récupéré de : <https://www.facebook.com/notes/%D9%85%D8%AC-%D9%84%D8%B3%D9%85%D8%B3-%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3-%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8-%D8%A7-council-of-european-muslims/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3%D9%85%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%B3%D8%B7%D9%88%D8%B16/Face-> le livre n'est plus disponible ; 1/29323583201224-screenshot en possession des auteurs.

Conseil des musulmans européens, About Us, Conseil des musulmans européens. Consulté sur : <http://www.eumuslims.org/en/about-us> (Consulté le 24 mai 2021).

Conseil des musulmans d'Europe, Charte des musulmans d'Europe, Conseil de l'Europe

Musulmans. Consulté sur le site : <http://eumuslims.org/sites/default/files/documents/eng.pdf> (Consulté le 26 avril 2021).

Polly Curtis, " University cuts off contro- versial Islamic college ", The Guardian, 11 août 2005. Récupéré de : <https://www.theguardian.com/education/2005/aug/11/highereducation.religion> (Accessed : April 30, 2021).

Rapport annuel du DAP, 2002.

Rapport annuel du DAP, 2004.

Rapport annuel de la DAP, 2006.

Felice Dassetto, L'iris et le croissant : Bruxelles et l'Islam au Défi de la co-in- clusion, Louvain-La-Neuve : Presses Universitaires de Louvain, 2011.

Margot Dazey, "Pan-Islamic ideals and national loyalties : Competing attach- ments among early Muslim activists ", Nations and nationalism, Volume 27, numéro 1, 2021. Consulté à l'adresse : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/nana.12655> (Consulté le 27 août 2021).

Jean-Michel Décugis, "A Saint-Denis, "L'école des imams" dans le viseur de la justice", Le Parisien, 29 juillet 2020. Récupéré sur : <https://www.leparisien.fr/faits-divers/a-saint-denis-l-ecole->

des-imams-dans-le-viseur-de-la-jus- tice-29-07-2020-8360604.php (consulté le 30 avril 2021).

Deutscher Bundestag, "Islamistische Bestrebungen in Deutschland ",Ant- wort der Bundesregierung 15/1820, Deutscher Bundestag, 23 octobre 2003. Consulté sur le site : <https://dserver.bunde- stag. de/btd/15/018/1501820.pdf>

Deutscher Bundestag, "Islamische Organisationen in Deutschland, Or- ganisationsstruktur, Vernetzungen und Positionen zur Stellung der Frau sowie zur Religionsfreiheit". Deutscher Bun- destag, 2005. Page. 49. Extrait de : <https://www.bundestag. de/resource/ blob/405162/80a4e1e0a231dc5555af- ba8f0cab9b90/wd-1-004-15-pdf-data. pdf> (consulté le 20 juin 2021).

Deutscher Bundestag, Press state- ment on Islamic Relief Deutschland", Deutscher Bundestag, 3 décembre 2020. Consulté sur : <https://www.bun- destag. de/presse/hib/811522- 811522> (Consulté le 30 mars 2021).

Ana B. Díaz y Bárbara Azaola, "La políti- ca de becas y la formación de arabistas e hispanistas" in Miguel Hernando de Larramendi, Irene González González et Bernabé López García (Eds.), El Instituto Hispano Árabe de Cultura. Orígenes y evolución de la diplomacia.

pública redicat hacia redicat árabe, Madrid : AECID, 2015.

Dokumentationsstelle Politischer Islam, Der Liga Kultur-Verein in Österreich, rapport de la Dokumentationsstelle Politischer Islam, Vienne, septembre 2021. Récupéré de : https://www. dokumentationsstelle. at/wp-content/ uploads/2021/09/Liga-Kultur_ WEB.pdf (Accédé le 15 septembre 2021)

Dokumentationsstelle Politischer Islam, Der Politische Islam als Gegenstand wissenschaftlicher Auseinandersetzun- gen und am Beispiel der Muslimbrud- erschaft, rapport de la Dokumenta- tionsstelle Politischer Islam, Vienne, décembre 2020.

Bassem Dhuihi, "Sur la vie de feu Bahige Mullah Huech [موجز عن حياة موحى المرحوم د. بهيج ملا حويش]". Écrivains du Levant Association, 14 février 2015. Récupéré à partir de : <http://www. odabasham. net/%D9%88%D8%A7%D8%AD%D8%- A9-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%- AE%D8%A7%D8%A1/2152-%D9%85-%D9%88%D8%AC%D8%B2-%D8%B9%- D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D- 8%B1%D8%AD%D9%88%D9%85-%D8- %A7%D9%84%D8%AF%D9%83%D8- AA%D9%88%D8%B1-%D8%A8%D9%8- 7%D9%8A%D8%AC-%D9%85%D9%84- %D8%A7-%D8%AD%D9%88%D9%8A- %D8%B4> (consulté le 20 juin 2021).

Commission européenne, Financial Transparency System (FTS) of the European Commission : https://ec.europa.eu/budget/fts/index_en.html

Liste des terroristes de l'UE, Journal officiel de l'Union européenne. Récupéré de : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=OJ:L:2021:043:-FULL&from=es> (consulté le 14 juin 2021).

ECFR, Premier et deuxième recueils de fatwas. Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche. Le Caire : Fondation Al Falah, 2002.

ECFR, "Dr. Abdullah al Judai élu Président du Conseil succédant à al Qaradawi".

انتخاب د. عبدالله الجديع

Site officiel de l'ECFR. Récupéré de :

<https://www.e-cfr.org/blog/2018/11/11/%d8%b1%d8%a6%d9%8a%d8%b3-%d8%a7%d9%84%d9%85%d8%ac%d9%84%d8%b3-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d9%88%d8%b1%d9%88%d8%b1%d8%a8%d9%8a-%d9%84%d9%84%d8%a5%d9%81%d8%aa%d8%a7%d8%a1/> (consulté le 3 avril 2021).

ECFR, Final Statement of the second Session of the European Council for Fatwa and Research, 11 octobre 1998. Récupéré de : <https://www.e-cfr.org/>

blog/2017/11/04/second-session-european-council-fatwa-research/?cf_chl_jschl_tk=3a204df3a2415930bdb9ce0e8f74b7f40ae63043-1620226726-0-AQK4t-ND0c-cUf-JzCQqkgRcY9oTrT-s86HW78GppPKmtJXZqYIUPQsUIya6Yj-Vix_OEaq9TDtgSnQnCaix2JiMq1_z0Hi-yNkr0W5LYgBQt0qsEAjGdBQZOfo-vXB9FrsO4pAgb09kEdUk4rGHLu-AkazUJlRinoGO4QrbgTA9nbquApTo-4eVFxMYdOcRuB6GMgXrLVa2VeNE-Jd1kN0EbrNjr4ed2ripHmZohHgHMglf-rl2-eMzl4Xg4bbn3NrYG27RMIBIP9X-1N3PKdBd3bnBvkYEEY5AAnuKoH993tg6iqBiTy_wzsmFVuE1NrEpYX2RH-9qhaYVLNhLDatftu8j9loxfcp9t0svmok-cR_B1-uVd7X7v7i5YemtPAznWShOesZ-J11M7iKeAda3l0NUS7qf0zGao4Y-A19LePU59VjgCIMADpFpm0A2c7puD-qO1UwHOFsCb8h6u83s7oHilwCg-41vfZy4w62conFJj4gZKhNeE (Consulté : 5 mai 2021).

ECFR, Déclaration finale, 22e session ordinaire du Conseil européen de la fatwa et de la recherche, Istanbul, Turquie, juillet 2012. Consulté sur : <https://www.e-cfr.org/blog/2017/11/04/22nd-ordinary-session-european-council-fatwa-research/> (Consulté le 5 mai 2021).

ECFR, quatrième article : Adhésion. Statuts du Conseil Européen pour la Fatwa et la Recherche, approuvés lors de la réunion fondatrice du Conseil à Londres

النظام الأساسي للمجلس الأوروبي

لإفتاء والبحوث، أقرَّ في اللقاء التأسيسي للمجلس المنعقد
 في لندن، Le Conseil européen pour la fatwa et la
 recherche, 29-30 mars 1997. Récupéré de :
[https://www.e-cfr.org/
 %d8%a7%d9%84%d9%86%d8%b8%d8%a7%d9%85-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%b3%d8%a7%d8%b3%d9%8a/](https://www.e-cfr.org/%d8%a7%d9%84%d9%86%d8%b8%d8%a7%d9%85-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%b3%d8%a7%d8%b3%d9%8a/)
 (consulté le 8 mai 2021).

ECFR, Règlement intérieur du Conseil après
 amendements de la vingt-et-unième session à
 Dublin (2011), Le Conseil européen de la Fatwa
 et de la Recherche. Récupéré sur : <https://www.e-cfr.org/%d8%a7%d9%84%d9%84%d8%a7%d8%a6%d8%ad%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d8%af%d8%a7%d8%ae%d9%84%d9%8a%d8%a9/> (consulté le 10 mai 2021).

ECFR, Liste des membres du Conseil européen
 pour la fatwa et la recherche. Récupéré de :
[https://www.e-cfr.org/
 blog/category/%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B9%D8%B6%D8%A7%D8%A1/?cf_chl_jschl_tk=143e
 b44aaf83bf8bb809d2d3bff8b44c5b76e10f-
 1620824867-0-AXvG9U
 hpb28EJzDHAMyQx9Shqkmu2UGh-
 7rlIBXMGJ9NLGoZTw5-Qvh-
 V8k3u3xRS7SSkTF0sg6mrjd8dlK-
 5Jp5dH2B0lcOk34y5ox3_Q7A-
 YnnD98H61_CydfXPLVJs3dhP8R-
 waKlnhCXnb2HCZb0HUxs49K0Eg-
 V3KsATYG0zzDfDaueQq5IHWP-
 FUf7c3p8hIETnlsj0bGACBh-c2NUB-
 VhpEySe4fJ8Hr4GV037-6vIwxS-](https://www.e-cfr.org/blog/category/%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B9%D8%B6%D8%A7%D8%A1/?cf_chl_jschl_tk=143eb44aaf83bf8bb809d2d3bff8b44c5b76e10f-1620824867-0-AXvG9Uhp28EJzDHAMyQx9Shqkmu2UGh-7rlIBXMGJ9NLGoZTw5-Qvh-V8k3u3xRS7SSkTF0sg6mrjd8dlK-5Jp5dH2B0lcOk34y5ox3_Q7A-YnnD98H61_CydfXPLVJs3dhP8R-waKlnhCXnb2HCZb0HUxs49K0Eg-V3KsATYG0zzDfDaueQq5IHWP-FUf7c3p8hIETnlsj0bGACBh-c2NUB-VhpEySe4fJ8Hr4GV037-6vIwxS-)

dqwS2h9c6Jyk4z-M-fAP02TZsoBY-
 bR_Qcbh1qjioKECDm6xhcQ0l-iQ1l-
 0ISXYhO34OznWjdCpRsAbkqXFjPoo-
 Q1Wj44dkhL4iePlzckuGM2q3JDsYz-
 OPQ08cg6tu6d7CDdHp0b-jFlt-
 M0pe5wEk8ZVgjs_Ob2_baU0Ut-
 m_68S6wNWWhclCQ6TifCY5NAIN-
 CUqrQVHtQ0gF0dV6wdclkbNCiCYbB06l-
 UV99MGfFw (Consulté : 8 mai 2021).

ECFR, Membres du Conseil, le Conseil
 européen de la fatwa et de la recherche.
 Consulté sur : [https://www.e-cfr.
 org/blog/category/%d8%a7%d9%84%d9%86%d8%b8%d8%a7%d9%85-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%b3%d8%a7%d8%b3%d9%8a/](https://www.e-cfr.org/blog/category/%d8%a7%d9%84%d9%86%d8%b8%d8%a7%d9%85-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%b3%d8%a7%d8%b3%d9%8a/) (Consulté le 20
 juin 2021).

ECFR, Objectifs, 2ème article des statuts
 internes du Conseil Européen de la Fatwa et de
 la Recherche. Le Conseil Européen de la Fatwa
 et de la Recherche. Récupéré de : [https://www.e-cfr.org/
 %d8%a7%d9%84%d9%86%d8%b8
 %d8%a7%d9%85-%d8%a7%d9%84
 %d8%a3%d8%b3%d8%a7%d8%b3
 %d9%8a/?cf_chl_jschl_tk=221d-
 cae1c5ad4c2a1ff77abc8243c6db-323b36c7-
 1620981849-0-AfaYtMrw-aU-
 IHY0Q4kGiUi_GnsopQPG6GWea9U-
 vjy0N4BIDBBXo0yMjxZXrA8SnQi-
 jp111jQS_rie_Q41827tON4xmQJb-7MuB-
 7ykJBjdLkYaRmCcc6rE5gMacf-
 pRmkHaKKoM00ESnaDdNcLCoMjm-
 Do5cql1b5TCapHGuhL18QbLODG-PMO82IV-
 CZfQuQVZVRedFcoXh-
 krv4IUMol3157fPkQhfnMBOppm-
 fqR8xilBhsOA7ILjyJYwtpOZ5cjSJZU_](https://www.e-cfr.org/%d8%a7%d9%84%d9%86%d8%b8%d8%a7%d9%85-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%b3%d8%a7%d8%b3%d9%8a/?cf_chl_jschl_tk=221dcae1c5ad4c2a1ff77abc8243c6db-323b36c7-1620981849-0-AfaYtMrw-aU-IHY0Q4kGiUi_GnsopQPG6GWea9U-vjy0N4BIDBBXo0yMjxZXrA8SnQi-jp111jQS_rie_Q41827tON4xmQJb-7MuB-7ykJBjdLkYaRmCcc6rE5gMacf-pRmkHaKKoM00ESnaDdNcLCoMjm-Do5cql1b5TCapHGuhL18QbLODG-PMO82IV-CZfQuQVZVRedFcoXh-krv4IUMol3157fPkQhfnMBOppm-fqR8xilBhsOA7ILjyJYwtpOZ5cjSJZU_)

84%d8%ac%d9%87%d8%a7%d8%af-%d9%88%d9%86%d9%81%d9%8a-%d8%b9%d9%84%d8%a7%d9%82%d8%aa%d9%87d8%a8%d8%a7%d9%84%d8%a5%d8%b1%d-9%87%d8%a7%d8%a8-2/ (Accès : 14 juin 2021)

ECFR, First Collection of Fatwas, Conseil européen pour la fatwa et la recherche. Récupéré de : <https://boiv.org.au/wp-content/uploads/2020/08/ECFR-Fa-tawa-Coollection-01-1.pdf> (consulté le 18 juin 2021).

ECFR, "Means and mechanisms of integration", Final Statement of the Seventeenth Ordinary Session of The European Council for Fatwa and Research, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, juillet 2007. Consulté sur le site : <https://www.ecfr.org/blog/2017/11/04/seventeenth-ordinary-session-european-council-fat-wa-research/> (Consulté le 10 juin 2021).

Rapport annuel 2016 de la FEOMW. Consulté à l'adresse : <https://efomw.eu/wp-content/uploads/2019/10/EFOMW-Annual-Report-2016-1.pdf> (Consulté le 20 juin 2021).

Emel Magazin, "Taking smile to the world", Entretien avec Hany el Ban-na. Emel Magazine, mai/juin 2004. Récupéré de : https://www.emel.com/article?id=&a_id=1568 (Consulté : juin

18, 2021).

John L. Esposito, ed. The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World, New York/Oxford : Oxford University Press, 1995. Volume 2.

Forum européen des femmes musulmanes, Structure et membres, le Forum européen des femmes musulmanes. L'ancien site web du EFOMW <https://efomw.wordpress.com/structure-members/> (consulté le 18 juin 2021).

Institut européen des sciences de l'homme, About the College, Institut européen des sciences de l'homme. Retrieved from : https://web.archive.org/web/20030701131320/http://www.eihs.org.uk/pages/about_the_collage.php (Accédé le 29 avril 2021).

Institut européen des sciences humaines, Staff - Institut européen des sciences humaines. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20110317165134/http://www.eihs.org.uk/staff/> (Consulté le 4 mai 2021).

Magazine Al Europiya, numéro 15 [مجلة الأوروبيا], Novembre 1999.

Magazine Al Europiya, numéro 18 [مجلة الأوروبيا], juin 2000.

Magazine Al Europiya, numéro 19

[مجلة الاوروبيا], Juillet 2000

Magazine Al Europiya, numéro 24

[مجلة الاوروبيا], Février 2001

EIHW, Dekanat - EIHW - Wissem auf Akademischem Niveau. Récupéré de : <https://eihw.de/institut/dekanat/> (Accessed : May 3, 2021).

EIHW, Fakultätsleitung Islamische Wissenschaften - EIHW. Récupéré de : <https://eihw.de/islam/leitung/> (Accessed : May 3, 2021).

Institut européen des sciences humaines, UK Register of Charities, Charity Commission for England and Wales. Extrait de : <https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search/-/charity-details/3976500/charity-overview> (Consulté le 29 avril 2021).

Parlement européen, "Financial support for the Islamophobia Monitoring and Action Network (IMAN)", Question pour réponse écrite E-007227-15, le Parlement européen. Consulté sur : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2015-007227-ASW_FR.html?redirect (Consulté le 18 juin 2021).

Europe Trust, Education, Europe Trust. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20200205140605/http://www.europetrust.eu.com/services/education/> (Consulté le 4 mai 2021).

Europe Trust, Markfield Local Business. Consulté sur : <http://markfield-eng.thelocalbusiness.co.uk/europe-trust.html> (Consulté le 10 janvier 2021).

Europe Trust Property Enterprises Limited, Company House UK. Extrait de : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/05302540/officers> (Consulté le 20 juin 2021).

Europe Trust, Registre des services sociaux & Welfare Organisations, Markfield. Disponible sur : <https://markfield.cylex-uk.co.uk/company/europe-trust-23016743.html> (consulté en juin 2021).

Rapport stratégique de la Fiducie Europe, rapport des fiduciaires et états financiers vérifiés pour l'exercice clos le : 31 décembre, 2019. Récupéré de : https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search?p_p_id=uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet&p_p_lifecycle=2&p_p_state=maximized&p_p_mode=view&p_p_resource_id=%2Faccounts-resource&p_p_cacheability=cacheLevelPage&_uk_gov_default.com

ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_file-Name=0001103290_AC_20191231_E_C.pdf&_uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_objectiveId=A10340861&_uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_priv_r_p_mvcRenderCommandName=%2F-full-print&_uk_gov_ccew_onereg_charitydetails_web_portlet_CharityDetailsPortlet_priv_r_p_organisationNumber=4007138 (consulté le 20 juin 2021).

" Ibn Rushd är fortsatt kopplat till islamister ", Expressen, 1er octobre 2020. Consulté à l'adresse : <https://www.expressen.se/debatt/ibn-rushd-ar-fortsatt-kopplat-till-islamister/> (Consulté le 20 juin 2021).

Profil LinkedIn de Samir Falah. Consulté à l'adresse : <https://www.linkedin.com/in/samir-falah-8811b243/?originalSubdomain=de> (Consulté le 24 avril 2021).

Page Facebook personnelle de Samir Falah, le 18 août 2013. Consulté sur : <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=511326715609594&set=ec-nf.100001968092105&type=3&theater> (Consulté le 26 avril 2021).

M. H. Faruqi, "Les Frères Musulmans : Politique de 'Rabbaniyya', les Prières avant le Pouvoir", Historique du Centre Islamique, Centre Islamique de Genève.

Extrait de : <https://web.archive.org/web/20070203160725/http://www.cige.org/historique.htm> (consulté le 20 juin 2021).

FEMYSO, Histoire, La Fédération des organisations européennes de la jeunesse et des étudiants musulmans. Récupéré sur : <https://femyso.org/history/> (Consulté le 19 décembre 2019).

FEMYSO, "A list of FEMYSO'S member organisations", FEMYSO. Consulté sur le site : <https://femyso.org/we-are-femyso/member-organisations/> (Consulté le 22 juin 2021).

FEMYSO, We are FEMYSO, The Federation of European Muslim Youth and Student Organizations. Consulté sur le site : <https://femyso.org/we-are-femyso/> (Consulté le 17 juin 2021)

FEMYSO rapport annuel, 2014. Consulté sur le site : <https://es.scribd.com/document/260745472/FEMYSO-Annual-Report-2014> (Consulté le 17 juin 2021).

Rapport annuel du FEMYSO, 2016 ; Le Handbook, Réseau de surveillance et d'action contre l'islamophobie (IMAN). FEMYSO et CCIF. Consulté sur : <https://es.scribd.com/document/251750388/IMAN-The-hand-book> (Consulté le 18 juin 2021).

FEMYSO, " La représentante de FEMYSO a participé à la conférence de l'OSCE sur la lutte contre l'intolérance et la discrimination ", FEMYSO, 29 octobre 2018. Consulté à l'adresse : <https://femyso.org/femyso-representative-participated-in-osce-conference-on-combating-intolerance-and-discrimination/> (Consulté le 20 juin 2021).

FIOE, Déclaration de clôture de la Conférence générale de la Fédération des organisations islamiques en Europe, Istanbul 23-26 janvier 2020. Récupéré de : <https://www.facebook.com/notes/%D8%A7%D8%AA%D8%AD%D8%A7%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%B8%D9%85%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D8%A7/closing-statement-of-the-general-conference-of-federation-of-islamic-organisation/3086583708033209/> (consulté le 24 avril 2021).

FIOE, " Response to Telegraph's attack on Muslim Scout groups ", News & Events, the Federation of Islamic Organisations in Europe, 8 février 2019. Récupéré de : <http://euomuslims.org/fr/category/news-amp-events/> (consulté le 20 juin 2021).

FIOE, " Response to Telegraph's attack on Muslim Scout groups ", News & Events, the Federation of Islamic Organisations in Europe, 8 février 2019. Récupéré de : <http://euomuslims.org/fr/category/news-amp-events/> (consulté le 20 juin 2021).

Shammai Fisherman, "Fiqh al-Aqa- Iliyyat : A Legal Theory for Muslim Minorities", Research Monographs on the Muslim World, Series No 1, Paper No 2, October 2006, Center on Islam, Democracy, and the Future of the Muslim World, Hudson Institute, Washington, DC. Consulté sur le site : https://www.hudson.org/content/researchattachments/attachment/1148/20061018_mono-graphfishman2.pdf (Consulté le 8 mai 2021).

Hillel Fradkin, "The History and Unwritten Future of Salafism", Current Trends in Islamist Ideology, novembre 2007.

Courtney Freer, "From Co-optation to Crackdown : Gulf States' reactions to the rise of the Muslim Brotherhood during the Arab Spring ", Project on Middle East Political Science, 3-4 mai 2016. Consulté sur : <https://pomeps.org/from-co-optation-to-crackdown-gulf-states-reactions-to-the-rise-of-the-muslim-brotherhood-during-the-arab-spring> (Consulté le 20 juin 2021).

Franck Fregosi, "Les Filières Nationales de Formation des Imams en France," in Franck Fregosi (ed.), La Formation des Cadres Religieux Musulmans en France, Paris : L'Harmattan, 1998.

Sénat français, Comptes Rendus de la Mission d'Organisation, Place et Financement

de l'Islam en France, Audition de M. Lar-abi Becheri, directeur-adjoint de l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon, Sénat français, 27 avril 2016. Consulté sur : www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20160425/mi_islam.html (consulté le 3 mai 2021).

Nathan C. Funk y Abdul Aziz Said, "Islam and the West : Narratives of Conflict and Conflict Transformation", *International Journal of Peace Studies*, numéro 9-1, 2004.

Vincent Geisser et Aziz Zemouri, *Marienne et Allah : Les Politiques Françaises face à la "Question Musulmane"*, Paris : La Découverte, 2007.

Vincent Geisser, "Le chiite imaginaire, Nouvelle figure de l'altérité dans l'Islam de France ? " *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 145 | 2019

Ghaith, émission de télévision, chapitre 21. [غيث – الحلقة الحادية والعشرون]. diffusé le 8 juillet 2015, Al Rayyan TV. Récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=L-WjWMbu3Y3c&list=PLNI-cJa63vBKoG-45DxB03xGBNkwPmjuyq&index=9> (consulté le 4 mai 2021).

Giovanni Giacalone, "Le accuse del leader islamico : redicati ed ebrei sono 'eretici'", *Il Giornale*, 31 août 2020. Récupéré sur : <https://www.>

ilgiornale.it/news/cronache/segretar-io-ucioi-ebraismo-e-cristianesimo-stor-piature-ed-1886534.html (redicat : 20 juin 2021).

Cristina Giudici, "Chi è il portavoce del Partito islamico tunisino Ennahda che parla italiano ", *Il Foglio*, 5 juillet 2015. Consulté sur : <https://www.ilfoglio.it/esteri/2015/07/05/news/chi-e-il-portavoce-del-partito-islamico-tunisi-no-ennahda-che-parla-italiano-85390/> (consulté le 20 juin 2021).

Globsec and Counter-Extremism Project, CEE activities of the Muslim Brotherhood - Czech Republic, Poland and Serbia, Globsec and Counter-Extremism Project, 2020.

Projet Globsec et Contre-Extrémisme, Activités des Frères Musulmans en Europe centrale et orientale - Rapport final : Macédoine du Nord, Bosnie-Herzégovine. et les conclusions de la région, projet Globsec et Counter-Extremism, 2020.

Paule Gonzales, "Islamisme : le Conseil d'État confirme la dissolution de l'association BarakaCity ", *Le Figaro*, 25 novembre 2020. Consulté sur : <http://www.islamophobie.net/les-nombreuses-contre-verites-sur-le-ccif/> (consulté le 27 mai 2021).

Nathalie Goulet & M. André Reich- ardt, " De l'Islam en France à un Islam de France, établir la transparence et lever les ambiguïtés ", Rapport n° 757 (2015-2016), Sénat de la République Française, 5 juillet 2016. Consulté sur le site : [https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-757-annexe.pdf](https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-757-r15-757-annexe.pdf) (consulté le 22 juin 2021).

Luis Gómez, " Tensión en la Gran Mezquita ", Diario El País, 6 novembre 2005. Consulté sur : https://elpais.com/diario/2005/11/06/espana/1131231611_850215.html (Date d'expiration : 26 avril 2021)

Bettina Gräf, "The Concept of wasatiyya in the Work of Yusuf al-Qaradawi", in : Bettina Gräf et Jakob Skovgaard-Petersen (eds.), *The Global Mufti : The Phenomenon of Yusuf al-Qaradawi*, Londres : Hurst, 2009.

Dominic Grieve, *Independent Commission into Governance and Vetting within Islamic Relief*, Temple Garden Chambers, 14 janvier 2021.

" Qatar Charity ouvre son premier centre islamique au Luxembourg ", *The Gulf Times*, 2 juin 2015. Consulté sur le site : [https://www.gulf-times.com/story/441601/Qatar-Charity-opens-first-Islamic-centre-in-Luxembourg#:~:text=Qatar%20Charity%20\(QC\)%20a%20annoncé,les%20musulmans%20C%20](https://www.gulf-times.com/story/441601/Qatar-Charity-opens-first-Islamic-centre-in-Luxembourg#:~:text=Qatar%20Charity%20(QC)%20a%20annoncé,les%20musulmans%20C%20)

[according%20to%20a%20statement](#). (consulté le 20 juin 2021).

Mary Habeck, *Knowing the Enemy*, New Haven, CT : Yale University Press, 2006.

Noora al Habsi, (2020). "Réseau financier des Frères musulmans en Occident : Formes et manifestation".

TRENDS Research & Advisory. Extrait de : <https://trendsresearch.org/in-sight/finance-network-of-muslim-Brotherhood-in-the-west-forms-and-manifestation/> (Consulté le 5 avril 2021)

Nicky Harley, "Le lauréat yazidi du prix Nobel appelle à une action mondiale contre le fondateur d'IRW, Hany El Banna", *The National*, 18 novembre 2020. Consulté sur : <https://www.thenationalnews.com/world/yazidi-nobel-laureate-calls-for-global-action-against-irw-founder-hany-el-banna-1.1113929> (consulté le 20 juin 2021).

Matthew Hedges et Giorgio Cafiero, "The GCC and the Muslim Brotherhood : What Does the Future Hold ? ", *Middle East Policy Council*, vol. 24, n° 1, printemps 2017.

Kamal el-Helbawy, "Cementing Relations between Muslim Citizens and Governments in the West : The United Kingdom as a Case Study", *Islamism Digest*, Volume 3, Issue 9, septembre 2008.

Helmut Frangenberg et Detlef Schmalenberg, "El-Zayat, der Herr der Moscheen", Kölner Stadt-Anzeiger, 20 mars 2009.

Chambre des communes, Muslim Brotherhood Review : Main Findings, Chambre des communes, 17 décembre 2015. Retrieved from : <https://www.gov.uk/government/publications/muslim-brotherhood-review-main-findings> (Accédé : 11 avril 2021).

Chambre des communes, "Political Islam, and the Muslim Brotherhood Review", Sixième rapport de la session 2016-2017, Commission des affaires étrangères, Chambre des communes, 1er novembre 2016. Retrieved from : <https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmfaff/118/118.pdf> (consulté le 20 juin 2021).

Human Rights Watch, "Égypte : Morsy Aides Moved From Secret Detention", Human Rights Watch, 25 décembre 2013. Consulté sur : <http://www.hrw.org/news/2013/12/25/egypt-morsy-aides-moved-secret-detention>. (Consulté le 24 avril 2021).

Page Facebook officielle de l'IESH Château-Chinon, 20 mai 2015. Consulté sur : <https://www.facebook.com/ieshChateauChinonOfficiel/photos/880801188623294> (Consulté le 3 mai 2021).

IESH, Comité des étudiants de l'IESH de Château-Chinon page officielle Facebook, 11 octobre 2013. Consulté sur : <https://www.facebook.com/Comit%C3%A9-des-%C3%A9tudiants-de-lIESH-de-Ch%C3%A2teau-Chinon-519828878097015/photos/529314160481820> (Consulté le 3 mai 2021).

IESH, Équipe de l'IESH de Paris : Ahmed Jaballah. Consulté sur : <https://ieshdeparis.fr/professeurs/ahmed-jaballah-4/> (Consulté le 30 avril 2021).

IESH, Présentation : Mission et redicat de I.E.S.H. Ancien site officiel de l'Institut Européen des Sciences Humaines. Récupéré sur : <https://web.archive.org/web/20041205071147/http://www.iesh.org/Html/historique.htm> (Accessed : April 27, 2021).

IESH, "Objectif 150 000€ redica !" Chaîne YouTube officielle de l'IESH de Paris, 18 janvier 2020. Consulté sur : <https://www.youtube.com/watch?v=ePWTvYrB-WO8&t=42s> (Consulté le 5 mai 2021).

IESH, "Save the Institute", chaîne YouTube officielle de l'IESH Château-Chinon, 15 juillet 2020. Consulté sur : <https://www.youtube.com/watch?v=mMkJxel-yrJ4> (Consulté le 5 mai 2021).

IESH, "Appel au don Zakat el Fitr", IESH Château-Chinon official You-

Tube channel, 24 mai 2019. Récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=G3oGcLJqZCM&t=51s> (Accessed : May 5, 2021).

IfiS", Förkortad historia om Islamiska Förbundet i Sverige, site web officiel d'IfiS. Récupéré à partir de : <https://web.archive.org/web/20120823055805/http://islam-iskaforbundet.se/sv/om-ifis/ifis-historia>. html (consulté le 29 mars 2021).

Ikhwanweb, Entretien avec le vice-président du MB, Mohamed Habib, dans al Ahrar Daily, tel que rapporté par le site officiel des Frères musulmans, 16 juin 2008. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.ikhwanweb.com/article.php?id=17267> (Consulté le 23 avril 2021).

Ikhwanweb, "Les Frères musulmans en Europe et un cours de révision, UK an Example", Ikhwanweb, 12 août 2008. Consulté sur : <https://www.ikhwanweb.com/article.php?id=17575> (Consulté le 26 avril 2021).

IISMM, EHESS, "L'enseignement de l'Islam dans les écoles coraniques les institutions de formation islamique et les écoles privées". Institut d'Etudes de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman (IISMM) Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). Récupéré de : <http://www.disons.fr/wp-content/uploads/2012/03/RAPPORT-ENSEIGNE->

MENT-ISLAMIQUE-final.pdf (consulté le 27 août 2021).

Impact International, "London Conference of Islamic Centres and Bodies in Europe", Impact International, 25 mai-7 juin 1973.

Impact International, "Islamic Council of Europe : 'Foundations Well Laid'", Impact International, 26 mai-8 juin 1978.

Centre international de recherche et d'études, "Abdullatif al Hajeri... et il a laissé la prise en charge de 60 000 orphelins loin du bruit des médias
عبد اللطيف الهاجري.. ورحل من كفل 60 ألف يتيم [بعيدا عن ضجيج الإعلام]". Pionniers de la philanthropie, Centre international de recherche et d'études. Consulté à l'adresse : <https://medadcenter.com/cv/1301> (Consulté le 20 juin 2021).

International Crisis Group, La France Face à ses Musulmans : Émeutes, Jihadisme et Dépolitisation, rapport de l'International Crisis Group, 9 mars 2006. Pp. 6-9. Consulté sur : <https://www.crisisgroup.org/fr/europe-central-asia/western-europemediterranean/france/france-and-its-muslims-riots-jihadisme-et-dépolitisation> (consulté le 19 juin 2021) ;

L'Union internationale des savants musulmans, Membres du conseil d'administration de Trus-

tees[أعضاء مجلس الأمناء], Site officiel de l'Union internationale des savants musulmans. Extrait de : <https://iumonline.org/ar/Members.aspx> (consulté le 19 mai 2021).

Elif Isitman, "Kaag : geen Neder- lands belastinggeld voor islamclub", "Kaag : geen Neder- lands belastinggeld voor islamclub". Telegraaf, 19 janvier 2021. Consulté sur : <https://www.telegraaf.nl/nieuws/1377055849/kaag-geen-neder-lands-belastinggeld-voor-islamclub> (Consulté le 20 juin 2021).

Islam Online, Aiman Ali, CV d'invité, Islam Online. Extrait de : <https://web.archive.org/web/20090321012541/https://islamonline.net/livedialogue/english/Guestcv.asp?hGuestID=rbQxt5> (Consulté le 24 avril 2021).

Islam Online, Dr. Taha Jabir al Al- wani, "Foundational Views on Fiqh al Aqalliyāt [نظرات تأسيسية في فقه الأقليات]", Islam Online, 2001. Récupéré de : <https://islamonline.net/archive/%d9%86%d8%b8%d9%80%d8%b1%d8%a7%d8%aa-%d8%aa%d8%a3%d8%b3%d9%8a%d8%b3%d9%8a%d8%a9-%d9%81%d9%8a-%d9%81%d9%82%d9%87-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d9%82-%d9%84%d9%8a%d8%a7%d8%aa> (consulté le 8 mai 2021).

Islam Online, " L'homosexualité est un péché majeur ", séance de fatwa avec le cheik Yusuf al

Qaradawi sur IslamOnline, 6 décembre 2003. Récupéré de : https://web.archive.org/web/20070430190435/https://islamonline.net/servlet/Satellite?pagename=IslamOnline-French-Ask_Scholar/FatwaE/FatwaE&cid=1119503543878 (consulté le 20 juin 2021).

Islam Online, dialogue en direct avec le Dr Ayman Ali, militant musulman chevronné, " East- ? ern Europe's Muslims : Prospects and Challenges ", Islam Online, 28 février 2005 ; voir également Khalil Charles, " British Muslim Charity to Challenge Baseless Times Newspaper Article ", site web du MAB, 28 octobre 2015. Consulté à l'adresse : <https://www.mabonline.net/muslim-charity-to-challenge-times-article/> (Consulté le 20 juin 2021).

Site officiel du Secours islamique, Réponse aux allégations de liens avec les Frères musulmans. Site officiel du Secours islamique, 18 avril 2019. Récupéré de : <https://www.islamic-relief.org/response-to-allegations-of-links-to-muslim-brotherhood/> (Consulté le 28 mars 2021).

" Redicat Amri nommé président par intérim du Secours islamique ", site officiel du Secours islamique. Récupéré de : <https://www.islamic-relief.org/iamia-el-amri-appointed-acting-chair-of-islamic-relief/> (Accédé le 29 mars 2021).

Islamic Relief Worldwide, "Islamic Relief Worldwide condamne fermement anti-semitic posts and removes trustee," Islamic Relief Worldwide, 24 juillet 2020. Récupéré de : <https://www.islamic-relief.org/statement-from-islamic-relief-worldwide/%25255d> (consulté le 20 juin 2021).

Islamic Relief Worldwide, "Islamic Relief acts swiftly and creates new board", communiqué de presse, Islamic Relief Worldwide, 22 août 2020. Consulté sur le site : <https://www.islamic-relief.org/Islamic+Relief+acts+swiftly+and+creates+new+board> (Consulté le 30 mars 2021).

Islamic Relief Worldwide, "Director steps down as Islamic Relief condemns breaches of code of conduct", communiqué de presse, Islamic Relief UK, 14 octobre 2020. Consulté sur le site : <https://www.islamic-relief.org.uk/director-steps-down-as-islamic-relief-condemns-breaches-of-code-of-conduct/> (Consulté le 30 mars 2021).

Islamic Relief Worldwide, New Chair and Vice-Chair Web Statement, Islamic Relief Worldwide. Extrait de : <https://www.islamic-relief.org/new-chair-and-vice-chair-web-statement/> (Consulté le 24 avril 2021).

Islamic Relief UK, Notre histoire, De l'aide d'urgence au développement durable-

opment. Site officiel de l'Islamic Relief UK. Consulté sur : <https://www.islamic-relief.org.uk/about-us/history/> (Consulté le 28 mars 2021).

Islamic Relief, Rapport annuel de l'IRW, 2010. Récupéré de : <https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2014/06/2010-Annual-Report.pdf> (consulté le 18 juin 2021).

Secours islamique, Rapport annuel du Secours islamique, 2012. Consulté sur le site : <https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2014/06/2012-Annual-Report.pdf> (Consulté le 18 juin 2021).

Islamic Relief, Rapport annuel de l'IRW, 2013. Consulté sur le site : https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2021/02/IRW_AR2013_2-3.pdf (Consulté le 18 juin 2021).

Secours islamique, Rapport annuel du Secours islamique, 2018. Récupéré sur : <https://www.islamic-relief.org/wp-content/uploads/2019/07/IslamicRelief-World-AnnualReportandFinancialStatements-2018.pdf> (consulté le 18 juin 2021).

Islamic Relief, Rapport annuel et états financiers, 2019, Islamic Relief Worldwide. Récupéré sur : <https://www.islamic-relief.org.uk/wp-content/uploads/2020/09/IRW-Annual-Report->

2019-140920-min.pdf (consulté le 20 juin 2021).

Islamic Relief, Response to Allegations of Links to Muslim Brotherhood. Site officiel du Secours islamique, 18 avril 2019. Récupéré de : <https://www.islamic-relief.org/response-to-allegations-of-links-to-muslim-brotherhood/> (Consulté le 28 mars 2021).

Secours islamique, Lettre du Secours islamique au Congrès, 19 juillet 2018. Récupéré de : <http://irusa.org/wp-content/uploads/2018/07/2018.7.19-IRUSA-Congressional-Response-to-MEF-Cover-Letter-FINAL.docx.pdf> (consulté le 29 janvier 2021).

Islamism Digest, "Islam and Europe : Ibrahim El-Zayyat Discusses the Future", Islamism Digest, volume 3, numéro 2, Février 2008.

Islamische Gemeinschaft Deutschland, IGD-Präsident und Vizepräsidentin", Islamische Gemeinschaft in Deutschland. Consulté sur : <https://web.archive.org/web/20180429153520/http://igd-online.de/igd/vorstand/> (consulté le 26 avril 2021).

Islamismus und Gesellschaft, "DMG : Gesprächsangebot an Verfassungsschutz", Islamismus und Gesellschaft, 21 novembre 2019. Consulté sur

de : <https://vunv1863.wordpress.com/tag/islamische-gemeinschaft-in-deutschland/> (consulté le 20 juin 2021).

Islamismus und Gesellschaft, "Antisemitismus-Skandal bei Islamic Relief", Islamismus und Gesellschaft, 27 juillet 2020. Consulté à l'adresse : <https://vunv1863.wordpress.com/2020/07/27/antisemitismus-skandal-bei-islamic-relief/> (Consulté le 20 juin 2021).

Evin Ismail, "Sverige behöver tydlighet om redicat," Svenska Dagbladet, 11 décembre 2021. Récupéré de : <https://www.svd.se/sverige-behoover-os-terrikes-tydlighet-om-islamism> (Accessed : June 20, 2021).

Zahalka, Iyad, "La Shari'a à l'ère moderne", In : La Shari'a à l'ère moderne : Jurisprudence des minorités musulmanes, Cambridge : Cambridge University Press, 2016.

Ahmed Jaballah vous présente le projet waqf campus IESH. IESH de Paris Students' Desk Official YouTube Channel. Récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=ttP-UikRIYc> (Consulté le 30 avril 2021).

Al Jazeera, Particularités de l'Islam en Europe [خصوصيات الإسلام في أوروبا], Charia et la vie, Al Jazeera, 2004. Consulté sur de : <https://www.youtube.com/>

watch?v=NZH51yvOxy0 (consulté le 26 avril 2021).

Al Jazeera, Wasatiyya dans l'Islam. Sharia and Life épisode télévisé diffusé le 26 octobre 1997. Al Jazeera. La transcription du lien maintenant disparu du site officiel d'Al Jazeera se trouve ici. <https://web.archive.org/web/20130124030713/https://www.aljazeera.net/home/print/0353e88a-286d-4266-82c6-6094179ea26d/f4478517-8a76-4242-9c2f-38ff3d21fece> (consulté le 19 mai 2021).

Al Jazeera, "Saudi and the Brotherhood : From friends to foes", Al Jazeera 23 juin 2017. Consulté à l'adresse : <https://www.aljazeera.com/news/2017/6/23/saudi-and-the-brotherhood-from-friends-to-foes> (Consulté le 20 juin 2021).

Al Jazeera TV, Yusuf al Qaradawi on Homosexuals, Al Jazeera TV, 5 juin 2006. Extrait de : www.youtube.com/watch?v=NxnVSnnZs0Q (Consulté le 24 mai 2021).

Al Jazeera TV, Excerpt from Yusuf al Qaradawi's speech, Al Jazeera TV, January 30, 2009. Extrait de : <https://www.dailymotion.com/video/xq56og> (consulté le 24 mai 2021).

Johannes J. G. Jansen, "Hasan al-Ban-nâ's Earliest Pamphlet", Die Welt des

Islams New Series, Bd. 32, Nr. 2 (1992).

JORF n°0292 du 3 décembre 2020 :

Décret du 2 décembre 2020 portant dissolution d'un redicatio de fait. Jour-nal Officiel de la République Française. Consulté sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042602019> (Consulté le 19 juin 2021).

Ian Johnson, "How Islamic Group's Ties Reveal Europe's Challenge", Wall Street Journal, 29 décembre 2005. Consulté à l'adresse : <https://www.wsj.com/articles/SB113582317237133576> (Consulté le 26 avril 2021).

Ian Johnson, "The Brotherhood's Westward Expansion", Current Trends in Islamist Ideology, 5 février 2008.

Ian Johnson, Une mosquée à Munich : Nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident, Boston : Houghton Mifflin Harcourt Trade, 2010.

Profil LinkedIn de Hajar al Kaddo. Récupéré sur <https://www.linkedin.com/in/hajar-al-kaddo-24311541/> (consulté le 18 juin 2021).

Karl-Johan Karlsson, "Slovar att sa-marbeta med Sveriges muslimska råd", Expressen, 29 janvier 2014. Récupéré de : <https://www.expressen.se/nyheter/slovar-att-samarbeta-med-sver->

iges-muslimska-rad/ (consulté le 20 juin 2021).

Hakim el Karoui, La Fabrique de l'Islamisme, rapport de l'Institut Montaigne, septembre 2018. Consulté sur : <https://www.institutmontaigne.org/publications/la-fabrique-de-lislamisme> (consulté le 19 juin 2021).

Adil Hussain Khan, "Political Islam in Ireland and the role of Muslim Brotherhood networks", dans Oliver Scharbrodt, Tuula Sakaranaho, Adil Hussain Khan, Yafa Shanneik et Vivian Ibrahim, eds, Muslims in Ireland : Past and Present, Edinburgh University Press, 2015.

Gilles Kepel, Allah en Occident : Islamic Movements in America and Europe, Palo Alto, CA : Stanford University Press, 1997.

Gudrun Krämer, "Drawing Boundaries : Yusuf al-Qaradawi on Apostasy", dans Gudrun Krämer et Sabine Schmidtke, Speaking for Islam : Religious Authorities in Muslim Societies, Leiden : Brill, 2006.

Adam Kredo, "State Department Cuts Ties with Islamic Charity Over Anti-Semitism", The Washington Free Beacon, 18 janvier 2021. Consulté sur le site : <https://freebeacon.com/national-security/state-department-cuts-ties-with-islamic-charity-over-anti-semitism/> (Consulté le 20 juin 2021).

Robert Maher Kreshan, "Im Namen Allahs, des Gnädigen, des Barmherzigen", Liga Kultur Verein, 28 février 2015. Récupéré de : <https://ligakultur.at/stellungnahme-im-namen-allahs-des-gnaedigen-des-barmherzigen/> (consulté le 26 avril 2021).

Teresa Küchler & Leigh Philips, "400 groupes signent la charte des Musulimes européens", EuObserver, 14 janvier 2008. Récupéré sur : <https://euobserver.com/news/25444> (consulté le 26 avril 2021).

Lene Kühle et Malik Larsen, "Moskéer Danmark II, En ny kortlægning af danske moskéer og muslimske bedesteder", Université d'Aarhus, 2019-2020. Consulté à l'adresse : <https://www.ft.dk/samling/20191/alm-del/uu/spr/479/svar/1704543/2268106.pdf> (Consulté le 19 juin 2021).

Stéphane Lacroix, "Saudi Arabia's Muslim Brotherhood predicament", Washington Post, 20 mars 2014. Consulté sur : https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next_url=https%3a%2f%2fwww.washingtonpost.com%2fnews%2fmonkey-cage%2f-wp%2f2014%2f03%2f20%2fsaudi-ara-bias-muslim-brotherhood-predicament%2f (consulté le 20 juin 2021).

Rachid Lahlou, "Islam et action humanitaire : le Secours Islamique France (SIF)

célèbre ses 20 ans ", Grotius International, 3 décembre 2011. Consulté sur : <https://grotius.fr/islam-et-action-humanitaire-le-seours-islamique-france-sif-celebre-ses-20-ans/#.Ylag1ZAzaUk> (consulté le 25 avril 2021).

Robert Lambert, "Empowering Salafis and Islamists Against Al-Qaeda : A London Counterterrorism Case Study", *Political Science & Politics*, 41, 2008.

Robert Lambert, "Ignorer les leçons du passé", *Criminal Justice Matters*, 73, septembre 2008.

Robert Lambert, *Countering Al-Qaeda in London : Police and Muslims in Partnership*, Londres : Hurst, 2011.

Landesverwaltungsgericht Steiermark, affaires LVwG 70.8-3597/2015-34, LVwG 41.8-37/2016-34 et LVwG 41.8-39/2016-34, Graz, 9 septembre 2016.

John Lawton, "Les musulmans en Europe : The Presence", *Saudi Aramco World*, January/February 1979.

Leaders, "Retour sur le parcours politique de Hamadi Jebali ", *Leaders*, 14 décembre 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.leaders.com.tn/article/7198-retour-sur-le-parcours-politique-de-hamadi-jebali> (Consulté le 19 juin 2021).

Lena Larsen (2018), "Comment pensent les muftis : la pensée juridique islamique et les femmes musulmanes en Europe occidentale ", in : Brill : *Studies in Islamic Law and Society*, Volume : 44.

Liga Kultur, (sans date), "Stellungnahme : Buch JUNG, MUSLIMISCH, ÖSTERREICHISCH", Liga Kultur. Récupéré de : <https://ligakultur.at/stellungnahme-buch-jung-muslimisch-oesterreichisch/> (consulté le 21 juin 2021).

Ligue des Musulmans de Suisse, Establishment of the European Council of Imams, "Déclaration aux médias de la Ligue des Musulmans de Suisse, November 23, 2019. Récupéré de : <https://rabeta.ch/%D8%AA%D8%A3%D8%B3%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D9%8A-%D9%84%D9%84%D8%A3%D8%A6%D9%85%D8%A9/> (consulté le 21 juin 2021).

Linkiesta, "Ho 28 anni, sono italiano, e guido la lista degli islamici in Tunisia ", *Linkiesta*, 23 octobre 2011. Consulté sur le site : <https://www.linkiesta.it/2011/10/ho-28-anni-sono-italiano-e-guido-la-liste-degli-islamici-in-tunisia/> (Consulté le 20 juin 2021).

La section locale, "Les sociaux-démocrates forcent la sortie ".

Mustafa over 'values', *The Local*,

13, 2013. Consulté sur : <https://www.thelocal.se/20130413/47320/> (Consulté le 21 juin 2021).

The Local, "Sweden's housing minister quits after extremism row", The Local, 18 avril 2016. Consulté sur : <https://www.thelocal.se/20160418/swedens-housing-minister-quits-after-row/> (consulté le 20 juin 2021).

La Luce, "Ahmed Nasreddin est décédé, la première mosquée de Milan a été mise en place". dans l'hôtel qu'il possédait", La Luce, 24 mai 2021. Récupéré de : <https://www.laluce.news/2021/05/24/ahmed-nasreddin-has-passed-away/> (consulté le 20 juin 2021).

Martin Lutz et Uwe Müller, "Die dubiose Fatwa-App, mit der Apple und Google kein Problem haben", Die Welt, 2 juin 2021. Consulté sur le site : <https://www.welt.de/politik/article194537493/Verfassungsschutz-warnt-Die-dubiose-Fatwa-App-mit-der-Apple-und-Google-kein-Problem-haben.html> (Consulté le 17 mai 2021).

Marc Lynch, "How Trump's alignment with Saudi Arabia and the UAE is inflaming the Middle East", Washington Post, 7 juin 2017. Consulté sur : https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next_url=https%3a%2f%2f-www.washingtonpost.com%2fnews%2fmonkey-cage%2f-wp%2f2017%2f06%2f07%2fhow-trumps-alignment-with-saudi-arabia-and-the-uae-is-inflaming-the-middle-east%2f (consulté le 20 juin 2021).

MAB, "MAB holds its 2013 General Meeting", The Muslim Association of Britain, 17 août 2014. Consulté sur : <https://www.mabonline.net/mab-holds-its-2013-general-meeting/> (Consulté le 26 mai 2021).

Brigitte Maréchal, Les Frères musulmans en Europe : Racines et discours, Leiden/ Boston : Brill, 2008.

Brigitte Maréchal, "Courants Fondamentalistes en Belgique", MERIA, volume 3, mars 2008.

Brigitte Maréchal, "La quête des Frères musulmans européens pour devenir un mouvement social (culturel)", dans Edwin Bakker et Roel Meijer (Eds.), The Muslim Brotherhood in Europe, Oxford University Press, 2013.

Page Facebook personnelle de Basil Marei, le 18 août 2013. Récupéré de : <https://www.facebook.com/photo?fbid=513310985415780&set=a.113081048772111> (consulté le 26 avril 2021).

Page Facebook de Basil Marei. Post dating

du 12 juillet 2014. Consulté à l'adresse : <https://www.facebook.com/mmbassil/posts/675644455849098> (Consulté le 7 juin 2021).

Shiraz Maher et Martyn Frampton, Choosing our friends wisely Criteria for engagement with Muslim groups, Policy Exchange, 2009. Consulté sur le site : <https://policyexchange.org.uk/publication/choosing-our-friends-wisely-criteria-for-engagement-with-muslim-groups/> (consulté le 20 juin 2021).

Frédérique Meichler, "Mosquée An- Nour : reprise du chantier", L'Alsace, 30 avril 2015. Récupéré de : <https://www.lalsace.fr/haut-rhin/2015/04/30/mosquée-an-nour-reprise-du-chantier#:~:text=Apr%C3%A8s%20quelques%20d%C3%A9boires%20et%20une,%C3%A0%20%C3%AA-tre%20visibles%20en%20surface.> (consulté le 19 juin 2021).

Ayman Meka, "Dans une déclaration, la confrérie reconnaît la rébellion de la jeunesse du groupe à cause d'Ibrahim Mounir.

في بيان .. الإخوان تعترف بتمرد [Mobtada] da, 4 septembre 2020. Récupéré sur : <https://web.archive.org/web/20200906112319/https://www.mobtada.com/details/965377> (Accessed : 20 juin 2021).

MEMRI, "Le principal cheikh sunnite Yousef al-Qaradhawi et d'autres cheikhs annoncent la conquête prochaine de Rome", Institut de recherche et des médias du Moyen-Orient. (MEMRI), Special Dispatch #447, 6 décembre 2002.

MEMRI, "New Muslim Brotherhood Leader : La résistance en Irak et en Palestine est légitime ; l'Amérique est Satan, l'Islam envahira l'Amérique et l'Europe", MEMRI Special Dispatch No. 655, February 4, 2004.

MEMRI TV, "Sheik Yousuf Al-Qaradhawi : Allah a imposé Hitler aux Juifs pour les punir - "Si Allah le veut, la prochaine fois, ce sera de la main de l'ennemi". Believers", MEMRI TV, Clip numéro 2005, Al Jazeera TV (Qatar) - 28-30 janvier 2009. Consulté sur : <https://www.memri.org/tv/sheik-yousuf-al-qaradhawi-allah-imposed-hitler-upon-jews-punish-them-allah-willing-next-time-will> (Consulté le 20 juin 2021).

Steve Merley, La Fédération des Organisations Islamiques en Europe, rapport pour la Fondation NEFA, 1er octobre 2008. Récupéré de : <https://www.globalmbwatch.com/wp-content/uploads/2015/06/The-Federation-of-Islamic-Organizations-in-Europe.pdf> (consulté le 27 août 2021).

uoif-online. com/equipe-de-direction/ (consulté le 18 juin 2021).

The National, " Liste des groupes désignés comme organisations terroristes par les Émirats arabes unis ",The National, 16 novembre 2014. Consulté à l'adresse : <https://www.thenationalnews.com/uae/government/list-of-groups-designated-terror-ist-organisations-by-the-uae-1.270037> (Consulté le 20 juin 2021).

The National, "Islamic Relief founder Hany El Banna called Yazidis 'devil worshippers'", The National, Novem- ber 18, 2020. Consulté sur le site : [https:// www.thenationalnews.com/world/islamic-relief-founder-hany-el-banna-called-yazidis-devil-worship-pers-1.1113277](https://www.thenationalnews.com/world/islamic-relief-founder-hany-el-banna-called-yazidis-devil-worship-pers-1.1113277) (consulté le 20 juin 2021).

Nectar Trust, Rapport des fiduciaires pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Récupéré de : <https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search/-/charity-details/5024715/accounts-and-annual-returns> (consulté le 19 juin 2021).

Peter R. Neumann, "The Trouble with Radicalization",International Affairs, volume 89, numéro 4.

Newstatesman, Discours de David Cameron sur la radicalisation et l'islam.

5, 2021. Consulté sur le site : <https://www.newstatesman.com/blogs/the-stagers/2011/02/terrorism-islam-ideology> (Consulté le 20 juin 2021).

Andrew Norfolk, " The money trail : from student digs to 'motherhood of Islamism'",The Times, 10 juillet 2015. Consulté à l'adresse : <http://www.thetimes.co.uk/tto/news/uk/article4493452.ece> (Consulté le 24 avril 2021).

Andrew Norfolk, "Des étudiants involontaires financent des projets islamistes avec leur argent". rent payments ",London Times, 10 juillet 2015. Consulté sur le site : [https:// www.thetimes.co.uk/article/unwitting-students-fund-islamist-projects-with-their-rent-payments-rb-mz02grrtm](https://www.thetimes.co.uk/article/unwitting-students-fund-islamist-projects-with-their-rent-payments-rb-mz02grrtm) (Consulté le 26 avril 2021).

Andrew Norfolk, " Entire board resigns at Islamic Relief Worldwide ",The Sunday Times, 22 août 2020. Consulté sur le site : <https://www.thetimes.co.uk/article/entire-board-resigns-at-muslim-charity-tknkpgb2g> (Consulté le 20 juin 2021).

Andrew Norfolk et Ryan Watts, "Islamic Relief leader quits as Times discovers antisemitic posts",The Sunday Times, 24 juillet 2020. Consulté sur le site : [https:// www.thetimes.co.uk/article/islamic-relief-leader-quits-as-times-discovers-antisemitic-posts-5dplrw9vv](https://www.thetimes.co.uk/article/islamic-relief-leader-quits-as-times-discovers-antisemitic-posts-5dplrw9vv) (Consulté le 20 juin 2021).

extrémisme", Newstatesman, février.

Les Frères musulmans en Suède, par Magnus Norell, Aje Carlborn et Pierre Durrani, rapport commandé par MSB (Agence suédoise des contingences civiles), novembre-décembre 2016. Récupéré sur : <https://clarionproject.org/wp-content/uploads/2017/06/Muslim-Brotherhood-Sweden-Magnus-Norell.pdf> (consulté le 27 août 2021).

Journal Okaz, "Une parole de vérité destinée à être fausse [كلمة حق يراد بها باطل]", Journal Okaz, 11 décembre 2011. Consulté à l'adresse : <https://www.okaz.com.sa/article/442736> (Consulté le 10 juin 2021).

Official page for office of Assistant to President of Egypt on Foreign Relations and International Cooperation, Misleading claims about Islamic Relief in media coverage of El-Haddad's court session, Facebook post by The official page for office of Assistant to President of Egypt on Foreign Relations and International Cooperation, December 6, 2017. <https://www.facebook.com/Foreign.Relations.Président.Asst.Egy/posts/misleading-claims-about-islamic-relief-in-media-coverage-of-el-haddads-court-sessions/1715161668508250/> (consulté le 18 juin 2021).

Patricia Ortega Dolz, "Detenido el principal representante del islam en España en una operación que investiga una

trama de financiación yihadista", Diario El País, 24 mars 2021. Consulté sur : <https://elpais.com/espana/2021-03-24/detenido-el-principal-representante-del-islam-en-espana-en-una-operacion-que-investiga-una-trama-de-financiacion-yihadista.html> (consulté le 2 septembre 2021).

Alison Pargeter, *The Muslim Brotherhood : The Burden of Tradition*, Londres : Saqi, 2010.

Alison Pargeter, *Les Frères musulmans : From Opposition to Power*, Londres : Saqi Books, 2013.

Alison Pargeter, *Return to the Shadows : Les Frères musulmans et An-Nahda depuis le printemps arabe*, Londres : Saqi, 2016.

Assemblée Fédérale - Parlement suisse, Réponse du Conseil fédéral à une question posée par Didier Berberat (Frais d'hébergement de Ahmed Zaoui au Burkina Faso), 2 septembre 1999. Consulté à l'adresse : http://www.parlament.ch/fi/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=19991122 (Consulté le 14 mars 2021).

Assemblée Fédérale - Swiss Parliament, *Forschung zur Unterwanderung von religiösen und politischen Institutionen durch legalistisch operierende islamis-*

tische Organisationen in der Schweiz, insbesondere auch durch Mitglieder der Muslimbruderschaft, Q&A au Nation- alrat, 18 décembre 2020. Récupéré de : <https://www.parlament.ch/de/ratsbe-trieb/suche-curia-vista/geschaef?Affair-Id=20204706> (consulté le 14 mars 2021).

Parlement du Danemark, Question n° 1010, par le ministre danois de l'immigration et du logement, Parlia- ment du Danemark, 21 octobre 2016. Consulté sur : <https://www.ft.dk/samling/20151/almdel/uuil/spml/1011/svar/1352717/1679027/index.htm> (Ac- cessé le 19 juin 2021).

Parlement du Danemark, Question S 794 au ministre des Affaires étrangères, Parlement du Danemark, 11 mars 2020. Consulté sur le site : <https://www.ft.dk/samling/20191/spoergsmaal/s794/svar/1641735/2161893/index.htm> (Consulté le 19 juin 2021).

Le Parisien, " Procès du commando de Notre-Dame : Inès Madani fait appel ", Le Parisien, 22 octobre 2019. Récupérée de : www.leparisien.fr/faits-divers/procès-du-commando-de-notre-dame-ines-madani-fait-appel-2019-10-22-10-2019-8177820.php (consulté le 30 avril 2021).

Tauseef Ahmad Parry, "La méthodologie juridique du 'Fiqh al-Aqalliyat' et de l'Aqalliyat".

ses détracteurs : An Analytical Study", Journal of Muslim Minority Affairs, 2012.

Antoine Peillon, " Résistance ! ", Paris : Éditions Le Seuil, 2016.

Kurt Pelda, " Steuermillionen für An- tisemiten die Deza Chefin relativiert ", TagesAnzeiger, 13 novembre 2020. Récupéré de : <https://www.tagesan-zeiger.ch/steuermillionen-fuer-an-tisemiten-die-deza-chefin-relativi-ert-711949623985> (consulté le 20 juin 2021).

The Peninsula, " Qatar Charity building QR110m Islamic centre in France ", The Peninsula, 16 juin 2016. Consulté sur : <https://www.thepeninsulaqatar.com/news/qatar/385133/qatar-char-ity-building-qr110m-islamic-cen-tre-in-france> (consulté le 19 juin 2021).

Frank Peter, "Leading the Community of the Middle Way : Une étude du champ musulman en France", Le Monde musulman, volume 96, octobre 2006.

Marie Juul Petersen, For humanity or for the umma ? Ideologies of aid in four transnational Muslim NGOs, Université de Copenhague, 2011.

Pew Research Center, Ligue mondiale musulmane et Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane, qui font partie des réseaux et des réseaux musulmans.

Projet Movements in Western Europe, 15 septembre 2010. Consulté à l'adresse : <http://www.pewforum.org/2010/09/15/muslim-networks-and-movements-in-western-europe-muslim-world-league-and-world-assembly-of-muslim-youth/> (Consulté le 17 juin 2021).

Shane Phelan, " 'Fatwa' sheikh with links to Irish Muslims is denied visa ", Independent, 8 août 2011.

Vladimiro Polchi, " Chi finanzia le moschee. Dal Qatar alla Turchia : fondazioni e (tanti) soldi per l'Islam italiano ", La Repubblica, 4 août 2016. Consulté sur le site : https://www.repubblica.it/esteri/2016/08/04/news/chi_finanzia_le_moschee_dal_qatar_alla_turchia_fondazioni_e_tanti_soldi_per_l_islam_italiano-145334232/ (Consulté le 20 juin 2021).

Michaël Privot. " Quand j'étais frère musulman, parcours vers un Islam des lumières ", Paris : La Boîte à Pandore, 2017.

Profil, "Richtigstellung : Muslimische Jugend Österreich (MJÖ) ", 9 mai 2015. Consulté sur : <http://www.profil.at/oesterreich/richtigstellung-muslimische-jugend-oesterreich-mjoe-5638610>. (Consulté le 21 juin 2021).

Yusuf al Qaradawi, "Le Jihad... sa vérité et sa sagesse" [الجهاد... حقيقته وحكمه], " Le Conseil européen pour la fatwa et le Recherche. Récupéré sur : <https://www.w.e-cfr.org/blog/2020/11/28/%d8%a7%d9%84%d8%ac%d9%87%d8%a7%d8%af-%d8%ad%d9%82%d9%8a%d9%82%d8%aa%d9%87d9%88%d8%ad%d9%83%d9%85%d9%87/> (consulté le 14 juin 2021).

Yusuf al Qaradawi, "Apostasy : Major and Minor ", IslamOnline. 13 avril 2006. Consulté sur le site : <https://web.archive.org/web/20080422164458/https://islamonline.net/English/contemporary/2006/04/article01c.shtml> (Accessed : June 20, 2021).

Yusuf al Qaradawi, Priorités du mouvement islamique dans la phase à venir, Swansea, UK : Awakening Publications, 2000.

Yussuf al Qaradawi, "L'éveil islamique de l'adolescence à l'âge adulte". [الصحوۃ الاسلامیۃ من المراهقة إلى الرشد],

Dar el Shourouk : Le Caire, 2002.

Yusuf al Qaradawi "Homosexualité est un péché majeur", Banque de la Fatwa, IslamOnline Archive, 6 décembre 2003. Extrait de : <https://web.archive.org/web/20070429131433/http://www.islamonline.net/servlet/Satellite?pagename=IslamOn->

line-French-Ask_Scholar/FatwaE/
FatwaE&cid=1119503543878 (consulté le 24 mai 2021).

Yusuf al Qaradawi "Sur la jurisprudence des minorités musulmanes : la vie des musulmans dans les sociétés non musulmanes" في فقه الإسلام [المسلمة: حياة المسلمين وسط المجتمعات الأخرى]. Dar el Shourouk : Le Caire, 2005.

Yusuf Qaradawi, "La famille telle que souhaitée par l'Islam" [المسألة: حياة المسلمين وسط المجتمعات الأخرى], Bibliothèque Wahba : Le Caire, 2005.

Yusuf al Qaradawi, Conférence MAYA, 1995, Toledo, Ohio. Transcription disponible sur : http://www.investigativeproject.org/profile/167#_ftn3 (consulté le 20 juin 2021).

Qatar Charity, Qatar Charity lance l'initiative "Ghaith" (pluie) pour des projets islamiques dans le monde entier. Salle de presse de Qatar Charity. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.qcharity.org/en/qa/news/details/2400-qatar-charity-launches> (Consulté le 4 mai 2021).

Élise Racque, "L'Union des Organisations Islamiques de France change de nom pour redorer son image", La Croix, 17 avril 2017. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/L'Union-des-organisations-islamiques-France-change-pour-redorer-image-2017-04-17-1200840107> (Accessed :

24 avril 2021).

Tariq Ramadan, "Une Vie Entière", Retrieved from : <https://web.archive.org/web/20080803083917/http://membres.lycos.fr/oasislam/personnages/tariq/tariq.html> (Accessed : June 20, 2021).

Tariq Ramadan, "4th August...10 Years", site web officiel de Tariq Ramadan, 4 août 2005. Consulté à l'adresse suivante : <https://tariqramadan.com/ara-bic/2005/08/04/4th-august-10-years/> (Consulté le 20 juin 2021).

Uta Rasche, "Spinne im Netz der Muslime in Deutschland : Die Macht des Ibrahim el Zayat", Frankfurter Allgemeine Zeitung, 11 mai 2007.

"Emad al-Banani, possible chef du parti de la confrérie en Libye", La Référence, 25 décembre 2018. <https://www.thereference-paris.com/2554> (consulté le 24 avril 2021).

Fernando Reinares, La vengeance d'Al-Qaeda : les attentats à la bombe contre le train de Madrid en 2004, New York : Columbia University Press, 2017.

Research Center for Islamic Legislation and Ethics, profil d'Ahmed Jaballah. Notre équipe, Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.cilecenter.org/about-us/our-team/dr-ahmed-jaballah> (Consulté :

24 avril 2021).

RIGD Vorstand. Der Rat der Imame und Gelehrten in Deutschland. Récupéré de : <https://rigd.wordpress.com/vorstand/> (Accédé le 3 mai 2021).

Daniel Rickenbacher, " Les Frères musulmans en Suisse : Part Two ", Œil européen sur la radicalisation, 11 juin 2019. Récupérée de : <https://europeanradicalization.com/the-muslim-brotherhood-in-switzerland-part-two/>

Daniel Rickenbacher, "Les débuts de l'islam politique en Suisse : La mosquée des Frères musulmans de Saïd Ramadan à Genève et les autorités suisses ", The Journal of the Middle East and Africa, Volume 11, 2020 - Issue 2. 10 juin 2020.

David B. Roberts, " Qatar, the Ikhwan, and transnational relations in the Gulf ", Project on Middle East Political Science, 9 mars 2014. Consulté sur : <https://pomeps.org/qatar-the-ikhwan-and-transnational-relations-in-the-gulf> (Consulté le 20 juin 2021).

Ehud Rosen, "The Muslim Brotherhood's Concept of Education", Institut Hudson 2008. Consulté sur : <https://www.hudson.org/research/9881-the-muslim-brotherhood-s-concept-of-education> (Ac-

cessé : 29 avril 2021).

Bernard Rougier, Pierre-François Mousour et Ahmed Almakir, "Molenbeek et la production islamiste à Bruxelles", in : Bernard Rougier, Les territoires conquis de l'islamisme, Paris : PUF, 2020.

Marie-Cécile Royen, " Le Qatar et le Koweït financent la Ligue des musulmans de Belgique ", Le Vif/L'Express, 10 mars 2016. Consulté à l'adresse : <https://www.levif.be/actualite/belgique/le-qatar-et-le-koweit-financent-la-ligue-des-musulmans-de-belgique/article-normal-476829.html> ? cookie_check=1624259790 (Consulté le 21 juin 2021).

Agnieszka Rybak, Aleksandra Rybińska, " Meczety, pediatra i radykalni islamisci ", Rzeczpospolita, 5 juin 2016. Consulté sur : <https://www.rp.pl/artykul/489702-Meczety-pediatra-i-radykalni-islamisci>.html (Consulté le 19 juin 2021).

Rapport 2017 sur la protection de l'environnement en Saxe. Staatsministerium des Innern, Freistaat Sachsen. Consulté sur : https://www.verfassungsschutz.sachsen.de/download/VSB2017_webversion.pdf (Consulté le 4 mai 2021).

Samir Salama, " Rise and fall of Muslim Brotherhood in UAE ", Gulf News, 13 avril 2013. Consulté sur : <https://gulfnews.com/world/mena/rise-and-fall-of>

muslim-brotherhood-in-uae-1.1170002 (consulté le 20 juin 2021).

Ronald Sandee, The influence of the Muslim Brotherhood in the Netherlands, rapport pour la Fondation NEFA, 2007. Consulté sur le site : <https://www.globalmbwatch.com/wp-content/uploads/2013/05/The-Influence-of-the-Muslim-Brotherhood-in-the-Netherlands.pdf> (Consulté le 20 juin 2021).

Aladdin Sarhan, "Die Muslimbruderschaft in Deutschland", Konrad Adenauer Stiftung. Récupéré sur : <https://www.kas.de/de/web/islamismus/die-muslimbruderschaft-in-deutschland> (consulté le 5 mai 2021).

Nicolas Sarkozy, La République, les Religions, l'Espérance, Paris : Éditions du Cerf, 2004.

Frederik Schindler, "Hinter der freundlichen Fassade", Die Welt, 2 mars 2020. Récupéré de : <https://www.welt.de/politik/deutschland/plus206227633/Zentralrat-der-Muslime-Zwielichtiger-Partner-der-deutschen-Islam-Politik.html> (consulté le 19 juin 2021).

Alex P. Schmid, Extrémisme violent et non violent : Les deux faces d'une même pièce ? ICCT Papers, La Haye, mai, 12, 2014. Récupéré sur : <http://www.icct.nl/app/uploads/download/file/>

ICCT-Schmid-Violent-Non-Violent-Extremism-May-2014.pdf (consulté le 29 juin 2021).

Reinhard Schulze, Islamischer Internationalismus im 20. Jahrhundert : Untersuchungen zur Geschichte der Islamischen Weltliga, Leiden : Brill, 1990.

Uriya Shavit et Fabian Spengler, "Does the European Council for Fatwa and Research Matter ? The Case of Muslims in Dortmund, Germany," Politics, Religion & Idéologie, 2017, 18(4).

Sénat et Chambre des Représentants de Belgique, Rapport d'activité 2001 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité R), Session du 19 juillet 2002.

Sénat, Rapport au nom de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre, 7 juillet 2020. Récupéré de : http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202007/rapport_de_la_commission_denquete_sur_les_reponses_apportees_par_les_autorites_publices_au_developpement_de_la_radicalisation_islamiste_et_les_moyens_de_la_combattre.html (consulté le 19 juin 2021).

Loup Besmond de Senneville, " L'UOIF devient 'Musulmans de France'", La Croix, 28 février 2017. Consulté sur : <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/LUOIF-devient-Musulmans-France-2017-02-28-1200828273>. (consulté le 19 juin 2021).

SIDAS, "Sidas utredning av Islamic Relief klar", déclaration publiée par l'agence d'aide suédoise SIDA le 15 avril 2021. Consulté sur : <https://www.sida.se/om-sida/nyheter/sidas-utredning-av-islamic-relief-klar> (Consulté le 17 avril 2021).

Bas Soetenhorst, " Blauwe Moskee biedt podium aan radicale prediker ", Het Parool, 14 mai 2019. Récupéré de : <https://www.parool.nl/nieuws/blauwe-moskee-biedt-podium-aan-radicalen-prediker~bec57be2/> (consulté le 20 juin 2021).

Britta Søndergaard, " Imam i ny stor-moské har rødder i Det Muslimske Broderskab ", Kristeligt Dagblad, 23 août 2013. Consulté à l'adresse : <https://www.kristeligt-dagblad.dk/danmark/imam-i-ny-stormoske%C3%A9-har-rødder-i-det-muslimske-broderskab> (Consulté le 19 juin 2021).

Guido Steinberg, "L'Allemagne et les Frères musulmans", dans The West and the Muslim Brotherhood After the Arab Spring, Al-Mesbar Center for Research.

et études et l'Institut de recherche en politique étrangère, 2013.

Tribunal administratif de Stockholm, affaire 1383-19, 31 octobre 2019.

Jean-Pierre Stroobants, "Dissous en France, le CCIF est soupçonné de vouloir renaître en Belgique", Le Monde, 17 février 2021. Consulté sur : https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/02/17/dissous-en-france-le-ccif-est-soupconne-de-vouloir-renaitre-en-belgique_6070293_3224.html (Consulté le 21 juin 2021)

Swiss Business Monitor, Comunità Islamica nel Cantone Ticino, Swiss Business Monitor. Consulté sur le site : <https://business-monitor.ch/en/companies/96098-comunita-islamica-nel-cantone-ticino/management> (Consulté le 20 juin 2021).

SZIG, Islambezogene Weiterbildung in der Schweiz - Bestandsaufnahme und Bedarfsanalyse, étude du Schweizerischen Zentrums für Islam. und Gesellschaft (SZIG) à l'Université de Freiburg, avril 2016. Consulté à l'adresse : <https://www.unifr.ch/szig/de/weiterbildung/moga/> (Consulté le 20 juin 2021).

Rone Tempest, "Une place pour l'Islam en Europe : Près de 25 millions de musulmans vivent désormais sur le continent. Un institut en milieu rural

France seeks to offer them a center of learning-- and becomes a center of controversy", Los Angeles Times, 8 février 1992. Extrait de : <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1992-02-08-mn-1367-story.html> (Consulté le 30 avril 2021).

Xavier Ternisien, "'Prière Nationale' Musulmane à La Courneuve pour Concilier Solidarité et Revendication du Voile", Le Monde, 5 septembre 2004. Consulté à l'adresse : https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/09/04/priere-nationale-musulmane-a-la-courneuve-pour-concilier-solidarite-et-revendication-du-voile_377862_1819218.html (Consulté le 19 juin 2021).

Xavier Ternisien, Les Frères Musulmans, Paris : Fayard, 2005.

Mark Tighe, "Muslim app banned for containing anti-semitic rhetoric", The Sunday Times, 12 mai 2019. Récupéré de : <https://www.thetimes.co.uk/article/muslim-app-banned-for-containing-anti-semitic-rhetoric-lwp6s0r7p> (Consulté le 17 mai 2021).

Henri Tincq, "Abdallah Ben Mansour : " Il n'y a pas d'incompatibilité entre l'islam et la République ", Le Monde, 24 décembre 1994. Récupéré sur : <https://www.lemonde.fr/archives/article/1994/12/24/>

abdallah-ben-mansour-il-n-y-a-pas-d-incompatibilite-entre-l-islam-et-la-republique_3834555_1819218.html (consulté le 24 avril 2021).

Habib Toumi, " Les livres des Frères musulmans retirés des écoles saoudiennes ", Gulf News, 1er décembre 2015. Consulté à l'adresse : <https://gulfnews.com/world/gulf/saudi/muslim-brotherhood-books-pulled-out-of-saudi-schools-1.1629853> (Consulté le 20 juin 2021).

Eric Trager, " Les Frères musulmans sont la racine de la crise du Qatar ", The Atlantic, 2 juillet 2017. Consulté à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/07/muslim-Brotherhood-qatar/532380/> (Consulté le 20 juin 2021).

Unione delle Comunità Islamiche d'Italia, Protocollo d'intesa tra il Ministero della Giustizia Dipartimento dell'Amministrazione Penitenziaria e l'Unione delle Comunità e delle Organizzazioni Islamiche in Italia, document en possession des auteurs. Non daté ; voir aussi <https://ucoii.org/tag/protocollo-intesa-dap/> (consulté le 20 juin 2021).

Uittreksel Handelsregister Kamer van Koophandel, 25 mars 2014.

UNAOC, Déclaration attribuable au Porteparole du Haut Représentant-

ative for the United Nations Alliance of Civilizations (UNAOC) On Combating Antisemitism, UNAOC, 28 juillet 2020. Consulté sur le site : <https://www.unaoc.org/2020/07/press-statement-on-combating-antisemitism/> (Consulté le 20 juin 2021).

U.S. Department of Treasury, "Recent OFAC Actions", U.S. Department of the Treasury, Office of Foreign Assets Control, 7 novembre 2001.

U.S. Department of Treasury, " U.S. Designates Five Charities Funding Hamas and Six Senior Hamas Leaders as Terrorist Entities ", U.S. Department of the Treasury, 22 août 2003. Consulté à l'adresse : <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/pages/js672.aspx> (Consulté le 19 juin 2021).

U.S. Treasury Department, Union of Good," U.S. Treasury Department, 11 décembre 2008. Consulté sur le site : <https://www.treasury.gov/re-source-center/terrorist-illicit-finance/Pages/protection-de-l'union-de-bien.aspx> (consulté le 20 juin 2021).

VGH Kassel, arrêt du 21.11.2017 - 5 A 2126/16 ; VG Ansbach, arrêt du 19.11.2003 -AN 15 K 02.01202 -, juris, paragraphe 42 et suivants.

Verfassungsschutzbericht, Baden-Würt-

Digitalisierung und Migration, 2019. Retrieved from : https://www.baden-wuerttemberg.de/fileadmin/redaktion/m-im/intern/dateien/publikationen/20200615_Verfassungsschutzbericht_2019.pdf (Accédé le 19 juin 2021).

Verfassungsschutzbericht, Bayern. Bayerisches Staatsministerium des Innern, für Sport und Integration Verfassungsschutzbericht, 2019. Récupéré de : https://www.verfassungsschutz.bayern.de/mam/anlagen/vsb-2019_bf.pdf (Accédé le 19 juin 2021).

Verfassungsschutz Hessen, Bericht 2017, Hessisches Ministerium des Innern und für Sport, page 132 Consulté sur : https://www.hessen.de/sites/default/files/media/hmdis/verfassungsschutzbericht_2017.pdf (consulté le 4 mai 2021).

Verfassungsschutz in Hessen, Bericht 2019, Hessisches Ministerium des Innern und für Sport, pp 241-242. Consulté à l'adresse : https://lfv.hessen.de/sites/lfv.hessen.de/files/LfV_Bericht19_100521_screen.pdf (Consulté le 4 mai 2021).

Verfassungsschutzbericht des Landes Nordrhein-Westfalen, 2018. Consulté sur le site : https://www.im.nrw/system/files/media/document/file/VS_Bericht_2018.pdf (Consulté le 29 août 2021).

temberg. Ministerium für Inneres,

Verfassungsschutzbericht : Ver-
schwörungsideologien sind Ge-
fahr für die
Demokratie, Sicherheit für Nordrhein-
Westfalen, 6 juin 2020. Consulté sur le site
: [www.im.nrw/verfassungsschutzbericht-
ver-schwoerungsideologien-sind-ge-fahr-
fuer-die-demokratie](http://www.im.nrw/verfassungsschutzbericht-ver-schwoerungsideologien-sind-ge-fahr-fuer-die-demokratie) (Consulté le 19 juin
2021).

Lorenzo Vidino, " The Muslim Brother-
hood in
the United Kingdom ", Program on Extremism,
George Washington Uni- versity. Décembre
2015. [https://extrem-
ism.gwu.
edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/
downloads/MB%20in%20the%20UK. pdf](https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/downloads/MB%20in%20the%20UK.pdf)
(consulté le 18 juin 2021).

Lorenzo Vidino, The Muslim Brother-
hood in
Austria, rapport du George Washington
University Program on Extremism et de
l'Université de Vienne, septembre 2017.
Récupéré sur : [https://extremism.gwu.
edu/sites/g/
files/zaxdzs2191/f/MB%20in%20Aus- tria-
%20Print.pdf](https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/MB%20in%20Austria%20Print.pdf) (consulté le 20 juin 2021).

Lorenzo Vidino, The Closed Circle : Join- ing and
Leaving the Muslim Brother- hood in the West,
New York : Columbia University Press, 2020.

Gerard Wiegers, "Les fatwas du Dr Sayyid
Mutawal- li ad-Darsh pour les musulmans de
l'Union européenne".

La Grande-Bretagne : la voix de l'islam officiel
? " dans G.

Maclean (ed.), Britain and the Muslim World :
historical perspectives, Newcas- tle : Cambridge
Scholars Press, 2010.

Wikileaks, "Qatar Commits USD 40 Million for
UN Operations in Gaza" Wikileaks, 12 mai
2009. Consulté à l'adresse : [https://wikileaks.
org/plusd/ cables/09DOHA314_a.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/09DOHA314_a.html)
(Consulté le 20 juin 2021).

Anne Wolf, Political Islam in Tunisia : The
History of Ennahda, Londres : Hurst, 2017.

Communiqué final de l'Assemblée Générale
de la FIOE, Bruxelles, 25-27, mai 2007.

Comuniqué, Assemblée Générale de MF,
Musulmans de France, 14 juin 2021. Consulté
sur : [http://www. musulmansdefrance.fr/wp-con-
tent/uploads/2021/06/commu- niquee-
AG_12_13_juin_2021.pdf](http://www.musulmansdefrance.fr/wp-content/uploads/2021/06/communique-AG_12_13_juin_2021.pdf) (Consulté le 16 juin
2021).

Conseil d'Etat, 7 juin 1999, n° 178449, Ben
Mansour. Revue de l'Actualité Jurid- ique
Française. Consulté sur : [https:// www. rajf.
org/spip.php?article330](https://www.rajf.org/spip.php?article330) (Consulté le 24 avril
2021).

"La cité mode d'emploi", Hommes et Migration, n°
1218, mars-avril 1999. Liste des Membres -
Modifications aux

Statuts - Renouvellement du Conseil d'Administration Nominations, Annexes du Moniteur Belge, Service Public Fédéral, 27 février 2006.
Extrait de : www.ejustice.just.fgov.be/tsv_pdf/2006/02/27/06041047.pdf (Consulté le 20 juin 2021).

Oprichting de la Stichting Europe Trust Nederland, document notarié, 24 octobre 2006.

"(On)zichtbare invloed verslag parlementaire ondervragingscommissie naar ongewenste beïnvloeding uit onvrije landen", Tweede Kamer der Staten-Generaal, 25 juin 2020. Consulté à l'adresse : https://www.tweedekamer.nl/sites/default/files/atoms/files/verslag_pocob.pdf (Consulté le 20 juin 2021) ;

Rapport du Sénat Français n° 595 sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre. Consulté sur le site : <http://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-11.pdf> (Consulté le 21 avril 2021).

Rapport d'Activité du Fonds de Dotation Al Wakf France, 2014. Consulté sur : https://www.journal-officiel.gouv.fr/document/associations_a/794458620_31122014 (Consulté le 19 juin 2021).

Dossiers de la Préfecture de Seine- Saint-Denis obtenus par les auteurs ; Contact, Musulmans de France. Disponible sur le site : <http://www.musulmans-defrance.fr/contact/> (consulté le 21 avril 2021).

Rapport d'information au nom de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'Islam en France et de ses lieux de culte. Sénat de la République Française. 5 juillet 2016. Consulté sur : <https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-7571.pdf> (consulté le 18 juin 2021).

Rapport du Comité Permanent de Contrôle des Services de Renseignements et de Sécurité (Comité R) au Parlement belge, 19 juillet 2002. Récupéré sur : http://www.senate.be/www/?MIval=/publications/viewPubDoc&TID=33618007&LANG=-fr#2-1171/1_112 (consulté le 20 juin 2021).

Résumé (Processus ordinaire 0000035 /2001 E). Tribunal central d'instruction n° 005, Madrid, 17 septembre 2003. Consulté à l'adresse : https://e00-elmundo.uecdn.es/documentos/2003/09/garzon_binladen/auto_1.pdf (Consulté le 20 juin 2021).

Question orale sans débat N°942 de Mme Constance Le Grip, 15ème legis-

lature, Assemblée Nationale Française, 5 février 2020. Consulté sur : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-942QOSD.htm> (Consulté le 4 mai 2021).

Biographie, campagne Free Haddad. <https://www.freehaddad.org/gehad-biography/> (consulté le 31 janvier 2021)

<https://mobile.twitter.com/Islamism-Map/status/849643250583560192> (consulté le 23 juin 2021).

" Kristina Köhler gewinnt Verfahren gegen El Zayat", communiqué de presse sur le site de Kristina Köhler, 16 novembre 2005. Consulté sur le site : <https://www.kristina-schroeder.de/aktuelles/archiv/kristina-koehler-gewinnt-verfahren/> (Consulté le 19 juin 2021).

Nuestro Fundador : Fundación Dr. Bahíge Mullah Huech para el entendimiento de civilizaciones. Consulté sur : <http://www.fbmh.org/es/la-fundacion/nuestro-fundador> (Consulté le 26 mai 2021).

Document interne de Qatar Charity daté du 22 juin 2015, intitulé "List of projects in Spain developed by the LICOE".

قائمة بمشاريع إسبانيا، الجهة المنفذة: الرابطة [الإسلامية للحوار والتعايش]. Personnel des auteurs archives.

À PROPOS DES AUTEURS

Le Dr Lorenzo Vidino est le directeur du programme sur l'extrémisme de l'université George Washington. Il étudie les Frères musulmans en Occident depuis 20 ans. Son dernier livre sur le sujet s'intitule *The Closed Circle : Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West* (Columbia University Press, 2020), qui a été traduit en français, espagnol, italien et arabe.

Sergio Altuna est analyste associé au Programme sur la radicalisation violente et le terrorisme mondial de l'Institut royal Elcano. Ses travaux de recherche les plus récents portent sur l'analyse du discours et de la rhétorique de l'islamisme et sur le développement de récits alternatifs et de contre-récit

Traduction française : association EGALÉ
Site Web : egale.eu